

LES PRIMAIRES AMÉRICAINES
DANS LE NEW-HAMPSHIRE

M. Mondale est bien placé
pour être le candidat démocrate
à l'élection présidentielle

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde de l'économie »

Pages 21 à 24

Le retour de la grande peur
de 1945
La réforme de l'indemnisation
du chômage

La question basque : l'impasse

En Espagne
un scrutin

sans perspective

Le Parti nationaliste basque (PNV), qui représente le courant nationaliste conservateur et modéré, reste la formation majoritaire. La branche basque du Parti socialiste ouvrier, au pouvoir à Madrid, s'impose au deuxième rang, ce qui n'est pas sans mérite dans une région fondamentalement hostile au centralisme castillan. L'Alliance populaire de M. Fraga et la gauche « raisonnable » d'Enxarriko Ezkerra maintiennent leurs scores traditionnels et modestes. Le parti communiste est laminé, mais ce n'est pas une surprise.

C'est-à-dire que la très grande majorité des électeurs ont voté pour des partis qui entendent respecter la règle démocratique et les institutions à l'occasion des élections régionales qui ont eu lieu, dans un climat relatif, au Pays basque espagnol le dimanche 26 février. On pourrait s'en féliciter si l'on ne savait pas d'un scrutin qui s'est déroulé dans une région dont le contexte est complètement différent de celui du reste de l'Espagne.

L'analyse plus affinée des résultats laisse plutôt un pessimisme. Ces élections ne permettent pas d'espérer un recul du terrorisme, et l'on peut s'attendre à une aggravation de la polarisation entre socialistes et nationalistes du PNV, en désaccord complet sur la meilleure manière de lutter contre les commandos des Basques ultras.

Le PNV de M. Garçonnetes a légèrement progressé par rapport aux dernières élections régionales de 1980, mais il n'atteint pas son objectif : une majorité absolue qui lui aurait permis, pour former le prochain gouvernement autonome, de négocier avec les autres formations basques, et d'abord avec les socialistes de M. Benegas. Ceci, en revanche, estiment avoir obtenu le droit de faire davantage pression sur les nationalistes du PNV pour les contraindre à se prononcer nettement sur la question-clé du terrorisme et de passer aux actes. Les socialistes basques, en accord évident avec ceux de Madrid, accusent le PNV de complicité implicite avec l'ETA militaire. Ils lui ont reproché carrément l'assassinat, la veille du scrutin, d'un sénateur socialiste à Saint-Sébastien.

Il est vrai que le PNV se complait depuis des années dans une certaine ambiguïté. Il réprime la violence armée de l'ETA ou des commandos autonomes qui lui sont associés, et même il la condamne. Mais il a utilisé cette « pression terroriste » pour obtenir des concessions de Madrid. En outre, il n'entend pas se dissocier du vaste et puissant courant nationaliste basque qui « comprend » sans approuver les assassinats des groupes d'action clandestins.

La coalition Herri Batasuna, qui représente en fait l'ETA militaire, a maintenu son score de 1980. C'est-à-dire que cent cinquante mille Basques environ votent pour un mouvement qui justifie la violence armée de l'ETA. Herri Batasuna est maintenant la troisième formation basque : le terrorisme n'est pas un phénomène isolé. Il est bien comme un poison dans l'eau au Pays basque espagnol, d'autant plus que ses « sympathisants » se recrutent aussi dans d'autres parties basques. Herri Batasuna conserve ses onze députés - qui continueront symboliquement à ne pas siéger à Vitoria - contribuant à rendre encore plus difficile le jeu parlementaire basque.

Les dirigeants de Madrid, les chefs de l'armée et le roi Juan Carlos sont persuadés que le PNV, divisé en au moins deux tendances, pourrait, s'il le voulait, inciter les ultras de l'ETA à la modération sinon à la compréhension. Mais il est douteux que MM. Garçonnetes et Arzallus y soient mieux disposés aujourd'hui qu'il y a dix ans. Le drame basque connaîtra sans doute d'autres pages de sang.

En France, la campagne de représailles continue contre les terroristes de l'ETA

De notre envoyé spécial

Deux manifestations de protestation contre le terrorisme et la violence étaient prévues ce lundi 27 février à Bayonne, au Pays basque français.

Bayonne. - Cinq assassinats et un enlèvement en moins de trois mois : le GAL (Groupe antiterroriste de libération) poursuit sans s'essouffier sa campagne de représailles contre les membres présumés de l'ETA réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques. Sa dernière victime a été tuée samedi 25 février vers midi près de Mauléon, dans la montagne. Eugenio Gutierrez Salazar, âgé de vingt-neuf ans, assurait son tour de garde à l'extérieur d'une colonie de vacances, quand il a été atteint au cœur par une balle sans doute tirée depuis la route, 100 mètres en contrebas, avec un fusil à lunette.

Malgré la fermeture de la frontière et un important dispositif policier, les membres du commando ont pu s'enfuir sans être inquiétés. Gutierrez Salazar participait avec une vingtaine de compagnons, réfugiés comme lui, à un stage de langue basque, ce qui montre, de la part du GAL, une excellente connaissance de la communauté basque espagnole dans les Pyrénées-Atlantiques.

Ce dernier assassinat renforce cependant l'impression que le

groupe anti-séparatiste choisit ses cibles un peu au hasard parmi les membres présumés de l'ETA. Eugenio Gutierrez Salazar, selon les premiers témoignages, s'était porté volontaire dix minutes avant de mourir pour ce tour de garde à l'extérieur de la colonie de vacances.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 7.)

ELECTIONS MUNICIPALES

la gauche perd Draguignan

LIRE PAGE 9 L'ARTICLE DE GUY PORTE

LE LOGEMENT A PARIS

300 000 appartements sans confort
dans la capitale

LIRE PAGE 45 L'ARTICLE DE MARC AMBROISE-RENDU

Les deux Allemagnes : l'embarras

La nièce du chef du gouvernement
de Berlin-Est cherche asile
à l'ambassade de RFA à Prague

Correspondance

Bonn. - Le gouvernement ouest-allemand, qui n'a cessé ces derniers temps de mettre en garde les Allemands de l'Est contre la tentation de chercher refuge dans les ambassades occidentales se trouve confronté à un cas particulièrement embarrassant. La nièce du premier ministre ouest-allemand M. Willi Stoph, M^{me} Ingrid Berg, s'est réfugiée à l'ambassade de RFA en Tchécoslovaquie, avec son mari, ses deux

enfants de sept et trois ans, et sa belle-mère. Deux autres ressortissants est-allemands dont on ignore l'identité se trouvent également dans l'ambassade. La Tchécoslovaquie est le seul pays où les Allemands de l'Est peuvent se rendre sans passeport.

Selon le journal Die Welt qui a révélé l'affaire, la nièce du premier ministre ouest-allemand demande à se rendre en RFA. Elle a fait savoir qu'elle refuserait de retourner en RDA même si on lui promettait de ne pas être poursuivie. Le chancelier Kohl avait été prévenu de sa présence à l'ambassade de Prague, vendredi 24 février dans la soirée, au cours de sa visite à Paris. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, s'est refusé à tout commentaire, avertissant que ce genre d'affaire ne pouvait se traiter que dans la discrétion. Son collègue des affaires intérieures, M. Windelen, avait auparavant reconnu que ce cas était « naturellement plus compliqué que ceux qui s'étaient présentés jusqu'ici ».

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 7.)

Ecole privée : la crispation

La querelle scolaire se politise à mesure qu'approche le 4 mars, jour prévu pour la dernière des cinq manifestations des partisans du privé, qui aura lieu à Versailles. Le succès grandissant des rassemblements qui ont eu lieu en province - Bordeaux, Lyon, Rennes, enfin Lille - représente pour l'enseignement catholique à la fois un atout et un risque.

L'atout est clair. Plus se multiplient les « marches », plus s'amplifient les défilés, plus s'affirment la force des négociateurs du privé face aux propositions du ministre de l'éducation nationale.

Le risque, toutefois, apparaît plus nettement depuis le week-end. C'est celui des alliés encombrants. L'enseignement catholique avait soigneusement tenu à l'écart des estrades les « ultras » antigouvernementaux, comme M. Guy Guerneur (RPR), et su résister à la pression de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement (M. Barrot, UDF) qui considèrent la négociation comme une faiblesse, voire comme une trahison.

Les déclarations de M. Jacques Chirac à RMC ne vont pas dans le sens de la sérénité, ni de la prudence... épiscopale. Arguant d'une différence entre « le pays idéal et le pays réel », le président du RPR appelle les partisans de la liberté de l'enseignement à « démontrer éventuellement par des manifestations dans la rue leur position face à la mainmise du pouvoir socialiste et communiste sur le carreau de nos enfants ».

Cette vision caricaturale ne peut que gêner l'épiscopat, qui a pris la tête des manifestations précisément pour éviter toute récupération politicienne. A Lille, Mgr Vinet, président de la conférence épiscopale, a affirmé : « Vous ne manifestez pas contre d'autres ; ni contre le gouvernement ; ni contre l'école publique ; ni contre tel ou tel groupe politique. » S'il a éprouvé le besoin de le dire, n'est-ce pas parce que pour beaucoup de manifestants cet apolitisme n'est pas spontanément ressenti ?

A gauche aussi, on politise. Quand M. Bouchareille, pour le CNAL, dénonce « l'appui logistique des partis de l'opposition à ces manifestations », il grand le risque - lui qui est un adhérent du PS - de transformer stationnement tous les manifestants en opposants, puisque ce serait la droite qui les réunirait !

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 10.)

ROUMANIE : des trous dans le mythe

I. - Le style, c'est l'homme

De notre envoyé spécial JAN KRAUZE

Bucarest. - Une phrase sèche, douze minutes après le début du journal télévisé. C'était bien assez pour annoncer aux Roumains, le 10 février, la mort de Iouri Andropov. La Roumanie est membre du pacte de Varsovie, membre du Comecon, elle a 1 200 kilomètres de frontière avec l'URSS, et un régime imposé par Moscou au lendemain de la guerre - là comme ailleurs dans cette partie de l'Europe. Mais il ne sera pas dit que la mort du grand chef du camp socialiste puisse impressionner en quoi que ce soit M. Ceausescu. Au même moment, toutes les autres télévisions des pays frères se répandaient en lamentations. Et les voisins bulgares échappaient même à toute comparaison, puisque ce soir là, comme tous les

vendredi, la télévision de Sofia, parfaitement à Bucarest, diffusait les émissions de Moscou, en russe. Le lendemain encore, tandis que l'émetteur de Sofia, redevenu bulgare malgré tout, poursuivait sur le mode lugubre une infinité d'homages au regretté disparu, Bucarest ne changeait pas un iota à son programme, pour une fois plutôt gai. Pouvait-on rêver plus bel exemple de cette indépendance dont on aime tant se draper ici ?

Naturellement, à y regarder de plus près, les choses sont un peu moins simples. La presse roumaine

rieuse de respecter, en toutes circonstances, une stricte hiérarchie des valeurs, et donc de rendre compte, d'abord, et longuement, des activités du camarade Ceausescu. Andropov, défunt ou pas, a donc dû attendre qu'on informe en détail les Roumains de l'entretien accordé ce jour-là par leur président à une délégation des syndicats bulgares. « Ici, ils n'ont qu'un seul dieu », commentait un observateur d'un autre pays de l'Est, partagé entre la dérision et l'envie. Cela dit, l'effet produit, en ces circonstances comme en bien d'autres, est remarquable : comment ne pas reconnaître que la Roumanie n'est vraiment pas un pays socialiste comme les autres ?

(Lire la suite page 6.)

LE DÉBAT SUR LA PRIVATISATION DE L'AUDIOVISUEL

D'un modèle à l'autre

Par YVES AGNÈS

Il y a deux manières d'engager une réflexion sur un sujet difficile. A chaud : c'est ce que provoquent les syndicats de l'audiovisuel lorsqu'ils privent la France entière de programmes télévisés. Ou à froid : c'est ce que vient de faire M. Pierre Desgrupes dans son interview au Monde (1). Avec courage, avec lucidité, avec mesure, le patron d'Antenne 2 a ouvert le débat. Il convient d'en profiter, alors qu'aucune pression sociale, aucune échéance politique ne vient obscurcir les positions.

Que dit en substance Pierre Desgrupes ? Qu'une chaîne de télévision comme la sienne, qui a le fœtus d'un grand nombre de téléspéctateurs, aurait avec un statut privé une plus grande capacité de gestion et d'innovation dans les programmes, en libérant de certaines contraintes. Un point c'est tout. Mais on ne peut comprendre son intervention sur la « privatisation » si on la sépare du reste de l'entretien qu'il a eu avec Annick Cojean, tout entier orienté sur l'avenir de l'audiovisuel. C'est ce que se sont bien gardés de faire ses détracteurs les plus farouches, notamment les organisations syndicales de l'audiovisuel public.

Les propos du PDG d'Antenne 2 s'inscrivent en effet dans un moment particulier et dans un contexte qui nous est propre : le passage d'un modèle de système audiovisuel à un autre, de la télévision d'Etat à la télévision multiple.

Dix ans se sont écoulés depuis la fin de l'ORTF, avec la réforme de 1974. C'est à ce moment-là que commence l'évolution, en mettant peu ou prou les chaînes publiques en concurrence et en séparant d'elles le principal outil de production, la puissante SFP. Aujourd'hui, rien n'a encore vraiment changé, mais demain ? A la fin de 1984, c'est Canal-Plus, chaîne privée payante, qui sera lancée. Dans les années qui viennent, une cinquième chaîne, diffusée par satellite et financée par la publicité, a de fortes chances de voir le jour (l'hypothèse la plus probable étant une chaîne franco-luxembourgeoise). Surtout, la mise en place progressive des réseaux câblés permettra l'éclosion de programmes locaux concurrentiels de FR 3, et la diffusion des télévisions étrangères et « périphériques », pour peu que l'Etat l'autorise.

L'étape la plus importante a été le vote par la loi du 29 juillet 1982, qui ouvre une brèche dans le sacro-saint monopole et permet, sous conditions, la création de télévisions privées. Fait majeur : c'est une majorité socialiste (les communistes s'abstiennent) qui a voté cette loi libérale, que n'avait pas osé mettre en œuvre l'opposition d'aujourd'hui. Cette loi et les perspectives qu'elle ouvre, sont les signes d'une évolution irréversible qui correspond à une triple logique.

Logique sociale. D'abord : la « demande » des téléspéctateurs - c'est-à-dire des citoyens - qui souhaitent que leurs choix en matière de programmes de télévision soient élargis et très forte et constante ; comme pour la radio, le public ne comprend plus que les chaînes doivent être sous régie d'Etat.

(Lire la suite page 19.)

(1) Daté 22 février.

DEMAIN

Un article de M. Pierre Mauroy
sur la modernisation industrielle

Michel
DÉON

de l'Académie française

« Je vous écris
d'Italie... »

roman

« Déon n'a jamais été meilleur : le raconteur, mais aussi le voyageur épris de mystères, l'Européen inconsolable de nos guerres fratricides, et l'homme de plaisir ».

Bernard Poirot-Delpech / Le Monde

« Plein de romantisme, de sensibilité aigüe, il promène son regard à la recherche de l'amour sans cesse présent-perdu ».

Claire Gallois / Le Figaro

GALLIMARD nrf

LU

« LE MOUVEMENT OUVRIER »
d'A. Touraine, M. Wiewiorka et F. Dubet

Conscience de classe et action politique

ALAIN TOURAINE et ses compagnons de travail n'ont jamais fait de la sociologie en chambre. Ils vont, une fois de plus, « au charbon » en écoutant ceux qu'ils appellent « les acteurs de la recherche », c'est-à-dire des groupes de militants syndicalistes de Lorraine, cheminots de Périgueux, chimistes de la région lyonnaise, OS et techniciens de l'informatique de la région parisienne et des groupes de dirigeants de la sidérurgie et de la chimie.

Où en est le mouvement ouvrier ? Telle était la question centrale à laquelle l'équipe voulait répondre. Attention ! Il ne s'agit pas d'une enquête par interviews sur l'état du syndicalisme, mais d'une recherche profonde, celle, notamment, de la conscience de classe. Pour nos auteurs, le mouvement ouvrier, c'est « l'action organisée par laquelle la classe ouvrière met en cause le mode de gestion sociale de la production industrielle et, plus généralement, la domination qu'exerce, selon ses représentants, les détenteurs du capital sur l'ensemble de la vie sociale et culturelle ». Merci à nos sociologues de définir d'entrée de jeu le titre de leur ouvrage ! Ce n'est pas si fréquent dans la corporation. Combien de fois faut-il accomplir des exercices de rétablissement et des rapprochements byzantins pour apprécier le sens exact de telle notion promue à travers les pages, avec les connotations les plus confuses. Ici, l'on voit clair, et ce n'est pas au détriment des résultats de l'exploration.

Les constatations essentielles faites par nos auteurs, tout au long d'un riche cheminement, peuvent être résumées ainsi :

1) A la charnière d'actions de défense et d'une volonté politique de transformer une situation historique, le mouvement ouvrier décline. La conscience de classe n'est plus ce qu'elle était, c'est-à-dire la combinaison d'une conscience hère (appuyée sur la qualification, le métier, l'autonomie professionnelle : éléments aujourd'hui menacés) et d'une conscience prolétarienne, essentiellement définie par le manque et la privation.

2) Les modèles disparaissent : les grandes utopies, liées à l'anarcho-syndicalisme puis au communisme, ne sont plus de saison. La crise des modèles ne relève pas de la seule histoire politique mais s'inscrit aussi dans les mutations culturelles de la société industrielle.

3) Ces phénomènes entraînent un repli défensif du travailleur sur lui-même, conduisant parfois à l'action directe et au rejet de la politique qui éloigne de la base.

4) L'affaiblissement de la conscience de classe prive le syndicalisme de son principe essentiel d'intégration, de sorte que les organisations syndicales ne peuvent maintenir leur influence qu'en intervenant dans la politique économique et sociale. D'où l'apparition d'un phénomène nouveau : l'importance des politiques syndicales et de la difficulté de combiner l'intervention politique et la revendication directe.

Le mouvement ouvrier ne relève-t-il donc plus que de l'his-

toire ? Notre équipe de sociologues fait très justement remarquer que ce constat du déclin ne vaut que pour les sociétés qui sont en voie de devenir post-industrielles. En outre, d'autres mouvements sociaux subsistent sans doute en se déplaçant du monde du travail à l'ensemble du champ culturel, pour lutter contre une domination qui, bien au-delà de la production s'étend, à la consommation, à l'information, à l'éducation.

Au reste nos auteurs sont-ils si sûrs que celle du passage rapide de sociétés développées à l'ère post-industrielle ? N'y a-t-il pas des pays en voie de « réindustrialisation » comme le Japon, où, selon l'OCDE, au cours des vingt dernières années, l'emploi industriel a augmenté, alors que, selon les mêmes sources, il reculait aux Etats-Unis ?

Même outre-Atlantique, sur la nature même et l'ampleur du phénomène de désindustrialisation, les observateurs ont des diagnostics divergents, voire contradictoires (1), et l'un des éléments qui suscitent le plus d'interrogations c'est l'électronique et ses effets possibles sur un « renouveau industriel américain » ? Vaste débat qui n'est certes pas l'objet du livre, mais qui, en définitive, a peut-être été un peu trop vite clos par l'école d'A. Touraine.

PIERRE DROUIN.

« Le Mouvement ouvrier », éditions Fayard, 440 pages, 98 F.

(1) Selon Marianne Debouzy dans son livre *Travail et travailleurs aux Etats-Unis*, Editions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, Paris-5, 1984.

LETTRES AU Monde

La « nouvelle citoyenneté » des secrétaires de mairie

Le nouveau statut des fonctionnaires des communes, des départements et des régions, a été déclaré conforme à la Constitution. Seules certaines dispositions concernant notamment les centres de gestion des futurs corps sont tombées sous le couteau du Conseil constitutionnel.

Et pourtant, il y a dans la nouvelle loi une disposition tout à fait extraordinaire qui aurait dû, à notre avis, faire sourcilier les gardiens de la Constitution : il s'agit de la « décharge de fonction », réservée aux cadres fonctionnaires, à savoir les directeurs de services et les secrétaires des communes de plus de cinq mille habitants.

Cette innovation permet, le plus simplement du monde, à l'autorité exécutive - le maire, dans une commune - de se faire fin d'un trait de plume aux fonctions du secrétaire

qu'il employait la veille. La loi ne fixe aucun motif et aucun recours pour cette procédure simple et expéditive qu'on a assortie d'une seule condition : l'autorité investie de ce pouvoir absolu et discrétionnaire devra tout de même attendre six mois après... les élections locales. C'est ce qui permet à un éminent juriste de décrire ainsi le futur organisme d'une mairie : « Vous aurez le maire qui, bien payé avec la revalorisation, aura le temps de s'occuper de très près de tout le monde. A sa gauche, son directeur de cabinet politique, nommé et révoqué discrétionnellement. A sa droite, siègeront le secrétaire général, nommé et révoqué discrétionnellement. Tous les deux seront de véritables valets, engagés dans un concours de brosse à reluire. Et, en dessous, une masse de fonctionnaires amorphes ».

Bien évidemment, ce pouvoir régalién s'exercera pour des motifs politiques. Mais on peut se demander ce qui empêchera un maire de révo-

quer son (ou sa) secrétaire pour de tout autres raisons que la morale réprovable d'un débauché.

Cette disposition affligeante est sans précédent, du moins dans la période républicaine. Mais elle ressemble étonnamment au « relèvement de fonctions » qu'avait institué une loi du 29 mars 1941. Bien sûr, il n'est pas envisagé de contraindre les cadres territoriaux évincés à porter la sinistre étoile jaune, mais quand même, est-ce bien cela la « nouvelle citoyenneté » qu'on leur avait promise ?

BERNARD VIAL,
JEAN CUYNET,
ANTOINETTE CORTES,
(Echelle, libre).

Je blâme Simone Veil

Je suis un homme de droite et n'en fais pas mystère. Mais je blâme de toutes mes forces l'actuelle opposition de transformer en questionnement sur l'Europe un questionnaire sur la France.

Je blâme particulièrement Simone Veil d'installer dans des fautes les ennemis jurés de l'Europe (RPR) qui jusqu'ici n'avaient à Strasbourg que des strapontins : je veux dire les héritiers spirituels de ceux qui ont torpillé la CED, abandonné l'OTAN, lancé l'appel de Cochon au chauvinisme hexagonal.

Et comme simultanément M. Mitterrand nommé aux affaires européennes un socialiste qui fut l'adversaire farouche de la CED et de la Communauté économique, j'accuse la France, les deux France, la France de droite et le peuple de gauche, de torpiller l'Europe.

Une fois de plus.

ABEL CLARTÉ
(RIS-Orange).

Une autre ressource pour la restructuration industrielle

Alors que la Bourse se porte à merveille et que les couches aisées semblent florissantes, on ne peut pas laisser croire aux salariés qu'ils sont les seuls à faire l'effort économique, social et politique de la restructuration industrielle. Il ne s'agit plus seulement de dire qu'il faut un effort partagé par tous. Ce qu'il faut maintenant, c'est véritablement resserrer les forces populaires sur la permanence des convictions de gauche du gouvernement. C'est désagréable à dire en ces termes quand comme moi on en est convaincu, mais c'est bien ainsi que le problème se pose. Et en même temps il faut éviter de donner des arguments nouveaux à la droite. Pas facile à faire ! Mais il faudra bien trouver des recettes. J'en proposerais volontiers une à la discussion.

Instaurons par exemple un emprunt obligatoire sur la fortune affecté à l'investissement et à la restructuration industrielle. Ainsi, au moment où on parle d'exonérations fiscales diverses et d'aides nouvelles aux zones en difficulté, on pourrait trouver quelques moyens supplémentaires chez ceux qui en ont, sans pourtant qu'ils puissent crier au vol, au vol ! Cet emprunt obligatoire montrerait par ailleurs aux salariés qu'ils ne sont pas les seuls à faire un effort. Et il serait difficile aux « fortunés » de refuser de participer à l'effort national... d'investissement.

FRANÇOIS ASCHER,
directeur de l'Institut
d'urbanisme de l'Université
Paris-VIII.

Où est l'endocritérisme ?

L'article de M. Chalon (le Monde du 18 février) fait frémir de colère tant il affiche de contre-vérités et de calomnies.

Ainsi, c'est l'enseignement laïque qui est « imprégné d'idéologie » et qui pratique « l'endocritérisme » ? Car l'Eglise, elle, n'a pas d'idéologie sans doute ? Mais nous, enseignants laïques, sommes évidemment tous communistes... Où sont ces « écrits de la gauche » (qu'on les cite !) qui disent que l'endocritérisme est « la première mission de l'éducateur » ? Où le programme socialiste dit-il que les enfants « appartiennent » à l'Etat ? Le vieil instituteur combiste de mon enfance (il savait le latin et était sans doute passé par le séminaire), mangeur de curés, ne m'a pas empêché d'avoir le prix d'honneur au catéchisme en 1925. Un de mes anciens élèves, aujourd'hui secrétaire de mairie, se souvient avec gratitude de mes leçons sur Pascal.

Mais le plus beau est sans doute la formule sur « la dégradation, résultat inévitable de la démocratisation ultra-rapide de l'enseignement ». Pourquoi ne pas avouer directement qu'on veut une éducation pour quelques-uns seulement ? Se réclamer de la liberté et déplorer la démocratisation est un merveilleux aveu d'étrouffement politique.

L'enseignement privé a le privilège, paraît-il, d'un « minimum de règles et d'éthique ». Ainsi, en France, il y a 17 % d'enfants convalescents et 83 % de voyous.

Ainsi, l'insulte à l'égard des enfants va de pair avec celle adressée aux professeurs.

CLAUDE SAINT-GIRONS
(Bordeaux).

L'éducation, comme la santé...

La querelle de la liberté de l'enseignement, de l'école privée opposée à l'école d'Etat, empoisonne la vie politique française depuis des décennies.

VIOLS ET MEURTRES D'ENFANTS

A l'image de notre société ?

par GENEVIÈVE
PROST-BERTHELLOT (*)

donc inévitable que ces violents soient de prison avec leurs pulsions.

Bien souvent aussi, il s'agit d'anciens parias ou légionnaires qui ont fait partie de ces corps d'armée dont on sait que la virilité conquérante est le thème moteur, et où les chansons et les « mots de passe » sexistes et violents sont répétés à longueur de marches (« massacrer et violer » est un refrain de cette sorte).

C'est pourquoi vouloir rétablir la peine de mort lorsque le drame a eu lieu, c'est vouloir s'attaquer aux conséquences, en ne rendant responsable que l'homme qui a été « trop loin », plutôt qu'aux causes de ces tragédies.

A moi avis il n'y a pas d'hommes innocents par rapport au viol, pas plus que celles d'entre les femmes qui, inconsciemment, « épousent » la mentalité masculine (je pense aux femmes jurés par exemple). Quand on dit à Franco-Inter, un dimanche matin sur le mode plaisant, qu'une centenaire ayant été violée, il est réconfortant de savoir qu'on peut encore séduire à tout âge, comme si le viol avait quelque chose à voir avec la séduction, le plaisir ou l'amour...

Quand, dans les commissariats, des femmes viennent déposer plainte pour tentative de viol, on leur répond : « Vous n'avez pas été violée ? Alors, qu'est-ce que vous voulez ? »

Quand on laisse les publicitaires montrer certaines images de femmes qui sont, n'en doutez pas, des supports à l'imaginaire masculin, justifiant et entretenant leurs pulsions de viol... Quand on « traite » l'impudence masculine comme une maladie et non comme un état d'esprit,

(*) Docteur en médecine.

La barbarie sous-jacente

On est alors responsable d'une idée des femmes qui permet à l'agresseur quel qu'il soit de considérer toutes les femmes, et donc les petites filles, et donc tous les enfants, comme les possesseurs de leur corps et de leur propriété sans limite et sans abus. Selon l'expression banale : « Sois belle et tais-toi », femmes (et enfants) n'ont en soi-même que leur mot à dire, bien entendu, qu'elles doivent être d'être « remarquées » par un homme, filmé, brutal, violent, alcoolique, sadique, meurtrier, seulement parce qu'il est un homme.

Combien de femmes l'ont payé de leur équilibre, de leur santé, voire de leur vie ?

Pourquoi n'est-ce que dans le cas de crimes plus odieux que les autres, que l'opinion publique se réveille et crie à l'assaut ? Y a-t-il vraiment des degrés dans l'impudence masculine ? Il n'y a de degrés que dans les conséquences. C'est leur classe, en leur destin, ou plutôt leur force qui fait que les victimes soient sauvées.

Je ne suis pas féministe quant à moi que les femmes ne veulent plus « faire des enfants ». Pour en vouloir, il est nécessaire d'« oublier » la barbarie sous-jacente et l'hostilité ambiante. Quand elles en ont, c'est bien souvent au prix d'une culpabilité, chaque fois qu'elles pensent à l'avenir de ces enfants qu'elles ont mis au monde.

Or la société française, sous l'influence du féminisme, avait une chance de s'attaquer aux causes de ces meurtres contre les femmes (donc contre les enfants). En effet, la loi existante, en France, ne protège, avant au moins la sortie de l'école, les femmes de la discrimination contre les hommes. On n'a pas parlé, peut-être parce que, aussi insuffisante soit-elle, cette loi a suffi, avant même qu'elle ait été votée, les protestations de ces messieurs qui, pour les uns, y voient la menace à gagner (surtout pour les autres, la disparition des supports de leurs fantasmes ; les uns et les autres se défendant d'avoir des pulsions de viol. Peut-être ? Mais alors, seraient-ils prêts à accepter de gagner moins (7), ou de fantasmer moins bien (8) pour diminuer les pulsions de viol chez ceux d'entre eux, plus faibles, plus traumatisés (7), plus marqués, bref, les « malades » qui ne savent pas résister à leurs pulsions, et qui ont l'accord implicite de la société, pendant l'acte ?

Une telle loi, qui pourrait donner aux femmes le choix de dire : « tel comportement, telle image, tel discours nous agresse », serait un progrès pour l'ensemble de la société, qui accablait peut-être ainsi, un peu, à ce qu'on nomme « civilisation ».



REVUE CORPS ECRIT N°9

La demeure

Textes inédits de Georges-Emmanuel Clancier, André Leroi-Gourhan, Robert Joly, Paul Virilio, Jacques Pezu-Massabau, Christian Atlas, Marie-France Renoux-Zagani, Marie-Claire Banquart, Frédéric Hébrard, Jean Lahougue, Jacques Madaule, André Barreau, Marie-Madeleine Davy, Olivier Marc, Michel Gresset, Michel Butor, Daniel Charles, Marie-Françoise Christout, Michel Mesnil. 192 pages. 68 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde
4, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 07
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDRAIN 6827 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS	
Angleterre	Autres pays	3 mois	6 mois
200 F	250 F	341 F	653 F
170 F	220 F	341 F	653 F
150 F	200 F	341 F	653 F
130 F	180 F	341 F	653 F
110 F	160 F	341 F	653 F
90 F	140 F	341 F	653 F
70 F	120 F	341 F	653 F
50 F	100 F	341 F	653 F
30 F	80 F	341 F	653 F
10 F	60 F	341 F	653 F

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Leroi-Gourhan, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimé à Paris
Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications : 57 437
ISSN : 0395-2031

LA GUERRE DU GOLFE ET LA SITUATION EN IRAN

- L'Irak lance un appel au monde islamique pour qu'un terme soit mis aux hostilités
- Washington aurait demandé à ses alliés d'interrompre les livraisons d'armes à l'Iran

Tandis que de violents combats se poursuivaient samedi et dimanche dans la région de Bessorah, au sud du front irano-irakien, Bagdad lançait au monde islamique un appel pour mettre un terme à la guerre du Golfe, qui a pris depuis plusieurs jours une ampleur accrue après quarante mois de conflit.

Au cours d'une conférence de presse, l'ambassadeur d'Irak à Islamabad, le docteur Adel Ahmed Zedan, a déclaré que son pays accueillait favorablement « toutes nouvelles démarches » du chef de l'Etat pakistanais, le général Zia ul Haq, faite soit à titre personnel, soit en sa qualité de membre du Comité islamique pour la paix. L'ambassadeur irakien a cependant averti que les appels à la paix du gouvernement irakien ne devaient pas être pris pour une marque de faiblesse.

L'Irak n'a pas encore utilisé toutes les forces dont il dispose », a-t-il dit, ajoutant que « si l'Irak y était contraint, il ferait usage de ses importantes réserves d'armes très modernes et sophistiquées ». L'Irak, a-t-il ajouté, « ne pourra y faire face, malgré le flot d'armes américaines qui lui parviennent par l'intermédiaire d'Israël ». M. Zedan a exclu la recherche d'une aide occidentale et a affirmé que son pays s'opposerait à toute tentative d'intervention extérieure si l'escalade militaire avec l'Iran conduisait à la fermeture du détroit d'Ormuz.

Cependant, il a indiqué qu'en cas de besoin l'Irak pourrait invoquer le pacte de défense qui le lie au

Conseil de coopération du Golfe (CGC).

Pour sa part, l'hebdomadaire américain *Newsweek*, citant des sources proches du Pentagone, écrit que les Etats-Unis « ont persuadé Israël d'arrêter de vendre des armes à l'Irak ». Selon *Newsweek*, Washington a également demandé à la Corée du Sud de cesser de fournir des munitions, des pièces détachées et autres équipements militaires à Téhéran, et qu'il a fait des démarches analogues auprès de la Grande-Bretagne.

A Téhéran, l'homme d'Etat Hachemi Rafsanjani, représentant de l'Imam Khomeiny au conseil supérieur de défense iranien et président du Parlement, a estimé, dimanche, que les forces d'Irak occupent de « très bonnes positions » et que deux des quatre corps d'armée irakiens, le troisième sur le front central dans la région d'Al-Amarah et le quatrième sur le front sud à Bessorah, « soit les deux tiers de la puissance militaire de l'Irak, sont en danger d'être encerclés ». Il a réaffirmé les deux principales conditions iraniennes pour la paix : « l'octroi de dommages de guerre et le jugement de Saddam Hussein ».

Evocant la présence de la flotte américaine à proximité du détroit d'Ormuz, à l'entrée du Golfe, M. Rafsanjani l'a considérée comme un « bluff » des Etats-Unis. « Si Reagan vient avec sa flotte dans le golfe Persique, a-t-il dit, nous pensons qu'il arrivera aux

Etats-Unis dans la région quelque chose qui sera considéré dans l'histoire du monde comme un événement majeur. Nous n'avons pas vraiment d'inquiétudes et nous nous préparons pour un tel jour, mais d'après moi, une telle éventualité est très faible. Les Etats-Unis ne sont pas fous. »

Plus de maîtrise irakienne du ciel

A Bagdad, un porte-parole militaire irakien a indiqué que les forces iraniennes avaient lancé, dimanche, à l'aube, une nouvelle attaque contre les forces irakiennes dans la région

mée irakienne pouvait compter sur un soutien absolu de son aviation pour repousser les assauts iraniens. Les attaques aériennes iraniennes, dont l'une a été lancée dans le secteur le plus septentrional du front, les montagnes du Kurdistan, montrent également que l'Irak entend mener une offensive globale n'épargnant aucun point de la frontière, longue de 1 200 kilomètres, en ayant recours à la totalité des moyens dont il dispose.

C'est, du reste, l'avis exprimé par le commandant du troisième corps d'armée irakien (qui couvre une partie du front sud), le général Maher Abdel Rachid, qui a souligné, vendredi devant la presse, que



de Chilat, à 350 kilomètres au sud-est de Bagdad. La poussée irakienne dans ce secteur intervient simultanément avec celles visant les régions d'Al-Kut, à 100 kilomètres plus au nord, et de Bessorah, dans le sud de l'Irak. Cependant, pour les observateurs militaires de Bagdad, l'élément le plus significatif des dernières journées a été la reprise des activités de l'aviation irakienne au-dessus du territoire iranien. Cela pourrait indiquer que la chasse irakienne ne bénéficie plus de la maîtrise totale du ciel comme lors des précédentes offensives, quand l'ar-

« L'Irak veut que cette offensive soit décisive ». « L'attaque contre la région de Bessorah, a-t-il dit, a été la plus large et la plus générale que celle de juillet 1982 contre la même région. Le général a enfin indiqué qu'il existe des poches irakiennes jusqu'à 7 kilomètres à l'intérieur du territoire iranien. Mais, a-t-il précisé, « l'Irak ne veut pas à garder ces territoires occupés au terme des hostilités ». (AFP, Reuters.)

(Lire page 44 l'article de Véronique Maurus sur les réactions des milieux pétroliers.)

CONFONDU AVEC UN DIPLOMATE FRANÇAIS

Un homme d'affaires britannique a été assassiné à Téhéran

Téhéran. — Un homme d'affaires britannique a été assassiné dans la rue, dimanche matin 26 février, à Téhéran.

Il a été tué d'une balle dans la tête à 7 h 45 (heure locale, alors qu'il s'agissait d'une méprise, le ou les auteurs de l'attentat ayant voulu tuer un membre du personnel de l'ambassade de France à Téhéran, qui habite dans la même rue que la victime.

En effet, avant même que l'attentat ne soit connu, le bureau de l'Agence France-Presse à Téhéran avait reçu un coup de téléphone revendiquant l'opération et indiquant, avec précision, l'heure et le lieu où elle s'est déroulée.

Le correspondant anonyme a revendiqué l'« exécution révolutionnaire d'un diplomate français à Téhéran ». « Cette action est une action contre l'impérialisme français et une riposte au parti sioniste de Mitterrand et l'impérialisme français comprendront parfaitement le sens de nos actions », a-t-il ajouté.

Dix membres de la « branche militaire » du Toudéh ont été exécutés

Téhéran. (AFP). — L'ancien commandant de la marine iranienne, trois colonels de l'armée et six autres personnes, tous membres de la « branche militaire » du Parti Toudéh, le parti communiste iranien interdit en mai 1983, ont été exécutés le samedi soir 25 février à Téhéran.

C'est la première annonce officielle d'exécutions de communistes iraniens après l'arrestation de plusieurs milliers d'entre eux entre février et mai 1983.

Le capitaine de vaisseau Bahman Afzali, les colonels Houshang Attarian, Hassan Azarfar, Bijan Kabiri, deux militaires, MM. Mohamad Bahrami et Abdolraz Bahrami Nejad ainsi que quatre civils, MM. Chahrokh Djahangiri, Khosrow Lotfi, Farzad Khazaei et Gholamreza Khazaei ont été fusillés après avoir été jugés en décembre 1983 et au mois de janvier, a annoncé un communiqué du bureau du procureur cité par les journaux *Kayhan* et *Tehrán Times*.

Cent une personnes avaient été jugées, à partir du 6 décembre 1983, par le tribunal de la révolution islamique de l'armée. Quatre-vingt sept ont été condamnées à des peines de prison, quatre acquittées et dix condamnées à mort. Elles étaient ac-

cusées d'espionnage au profit de l'Union soviétique, de complot pour renverser la République Islamique, ainsi que de détention d'armes.

Tous les accusés, qui ne sont pas assistés par des avocats dans les juridictions islamiques, ont « reconnu leur culpabilité », selon les compte rendus d'audience de la presse iranienne, seule autorisée à suivre les débats.

Le directeur de la compagnie Air France avait, à cette époque, été blessé aux jambes par des hommes qui, visiblement, n'avaient pas cherché à le tuer. Depuis l'automne dernier, plus aucune menace n'avait été formulée contre des Français vivant en Iran.

L'ambassade de France dans la capitale iranienne, qui ne compte qu'un personnel réduit, a récemment renforcé sérieusement les mesures de protection de ses bâtiments. On précise, par ailleurs, de source britannique, que l'identité de l'homme d'affaires assassiné sera officiellement annoncée dès que sa famille aura été prévenue.

Un « avertissement » à l'URSS

L'exécution de ces dix condamnés intervient au moment où l'Iran mène une offensive très importante contre l'Irak, qui bénéficie de l'aide en matériel de l'Union soviétique et utilise des missiles fabriqués en URSS pour bombarder les villes d'Iran. Le président du parlement islamique, l'homme d'Etat Hachemi Rafsanjani, a adressé dimanche matin depuis la tribune du majlis (le parlement) un « avertissement » à l'URSS à propos de ces fournitures d'armes.

« Avec les Américains tout est clair, ils sont nos ennemis déclarés (...) Mais une ville qui a reçu des missiles Frog ou Scud-B (les missiles sol-sol soviétiques utilisés par l'Irak) et a donné tant de martyrs ne pourra jamais considérer l'URSS comme un voisin cherchant la coexistence pacifique », a déclaré M. Rafsanjani.

« L'histoire n'a jamais vu autant de missiles, ni en Corée ni au Vietnam, et vous prétendez à la coexistence pacifique avec nous. Ces missiles n'ont jamais été donnés à aucun autre pays, ni la Syrie ni la Libye n'ont le droit d'en utiliser un tel nombre. Retirez ces missiles amassés dans les dépôts de Saddam. M. Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien, a-t-il poursuivi à l'adresse de Moscou « Nous cherchons la coexistence, nous l'avons déjà prouvée. Mais vous, vous mentez », a conclu la président du Majlis.

« L'histoire n'a jamais vu autant de missiles, ni en Corée ni au Vietnam, et vous prétendez à la coexistence pacifique avec nous. Ces missiles n'ont jamais été donnés à aucun autre pays, ni la Syrie ni la Libye n'ont le droit d'en utiliser un tel nombre. Retirez ces missiles amassés dans les dépôts de Saddam. M. Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien, a-t-il poursuivi à l'adresse de Moscou « Nous cherchons la coexistence, nous l'avons déjà prouvée. Mais vous, vous mentez », a conclu la président du Majlis.

« L'histoire n'a jamais vu autant de missiles, ni en Corée ni au Vietnam, et vous prétendez à la coexistence pacifique avec nous. Ces missiles n'ont jamais été donnés à aucun autre pays, ni la Syrie ni la Libye n'ont le droit d'en utiliser un tel nombre. Retirez ces missiles amassés dans les dépôts de Saddam. M. Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien, a-t-il poursuivi à l'adresse de Moscou « Nous cherchons la coexistence, nous l'avons déjà prouvée. Mais vous, vous mentez », a conclu la président du Majlis.

« L'histoire n'a jamais vu autant de missiles, ni en Corée ni au Vietnam, et vous prétendez à la coexistence pacifique avec nous. Ces missiles n'ont jamais été donnés à aucun autre pays, ni la Syrie ni la Libye n'ont le droit d'en utiliser un tel nombre. Retirez ces missiles amassés dans les dépôts de Saddam. M. Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien, a-t-il poursuivi à l'adresse de Moscou « Nous cherchons la coexistence, nous l'avons déjà prouvée. Mais vous, vous mentez », a conclu la président du Majlis.

PENDANT SA VISITE A PARIS

Le numéro deux irakien rencontrera MM. Mauroy, Fabius et Cheysson

M. Taha Yassin Ramadan, premier vice-premier ministre d'Irak, considéré comme le numéro deux du régime irakien, était attendu lundi après-midi 27 février, à Paris, pour une « visite de travail » de deux jours en France, à l'invitation de M. Pierre Mauroy.

Cette visite était prévue de longue date, souligne-on à Paris. Elle sera consacrée à des entretiens économiques, mais il est vraisemblable que le conflit avec l'Iran figurera en bonne place dans les entretiens de M. Ramadan à Paris. Le dirigeant irakien sera reçu mardi 28 février par le premier ministre, puis par M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et mercredi 29 février par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures.

En mai dernier, M. Tariq Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, avait négocié le rééchelle-

ment des créances françaises sur l'Irak. Bagdad, très affaibli financièrement par la guerre et la chute des revenus pétroliers liés au blocus de ses ports, avait obtenu au prêt de 8 milliards de francs garanti par le gouvernement français afin de faire face à ses échéances civiles et avait réglé une partie de sa dette militaire en pétrole.

La France est, après l'URSS, le deuxième partenaire économique de l'Irak dans les domaines civils et militaires et son premier partenaire occidental.

Les responsables français estiment que la situation financière de l'Irak devrait s'améliorer en 1984, grâce à un accroissement de ses exportations pétrolières rendu possible par la mise en service d'un nouveau pipeline entre les champs pétroliers du nord de l'Irak et la Turquie. — (AFP.)

ASIE

Corée du Sud

- MESURES DE CLÉMENTIE. — Le gouvernement sud-coréen a annoncé, samedi 25 février, que deux cent deux dissidents avaient été autorisés à reprendre des activités politiques. Cette mesure de clémentie a été prise dans la perspective des élections législatives qui doivent avoir lieu cette année ou en 1985. Quatre vingt-dix-neuf personnes ont été libérées, dont le chef de l'opposition, M. Kim Dae Jung, actuellement en exil aux Etats-Unis — continue toutefois de figurer sur la « liste noire » des interdits.

Malaisie

- VISITE DU MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, et son homologue malaisien, Tan Sri Ghazali Shafie, se sont rencontrés lundi 27 février, dans la capitale malaisienne pour discuter des relations entre leurs deux pays ainsi que du Cambodge, a-t-on annoncé officiellement. Venant de Bangkok, le ministre chinois des affaires étrangères est arrivé samedi à Kuala Lumpur pour une visite de quatre jours en Malaisie. — (AFP.)

Pakistan

- MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT M. TCHERNOMIROV. — Le général Zia-ul-Haq, qui n'avait pas été reçu en audience par M. Tchernomirov après les obseques de M. Youri Andropov, a adressé un télégramme chaleureux au président du P.C. soviétique. Dans ce message, le chef de l'Etat pakistanais exprime « le souhait d'un développement des relations soviéto-pakistanaïses » et affirme que « le Pakistan, pour sa part, est prêt à effectuer les démarches nécessaires en ce sens ». — (Reuters.)

Inde

MESURES DE SÉCURITÉ EXCEPTIONNELLES DANS LA CAPITALE FACE À L'AGITATION SIKH

Delhi (Reuters, AFP, AP, UPI). — Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été prises, lundi 27 février, dans la capitale indienne en prévision d'importantes manifestations. Des dirigeants autonomistes sikhs entendaient protester devant le Parlement, et y brûler la partie d'un exemplaire de la Constitution indienne où figure l'article 25, qui assimile le sikhisme à l'hindouisme et dont ils demandent la révision.

Les forces de sécurité avaient pris position aux principales entrées et aux grands carrefours de la capitale. Les bâtiments publics et les temples sikhs étaient gardés par d'importantes unités de forces spéciales qui procédaient à la fouille des véhicules. Afin de protester contre le massacre d'hindous au Pendjab, le parti conservateur et nationaliste Bharatiya Janata a donné un ordre de grève, mais qui ne paraît que partiellement suivi.

La tension demeure par ailleurs vive au Pendjab, où au moins sept personnes ont été tuées dans des incidents intercommunautaires durant le week-end. Le premier ministre, Mme Gandhi, a réuni un état-major de crise comprenant, outre les membres du cabinet privé, les responsables de la police et de l'armée pour lutter contre le terrorisme. Des commandos spéciaux de la police fédérale entraînés à la lutte anti-terroriste ont été mis en place autour du Temple d'or — le sanctuaire sikh à Amritsar — où sont retranchés des militants autonomistes armés.

Indonésie

PRÈS DE CINQ MILLE EXÉCUTIONS SOMMAIRES EN MOINS D'UN AN

Djakarta (AFP). — Près de cinq mille délinquants présumés, récidivistes et drogués, ont été sommairement exécutés depuis le mois d'avril 1983, ont affirmé, samedi 25 février à Djakarta, des représentants d'organisation de défense des droits de l'homme, appuyés par des sources religieuses.

Des commandos de l'armée, ajoutent les mêmes sources, sont responsables de cette campagne d'exécutions qui vise à lutter contre la criminalité grandissante en Indonésie. Des listes noires sont établies à cette fin par la sécurité militaire. Selon M. Prince, président de l'Institut des droits de l'homme de Djakarta, environ une centaine d'exécutions sommaires ont ainsi lieu chaque mois depuis le début de l'année dans la capitale indonésienne, et le double dans le reste du pays.

Cette campagne est décrite dans un récent rapport du département d'Etat américain sur l'ensemble de la question des droits de l'homme en Indonésie en 1983. Ce document évalue pour sa part à quatre mille le nombre des personnes exécutées de cette manière au cours de l'année dernière. Rappelant que plusieurs pays ont exprimé leur inquiétude à ce sujet, il relève que « les responsables indonésiens ont donné des explications contradictoires sur l'implication du gouvernement dans cette campagne ». « Certains ont reconnu que les forces de sécurité étaient responsables, tandis que d'autres ont démenti », indique le rapport. Selon ce dernier, les organisations des droits de l'homme « ont constaté que ces exécutions n'avaient aucun caractère politique ».

Philippines

Nouvelles révélations sur l'assassinat de Benigno Aquino

De nouvelles indications ont été données récemment de plusieurs sources sur les circonstances de l'assassinat, le 21 août dernier à Manille, du chef de l'opposition philippine, Benigno Aquino.

A Washington, une commission du Congrès américain a reçu plusieurs témoignages selon lesquels cet assassinat était une opération prévue de longue date à la demande du gouvernement philippin. Un nommé José Fronda Santos, qui se présente comme ancien « agent double », actuellement réfugié aux Etats-Unis, a affirmé qu'un responsable militaire philippin, le général Custodio, lui avait demandé de tuer le sénateur Aquino. Un officier de l'armée philippine, le major Rosales, a déclaré, pour sa part, que le meurtre d'Aquino était « une opération militaire » mise au point plus d'une semaine à l'avance par des officiers supérieurs.

A Tokyo, un spécialiste japonais de l'identification vocale, M. Suzuki, a révélé, samedi 25 février, que l'un des militaires qui escortaient Benigno Aquino à sa descente d'avion avait crié « Tirez ! », quelques secondes avant l'assassinat. M. Suzuki fonde ses révélations sur l'étude des bandes d'enregistrement réalisées au moment du meurtre par des journalistes japonais et américains, ainsi que sur l'audition, enregistrée à Manille, de plusieurs militaires, par la commission d'enquête philippine. Cette commission s'est elle-même rendue la semaine dernière à Tokyo.

A Manille, le gouvernement philippin a vivement réagi à la proposition d'un parlementaire américain, M. Stephen Solarz, président du sous-comité de la Chambre des représentants pour les affaires d'Asie et du Pacifique, de réduire de

La plus extraordinaire mystification de la Seconde Guerre mondiale.

THOMAS KENEALLY

LA LISTE DE SCHINDLER

Il était nazi, opportuniste, directeur d'un camp de concentration, le contraire d'un saint et, pourtant, il a sauvé des milliers de juifs. Un extraordinaire document.

ROBERT LAFFONT RTL

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT DU LIBAN

**Interprété comme un échec majeur de l'Occident
le rembarquement des « marines » fait redouter
une nouvelle poussée syrienne et un retour en force d'Israël**

Beyrouth. — « Le départ des vaincus. » Sur six colonnes à la « une », ce titre du *Safir* ésume assez bien le sentiment général au Liban après le repli sur leurs navires, dimanche 26 février, des « marines » américains.

C'est à 12 h 40, sur fond de canonnade en montagne, que l'ultime blindé s'est hissé dans la dernière des barges d'embarquement qui faisaient la navette depuis l'aube entre les bateaux de l'US Navy, visibles au large, et la plage d'Ouzai. Dix minutes plus tard, un M-113 transport de troupes, recouvert d'un filet de camouflage récupéré sur l'armée américaine et arborant le grand portrait de l'imam Moussa Sadr, prenait position à l'entrée de Green Beach. Immédiatement le drapeau vert des milices chiites AMAL remplaçait sur la place entre Ouzai et Khaldé, la bannière étoilée.

Les rares curieux qui avaient réussi à investir le périmètre, sévèrement protégé par des réseaux de fil de fer barbelé et des bidons surmontés de sacs de sable, afin de chercher au fond des bunkers quelques vestiges de l'occupation américaine, étaient sévèrement rappelés à l'ordre par les miliciens : ceux-ci collationnaient soigneusement leur bûtin : quelques rations abandonnées, un fusil, des chaînes, des livres. De l'autre côté de la route, face à la mer, les fortins américains étaient eux aussi occupés par AMAL.

« Nous sommes là sur ordre de Nabih Berri, pour assurer la sécurité de l'aéroport », disait un milicien. Depuis samedi, l'épaisse fumée qui s'élevait au-dessus du camp américain symbolisait la fin de la campagne entamée cinq cent quatre-vingt-six jours plus tôt par les *Marines* : ceux-ci brûlaient les souvenirs de leur passage avant de partir. Véritable camp retranché, le périmètre occupé par l'armée américaine de chaque côté des pistes de l'aéroport international de Beyrouth a été laissé, — est désormais occupé pour moitié par des soldats de l'armée libanaise — agréée par l'opposition, et pour l'autre par les miliciens d'AMAL et du PSP (Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt).

Décontractés et souriants

Rassemblés sur la place d'Ouzai dès l'aube de dimanche, les « marines » décontractés et souriants ne cachaient pas leur joie de partir, même si certains exprimaient quelques regrets de quitter ce pays dans lequel ils étaient venus soutenir la paix alors que le bruit des canons était tout à fait audible.

L'embarquement qui s'est opéré entre deux positions détenues par les miliciens chiites et druzes s'est déroulé sans incident, les combattants d'AMAL se passant sans gêne ni risque. Quelques miliciens en treillis, mais sans armes, assistaient, avec un rien d'admiration mal dissimulée au grand spectacle à l'américain, où les hélicoptères rivalisaient d'adresse, volant au ras de l'eau avant de poser dans un nuage de poussière. Le V de la victoire fait par les partisans, qui ont payé un si

De notre envoyée spéciale

lourd tribut au Liban — 264 morts et 134 blessés — évoquait surtout à vrai dire, une victoire de la Syrie qui peut se prévaloir d'avoir réussi à bouter hors de sa chaise gardée la puissante Amérique. Pour tous les Libanais, de quelque bord qu'ils soient, le rembarquement des « marines » est interprété en effet comme un formidable échec de l'Occident. Réclamé par toute l'opposition à Beyrouth-Ouest (secteur à majorité musulmane) il n'est pas même déploré à Beyrouth-Est, où les chrétiens n'attendaient plus rien de la force multinationale.

Après le repli sur les bateaux de la 6^e flotte, la force multinationale est « vaincue », estime-t-on en effet, à Beyrouth. Seuls demeurent les 1 250 hommes environ du contingent français. Mais que font-ils, si ce n'est attendre la décision politique qui justifiera leur départ ? La France fait le forcing à l'ONU pour essayer de partir dans de meilleures conditions que les autres, dit-on dans la capitale libanaise. Ou elle laissera la place aux casques bleus de l'ONU, ou elle partira quand même, invoquant l'incapacité de la communauté internationale à prendre ses responsabilités.

Les intentions du président Gemayel

Soulignés dans chaque camp, les changements de cap de la politique française sont inversement interprétés au gré des opinions, mais tous les observateurs dressent le même constat. La France, dit-on ici, s'est d'abord jouée à 100 % avec les Américains, se montrant même plus dure qu'eux par exemple en bombardant Baalbek. Dans une deuxième phase, elle a essayé de se démarquer pour rééquilibrer sa politique ; maintenant elle rejoue ses cartes arabes en soutenant l'opposition musulmane. Politique qui ne se traduit d'ailleurs pas sur le terrain, puisque tout le contingent français a été retiré de Beyrouth-Ouest et est seulement visible dans le secteur chrétien de la capitale.

Après le départ des marines, une double crainte s'exprime à Beyrouth. La Syrie qui, sans même avoir besoin d'un engagement très visible de l'Union soviétique, vient de marquer un point prestigieux sur la scène internationale, et tout spécialement arabe, ne va-t-elle pas être tentée, par allié interposé, d'intensifier ses pressions sur le terrain ? En second lieu, Israël « libéré » de la présence américaine, ne va-t-il pas faire un retour en force sur la scène libanaise en profitant de la situation pour rééquilibrer en faveur des milices chrétiennes son alliance avec les Druzes.

Pris en tenaille, le président Gemayel cherche toujours les moyens de procéder à une abrogation de l'accord du 17 mai, à laquelle il se serait résigné sous la pression des événements. Les avis divergent d'ailleurs dans les milieux politiques sur ses intentions immédiates. « Le président a pris la décision d'abroger l'accord, mais il hésite devant le saut périlleux », explique un responsable du PSP, mais nous ne voulons pas lui donner une garantie avant ce premier geste. — Le président ne va

pas prendre sa décision tout de suite, répondent en écho les dirigeants chrétiens. Il n'a pas d'assurance de l'opposition et il sait qu'il perdrait l'appui d'une partie de son propre camp.

En fait les négociations diplomatiques se poursuivent autour de cinq points : un cessez-le-feu sur le terrain ; l'abrogation de l'accord du 17 mai ; la réunion d'une nouvelle conférence de Genève ; la formation d'un gouvernement d'union nationale ; le retrait des troupes étrangères. La formulation de ce dernier point exigerait le départ inconditionnel des troupes israéliennes, alors que le retrait de l'armée syrienne serait envisagé en second lieu et serait négociable. Chaque point de ce ensemble qui apparaît dorénavant comme le cadre de tout règlement donne lieu à d'innombrables discussions qui incluent en toile de fond trois profondes réformes constitutionnelles et administratives réclamées par l'opposition. La démission du président Gemayel, toujours officiellement réclamée par AMAL et le PSP n'apparaît plus cependant comme une condition indispensable. Les dirigeants de l'opposition laissent planer le doute sur leurs intentions définitives à cet égard, estimant sans doute que les conditions imposées au chef de l'Etat sont suffisamment draconiennes pour qu'il se démette de lui-même ou qu'il reste à la tête d'un pouvoir largement amputé. La Syrie, d'ailleurs, se borne à exiger l'abrogation de l'accord du 17 Mai.

Un soldat français tué

En attendant, la situation continue de se dégrader sur le terrain, où les deux cessez-le-feu conclus en quarante-huit heures ont été aussitôt allègrement violés l'un que l'autre. Les bombardements ont même dépassé le cadre traditionnel des lignes de front, et des obus se sont abattus dans la journée de dimanche sur des quartiers résidentiels de Beyrouth-Est et Ouest. Deux obus sont tombés en début d'après-midi à Hamra, en plein centre de Beyrouth-Ouest, provoquant une indescriptible panique parmi la foule qui déboulait sur les trottoirs et les automobilistes coincés dans les embouteillages. Ces bombardements ont fait six morts, dont un soldat du contingent français atteint par des éclats d'obus sur la ligne de démarcation, et dix-neuf blessés.

Comme si le président Reagan voulait bien montrer que le repli des marines ne signifiait pas l'abandon du Liban par les Etats-Unis, la marine américaine s'est aussi remise de la partie. Pour la première fois depuis le 14 février, elle a bombardé des positions syriennes dans le haut Metn. Samedi soir, le destroyer *Carron* a tiré quatre-vingt-dix obus de 125 millimètres et, dimanche après-midi, le cuirassier *New Jersey* est entré lui aussi en action. En montagne, des acrochages très violents ont eu lieu autour de Souk-el-Gharb.

La tension persiste sur tout le front, alors que tout laisse à penser qu'un nouveau round militaire pourrait encore précéder la conclusion d'un accord politique, suspendu pour l'instant à la décision que doit prendre le président Amine Gemayel vis-à-vis de l'accord du 17 mai.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● RECTIFICATION. — Dans l'article de M. Karim Pekradouni, conseiller des Forces libanaises sur l'avenir du Liban (*Le Monde* daté 26-27 février), il convient de rétablir que le pacte national libanais de 1943 était fondé sur une « entente entre maronites et sunnites », et non pas entre maronites et « chiites », comme cela a été imprimé par erreur. Par ailleurs, dans l'article de M. Ghassan Tuani, il convient de rétablir la phrase « Le Liban, déjà brisé à deux ou trois reprises, semble maintenant définitivement défilé ».

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
BTS COMPTABILITÉ et
GESTION ENTREPRISE
2 ans d'études
• Enseignement annuel complet
Oct. à Juin - stages d'entreprises
Centre AUTEUIL
6. Av. Léon Huez - 75016 Paris
Tél. 224.10.72

M. YASSER ARAFAT A AMMAN

La morosité des retrouvailles jordano-palestiniennes

Amman. — Après presque onze mois d'interruption, le dialogue jordano-palestinien a enfin été renoué dimanche 26 février. Arrivé dans la matinée à Amman, où deux de ses collaborateurs, MM. Khalil el-Wazir (Abon Jibad) et Hani el-Hassan l'avaient précédé, M. Yasser Arafat a eu, dans la soirée, une première série d'entretiens avec le roi Hussein.

Les deux hommes se s'étaient pas rencontrés en tête-à-tête depuis le 5 avril 1983. Ce jour-là, le chef de l'OLP avait quitté Amman pour Koweït, afin de soumettre au comité central du Fath le document de travail mis au point avec les dirigeants jordaniens après des mois de laborieuses négociations. L'une des principales originalités du document était qu'il mentionnait le plan de paix Reagan. M. Yasser Arafat n'obtient pas l'aval de ses pairs et ne revint pas à Amman, contrairement à ce qui avait été convenu avec le souverain hashémite. Le 10 avril, les Jordaniens annonçaient la rupture des pourparlers avec l'OLP.

Depuis lors, M. Yasser Arafat a vu son autorité violemment contestée par les dissidents du Fath soutenus par la Syrie. Assiégé à Tripoli par ces mêmes dissidents et les troupes syriennes à la fin de l'année, le chef de l'OLP a alors multiplié les appels à une reprise du dialogue avec la Jordanie. Appels auxquels le roi Hussein a répondu début décembre.

De notre correspondant

bre en invitant M. Arafat à Amman « sans conditions préalables », tandis que M. Hani el-Hassan représentait contact avec les dirigeants jordaniens. Toutefois, après son départ de Tripoli, M. Yasser Arafat a paru moins pressé de venir dans la capitale jordannienne. Il est vrai qu'il a d'abord dû faire face, au sein de son organisation, à une nouvelle crise ouverte par sa visite surprise au Caire le 22 décembre. De son côté, le roi Hussein a procédé, début janvier, à un renouvellement presque complet de son gouvernement, et surtout au rétablissement du Parlement commun aux deux rives du Jourdain, suspendu en 1974, en ratifiant un passage sa volonté d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de la Cisjordanie.

Des objectifs limités

Le souverain hashémite entendait ainsi « remettre de l'ordre dans la maison jordannienne », en espérant que Yasser Arafat en ferait autant dans la « maison palestinienne ». De toute évidence, le chef de l'OLP est loin d'y être parvenu. Les dirigeants loyalistes du Fath lui ont certes renouvelé leur confiance lors de la réunion du comité central de cette organisation à Tunis, il y a un mois et

dem, mais ils ont également vivement critiqué sa rencontre avec le président égyptien Hosni Moubarak qualifiée de « tentative personnelle ». Ils ont également créé une commission ad hoc pour veiller à ce que le chef de l'OLP ne s'écarte pas de la ligne définie par le Conseil national palestinien, le Parlement de la résistance (*Le Monde* du 20 janvier). En outre, depuis la visite au Caire, les autres organisations palestiniennes, notamment le Front démocratique et le Front populaire de libération de la Palestine, refusent de parler directement à M. Arafat.

Sur le plan international, la situation n'est guère encourageante. Le roi Hussein a pu constater, lors de sa récente visite à Washington, que le président Reagan n'avait rien à lui offrir pour le moment. Aussi Jordaniens et Palestiniens se sont-ils donnés des objectifs limités.

Il s'agit essentiellement de consolider les relations bilatérales entre la Jordanie et l'OLP, d'établir un climat de confiance et une base minimale d'accord entre les deux parties.

On ne peut, en effet, que relever le contraste entre la visite triomphale de M. Yasser Arafat à Amman, en octobre 1982, et la morosité qui plane aujourd'hui sur les retrouvailles jordano-palestiniennes.

EMMANUEL JARRY.

Les habitants des territoires occupés souhaitent que le roi Hussein et l'OLP coordonnent leurs efforts

Jérusalem. — « Nous sommes fatigués des faux espoirs et des promesses sans lendemain. Au lieu de réviser la longue liste des plans de paix, dites-nous seulement comment vous entendez sauver ma patrie. Et puis faites-le. Si vous pensez que vos efforts n'ont aucune chance d'aboutir, dites-le nous aussi ».

Dans une double lettre ouverte au roi Hussein et à Yasser Arafat, publiée dimanche 26 février par le *Jerusalem Post*, un journaliste palestinien, M. Jamil Hamad, s'adresse en ces termes au président de l'OLP. Ses doutes et sa lassitude sont probablement partagés par une majorité d'habitants des territoires occupés au moment où se renoue à Amman le dialogue jordano-palestinien.

« Ce que nous attendons, écrit notre confrère, c'est une proposition ou un geste qui permette d'aller de l'avant, et d'amorcer le processus qui nous redonne notre indépendance et notre terre en mettant fin à l'occupation. » Et il ajoute, à l'adresse du souverain hashémite : « Pour l'instant, vos discours n'ont guère eu d'effet. Il est temps que les Palestiniens sachent exactement ce que vous avez en tête ».

Hormis les communistes et les sympathisants des courants radicaux de l'OLP — le FPLP de Georges Habbache et le FDLP de Nayef Hawatmeh — la plupart des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza accueillent favorablement la reprise du dialogue Arafat-Hussein. Ils redoutent plus que tout l'immobilisme de l'OLP, qui laisserait le champ libre au gouvernement israélien, ils se raccrochent, en effet, à toute initiative susceptible de relancer la négociation.

Out-ils d'ailleurs le choix ? En l'état actuel des choses, l'« option jordannienne » — tous les sondages des journaux de Jérusalem le confirment — reste la plus populaire. Les Palestiniens des territoires occupés, « la seule voie qui leur reste » — pourvu qu'elle respecte leurs intérêts légitimes. Il s'agit, bien sûr, d'une approbation de principe et non d'un chèque en blanc qui serait accordé à M. Arafat, et cela ne veut pas dire non plus que des espérances excessives soient nourries aux chances d'un déblocage rapide de la situation.

Cela n'empêche pas des notables des territoires occupés de prendre date et d'essayer d'influer sur le rapport de forces. Plusieurs dizaines d'entre eux, de tendance projordannienne, ont demandé, dimanche, à M. Arafat et au roi Hussein, de « coordonner leurs efforts pour aboutir à une solution politique du problème palestinien avant qu'il ne soit trop tard ». Porte-drapeau des « modérés » de Cisjordanie, le maire chrétien de Bethléem, M. Elias Freij, a déclaré pour sa part : « La population apprécie massivement la reprise du dialogue jordano-palestinien et souhaite que le séjour de Yasser Arafat à Amman annonce de nouvelles initiatives politiques, sans lesquelles il n'y aura bientôt plus rien à négocier du fait de la multiplication des colonies de peuplement ».

Pour faire équilibre sans doute à ces prises de position plutôt projordanniennes, plusieurs dizaines de personnalités politiques et des dirigeants d'organisations

De notre correspondant

professionnelles et de jeunesse ont adressé un mémorandum de soutien à M. Arafat. Il y réaffirment que l'OLP est « le seul représentant légitime du peuple palestinien » et critiquent la coopération, en janvier, par le Parlement d'Amman, de « députés palestiniens qui ne représentent qu'eux-mêmes ».

Israël affecté de ne pas se sentir concerné par les conversations d'Amman. Au cours de leur réunion dominicale, les ministres ont surtout achevé une discussion sur le Liban commencée il y a deux semaines, avant le voyage de M. Shamir en Europe. Selon M. Dan Meridor, porte-parole du gouvernement, celui-ci « n'a pas jugé utile de prendre une décision ». « Cette inaction, s'il est dit, ne doit pas être interprétée comme de l'attentisme. Israël prendra les décisions nécessaires conformément à ses intérêts et celles-ci changeront en même temps que les

circstances. Les incursions au-delà de la rivière Auvit représentent seulement un changement tactique, et les arrestations de citoyens visent à maintenir la sécurité et à empêcher des émeutes et des actions terroristes ».

M. Dan Meridor a, en outre, indiqué que l'Israël « avait exprimé sa désapprobation » à l'administration américaine à propos des contacts directs que les Etats-Unis ont eus avec le FPLP, « l'organisation terroriste » (1981) et mai 1982, par l'intermédiaire de l'Institut new-yorkais Est-Ouest. Ces contacts avaient été révélés la semaine dernière par le *New York Times*. « Mais nous sommes sûrs, a ajouté M. Dan Meridor, que Washington tiendra ses engagements de ne pas négocier avec l'OLP si certaines conditions ne sont pas remplies. Quant à nous, nous ne négocierons jamais avec elle, dans quelque condition que ce soit ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

DIPLOMATIE

LA COOPÉRATION POLITIQUE DES DIX

Les ministres des affaires étrangères de la CEE sont réunis à Paris

Les ministres des affaires étrangères des Dix sont réunis à Paris, ce lundi 27 février, au Centre des conférences internationales de l'avenue Kléber, sous la présidence de M. Cheysson. Cette rencontre, la première de ce type depuis que la présidence tournante du conseil européen est revenue à la France, doit à la fois permettre de préparer le volet proprement politique du prochain sommet européen (qui aura lieu les 19 et 20 mars à Bruxelles) et donner aux Dix l'occasion de faire le point sur différentes questions diplomatiques.

Parmi les grands sujets sur lesquels les Etats membres de la CEE souhaitent harmoniser leur attitude et renforcer leur coopération politique, figurent la situation au Proche et Moyen-Orient (en particulier, la crise libanaise après le départ des contingents britannique, italien et

américain de la force multinationale), les relations Est-Ouest au lendemain de la succession qui vient d'avoir lieu à Moscou, la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), qui siège actuellement à Stockholm, ainsi que la situation en Afrique australe.

A l'issue de la réunion, et après avoir donné une conférence de presse, M. Cheysson devra informer ses collègues espagnol et portugais de l'état des travaux des Dix, en compagnie du président de la Commission des Communautés, M. Thorn, du président du conseil européen, le ministre grec des affaires étrangères, et de son successeur, son collègue irlandais.

● Les parents des disparus latino-américains défont l'ONU. — Six membres de la Délégation latino-américaine d'associations de parents de détenus disparus (FEDEFAM) ont fait une grève de la faim symbolique, les 23 et 24 février au Palais des Nations à Genève, afin de marquer leur déception devant la faible efficacité du groupe de travail créé en 1980 par la Commission des droits de l'homme de l'ONU en vue d'étudier les questions de « disparitions forcées ou involontaires de personnes ». Selon la FEDEFAM, il y aurait 90 000 cas à déplorer en Amérique latine : 35 000 au Guatemala, 30 000 en Argentine, 12 000 au Chili, 5 000 au Salvador, 2 500 au Costa Rica, 2 000 au Pérou, 500 au Brésil et au Mexique, 200 en Colombie et en Bolivie. Les Honduras, le Paraguay et l'Uruguay sont également cités par la FEDEFAM. (Corresp.)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
Vente de fonds de commerce
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé (depuis 40 ans) **« Les Annonces »**
En Vente Partout 3,50 F et 35 F. Météo, 75011 PARIS. TEL. (1) 805.30.30

EGYPTE
6790 F*
CROISIÈRE SUR LE NIL
10 JOURS (PARIS/PARIS)
L'AGENCE
QUI TIRE LES PRIX
LA VOYAGERIE
38, rue Rambuteau 75003 PARIS Tél.: 274.21.11
11, avenue de Clichy 75017 PARIS Tél.: 522.22.24
* Voyages à dates fixes

1500000

AMÉRIQUES

Panama

COMMANDANT EN CHEF DES FORCES ARMÉES

Le général Noriega estime que la Communauté européenne devrait jouer un rôle plus actif en Amérique centrale

Plus de trois ans après sa disparition tragique - dans un accident d'avion due à une erreur de pilotage - Omar Torrijos, ancien commandant de la garde nationale et homme fort de Panama de 1968 à 1981, continue de « marquer » la politique d'une petite nation située à un carrefour stratégique et où les États-Unis ont des intérêts vitaux.

Le canal de Panama commence certes à être dépassé et son remplacement ou son doublement sont sérieusement envisagés (les Japonais ont, en particulier, mis au point un projet de nouveau canal à niveau très élevé et qui intéresse tous les utilisateurs, à commencer par les États-Unis). Mais la voie d'eau internationale, inaugurée au début de ce siècle, reste indispensable. Sa protection est une priorité pour Washington. Les États-Unis disposent d'autre part à Panama d'une infrastructure militaire - réduite depuis la conclusion des accords Torrijos-Carter sur la zone du canal - mais essentielle pour le contrôle des opérations américaines en Amérique centrale et en Amérique du Sud. La Southern Command américain de Panama reste le relais numéro un du Pentagone dans la région.

Nationaliste, populiste, partisan du non-alignement et de la neutralité de Panama dans les conflits de la région ou de la planète, Omar Torrijos était une personnalité exceptionnelle. Contesté à l'intérieur même de son pays par différents courants d'opposition, il a, jusqu'à sa mort, joué un rôle capital, mais peu connu, de « médiateur » dans les conflits d'Amérique centrale. C'est qu'il entretenait de très bonnes relations personnelles non seulement avec les dirigeants des pays concernés (du Nicaragua, du Honduras, du Costa-Rica, du Venezuela ou du Mexique), mais aussi avec les Américains et les Cubains.

Il avait activement soutenu les sandinistes dans leur lutte contre la dictature Somoza. Mais il avait commencé de leur mettre en garde contre les dangers d'une radicalisation de leur expérience. Ami de Fidel Castro, il avait cependant sévèrement protesté après le gouvernement de La Havane lorsqu'il avait appris que Panama servirait, à son insu, de relais pour les réseaux de livraison d'armes aux guérilleros de Colombie.

L'œuvre majeure - et le grand succès - d'Omar Torrijos a été d'obtenir des États-Unis la reconnaissance de la souveraineté de Panama sur la zone du canal : une revendication historique du peuple panaméen, et source de conflits sanglants avec Washington. Les accords Torrijos-Carter prévoient que la souveraineté de Panama sur la CZ sera totale en l'an 2000. D'ici là, les transferts de pouvoirs et de souveraineté se dérouleront selon un calendrier qui a été, jusqu'ici, respecté. Non sans difficultés.

Comment assurer le respect de ce calendrier jusqu'à son terme ? Comment maintenir les grandes lignes de la politique définie par Omar Torrijos ? Comment rester neutre dans une Amérique centrale, de plus en plus explosive, et continuer de jouer un rôle modérateur ? Comment surmonter la grave crise sociale qui se développe à Panama en raison de la récession mondiale ?

Autant de questions posées à la classe politique panaméenne à moins de trois mois des élections générales - les premières depuis seize ans (1). Le général Manuel Noriega, commandant en chef de la force de défense (la nouvelle appellation de la garde nationale), se les pose également. Il a été l'un des plus proches collaborateurs d'Omar Torrijos et il a même fait avorter une tentative de putsch contre lui. Membre de l'état-major de la garde, et responsable des renseignements, il avait, en 1977, recommandé à Omar Torrijos qu'une élection présidentielle directe soit organisée en 1984. Le général Noriega se considère donc comme l'héritier d'Omar et le continuateur de son œuvre.

Il est à Paris depuis quarante-huit heures, invité par le général Lacaze, chef d'état-major des forces armées. Et il doit avoir des entretiens privés avec des personnalités françaises. Son objectif numéro un ? renforcer la petite armée panaméenne. « Nous devons, dit-il, être capables de remplacer progressivement les Américains et d'assumer leurs tâches d'ici à la fin du siècle, qui marquera le retour complet de notre souveraineté sur la zone du canal. Cela implique un accroissement de nos effectifs, encore modestes - une quinzaine de milliers d'hommes - une modernisation de nos équipes

ments, en particulier dans le domaine des communications. »

L'application des accords Torrijos-Carter ne va pas sans accrochages. Le Congrès de Washington est sensible aux arguments des adversaires des traités, et il a déjà adopté des amendements - qui réduisent la portée des accords - qui n'ont pas été reconnus par le gouvernement de Panama. Sur place, ceux qu'on appelle les « zooliens », à commencer par des militaires de haut rang, tentent de faire traîner les choses. Pourtant, le général Noriega estime que « les relations entre Panama et les États-Unis sont actuellement très bonnes ». Selon lui, « elles n'ont même jamais été si bonnes ». Un grand pas a été franchi : depuis un mois, les salaires ont été réajustés. Panaméens et Américains perçoivent le même traitement dans la zone, ce qui n'était pas le cas auparavant. « Globalement, les Américains tiennent leurs promesses dans le temps, et dans l'espace. » Il reste que de nombreux employés civils américains sont maintenant dotés d'un statut militaire par Washington pour tourner l'accord sur les salaires.

Les élections nicaraguayennes

Le général estime que les Américains n'ont pas intérêt à ce que Panama soit entraîné dans les troubles de la région. Les États-Unis ont déjà utilisé Panama pour engager des pourparlers indirects, et secrets, avec certains de leurs adversaires. Ils peuvent continuer. D'Aubuisson, leader de l'extrême droite salvadorienne et candidat à l'élection présidentielle dans son pays le 25 mars, n'a-t-il pas aussi rencontré secrètement des représentants du gouvernement de La Havane ?

Panama, affirme le général, ne doit pas devenir un lieu d'affrontement. Nous devons rester neutres, aider à une solution pacifique des tensions d'Amérique centrale, maintenir la ligne de Torrijos qui nous a valu un soutien international unanimement pour la signature des accords sur la zone. Il juge que le groupe de Contadora (dont Panama fait partie avec le Mexique, la Colombie et le Venezuela) a joué et continue de jouer un rôle très important et que la récente décision des dirigeants sandinistes de tenir des élections en novembre 1984 renforce les capacités de médiation de Contadora. En outre, il pense que les élections nicaraguayennes vont permettre de mettre fin à la direction collégiale sandiniste. « Nécessairement, un homme, le prochain président élu, émergera et sera le principal responsable. Ce sera un progrès. »

La démission, le 13 février, de M. de la Esparilla, chef de l'Etat panaméen depuis juillet 1982 (le Monde du 15 février), et son remplacement par M. Llorente - qui conserve finalement son poste de président de l'Assemblée générale des Nations unies sont, selon le général Noriega, l'aboutissement d'un long processus qui a commencé après la mort d'Omar Torrijos et qu'il décrit ainsi : chute en 1982 de M. Arisides Royo, destitué par le général Paredes, alors commandant de la garde. Un Royo « qui avait la confiance d'Omar Torrijos », mais qui « a commis des erreurs », tentative d'exploitation politique de la situation par le général Paredes « qui avait des ambitions présidentielles », mais qui risquait par ses prises de position « d'entraîner Panama dans les conflits régionaux », et qui s'est efforcé « d'influencer le président de la Esparilla » dans la perspective des élections de mai. Le général Paredes « n'a pas réussi son opération », et M. de la Esparilla a préféré « démissionner ».

L'élection présidentielle de mai se jouera, selon le général Noriega, entre deux hommes. Entre le « candidat du passé, un homme de quatre-vingt-deux ans, Arnulfo Arias, porte-parole de l'oligarchie traditionnelle, qui a été trois fois président et trois fois renversé », et le candidat du parti fondé par Omar Torrijos, le PRD (Parti révolutionnaire démocratique), « Nicola Arditio Barletta, un ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale, et qui a dirigé la planification pendant le régime Torrijos ». Les sympathies du général Noriega, on s'en doute, vont clairement à ce dernier. Encore un point sur lequel le commandant en chef de la force de défense panaméenne a un avis. Il pense que « la Communauté européenne pourrait et devrait jouer un rôle plus actif en Amérique centrale ».

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) La campagne électorale commence officiellement le 29 février.

Etats-Unis

LES PRIMAIRES DANS LE NEW-HAMPSHIRE

M. Walter Mondale est bien placé pour être le candidat démocrate à l'élection présidentielle

De notre correspondant

Washington. - Côté républicain, il n'y a qu'un seul candidat, M. Reagan, qui ne s'est pas déplacé pour faire campagne. Côté démocrate, il y en a toujours huit, bataillant dur, mais l'avance de M. Mondale est telle que le résultat est connu d'avance. Sauf spectacle rebondissement, les élections primaires du New-Hampshire ne failliront donc pas, mardi 28 février, à la tradition voulant que leurs vainqueurs soient ensuite investis par leurs partis respectifs pour disputer l'élection présidentielle. Jamais démenti depuis 1952, cette constante de la vie politique américaine devrait être d'autant plus strictement confirmée que l'appareil démocrate a délibérément avancé cette année son propre favori, M. Mondale, en modifiant le déroulement de la course à l'investiture.

Premier changement : il y aura, par rapport à 1980, moins d'élections primaires (vingt-six contre trente et une) et plus « caucus » (trente et un contre vingt-cinq). Votes à main levée, organisés au cours de longues et publiques assemblées de quartiers, les « caucus » favorisent les candidats disposant d'un réseau de collaborateurs répartis ou volontaires pour convaincre les électeurs d'y participer. Bénéficiaire de l'appui de la machine démocrate, mais surtout de celui des syndicats, M. Mondale est, pour l'instant, seul à pouvoir mobiliser suffisamment de partisans - on l'a déjà vu il y a huit jours lorsqu'il a remporté le « caucus » de l'Iowa avec 49 % des suffrages.

Second changement : le calendrier a été considérablement resserré, de manière que les candidats opérant une percée inattendue n'aient pas le temps d'une consultation à l'autre, de capitaliser les points marqués en recueillant les fonds et en se faisant mieux connaître. En 1980, un mois avait séparé le « caucus » de l'Iowa de la primaire du New-Hampshire, et, seuls, 22,5 % des électeurs avaient été élus dans les deux premiers mois de campagne. Cette année, une seule semaine aura séparé l'Iowa du New-Hampshire, et plus d'un tiers des électeurs auront été élus en un mois, d'ici à la primaire de l'Illinois, le 20 mars. Or plus on gagne, plus l'argent vient à bout, et plus on en économise en publicité payante, puisque celle-ci est rendue moins indispensable par l'attention croissante de la presse et de la télévision.

Les sondages s'accroissent à donner à M. Mondale de 32 % à 38 % des voix dans le New-Hampshire, c'est-à-dire la première place incontestée au sein de la course. Dès la semaine dernière, il a com-

mené, de conférences de presse en vis-à-vis d'usines, à ignorer ses concurrents démocrates pour se comporter en candidat désigné concentrant le tir sur M. Reagan. Le président prête le flanc à la critique depuis le piteux « redéploiement » des « marines » de Beyrouth. Jusqu'alors, les démocrates manquaient, sérieusement, d'angle d'attaque efficace contre les républicains. Il leur était difficile de s'en prendre à la brutalité des coupes effectuées par M. Reagan dans le budget d'assistance sociale, car elle est largement compensée, aux yeux de l'opinion, par la chute des taux de chômage et de l'inflation.

La dénonciation des dangers que ferait courir à la paix mondiale la politique de fermeté vis-à-vis de l'URSS n'était pas non plus vraiment payante, car si l'élection s'acquiesce de la tension internationale, il y a encore quelques mois - peut difficilement se relever des 3,5 % de voix et de sa cinquième place dans l'Iowa. Bien qu'il ait fait bonne impression jeudi dans un débat télévisé et qu'il s'adresse à des électeurs modérés qui se déplacent plus facilement pour une primaire que pour un « caucus », l'ancien astronaute ne recueille au mieux que 15 % des intentions de vote dans les sondages. Même s'il parvenait à s'assurer la deuxième place, ce serait bien peu pour redresser une position déjà très compromise - au profit de M. Mondale - en Floride, en Alabama et en Géorgie, les trois Etats du Sud qui se prononceront le 13 mars et où il espérait faire un bon score parmi les électeurs démocrates conservateurs.

Le jeune sénateur du Colorado, M. Gary Hart, pourrait, en revanche, poser de sérieux problèmes à l'ancien vice-président. Un sondage publié dimanche par le Washington Post le donne à nouveau en seconde position, comme dans l'Iowa, mais avec, cette fois-ci, 24 % des voix et non plus 15 % - c'est-à-dire avec un écart considérablement réduit par rapport à M. Mondale.

Si ce chiffre était confirmé, la campagne de M. Hart pourrait prendre un nouveau départ. Le sénateur du Colorado serait en mesure de disputer sérieusement l'investiture à M. Mondale, de prétendre figurer sur le « ticket » démocrate et de prendre date, en cas de victoire de M. Reagan, pour 1988. A quarante-sept ans, servi par une silhouette très « kennedienne » dont il joue avec succès, M. Hart a l'avantage de pouvoir se présenter comme un homme neuf, reposant aussi bien la traditionnelle coalition d'intérêt démocrate incarnée par M. Mondale que le conservatisme de M. Reagan.

Regardé il y a dix jours encore comme pouvant approcher la

deuxième place, M. Jackson, le candidat noir, ne paraît plus pouvoir espérer que la quatrième depuis qu'il a à se défendre d'être antisémite. M. McGovern, auquel revient un avantage peu prometteur en politique, le succès d'estime, devrait obtenir un résultat honorable mais qui ne l'autorise pas à se maintenir très longtemps. Quant aux trois autres candidats, MM. Cranston, Hollings et Askew, leur retrait de la course est ouvertement évoqué par la presse. Comme tous les quatre ans, le New-Hampshire va trancher. Le paradoxe est que ce petit Etat du Nord-Est est l'un des dix moins peuplés des États-Unis, qu'il est majoritairement républicain et que son seul grand quotidien, le Manchester Union Leader, agressivement conservateur, tire chaque matin à boulets rouges sur tous les candidats démocrates sans exception.

BERNARD GUETTA.

Brésil

QUATRE-VINGTS PERSONNES SONT MORTES DANS L'INCENDIE D'UN BIDONVILLE PRÈS DE SAO-PAULO

Cubatão (AFP). - Quarante-vingts personnes sont mortes et trente-deux ont été blessées, grièvement, dans l'incendie d'un bidonville à Cubatão, à quelque 70 kilomètres au sud-est de Sao-Paulo. Le sinistre s'est produit, le samedi 25 février à 1 h 30 du matin, alors que la population de la favela dormait. Il a été provoqué par la rupture d'un oléoduc reliant une raffinerie de la région au port de Santos.

Il semble que les habitants avaient détecté quelques heures auparavant une forte odeur d'essence et en avaient averti les autorités. 700 000 litres de pétrole se sont répandus sur la lagune où se trouve la favela, qui est bâtie sur pilotis. Pour une raison inconnue, une forte explosion s'est produite et a embrasé la nappe répandue. Le feu a brûlé les passerelles qui auraient pu permettre aux sinistrés de fuir. De nombreuses baraques, faites de bois et de carton, ont brûlé. On a retrouvé les cadavres carbonisés de femmes serrant leurs enfants dans les bras. Mille cinq cents personnes vivaient dans le bidonville. On s'attendait à beaucoup de grands brûlés, qui ont été hospitalisés, meurent des suites de leurs blessures.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● VINGT-DEUX SOLDATS SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ TUÉS. - Vingt-deux soldats soviétiques auraient été tués le 21 février, lors de l'attaque par la résistance, à l'aide de mitrailleuses lourdes, de roquettes et de grenades, d'un poste de commandement à Kaboul. Une douzaine de véhicules auraient été détruits au cours de l'opération qui marquait le quatrième anniversaire de la répression d'une manifestation d'étudiants, à l'indiqué, dimanche 26 février, un porte-parole de la résistance, à Islamabad. - (AFP)

Afrique du Sud

● INCIDENTS DANS UNE MINE. - Plusieurs dizaines de mineurs ont mis le feu à des bâtiments de la mine d'or de Gaudel, dans l'Etat libre d'Orange, lors de violents incidents qui se sont produits dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 février, a annoncé à Johannesburg un porte-parole de la compagnie Anglo-American. Selon la police, quatre mineurs ont été arrêtés mardi. Le porte-parole de l'Anglo-American a précisé que les déjeunés provoqués par l'insécurité se chiffraient à plusieurs centaines de milliers de rands. (AFP)

Argentine

● ENQUÊTE SUR LA CORRUPTION DANS L'ARMÉE. - Le Sénat argentin a créé, le vendredi 24 février, une commission d'enquête sur les actes de corruption et les crimes économiques, qui,

durant les huit années de régime militaire, auraient pu être commis par des responsables gouvernementaux. Le président Raúl Alfonsín, avait ordonné, le 9 février, une enquête similaire à ses services administratifs. - (Reuters)

Cameroun

● M. AHIDJO RECU PAR LE PRÉSIDENT BOURGUIBA. - L'ancien président du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo, qui est poursuivi dans le procès du « complot contre la sûreté de l'Etat » ouvert depuis le 23 février à Yaoundé, a été reçu, samedi 25 février, à Tunis, par le président Habib Bourguiba. L'ancien chef de l'Etat, qui effectuait une visite privée d'une semaine en Tunisie, serait l'hôte de l'ancien chef de l'Etat mauritanien, M. Mokhtar Ould Daddah, exilé en Tunisie. - (AFP)

Etats-Unis

● MORT D'UN COMPLICE DE SINDONA. - William Arico, soupçonné d'avoir servi d'homme de main au banquier italien emprisonné aux États-Unis Michele Sindona, est mort dimanche 19 février en tentant de s'échapper du Centre pénitentiaire de Manhattan. William Arico, dont l'Italie avait demandé l'extradition, était accusé d'avoir participé à l'assassinat - à Milan, en 1979 - du magistrat Giorgio Ambrosoli, chargé de la liquidation d'une banque en faillite appartenant à Sindona. - (AFP)

Maroc

● MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS MAROCAINS A RENNES. - A l'appel de l'Union nationale des étudiants marocains, quelque trois cents étudiants marocains ont manifesté samedi 25 février devant le consulat du Maroc à Rennes, auquel ils ont remis une motion demandant le retour à la démocratie, la libération des détenus politiques et celle des manifestants arrêtés, après les troubles de janvier, tout en dénonçant les « arrestations massives d'écoliers et de lycéens ». (Corresp.)

Pays-Bas

● CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE. - Le Parti communiste néerlandais (CPN) représentant 1,8 % de l'électorat, a adopté, dimanche 26 février, son nouveau programme au terme d'un congrès qui a dû être ajourné deux fois, en raison de la difficulté pour les différentes tendances d'aboutir à un compromis. Il existe, en effet, de fortes divergences entre les partisans du renouveau, favorables à une coopération avec d'autres partis de gauche (pacifistes, socialistes et radicaux) et à une démocratisation du parti, et la vieille garde, fidèle au marxisme et à la pratique du « centralisme démocratique ». - (AFP)

République Sud-Africaine

● CONDAMNATION D'UN POLICIER POUR MEURTRE D'UN DÉTENU NOIR. - Un policier blanc, le sergent Jan Van As, a été condamné, mardi 21 février, par la Cour suprême de l'Etat du Rand à une peine de dix

ans de prison pour le meurtre « par négligence » d'un détenu noir, Paris Malatsi. Selon les avocats, c'est la première fois qu'un policier est condamné en Afrique du Sud pour la mort en détention d'un suspect. - (Reuters)

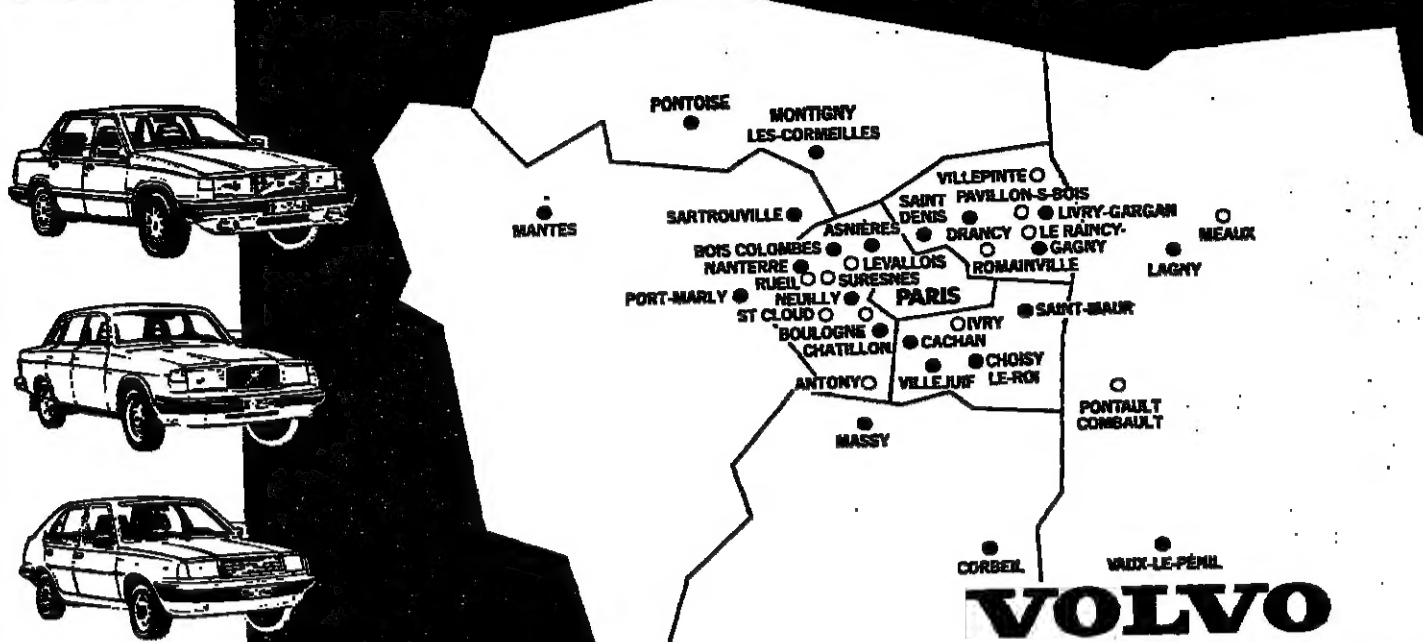
Tchad

● DÉCLARATION DU COMMANDANT JALLOUD. - A l'issue d'une visite au Nigeria, le « numéro deux » libyen a demandé, jeudi 23 février, le retrait des forces étrangères du Tchad, qualifiant de « belligérante » toute force qui « soutient une faction contre l'autre ». Le communiqué commun publié par la Libye et le Nigeria estime que la réconciliation nationale au Tchad peut se faire uniquement sous les auspices de l'Organisation de l'Unité africaine. - (AFP)

Vietnam

● REPRISE CONDITIONNELLE DE L'AIDE DE LA CEE AU VIETNAM. - A la suite d'un compromis, le Parlement européen a demandé, vendredi 17 février, qu'une aide soit mise à la disposition des femmes et enfants vietnamiens souffrant de malnutrition sévère « de toute urgence » par le canal d'organisations non gouvernementales (ONG), sous réserve que cette aide parvienne directement aux intéressés. L'Assemblée a toutefois estimé que la CEE « ne peut reprendre son programme d'aide au Vietnam » - interrompu en 1979 à la suite de l'occupation du Cambodge par le Vietnam - « à défaut de la preuve formelle que le Vietnam est soucieux de retirer ses troupes des pays voisins et de réintégrer pour les droits élémentaires de l'homme ». - (AFP, AP)

VOLVO A QUELQUES ROUES DE CHEZ VOUS.



250 concessionnaires, agents et succursales en France

75005 PARIS - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 • **75008 PARIS** - Volvo Paris, 138, avenue des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 • **75015 PARIS** - Garage Saint-Charles, 45, rue Saint-Charles - Tél. : 577.32.21 • **75016 PARIS** - Volvo Paris, 54-56, avenue de Versailles - Tél. : 524.43.61 • **75116 PARIS** - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 • **75017 PARIS** - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 • **75019 PARIS** - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 • **75020 PARIS** - Garage des Grands-Champs, 58, rue des Grands-Champs - Tél. : 373.73.62 • **77400 LAGNY-SUR-MARNE** - Ets Moussat, 79, rue du Général-Leclerc - Pomponne - Tél. : 007.24.20 • **77530 VAUX-LE-PÉNIL/MELUN** - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nangy - Tél. : 437.80.43 • **78200 MANTES-LA-VILLE** - Michel Bars Automobiles, 51, route de Houdan - Tél. : 477.12.12/477.12.98 • **78560 PORT-MARLY** - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 • **78500 SAR-TROUVILLE** - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice-Berteaux - Tél. : 913.49.92 • **91100 CORBEIL-ESSONNES** - Garage Européen, 112, boulevard J.F. Kennedy - Tél. : 088.92.05 • **91300 MASSY** - Garage Gambetta S.A., 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80 • **92600 ASNIÈRES** - Inter Garage Saire, 43-45, avenue d'Argenteuil - Tél. : 793.36.68 • **92270 BOIS-COLOMBES** - Garage Fend, 45-49, rue Jean-Jaurès - Tél. : 242.40.75/242.78.27 • **92320 CHÂTILLON-SOUS-BAGNEUX** - Garage Ouest-Auto, 73, avenue Marcel-Cachin - Tél. : 655.37.37/735.69.20 • **92000 NANTERRE** - Clemenceau Automobiles, 95-97, avenue Georges-Clemenceau - Tél. : 724.37.34 • **92220 NEUILLY-SUR-SEINE** - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 • **93700 DRANCY** - D.R.A.E., 45, rue Marcelin-Berthelot - Tél. : 631.40.32/631.40.30 • **93220 GAGNY** - M. Ferret, Garage du Lac, 15 à 19, avenue du Château - Tél. : 330.48.78/330.45.32 • **93190 LIVRY-GARGAN** - SAPAL - Paris Livry Automobiles, 23 à 29, avenue Jean-Jacques-Rousseau - Tél. : 383.57.74 • **93200 SAINT-DENIS** - Loisirs Automobiles Paris Nord, 45, boulevard Anatole-France - Tél. : 820.71.57/942.30 CACHAN • Garage Rousseau, 51, avenue Aristide-Brund - Tél. : 665.74.51 • **94600 CHOISY-LE-ROI** - Garage de Choisy, 73, avenue d'Alfortville - Tél. : 890.80.97 • **94210 SAINT-MAUR-LA-VARENNE-SAINT-HILAIRE** - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89/885.96.96 • **94800 VILLEJUIF** - St-Bernard Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaurès - Tél. : 726.12.93 • **95370 MONTIGNY-LES-CORMEILLES** - Garage du Centre S.A.R.L., 19-25, boulevard Border - Tél. : 997.11.96 • **95300 PONTOISE** - Société Sogel, 10, rue Seré-Depoin - Tél. : 032.55.55/032.48.22/032.56.87.

REUSSIR LE BAC

LES RESULTATS DES LYCEES

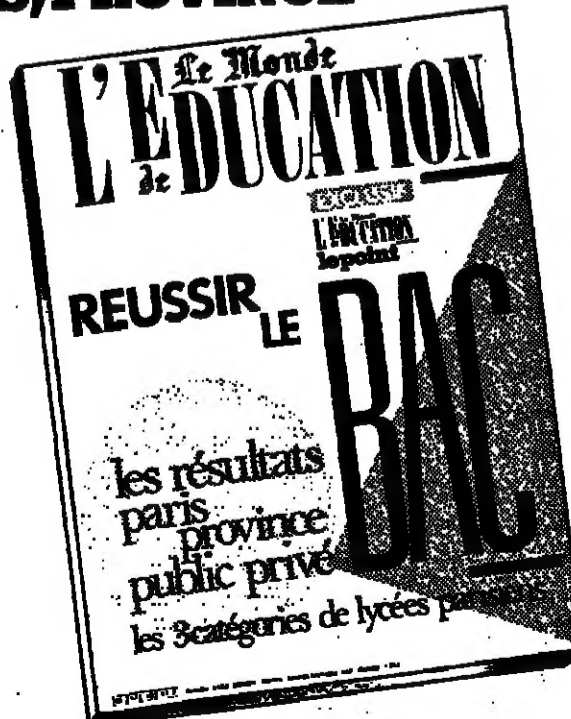
PUBLIC, PRIVE, PARIS, PROVINCE

Plus de mille lycées, publics, privés, de Paris et de province, ont répondu à l'enquête annuelle du Monde de l'éducation et du Point sur les résultats au baccalauréat 1983. Derrière les chiffres, se profile la politique pédagogique du lycée - prime aux sections prestigieuses ou large éventail de formations, - son indulgence ou sa sévérité dans le « tri » des élèves.

Le Monde de l'éducation répond aussi aux questions que vous vous posez : Quelles sont les chances de réussir le bac selon les lycées ? Dans quelle section ? A quoi tient le succès d'un établissement ? Les lycées parisiens sont-ils comme les autres ? Dans ce numéro, en plus des journalistes, les provideurs ont la parole et commentent leurs résultats.

Aussi au sommaire : Les réseaux d'aide au travail scolaire ; 15-18 ans : l'âge des copains ; Les diplômés et le marché de l'emploi ; Etranges étrangers à HEC.

En vente chez les marchands de journaux 11 F.



L'Éducation

Pour comprendre vos enfants
Pour préparer leur avenir
L'information sûre.

EUROPE

Roumanie

Des trous dans le mythe

(Suite de la première page.)

Cette indépendance, censée excuser tant de choses, combien de fois pourtant n'a-t-elle pas été mise en doute, à mesure que le prestige de M. Ceausescu s'effaçait à l'Ouest, tandis que ses foucades savamment contrées semblaient impressionner de moins en moins Moscou. Ainsi personne ne s'est vraiment étonné de voir M. Andrei Gromyko quitter Bucarest, au début du mois, avec en poche un communiqué commun où les thèses originales de la Roumanie sur les euro-missiles semblaient singulièrement affadies. A la veille de cette visite, les Soviétiques avaient annoncé la livraison à la Roumanie d'un pétrole très convoité ici, et cela, croyait-on alors, à des conditions beaucoup plus favorables qu'auparavant. La cause semblait entendue : Bucarest, étranglé par les difficultés économiques, avait dû baisser publiquement le front.

Erreur, du moins pour ce qui concerne ce fameux pétrole. Quand, après un long détour à travers le dédale des informations et rumeurs contradictoires qui circulent à Bucarest, on peut accéder aux véritables sources (un haut représentant du commerce extérieur roumain), on apprend qu'en fait rien n'a changé. Les Roumains continueraient à payer le pétrole soviétique en marchandises dites de première catégorie (essentiellement de la viande et des produits agricoles, accompagnés de tubes de forage et autres produits haut de gamme), sur la base des prix mondiaux calculés en devises occidentales. Il reste que les quantités (1,5 million de tonnes) sont un peu supérieures à la moyenne des années précédentes, d'autant que le contrat ne couvre que la période allant de décembre 1983 (date des premières livraisons) à la fin juillet 1984.

Finesses et ambiguïtés

Les Roumains peuvent donc tenter d'obtenir un supplément pour la seconde partie de l'année. Mais quant à obtenir un contrat rédigé en roules transférables (une vieille revendication de Bucarest), « on peut toujours espérer », mais visiblement sans y croire, pas plus qu'on ne croit vraiment à une réunion rapide de ce sommet du COMECON, réclamée depuis des années, et avec insistance, par M. Ceausescu pour discuter notamment de la répartition des matières premières et des combustibles.

On comprend mieux alors la réflexion acide faite à Bucarest par M. Gromyko : « Comme l'hiver est doux ici, vous n'avez vraiment pas besoin de notre pétrole pour vous chauffer. » Humour visiblement peu prisé par M. Ceausescu, si en juge par sa réponse. « Il fait doux, c'est vrai, mais nous avons tout de même besoin de pétrole... » De même, ce n'est sans doute pas par excès de charité que les Soviétiques ont annoncé, trois jours avant l'arrivée de M. Gromyko, ces livraisons de pétrole et les autres compensations d'un accord commercial signé en fait en décembre dernier, et surtout qu'ils ont laissé circuler sans les démentir des informations qui attribuaient fatalement des commentaires désobligeants pour les Roumains.

A propos des euro-missiles, devenus le fer de lance de la politique extérieure de M. Ceausescu, la position roumaine n'est guère plus facile à dévotionner. En dépit des brillantes explications d'un diplomate roumain de haut niveau, on a du mal à se défaire de l'idée que, au moins depuis la fin de l'année dernière, Bucarest a modifié son discours pour le rapprocher des thèses soviétiques. Après avoir dénoncé naguère, avec une égale sévérité, ou presque, l'implantation des Pershing-américains et la présence des SS-20 soviétiques, la Roumanie reproche à présent à l'OTAN d'avoir provoqué les contre-mesures soviétiques. Sans approuver ces contre-mesures (les Roumains refusent même d'envisager l'implantation d'euro-missiles sur leur territoire, évacué par l'armée soviétique en 1957), Bucarest demande tout de même aux Occi-

dents de faire le premier pas en retirant les Pershing. Certes le but ultime reste, dans le thème roumain, un désengagement équilibré. Mais en attendant, l'objectif « intermédiaire » ne réponde-t-il pas à peu près celui de Moscou ?

Pourtant, sur les euro-missiles, comme sur des questions plus régionales comme le projet de « démilitarisation » des Balkans, on s'applique avec soin à cultiver la différence, dans les textes officiels et plus encore dans les conversations qui se tiennent à l'ombre des bureaux, avec une même pointe de défiance. La Roumanie ne saurait être, tout de même, pas demandeur l'impossible à un pays doté d'un si puissant voisin. Ce qui revient à dire, si l'on comprend bien, qu'un peu d'ambiguïté et beaucoup de subtilité sont nécessaires pour tenir le cap dans ces eaux bien difficiles, mais où son tour l'Occident doit faire preuve de compréhension.

En même temps, on affiche une totale absence d'illusions à propos du comportement de Moscou : « Les Soviétiques ne rendent jamais les territoires qu'ils ont occupés. Ils ne désarment jamais. Mais alors, à quel bon toutes ces finesses ?

La réponse, on est tenté d'avancer une autre explication : il faut sauver les apparences, tenir son rang, et peut-être surtout permettre à M. Ceausescu de tenir le sien : toute la politique étrangère roumaine, en effet inséparable de la glorification personnelle du maître du pays, ici plus qu'ailleurs « le style, c'est l'homme ». Et ce n'est certainement pas un hasard si la colossale campagne « pacifiste » organisée en Roumanie depuis plus de deux ans a été tout entière centrée autour d'un slogan très simple, répété à l'infini : « Ceausescu Pace ».

Même si les invraisemblables excès de « culte » laissent forcément l'étranger perplexe, il semble bien, sur ce point en tout cas, conserver une certaine efficacité. Nombre de Roumains, et pas seulement les officiels, se demandent par exemple si les Soviétiques ne tenteront pas de remettre la partie sur leur pays en cas de disparition du « condottiero ».

Encore faut-il, pour envisager cet aspect, que la stature internationale de M. Ceausescu soit reconnue périodiquement de par le monde, avant tout en Occident, mais aussi dans le tiers-monde, où la Roumanie est très active. C'est à cela que servent, entre autres, les multiples déplacements de M. Ceausescu à l'étranger, les nombreuses visites qu'il reçoit. Et c'est pourquoi on peut s'attendre à une prochaine visite du président roumain au Canada - pour rendre la politesse à M. Trudeau, qui vient de séjourner à Bucarest - et surtout, si possible, aux États-Unis. Et c'est pour cette même raison que, au-delà de la « traditionnelle amitié franco-roumaine », Bucarest tient tant à recevoir cette année la visite de M. François Mitterrand, prévue pour l'automne 1984, mais reportée alors à la suite de circonstances « fâcheuses », en l'occurrence l'affaire Virgil Tănase (1).

JAN KRAUZE

Prochain article :

VINGT-DEUX MILLIONS DE FOURMIS ET QUELQUES CIGALES

(1) Le 20 mai 1982, M. Tănase, fervent citoyen français d'origine roumaine, avait disparu à l'occasion d'un faux enlèvement. La DST avait eu vent d'une mesure d'entraînement par les services spéciaux roumains, et avait fait disparaître M. Tănase, avec sa complicité, pendant trois mois. Les informations du service français avaient pour origine les déclarations d'un agent roumain « retourné ».

VOUS VOULEZ APPRENDRE UNE LANGUE ÉTRANGÈRE ?

C'est un investissement important, pour vous ou votre entreprise. Avant de vous engager, CONSULTEZ-NOUS. Avec notre expérience de l'enseignement des langues, tant en France qu'en Angleterre et aux États-Unis, nous vous conseillerons sur la meilleure formule adaptée à votre cas :

LANGUAGES STUDIES - 249-53-70

ou renvoyer ce coupon à notre adresse, 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Nom : Prénom :
Profession : Age :
Adresse : Téléphone :
souhaite recevoir une documentation.

URSS

SELON LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR

M. Constantin Tchernenko est aussi président du conseil de défense

De notre correspondant

Moscou. — Le nouveau secrétaire général du Parti, M. Constantin Tchernenko, est aussi président du conseil de défense de l'URSS. C'est ce que le maréchal Orgakov, chef d'état-major, a laissé entendre aux attachés militaires étrangers, qu'il recevait le jeudi 23 février à l'occasion de la Journée des forces armées.

Les attributions du conseil de défense ne sont pas précisées dans les textes officiels, et sa composition elle-même est inconnue. La Constitution de 1977 indique seulement qu'il est nommé par le président du Soviet suprême. Il semble que cet organisme compte, outre les maréchaux Oustinov et Orgakov, un certain nombre de responsables civils et militaires chargés de questions de sécurité et de l'industrie de l'armement.

La fonction de président du conseil de défense avait été créée pour Staline pendant la guerre. Elle est ensuite tombée en désuétude et Khrouchtchev ne s'en est jamais soucié.

Pendant douze ans, Brejnev avait semblé vivre sans elle jusqu'au moment où il fit savoir, en 1976, qu'elle existait toujours et qu'il l'exerçait. Six mois après son accession au pouvoir, on pouvait lire dans la Pravda qu'Andropov était à la tête du conseil de défense.

La surprise était que M. Tchernenko laissât à quelqu'un d'autre la charge de président du conseil de défense. Le seul élément un peu étonnant dans cette affaire est la rapidité avec laquelle on a fait connaître sa nomination.

D. Dh.

Le secrétaire général, sa fille et ses fils

Cinq jours après l'accession au pouvoir suprême de M. Constantin Tchernenko, le nom de sa fille, Elena, apparaît dans la Pravda, au bas d'un article consacré à la mémoire d'un « propagandiste passionné du marxisme-léninisme », l'historien du parti Sevelev. Elena Tchernenko, « candidate en sciences philosophiques » (un titre correspondant à peu près à celui d'un docteur du troisième cycle) est co-auteur de l'article, avec un autre « candidat », historien celui-là. La fille du nouveau secrétaire général du parti travaille à l'Institut du marxisme-léninisme.

Selon Der Spiegel, M. Tchernenko a aussi un fils, Vladimir.

« rédacteur » à l'agence cinématographique d'État Goskino. Un autre fils, Albert, né d'un premier mariage, semble suivre très précisément les traces de son père, puisque, selon l'hébdomadaire de Hambourg, il dirige le secteur de la propagande dans l'administration du parti de la ville de Tomsk, en Sibérie.

M. Tchernenko père occupe les mêmes fonctions dans une autre ville de Sibérie, Krasnoïarsk, au début des années 40.

[Une fille de M. Tchernenko a vécu, au début des années 70, à Washington, où elle était l'épouse d'un employé de l'ambassade soviétique. M. Tchernenko lui a rendu visite en 1974.]

Suisse

L'instauration d'un service civil a été refusée par référendum

De notre correspondant

Berne. — La Suisse restera l'un des derniers pays d'Europe occidentale à refuser un statut aux objectifs de conscience. Par une nette majorité (63,8 % de « non » contre 36,2 % de « oui »), les Suisses ont rejeté, dimanche 26 février, un projet des milieux pacifistes en faveur de l'introduction d'un « authentique service civil ». Des vingt-six cantons de la Confédération, seuls Genève et Bâle-Ville ont accepté la proposition. La participation a été quelque peu plus élevée que d'habitude puisque 52 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes.

En 1977 déjà, un projet, pourtant mis au point par les autorités fédérales, avait été refusé. Plus ambitieuse, l'initiative populaire, qui vient d'être repoussée, réclamait la création d'un service civil fondé sur « la preuve par l'acte ». En vertu de ce principe, l'objecteur aurait été astreint à un service civil d'« une fois et demie la durée du service militaire refusé », soit dix-huit mois au lieu de douze (1). Cet effort supplémentaire devait constituer une garantie suffisante quant à l'authenticité des convictions de l'intéressé pour le dispenser d'un « examen de conscience » devant une commission. De plus, le service civil aurait été placé sous la surveillance de l'Etat.

Les partisans de l'initiative avaient fait valoir que les tribunaux militaires prononcent un nombre croissant de condamnations pour refus de servir : sept cent quarante-cinq en 1983 contre cent soixante-cinq en 1970. Si les objectifs pour motifs moraux ou religieux sont passibles de six mois de mise aux arrêts, d'autres peuvent être condamnés jusqu'à trois ans de prison.

La principale objection du conseil fédéral (gouvernement) était que ce projet revenait à laisser les appels libres de choisir entre le service militaire — en principe obligatoire — et le service civil. Le résultat du référendum a été interprété par les autorités fédérales comme « un refus de toute tentative d'affaiblir l'armée de milice ». De leur côté, les milieux pacifistes estiment que « le peuple

suisse a été victime d'un réflexe de peur. Les citoyens ont voté plutôt pour ou contre l'armée que sur le problème de l'objection, qui demeure entier ».

JEAN-CLAUDE BURNER.

Grande-Bretagne

• APPEL A LA GREVE DANS LES SERVICES PUBLICS. — Le principal syndicat des fonctionnaires britanniques a appelé ses membres à cesser le travail, le mardi 28 février, pendant une demi-journée, pour protester contre la décision gouvernementale d'interdire les syndicats au centre d'écoutes de Cheltenham.

LES ÉLECTIONS AU PAYS BASQUE ESPAGNOL

Les nationalistes modérés l'emportent mais les partisans de l'ETA militaire maintiennent leurs positions

De notre correspondant

Vitoria. — Tout en obtenant son meilleur résultat électoral depuis 1977, le PNV (Parti nationaliste basque) ne disposera plus désormais d'une majorité lui permettant de gouverner en solitaire. Telle est l'une des conséquences, assurément paradoxales, des élections du 26 février dans les trois provinces basques. Il s'agissait de désigner les membres du nouveau Parlement régional, le deuxième depuis l'octroi du statut d'autonomie à cette région en 1979. La nouvelle Chambre comptera soixante-quinze députés contre soixante dans la précédente : 71 % des électeurs se sont rendus aux urnes.

Avec 42 % des suffrages exprimés (contre 38,3 % lors des premières élections régionales de 1980 et 31,9 % aux législatives de 1982), le PNV obtient trente-deux sièges. Les trois autres partis qui seront représentés au Parlement de Vitoria, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), l'Alliance populaire et Euzkadi Ekerra, en obtiennent ensemble autant. Quant à la coalition Herri Batasuna, qui conserve onze députés, elle a fait savoir qu'ils ne siégeront pas au Parlement.

Le PSOE a réalisé un bon score, puisqu'il passe de 14,3 % en 1980 à 23 %. Les socialistes basques s'affirment tout aussi comme la seconde force politique dans la région, devant Herri Batasuna, qui les avait précédés en 1980. « Personne ne peut dorénavant gouverner au Pays basque sans tenir compte des socialistes », a affirmé leur secrétaire général, M. José-Maria Benegas.

Les résultats de Herri Batasuna étaient attendus avec intérêt, car ils sont un test de l'appui dont jouit encore la « lutte armée » dans la population. La coalition a obtenu 14,6 % des suffrages exprimés, sa moyenne habituelle. Il se trouve donc toujours dans la région cent cinquante mille électeurs pour exprimer leur appui à une coalition qui ne cache pas ses liens avec l'ETA militaire. C'est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement socialiste de Madrid, encore traumatisé par l'assassinat du sénateur Enrique Casass.

Le résultat de Herri Batasuna est particulièrement significatif si on le compare à celui de la coalition nationaliste de gauche Euzkadi Ekerra. Avec 7,9 % des suffrages exprimés, celle-ci n'a pas dépassé son « plafond » habituel. Elle n'a pas recueilli les bénéfices de son action en faveur de la « pacification » du Pays

basque. Elle avait, en effet, convaincu le secteur majoritaire d'ETA politico-militaire, dont elle était proche, d'abandonner la lutte armée.

Avec 9,3 % des voix, le parti conservateur Alliance populaire obtient un pourcentage inférieur à celui qui est le sien au niveau national. C'est le PNV qui a fait, comme toujours, le plein des voix de la droite nationaliste, et le PSOE, avec sa virulente campagne contre le PNV, a réussi à conquérir le vote des conservateurs « espagnolistes ». Quant au Parti communiste basque, victime de ses divisions, il a pratiquement disparu de la scène politique (1,3 %).

Le nouveau Parlement va maintenant entamer ses consultations pour élire le « Lendakari », le chef du gouvernement basque. Il ne s'agit pas d'une simple formalité. Le PNV cherchera-t-il à former une majorité stable avec un autre parti ? Ses dirigeants ne cachent pas en privé leur préférence pour une formule d'alliance conjoncturelle, avec des formations différentes suivant les circonstances. Le partenaire le plus logique pour le PNV est Euzkadi Ekerra. Mais les dirigeants de cette formation semblent décidés à profiter de la situation pour exiger une alliance plus large.

THÉRIY MALINIAC.

Les représailles contre l'ETA en France

(Suite de la première page.)

Postés sans doute à bord d'une voiture, les tueurs ont tiré sur le premier stagiaire qui s'est présenté dans leur ligne de mire. Guizenz Salazar, donc, pour venger la mort, vendredi, du sénateur socialiste espagnol Enrique Casass, abattu par une équipe qui s'est réclamée des Commandos autonomes antipolitiques (CAA), organisation qui, sans être affiliée à l'ETA militaire, poursuit les mêmes buts. Le GAL a répliqué très rapidement à cet assassinat comme aux précédents, sans se perdre en d'inutiles nuances : il a décidé de faire payer aux membres présumés de l'ETA réfugiés au Pays basque français tous les attentats commis en Espagne, et la personnalité des victimes choisies reste très secondaire.

« Le Tigre », en France depuis un an, était soupçonné par la police espagnole d'avoir participé à un vol à main armée et à un attentat. « Nous allons continuer », a indiqué dimanche le GAL dans un communiqué. Le groupe antipolitique précise aussi qu'il se tient prêt « à piéger des voitures » au Pays basque espagnol, si l'ETA commet des attentats contre la population.

Ces menaces à répétition, les effets du terrorisme et du contre-terrorisme espagnols, commencent à peser sur la vie du Pays basque français, lassé d'offrir son territoire à des règlements de compte qui ne le concernent que très indirectement.

Après l'attentat, le 18 février, sur la ligne de chemins de fer Paris-

Madrid, qui avait été revendiqué par des Basques français d'extrême-gauche, les élus de l'Association des maires des Pyrénées-Atlantiques et les principaux syndicats avaient prévu d'organiser, pour le lundi 27 février à Bayonne, deux manifestations de protestation contre le terrorisme et la violence. L'assassinat du week-end devrait renforcer encore l'écho de ces deux manifestations.

PHILIPPE BOGGIO.

Les deux Allemagnes : l'embarras

(Suite de la première page.)

Six Allemands de l'Est s'étaient réfugiés fin janvier à l'ambassade des États-Unis à Berlin-Est, puis douze autres avaient fait de même quelques jours plus tard à la représentation de RFA à Berlin-Est. Tous ont été autorisés à se rendre en RFA sans que l'on connaisse exactement les termes de la négociation. Depuis quelque temps, le nombre de ressortissants est-allemands qui demandent à se rendre à l'Ouest, s'est accru dans des proportions importantes. Dans un effort apparent pour détenir la situation, les autorités est-allemandes ont multiplié les autorisations de sortie. Depuis dix jours, près d'une centaine d'Allemands de l'Est ont été conduits chaque jour à la frontière inter-allemande.

Il faut croire cependant que c'est largement insuffisant. Le nombre de personnes qui ont officiellement demandé à quitter le pays est estimé à environ 500 000, bien qu'il n'existe aucune statistique précise. Bon an, mal an, près de 10 000 personnes obtiennent cette autorisation. Une partie d'entre elles, notamment celles emprisonnées pour raisons politiques, sont « rachetées » par la RFA. Beaucoup d'autres ont déposé des dossiers depuis plusieurs années, malgré les risques encourus, sans jamais obtenir satisfaction. La sortie de l'Allemagne de l'Est au titre de la réunification des familles est théoriquement devenue légale depuis septembre 1983, date à laquelle le gouvernement est-allemand a signé le document final de la conférence de Madrid sur la coopération et la sécurité en Europe. Le texte en a été publié par l'organe du parti communiste est-allemand Neues Deutschland.

Après l'affaire de l'ambassade américaine et celle de la représentation ouest-allemande à Berlin-Est, Bonn a multiplié les mises en garde de peur de voir remisée en cause la bonne volonté actuellement manifestée par le gouvernement est-allemand. Celui-ci a renforcé de son côté les contrôles devant les ambassades occidentales, provoquant des réactions modérées à vrai dire, des gouvernements.

Bonn redoute de voir l'affaire Ingrid Berg complicité singulièrement la tâche de M. Honecker, le numéro un est-allemand, en raison de la publicité dont elle ne manquera pas de faire l'objet. La nièce de M. Stoph n'est cependant pas la première parente d'une personnalité officielle à chercher à quitter la RDA. Un neveu du chef des services secrets est-allemands, Mischa Wolff, avait tenté de quitter son pays via la Yougoslavie en 1981. Un an plus tard, le neveu du président de la Chambre des députés, M. Horst Sindemann, avait réussi à passer en RFA.

Une « responsabilité commune » pour la paix

Il n'en reste pas moins que cette affaire arrive à un moment délicat dans les relations entre Bonn et Berlin-Est. Paradoxalement, l'installation des Pershing-2 américains en RFA a, en effet, resserré les liens entre les deux États allemands. Malgré l'engagement du gouvernement conservateur de Bonn en faveur du déploiement, jamais les deux États allemands ne se sont autant déclarés solidaires l'un de l'autre. Devant l'inquiétude suscitée de part et d'autre de l'Elbe par l'accroissement de la tension Est-Ouest, Bonn, comme Berlin-Est, proclament en même temps une « responsabilité commune pour la paix en Europe ».

Le 9 février dernier, le Bundestag avait publié, dans la plus grande discrétion, une déclaration conjointe des trois partis de la majorité (CDU, CSU, FDP) et du Parti social-démocrate sur la politique inter-allemande : La République fédérale d'Allemagne et la RDA ont une responsabilité commune et doivent contribuer à désamorcer la tension internationale ; aucune guerre ne doit plus jamais partir du territoire allemand. « Le Parlement fédéral allemand ajoute le texte réaffirmant que la politique inter-allemande est en même temps une politique de paix européenne (...). Les Allemands veulent vivre en paix les uns avec les autres et servir la paix en Europe ».

Le temps où M. Franz-Joseph Strauss, le président de la CSU bavaroise, et certains responsables démocrates-chrétiens revendiquaient le droit de parler haut et fort de politique, une politique du « donnant donnant » serait-elle donc passée ? Face à l'immense vague de protestations contre le déploiement de nouveaux missiles américains qui a déferlé l'année dernière sur l'Allemagne fédérale, le réflexe du gouvernement Kohl avait été de s'annuler une soupape de sécurité en s'efforçant d'isoler de la crise ses relations avec l'autre Allemagne. Il avait trouvé à Berlin-Est une oreille complaisante auprès de M. Eric Honecker. Le chef de l'Etat et du Parti est-allemands, a lui aussi, ses raisons d'être inquiet de la tension suscitée en RDA par l'affaire des missiles. Mais probablement est-il surtout attaché à préserver avec l'Ouest des relations économiques qui lui ont permis de disposer, depuis quelques années, d'une relative marge de manœuvre à l'égard de Moscou. Cet intérêt commun s'est matérialisé l'été dernier par une garantie apportée par le gouvernement de Bonn à un crédit de 1 milliard de Deutschmarks au gouvernement de Berlin-Est — ainsi que par certains aménagements d'ordre humanitaire consentis par la RDA en septembre.

La première rencontre entre le chancelier Kohl et le secrétaire général du Parti communiste est-allemand, qui a eu lieu le 13 février à Moscou, en marge des obsèques de Iouri Andropov, a confirmé ces bonnes dispositions mutuelles. On s'est obstinément attardé, autour d'une table de l'ambassade de RFA, à discuter de la contribution que les deux Allemagnes pourraient apporter aux rapports Est-Ouest.

Le gouvernement ouest-allemand, qui estime avoir fait son devoir à l'égard de l'alliance atlantique en restant ferme sur les missiles, ne peut ignorer que son opinion publique, toujours sur le qui-vive, attend une reprise des négociations américano-soviétiques. Le mouvement de la paix n'a peut-être plus le même impact qu'en 1983, mais ses structures restent intactes. C'est ce que M. Kohl fera savoir le 3 mars prochain au président Reagan qu'il doit rencontrer à Washington.

M. Honecker doit lui-même tenir compte des courants nouveaux qui traversent la société est-allemande. Des groupes indépendants pour la paix ont poussé un peu partout en RDA ces dernières années, même s'ils restent sous contrôle étroit ; l'in-

fluence des Églises protestantes s'est plutôt accrue et ne peut-être négligée. En outre, l'implantation en RDA de nouveaux missiles soviétiques, en réponse au déploiement des Pershing-2 en RFA, a suscité dans l'ensemble de la population des inquiétudes, dont le numéro un est-allemand est conscient. En outre, malgré les succès relatifs de la RDA dans le domaine économique, une insatisfaction plus générale est due à l'absence de progression réelle du niveau de vie.

L'attente

des opinions publiques

Le brusque accroissement du nombre des demandes d'émigration à l'Ouest semble témoigner d'un malaise beaucoup plus profond. Face à ce malaise, le gouvernement de Berlin-Est a diversément réagi. La répression contre les mouvements de paix indépendants s'est accrue depuis le début de l'année, mais le gouvernement a voulu faire preuve de clémence en libérant le mois dernier des militants parmi les plus connus du mouvement, après plusieurs semaines de détention.

Bonn fait preuve, actuellement d'une remarquable patience à l'égard du régime de M. Honecker. On ne peut pas dire en revanche que la modération du chancelier Kohl ait été payée de retour.

La visite officielle que M. Honecker doit effectuer en République fédérale, reportée l'année dernière, est toujours à l'ordre du jour. Mais elle n'est pas prévue, semble-t-il, dans un avenir proche. Le moment n'apparaissant pas mûr pour des contacts sur le plan humanitaire qui permettraient de répondre à l'attente de la RFA.

L'affirmation d'une volonté de travailler en commun pour la diminution des tensions semble être destinée avant tout à faire patienter de part et d'autre les opinions publiques, plutôt que témoigner d'intentions très précises. L'empêchement qu'on fait état de cette coopération paraît un peu trop soudain.

Sans doute l'idée d'une Europe de la paix, moins soumise à la tutelle des Deux Grands, connaît-elle un regain d'intérêt, en RFA du moins. La déception provoquée par la Communauté européenne et la conscience de se trouver confronté dans les deux Allemagnes aux mêmes dangers jouent un rôle important. « Qu'est-ce que la République fédérale : un pays de l'Europe de l'Ouest ou un pays de l'Europe ? » écrivait récemment Peter Bender, dans l'hébdomadaire Die Zeit.

Reste à savoir de quelle paix, de quelle Europe, il s'agit. L'idée d'une Europe démocratique et libre, qui réunit de nombreux suffrages au sein du mouvement de la paix, reste floue. En revanche, le ministre ouest-allemand des affaires inter-allemandes a récemment rappelé que si le but de la politique inter-allemande était de créer « les conditions d'une paix en Europe », qui permettrait un jour au peuple allemand de revendiquer sa réunification à travers « l'autodétermination », il n'était cependant pas question de sacrifier pour autant la démocratie. C'est assez pour que l'organe du Parti communiste est-allemand, Neues Deutschland, voie en M. Windelen « le ministre de la dégradation des relations entre la RFA et la RDA ».

HENRI DE BRESSON.

AFRIQUE

L'ÉVOLUTION DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Pretoria assure que Luanda admet la nécessité de restreindre les activités de la SWAPO

L'Afrique du Sud et l'Angola se sont mis d'accord sur la nécessité de restreindre les activités des combattants de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui risquent de compromettre le cessez-le-feu conclu entre les deux pays, a affirmé, dimanche 26 février, M. « Piki » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. La veille, la commission bilatérale de surveillance du cessez-le-feu s'était réunie, pour la première fois, dans le Sud angolais (le Monde, daté 26-27 février), dans la localité de Cuvalele, à 200 kilomètres au nord de la frontière namibienne.

A Cuba, selon des diplomates occidentaux en poste à La Havane, les autorités commencent à préparer l'opinion à l'éventualité d'un rapatriement progressif des troupes stationnées en Angola. La presse soviétique, de son côté, continue d'observer une grande discrétion sur les contacts établis par Pretoria avec

Maputo et Luanda, ce qui est interprété par l'Agence France-Presse comme le signe d'un certain « dépit ».

Enfin, la prise d'otages par l'UNITA (le mouvement rebelle angolais de M. Savimbi) dans une mine de diamant angolaise (le Monde du 25 février) peut être interprétée comme un « avertissement » à l'Afrique du Sud. Des sociétés sud-africaines ont, en effet, des intérêts dans cette mine que l'UNITA s'était gardée, jusqu'alors, d'attaquer. D'un autre côté, le communiqué annonçant la prise d'otages, signé par M. Savimbi lui-même, déclare ne pas s'opposer « aux gestes de rapprochement signalés entre le MPLA [au pouvoir à Luanda] et l'Afrique du Sud », mais ajoute : « Tant que l'UNITA sera exclue des négociations, elle n'aura d'autre choix que d'intensifier la lutte armée pour la libération de l'Angola ».



Le « multiscanner » de magnétophones empêche pratiquement toute tentative d'écoute dans votre vie privée, grâce à une nouvelle technique révolutionnaire mise au point exclusivement par TRN.

- Les enregistrements deviennent impossibles dans vos locaux.
- Les enregistrements téléphoniques sont évités.
- Les micros et autres appareils d'écoute sont rendus inopérants.

Pour toute information écrivez à M. Bernard Communication, 20 rue de la République, 75001 Paris, Tél. 237-2600 Telex 215524 F

LES SUITES DU CONFLIT DES ROUTIERS

M. Chirac : M. Fiterman est enfermé dans son idéologie

De notre correspondant

Saint-Julien-en-Genevois. - Le président du RPR, M. Jacques Chirac, a dialogué, samedi 26 février, avec une assemblée composée d'industriels de la Haute-Savoie et des élus de ce département, en grande majorité favorables aux thèses du Parti républicain et du CDS, et réunis à l'initiative de M. Pierre Mazaud, ancien ministre, maire RPR de Saint-Julien. Bien que le conflit des transporteurs routiers, qui avait pris naissance à quelques kilomètres de là, se fût éteint quelques heures plus tôt, M. Chirac a tenu à l'évoquer, pour reprocher au gouvernement, au cours d'une brève conférence de presse, d'avoir « joué à un jeu très dangereux : le pourrissement du conflit ».

« Finalement, a dit M. Chirac, un compromis semble avoir été trouvé et une concertation engagée. Je m'en réjouis. L'intervention de M. Delors dans la solution de ce conflit, montre, à l'évidence, qu'un ministre communiste, contrairement à ce que certains pouvaient imaginer, n'est pas l'homme qui complotait lorsqu'il s'agit de traiter un problème social. M. Fiterman est enfermé dans son idéologie et il ne pouvait pas être à la fois juge et partie. Son échec était tout à fait prévisible ».

Devant son auditoire qui le questionnait sur les thèmes économiques qu'il serait amené à défendre en cas de retour au pouvoir de l'opposition, M. Chirac a tout d'abord souligné : « Je ne suis pas social-démocrate. C'est une idéologie qui n'a jamais rien produit dans le monde que de médiocrité et de maux. Ainsi, c'est un comportement social-démocrate qui a abouti à ce que près de 50 % du produit intérieur brut soit perdu sur nous par l'Etat pour des tâches que l'Etat se confie à lui-même. C'est l'expression même - rampante et sournoise - de la recherche permanente du compromis démocratique. Ce n'est rien d'autre et ce n'est pas un idéal. Il peut y avoir un idéal marxiste ou libéral, mais il n'y a pas d'idéal social-démocrate ».

L'Europe jusqu'à la Russie

Enfin, M. Chirac a appelé à « une véritable résurgence de l'esprit européen », laquelle, selon lui, passe autant par une action dans le domaine politique que dans celui de la défense. « Il ne faut pas oublier qu'il y a, de l'autre côté du rideau de fer, des Européens comme nous, même si, pour le moment, ils se trouvent coupés de nous, a-t-il dit. Notre ambition est bien de réunir l'Europe tout entière, c'est-à-dire non pas celle qui va jusqu'à l'Oural, mais qui englobe l'ensemble des peuples européens ; celle qui va jusqu'à la frontière de la Russie traditionnelle et du peuple russe ». Selon le président du RPR, ces pays européens n'appartiennent pas à l'« empire russe ». « Un accident, hélas ! de l'histoire les a fait tomber dans le système, mais leur cœur et leur âme sont ailleurs, et nous ne devons pas les décevoir, a-t-il affirmé. C'est-à-dire que nous devons avoir en permanence ce geste tendu, cette parole d'ouverture et de dialogue qui permettent de répondre à tout ce qui, caché, monte de chez eux ».

Insurgant une place Georges Pompidou à Saint-Julien-en-Genevois, M. Chirac a déclaré : « Georges Pompidou aurait été atterré par cette obstination, dont ne cesse de faire preuve le gouvernement, à diviser les Français tou-

jours davantage, à les dresser les uns contre les autres, que ce soit par l'expression du sectarisme le plus outrancier (...) ou par certains projets de loi, comme ceux sur la presse ou sur l'enseignement. Quand on voit, depuis trois ans, toutes les erreurs qui ont été commises au nom de l'idéologie (...) par un gouvernement qui semblait croire qu'il suffisait de nier la crise pour la vaincre, on se dit que le pouvoir actuel ferait bien de tenir compte de l'histoire immédiate plutôt que de se référer aux années 36 pour conduire sa politique ».

C.F.

Le ministre : récupération

M. Charles Fiterman, ministre des transports a répondu dimanche 26 février sur TF1 aux propos de M. Chirac en disant : « En mettant en cause le ministre communiste, (...) M. Chirac se livre à une tentative assez malséante de récupération politique du mouvement des routiers et cela ne sera pas bien apprécié. Qu'il me permette de lui dire, que, à mon sens, il aurait mieux fait de ne pas sortir de la réserve dans laquelle il s'était tenu jusqu'ici, alors que, manifestement - tous les observateurs sérieux le disent - le gouvernement a bien fait face à l'événement. Le ministre des transports est présent, bien présent, à son ministère, et, croyez-moi, solide au poste ».

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, porte-parole du PCF, a déclaré : « A travers ses invectives personnelles contre Charles Fiterman, le chef du RPR poursuit le but numéro un de la droite : faire craquer la coalition de gauche en obtenant le renvoi des ministres communistes. Son agression fera dresser l'oreille à tous ceux qui ont mis sur les espérances de 1981 et veulent que la gauche continue et réussisse ».

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Stasi (CDS) : il faut qu'un certain nombre d'hommes s'efforcent de calmer le jeu

Invité, dimanche 26 février, du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Bernard Stasi, député (UDF-CDS) de la Marne, a affirmé qu'il était « confortable dans ce climat de radicalisation de la vie politique que connaît notre pays ». Selon lui, il faut cependant qu'un certain nombre d'hommes, sans pour autant changer de camp, s'efforcent de calmer le jeu et de sauvegarder une certaine qualité du débat démocratique. M. Stasi a dénoncé le risque que « chaque camp s'aligne sur ses éléments les plus extrémistes » et que le débat politique prenne « de plus en plus les allures d'une guerre civile ». Il a poursuivi : « Ce que je redoute, et ce que je constate parfois, c'est qu'il y a une sorte de fascination exercée par l'extrême droite sur certains courants, sur certains hommes de l'ensemble de l'opposition ». Le maire d'Épernay n'est pas surpris que M. Barre réponde à M. le Pen : « C'est un signe de la courtoisie naturelle de M. Barre », a-t-il souligné avant de remarquer : « M. le Pen n'est pas un fasciste, mais, cela dit, il défend un certain nombre de thèses racistes avec lesquelles la moindre compromission n'est pas possible. S'aligner avec le Front national, même à l'occasion d'une élection locale, c'est donner une caution à des thèses qu'il faut combattre avec beaucoup de vigueur ».

M. Bernard Stasi qui, à maintes reprises, avait déclaré que M. Barre ferait en 1988 un bon président de la République, a tenu à dire qu'il n'est pas « infodé » à l'ancien premier ministre, même s'il « souhaite de toutes [ses] forces que, dans l'avenir, il soit appelé à jouer un rôle important dans notre pays ». Il se « réjouit » du succès remporté par Yves Montand. Succès qui, selon lui, « interpelle les hommes politiques, fait éclater en quelque sorte l'artifice d'un certain discours politique ».

Le député de la Marne a estimé « que nous vivons une époque assez curieuse où il y a à la fois un dur-

clissement des affrontements et en même temps une naissance de convergences », tant à propos de la crise, des institutions, de la défense ou de la politique étrangère. A propos de la grève des transporteurs routiers, M. Stasi a évoqué « le danger d'un éclatement de la société en corporations opposées ». « Il est de plus en plus souhaitable, a-t-il poursuivi, dans la situation difficile que connaît notre pays, que, au-delà de ces intérêts catégoriels, les uns et les autres prennent conscience davantage de leur appartenance à la communauté nationale et du fait qu'ils sont responsables de cette communauté ».

En ce qui concerne les restructurations industrielles, il a affirmé : « Je ne condamne pas ce que s'efforce de faire le gouvernement. J'essaie de faire comprendre que si sa tâche est très difficile, c'est dans une large mesure de sa faute (...) Mais je reconnais volontiers, aujourd'hui, que le gouvernement, dans ce domaine comme dans les autres aspects de sa politique économique, va en gros dans le bon sens. Il commet moins d'erreurs qu'il n'en avait commis (...) Cela étant, je regrette que les résultats ne soient pas à la hauteur des sacrifices demandés aux Français. Je regrette aussi que cette politique manque de crédibilité parce qu'elle n'est pas soutenue par l'ensemble de la majorité ». M. Stasi a jugé que le patronat n'est pas suffisamment incité à investir, notamment parce que les débouchés manquent et que « la confiance fait défaut aujourd'hui ». Pour le maire d'Épernay, la décentralisation est « indubitablement une bonne réforme », même si « nous la vivons difficilement sur le terrain », parce que « les moyens dont nous disposons sont très limités ».

A propos des élections européennes, M. Stasi a réaffirmé que son parti regrette la solution de la liste unique, mais, a-t-il précisé, « nous n'allons pas traiter ce regret comme un boulet pendant toute la campagne électorale ». Il s'est déclaré « toujours favorable à la décentralisation ». Enfin, évoquant la liste des « deux Faure », M. Stasi a dit qu'il « respecte » cette initiative à laquelle, toutefois, il ne « s'associe pas » parce qu'il y a « une certaine ambiguïté » et parce qu'il n'a jamais « conçu ni vécu l'engagement politique comme une aventure individuelle ».

Au « Forum » de RMC

« NE PAS MANIPULER » YVES MONTAND

Invité, dimanche 26 février, du « Forum » de Radio-Monte-Carlo, M. Jacques Chirac a déclaré à propos des routiers : « Un pouvoir fondé sur une idéologie forte n'est pas spontanément porté à la concertation. Il est beaucoup plus porté à affirmer, à imposer et, le cas échéant, naturellement quand c'est nécessaire, à reculer, mais il est porté au dialogue ».

A propos de l'émission télévisée « Vive la crise » présentée par Yves Montand sur Antenne 2, M. Chirac a affirmé : « Je ne l'ai pas trouvée très intéressante. J'ai trouvé que c'était un peu facile et que les thèses développées étaient à la fois un peu dogmatiques, un peu primaires et que ce n'est pas comme ça que l'on explique à nos concitoyens qui sont préoccupés par les réalités auxquelles ils sont confrontés ce qui se passe. J'ai beaucoup d'admiration pour Yves Montand, comme chanteur, comme comédien, comme artiste, et j'ai trouvé qu'il était, de ce point de vue, dans un registre excellent, mais je crains un peu pour lui, qui peut être un homme tellement honnête, qu'il ne se rende peut-être pas tout à fait compte, qu'il se fasse, dans ses affaires, actuellement, un peu conditionner, un peu manipuler, et je le regrette beaucoup si ça devait être le cas ».

« Je crois que chacun doit rester dans sa sphère de compétence, et Dieu sait si Yves Montand en émane dans la sienne, mais ce rôle qu'on lui a fait jouer pour une explication de la crise qui était très partielle ne m'a pas paru très convenable. (...) Je souhaite qu'on ne cherche pas à manipuler ou à conditionner Montand, qui est un de nos grands artistes et qui est peut-être trop honnête pour se rendre compte du jeu qu'on veut lui faire jouer. A l'issue de cette émission on avait le sentiment que (...) ce que faisait le gouvernement était le moins mal possible. Je crois que ce n'est pas tout à fait la vérité ».

(Publicité)

LA SECRÉTAIRIE

Traitement de textes
Frappe de tous documents
Gestion de fichiers
VISIOTEX, SYST. 6, KEROX 860
Location et vente de VISIOTEX
43, rue Beaubourg, 75003 PARIS
Tél. : 277-85-00

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Méhaignerie (CDS) : nos amis du RPR ont fortement progressé vers nos positions

De notre correspondant

Lille. - « La reconquête est engagée », a déclaré dimanche 26 février à Mons-en-Barrois (Nord), M. Pierre Méhaignerie, président du Centre des démocrates sociaux, qui prenait la parole devant le cinquième congrès départemental du CDS-Nord.

Pour le député d'Ille-et-Vilaine, maire de Viré, vice-président de l'UDF, la situation politique d'aujourd'hui se caractérise par « l'existence de plus en plus forte d'une majorité négative de rejet qui ne peut que se renforcer dans les deux ou trois années qui viennent ». Et cela pour trois raisons : « Le poids de l'arithmétique des chiffres » (l'endettement de la France et du secteur public, la prolifération des entreprises en difficulté, le chômage...), le manque de confiance dont les ressorts « ont été cassés par des réformes idéologiques comme la loi Quilliot », la déception enfin de « ceux qui ont été trompés dans leurs espoirs parce qu'on leur a menti ou parce qu'on ignore les réalités du monde ».

« C'est la fin de la démagogie », a estimé le président du CDS. « Les Français ne jugeront plus sur des discours mais sur des résultats », et, sur ce terrain, M. Méhaignerie renvoie M. Mauroy aux engagements qu'il avait pris lors de la présentation du plan intermédiaire 1982-1983 et que, selon lui, il n'a tenus ni sur le taux de croissance, ni sur l'emploi, ni sur le pouvoir d'achat.

« Il y a une sorte possible de la crise », a poursuivi M. Méhaignerie, qui passe par « un changement de mentalité et des comportements des hommes politiques d'abord ».

R.L.

A LYON

M. Pinton (UDF) rend hommage aux qualités d'homme d'Etat de M. Barre

Plus d'une centaine de députés ont participé, samedi 25 février, à Lyon, au comité national des adhérents directs de l'UDF. M. Michel Pinton, animateur de cette commission, a estimé que « l'opposition nationale n'a de chance de prendre le pouvoir que si elle s'appuie sur deux jambes aussi solides l'une que l'autre ». On aura compris qu'à ses yeux la « jambe UDF » montre depuis quelque temps des signes de faiblesse. Ce constat n'est pas étranger à l'accueil particulièrement chaleureux réservé à M. Raymond Barre, invité « à huis clos » du déjeuner au cours duquel ont été évoqués, entre autres, les problèmes européens.

De notre correspondant régional

Lyon. - « Vous êtes l'un des rares hommes d'Etat capables d'assumer un jour la charge si lourde du salut de la France » : la conclusion de l'allocation de bienvenue à M. Raymond Barre prononcée par M. Pinton est explicite. Au cours d'une conférence de presse, le responsable des adhérents directs de l'UDF a précisé que ses amis « ont bien le droit de recevoir des personnalités » de la nécessité d'une liste unique aux européennes, mais qu'il ne faut pas déduire de ces rencontres rapprochées que les adhérents directs de l'UDF ont des « allégeances successives ». Le vibrant plaidoyer en faveur de l'ancien premier ministre n'est pourtant pas de ceux qui passent impu-

faire bien avant de prétendre donner des leçons aux citoyens et les prendre sous sa tutelle ».

Deuxième convergence, selon M. Pinton : « Nous nous plus nous avons guère de goût pour les querelles de chapelle et les marchandages d'arrière-boutique ». Ces propos ont été à Lyon, lieu électoral du député Raymond Barre, d'autant plus de relief que la « première ville UDF de France », se trouve pour le moment très marginalisée dans la course aux bonnes places sur la liste de M. Veil. Les adhérents directs de l'UDF n'ont obtenu, outre M. Veil, qu'un seul poste d'éligible, qui devrait être attribué à M. Michel Pinton.

Sorti sans gloire donc pour M. Pinton, le député de Rhône et membre de l'Assemblée des Communautés européennes, dont la désignation à Strasbourg n'a sans doute pas été le meilleur avertissement de la formation de la liste. Défaillance aussi pour M. André Soulier, premier adjoint, adhérent direct depuis le mois de mai dernier, qui a refusé une place... entre la 40^e et la 50^e ! « Pas question d'accepter un stratagème pour la ville de Lyon », nous a-t-il déclaré. « Nous prenons date et nous réorganiserons l'adhésion d'une grande métropole au sein d'une liste parisienne », a ajouté M. Soulier.

CLAUDE RÉGENT.

FORMATION MICRO INFORMATIQUE

LANGAGES

BASIC : durée 5 jours.
Dates : 3 avril, 4 juin.

GESTION DE FICHIERS

DBASE II : durée 3 jours pour les utilisateurs, 2 jours supplémentaires pour les programmeurs.
Dates : 12 mars, 2 mai, 25 juin.

AIDE À LA DÉCISION

MULTIPLAN : durée 3 jours.
Dates : 25 avril, 12 juin.

GRAPHISME en BASIC

Durée : 3 jours.
Date : 28 mai.

TRAITEMENT DE TEXTE

TEXTOR : durée 3 jours.
Dates : 25 avril, 18 juin.

Renseignements : Frédérique MARTIN.

GROUPE SIGMA

13, rue de la République - 69001 LYON
Tél. : 277-85-00

M. Chirac et les deux Faure

M. Chirac, interrogé dimanche 26 février, au « Forum » de RMC, sur le projet de liste européenne de MM. Edgar Faure et Maurice Faure, a répondu : « Je n'ai pas trouvé que c'était une idée très sérieuse et je trouve que l'initiative des Faure s'appuie sur un raisonnement un peu faible. (...) J'ai plutôt l'impression qu'ils prendront l'essentiel de leurs suffrages dans les voix marginales de l'actuelle coalition gouvernementale ».

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE
RIGNOL
89, av. Paul Doumer - 18
(L.3 Mueblerie 527 97 59)
RENSEIGNEMENTS : 01 - COMMANDAVANCE

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

Draguignan : M. Claustres (RPR) met fin au « règne » de M. Soldani (PS)

Draguignan. - Ni l'attentat commis contre M. Edouard Soldani, ni le « sabotage » spectaculaire de la liste du Front national n'ont modifié l'arbitrage électoral. A l'issue du premier tour de scrutin, la défaite du sénateur socialiste, maire invalidé de Draguignan, était inscrite dans les chiffres.

Le total de voix recueillies par la liste de l'opposition et de celles de l'extrême droite représentait 51,67 % des suffrages exprimés. Malgré une participation au scrutin plus élevée qu'au premier tour et qui a plus largement bénéficié à M. Soldani qu'à son adversaire, M. Claustres (RPR), avec une avance de 316 voix, obtient 51,03 % des suffrages exprimés (1).

Le refus des responsables locaux du Front national d'appeler à voter pour la liste de l'opposition n'a eu, semble-t-il, que peu d'effet sur les électeurs d'extrême droite. A l'exception de deux bureaux de vote sur quinze, M. Claustres a fait le plein des voix sur lesquelles il pouvait compter. L'analyse du scrutin montre, d'autre part, l'importance décisive du vote de l'électorat militaire.

Dans le bureau où ce dernier était le plus représenté, le chef de file de l'opposition a creusé un écart de plus de trois cents voix. C'est également dans ce bureau que les deux listes du Front national et du Parti des forces nouvelles avaient obtenu leurs meilleurs résultats le 19 février : 10,33 % des suffrages exprimés contre 6,02 % sur l'ensemble de la ville.

Avec 7 508 voix, M. Soldani ne retrouve pas le nombre des suffrages qui s'étaient portés sur son nom le 13 mars 1983. Dans une déclaration faite après la proclamation des résultats, M. Yves Rosé, maire (PS) de La Motte, qui figurait en seconde position sur la liste du maire invalidé de Draguignan, a estimé que la gauche n'était pas parvenue à mobiliser son électorat. Le pourcentage des abstentionnistes (11,74 %) est, en

De notre correspondant régional

effet, légèrement supérieur à celui du deuxième tour de 1983 (10,95 %).

Les électeurs draguignais ont, en fait, exprimé un vote politique qui a prévalu sur toute autre considération locale ou sentimentale. L'attentat dont a été victime M. Soldani avait fait craindre à M. Claustres qu'une partie de ses électeurs ne se réfugient, sous le coup de l'émotion, dans l'abstention ou apportent leurs suffrages au « vieux lion » blessé. Il n'en a rien été. L'initiative prise par la gauche de diffuser par téléphone auprès de plusieurs milliers d'électeurs un « message » de l'ancien maire qui les invitait « à dire non à l'aventure, à l'affairisme, à la violence et à la haine » a probablement eu un effet contraire à celui qui était recherché. Elle a fourni à l'opposition, mise implicitement en accusation, l'occasion de dénoncer l'« exploitation politique » qui était faite du gâchet-épens tendu à M. Soldani.

M. Claustres a réitéré, dimanche soir, ses premières déclarations : « Il s'agit d'un acte de déshonneur, d'un acte de déshonneur... ». Les éléments d'ores et déjà recueillis par les policiers du SRPJ de Toulon paraissent exclure la première de ces deux hypothèses. L'attentat aurait été perpétré avec minutie, comme tendrait à le prouver la présence sur les lieux de gendarmes qui ont prévenu les agresseurs de l'arrivée de la voiture de l'ancien maire de Draguignan. Dans les milieux proches de l'enquête, on s'accorde à penser qu'une vengeance de caractère personnel qui aurait pu être conçue par ses auteurs en pleine campagne électorale pour lui donner fausement un tour politique.

Ainsi que l'on redoutait une explosion de violence, la victoire de

M. Claustres n'a suscité aucun incident. D'importantes forces de police quadrillaient la cité draguignaise, et le chef de file de l'opposition - qui s'est abstenu de paraître à la mairie, comme les responsables de la liste de la majorité avaient lancé des appels au calme aussitôt connu le verdict des urnes. « Il n'est pas dit que la mairie de Draguignan, a déclaré M. Rosé, soit passée définitivement à l'opposition. » Compte tenu des nombreuses observations mentionnées sur l'ensemble des procès-verbaux des bureaux de vote, a-t-il ajouté, il ne fait aucun doute que nous introduirons un recours en annulation devant le tribunal administratif. Le porte-parole de M. Soldani a précisé que ce recours serait fondé notamment sur la distribution tardive de tracts diffamatoires.

Le succès de M. Claustres a mis un terme au « règne » ininterrompu pendant un quart de siècle de M. Soldani à la mairie de Draguignan. Il est à ce titre « historique » et renforce considérablement l'assise de l'opposition dans le département pour les prochaines consultations électorales. M. Soldani avait lui-même laissé prévoir la chute de son « bastion » - le dernier dévoué par les socialistes - pourrait entraîner un changement de majorité au détriment de la gauche lors des élections cantonales de 1985. Plusieurs cantons, parmi lesquels ceux d'Olhoulès, de Six-Fours, de Saint-Tropez, d'Hyères et de Toulon (dont l'élu est M. Danielle de March, député (PC) à l'Assemblée des Communautés européennes), qui paraissent menacés par l'opposition depuis les dernières élections municipales, seront encore plus difficiles à défendre.

GUY PORTE.

(1) La liste PS de M. Soldani et la liste PC de M. Nardini avaient fusionné pour le second tour du scrutin de mars 1983.

	26 FÉVRIER 1984	19 FÉVRIER 1984	13 MARS 1983	6 MARS 1983
Inscrits	17 714	17 722	17 257	17 250
Abstention	11,74 %	15,69 %	10,95 %	14,85 %
Suff. expr.	15 352	14 630	14 957	14 267
	Voix	%	Voix	%
Un. opp. (M. Claustres, RPR)	7 824	51,03	6 678	45,64
Un. p. (M. Soldani, PS, M. N.)	7 508	48,96	7 670	48,32
FN (M. Davel)			730	4,98
PFN (M. Bonnet)			152	1,03
			7 414	49,56
			7 543 (1)	50,43
			6 693	46,91
			6 693	44,78
			830	

(1) La liste PS de M. Soldani et la liste PC de M. Nardini avaient fusionné pour le second tour du scrutin de mars 1983.

LE REPORT DES VOIX DU FRONT NATIONAL NE GÊNE PAS LE PRÉSIDENT DU RPR

M. Chirac a déclaré, samedi 25 février, à Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) : « Le report des voix du Front national sur le candidat de l'opposition ne me gêne pas. Lors de l'élection présidentielle au cours de laquelle M. Tixier-Vignancour s'était présenté (en 1965), celui-ci s'est désisté en faveur de M. Mitterrand. Interrogé de la même manière, ce dernier avait répondu qu'il était prêt à se désister si on ne voyait pas pourquoi il n'accepterait pas ces voix qui étaient les mêmes que celles de M. Le Pen. Chacun s'exprime dans une démocratie en son âme et conscience. Les voix n'appartiennent à personne. Que des hommes et des femmes qui ont émis un premier jugement en émettent un autre, c'est leur problème et leur affaire. S'ils estiment, parce qu'ils sont notamment hostiles à la politique menée par les communistes et les socialistes, devoir voter pour l'actuelle opposition, je m'en réjouis. »

Le PFN satisfait. - Le Parti des forces nouvelles (PFN, extrême droite), « enregistré avec satisfaction la défaite cinglante de la gauche à Draguignan ». Il « se félicite aussi de la discipline des électeurs de la droite nationale, qui ont massivement suivi les consignes qu'il avait données afin de mettre à bas plusieurs décennies de mainmise socialiste sur cette ville ».

DANS LE VAR

Cinq inculpations dans une affaire de corruption

De notre correspondant régional

Cannes. - Une importante affaire de corruption mettant en cause deux entreprises du bâtiment et des travaux publics et trois fonctionnaires de la Direction départementale de l'équipement (DDE) du Var vient d'être rendue publique à Toulon. Cinq personnes ont été inculpées par M. Michel Cabaret, juge d'instruction chargé du dossier, entre le 30 janvier et le 3 février derniers. Il s'agit de MM. Pierre Marty, cinquante-six ans, ex-PDG de l'entreprise de travaux publics Socoto-Juvet à La Garde, près de Toulon, qui avait déposé son bilan en juillet 1982, avec un passif de 5,5 millions de francs, et Dalla Favera, dirigeant de la société Chiochia à Draguignan, poursuivis l'un et l'autre pour corruption de fonctionnaires et abus de biens sociaux. Les trois autres inculpés sont MM. Magnino, chef de service, et Bruno Bouteiller, ingénieur technique au laboratoire de la DDE à Toulon, ainsi que M. Gérard Ravel, conducteur de travaux à la subdivision de l'équipement de Caers (Var). Seul M. Dalla Favera a été laissé en liberté.

Les policiers de la section financière du SRPJ de Toulon ont découvert l'existence d'une caisse noire au laboratoire de la DDE du Var. Les

deux fonctionnaires de ce service - chargés du contrôle des matériaux destinés aux marchés avec des collectivités publiques, se dispensaient de transmettre au laboratoire régional de la DDE à Aix-en-Provence, les éléments de facturation concernant des marchés obtenus par la société Chiochia. En contrepartie, celle-ci leur fournissait du matériel et leur octroyait des avantages personnels. Cette absence de facturation aurait porté sur une somme de 450 000 F. Les mêmes employés ne factureraient, d'autre part, aucune partie des travaux effectués par la société Socoto-Juvet et se partageaient la différence avec les dirigeants de cette entreprise. Cette autre dissimulation porterait sur des sommes de moindre importance. Quant au troisième fonctionnaire responsable de la surveillance des travaux de déviation de la RN-97 entre Toulon et Le Luc, il aurait accepté des avantages en nature des entreprises adjudicatrices.

M. Henri Chiochia entretenait des relations étroites avec des élus socialistes du département, dont il était le bailleur de fonds pendant les campagnes électorales.

G. P.

LA SEYNE-SUR-MER : RÉSULTATS NON PROCLAMÉS

Le second tour de l'élection municipale partielle de La Seyne-sur-Mer s'est achevé dans la contestation et la confusion. Les résultats définitifs du scrutin n'ont pas été proclamés à la suite d'une différence constatée lors du dépouillement, entre le nombre des émargements et celui des bulletins trouvés dans l'urne du 32^e bureau de vote, que présidait M. Arthur Paetich (UDF-PR), ancien député du Var, maire de Babelot. La signature de ce dernier ne figurait bien sur le procès-verbal, mais aucun chiffre n'y était mentionné.

Après consultation avec le ministère de l'intérieur, l'urne du 32^e bureau a été confiée au tribunal administratif de Nice, qui proclamera les résultats. Au terme d'un décompte officieux, c'est la liste d'opposition conduite par M. Charles Scaglia (UDF-PR) qui serait en tête. « Je me considère comme le maire de La Seyne », a-t-il déclaré dans la nuit de dimanche. « Dans ce bureau de vote n° 32, les résultats ont été proclamés par le président, mais les chiffres ne sont pas mentionnés sur le procès-verbal. Le nombre suffisant de voix fait penser que ma liste a été élue », a-t-il ajouté.

M. Maurice Blanc, maire communiste invalidé et tête de liste d'union de la majorité, a estimé : « Pour la première fois que les bureaux étaient tenus par la droite, c'était la pagaille ». Un procès-verbal vierge n'est pas un procès-verbal », a-t-il souligné, avant d'ajouter : « On nous avait accusé de fraude et voilà que sur le 32^e bureau les chiffres ne sont pas connus... ». Au pire, a déclaré M. Blanc, nous voulons d'autres élections. »

MM. Scaglia et Blanc ont été convoqués lundi 27 février à 14 h 30 au tribunal administratif de Nice.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Blémond-lès-Pont-à-Mousson (1^{er} tour).

Inscr., 2 846 ; vot., 2 320 ; suff. expr., 2 277. Un. g. (M. Bertelle, PC, m. a.) 1 237 (54,32 %), 21 ELUS. Un. opp. (M. Barbelin, div. d.) 1 040 (45,67 %), 6 ELUS.

[Cette élection partielle était consécutive à l'assassinat, par le Conseil d'Etat, du scrutin de mars 1983. La liste conduite par M. Bertelle avait alors obtenu, dès le premier tour, 1 144 voix (51,20 %) et 21 élus. L'opposition présentait deux listes, l'une conduite par M. Urdès, UDF, avec 788 voix (35,27 %) et 5 sièges ; l'autre conduite par M. Larroche, RPR, avait recueilli 302 voix (13,51 %) et 1 siège. Il y avait 2 809 électeurs inscrits, 2 282 votants et 2 234 suffrages exprimés.]

La liste du maire sortant communiste, le bénéficiaire du soutien du PS et du PSU, l'emporte dès le premier tour devant la liste unique de l'opposition soutenue par le RPR et l'UDF. Les électeurs de Blémond-lès-Pont-à-Mousson ont confirmé leur choix du 6 mars 1983, M. Bertelle avait réalisé en mars dernier (+ 3,12 points.)

en jeu UN GRAND MENUEL POUR TOUTE LA GAUCHE

N° 10 - MARS 84. EN KIOSQUE

- LA CONTINUÏTE CONTRE LE CHANGEMENT par Eugène Descamps
- DOSSIER : QUAND L'EUROPE S'ÉVEILLERA avec BRUNO KREISKY
- CRISE : SORTIE À GAUCHE par Rémi Le Duault
- MORETTI : LA DICTATURE DES DÉFINITIONS

Et les articles de D. Motchane, A. Grébine, Y. Loiseau, J.-M. Bockel, J.-P. Garnier, G. Althabé, E. Guilbert-Schulzowski.

Abonnements : 1 an : 250 F. 602 N° 11 B1. Editions du 15 Mai. 32 rue de Bourgogne 75007 Paris

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
approuvé par le British Council

21, rue Théophraste Renaudot
75001 PARIS Tél. (1) 533.13.02
Apr. 84 001 - 84. A 102

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, toute durée, pour adultes et étudiants

Le Roi a fait battre tambour

LOUIS XIV
Roi de France

"Je sais votre affaire, madame, j'y veillerai. Une fille comme vous méritait meilleur sort".

LE CADET
DE LA FIVARDIERE
Lieutenant de dragons

"Bigame ? Et alors ? Ce qui compte, c'est d'abord d'être heureux".

CLAIRE PILLARD
Fille d'un aubergiste d'Amazere

"L'Amour... ? Oui, mais d'abord la vérité".

BONNET-DE-BIGORNE
Lieutenant criminel de Châtillon-sur-Indre

"Je souhaite leur innocence et je veux leur condamnation".

MARGUERITE DE MEYOU
Fille du Capitaine des gardes de Richelieu

"Je n'ai jamais été la maîtresse de mon chapelain".

SYLVAIN-FRANÇOIS CHAROST
Prieur de l'abbaye de Mirey

"Dieu me jugera. Pas vous".

IL ÉTAIT BIGAME ET TOUTE LA FRANCE LE RECHERCHAIT.

Un grand roman d'Eric Deschodt

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Le placement sans tuile : La Pierre avec Revenus-Pierre

Achetez des parts de Revenus-Pierre (moins de 2000 F la part) vous placez votre argent dans un patrimoine d'immobilier.

GRATUIT

Que vous soyez à Paris ou en province, appelez le 16.05.10.15.20, votre appel est gratuit.

la communication est à votre charge ou retournez le coupon ci-dessous.

meubles loués à des entreprises Vous profitez des avantages suivants :

- « l'absence de tout souci de gestion »
- « des revenus réguliers, versés tous les trois mois »
- « des revenus constants, provenant de loyers indexés »
- « des revenus sûrs, car payés par plus de 120 locataires »
- « un capital périodiquement réévalué après expertise des immeubles »
- « une sécurité celle du groupe de la Compagnie Bancaire »

Avec Revenus-Pierre, constituez-vous un patrimoine pierre solide et diversifié

Demande de documentation gratuite.

Sans aucun engagement de ma part je souhaite recevoir gratuitement une documentation qui me permettra d'en savoir plus sur Revenus-Pierre

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. (dom) : _____ (bureau) : _____

Remettez ce bulletin sans l'arracher à REVENUS-PIERRE
Libre-Réponse 9230 73 - 75789 Paris Cedex 16

CORTAL

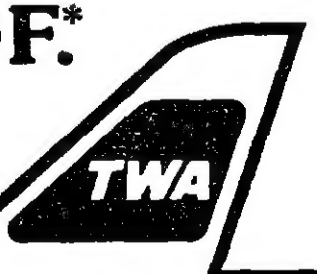
TWA Promenades Israéliennes.

Israel en avion, en voiture et en hôtel: 8 jours 2850F.*

Départ quotidien. Prix sur la base de 4 personnes dans un hôtel 3 étoiles au bord de la mer.

Supplément transport suivant date de départ.

Vous plaire nous plaît.



Le Monde

société

LA QUERELLE SCOLAIRE

« Les lois Savary détruisent totalement l'enseignement privé », affirme M. Chirac

Dans une tribune libre publiée par le quotidien *Nord-Eclair*, samedi 25 février, jour de la manifestation de l'enseignement catholique à Lille, M. Alain Savary écrit : « Ce qui est inquiétant aujourd'hui, ce n'est pas que les discussions soient difficiles (...); ce qui est très inquiétant, c'est que les passions se développent sur des thèmes et des idées qui ne sont pas en cause. Jamais, je le dis avec force, il n'a été question de porter atteinte à la liberté de l'enseignement. Il n'est pas plus question de supprimer ou de réduire la liberté de choix des parents à l'égard d'un établissement privé. Ce serait pour le moins paradoxal au moment où j'ai demandé qu'elle soit introduite à titre expérimental dans le service public. »

Le chanoine Paul Guibertau a pris acte, samedi à Lille, de la décision du ministre de ne plus imposer la carte scolaire dans l'enseignement privé. « C'est vrai, il n'a jamais été question de porter atteinte à la liberté d'enseignement dans son principe. Ce sont les conditions d'exercice de ce principe qui sont en cause dans les textes proposés par M. Savary. Le Père Guibertau s'est déclaré inquiet de l'absence de référence aux contre-propositions de l'enseignement catholique dans les déclarations du ministre de l'Éducation nationale. »

A MADRID AUSSI

Quelque cent cinquante mille personnes ont manifesté, le samedi 25 février, à Madrid, à l'appel de la confédération catholique des pères de famille et de diverses associations d'enseignants pour la défense de la liberté de l'enseignement.

Les manifestants, qui se sont dispersés sans incident, entendaient protester contre la « loi organique du droit à l'éducation » (LODE) adoptée par les députés le 20 décembre 1983. Destinée à s'appliquer à tout le système d'enseignement, la LODE limite les privilèges dont bénéficiaient les établissements privés (Le Monde du 22 décembre).

Pour sa part, M. Michel Bouchareiss, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), s'exprimant dimanche soir au « Club de la presse d'Europe 1 », a déclaré qu'il observait « avec intérêt les manifestations, le succès des manifestations organisées actuellement par le comité national de l'enseignement catholique, avec l'appui évident et logistique des partis de droite ». Faisant allusion à la tactique de ces derniers, M. Bouchareiss a affirmé : « On met en avant (...) les évêques et les responsables des comités diocésains. Il s'agit, selon lui, d'un jeu dangereux pour l'épiscopat français qui, présentement, a réussi l'exploit de diviser la communauté catholique (...). Le secrétaire général du CNAL a réaffirmé que son organisation « n'a pas l'intention d'appeler » à des contre-manifestations et que les dernières propositions de M. Savary devaient se traduire « en projet de loi, en textes réglementaires ».

Le RPR n'exclut pas des manifestations

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré dimanche, au « Forum » de Radio-Montecarlo, que « les lois Savary détruisent totalement l'enseignement privé » et que les dernières propositions du ministre de l'Éducation nationale « conduisent, en fait, à une suppression de la liberté de l'enseignement. Rien (...) n'est plus grave que la mise en cause d'une liberté fondamentale dans un pays ». M. Chirac a maintenu son projet, « il appartient au Parlement de faire le maximum pour faire connaître le sentiment de la très grande majorité des Français », a poursuivi le président du RPR. « C'est là où on verrait la différence entre le pays réel et le pays idéal. » Dans cette éventualité, M. Chirac n'a pas exclu la possibilité de « manifestations dans la rue (...) organisées dans le calme et la sérénité » contre « la mainmise du pouvoir socialiste et communiste sur le cerveau de nos enfants ».

Enfin, pour M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, c'est l'unité de la nation qui est en jeu « avec la querelle faite à l'école libre ». Evoquant le rôle de M. Mitterrand, M. Stasi a estimé que le président de la République avait là « une occasion privilégiée de montrer aux Français qu'il n'est pas (...) seulement le président du peuple de gauche, mais (...) qu'il est pleinement le président de tous les Français ». « Je pense qu'il saura à temps le comprendre », déclarait le vice-président du CDS.

Dans le fief de M. Mauroy

De notre envoyé spécial

Lille. — De mémoire de « p'tit quinquin », on n'avait jamais vu pareille marée dans les rues de Lille (230 000 manifestants selon la police, plus de 300 000 selon les organisateurs). Réchauffant l'air glacé de leurs slogans, les partisans de l'école catholique (1) : parents, enseignants et élèves, venus des cinq départements du Nord, ont transformé, samedi 25 février, la métropole du Nord en place forte de la « liberté ». Au risque de charger ce mot magique, ils l'ont répété cinq heures durant. Au risque aussi de faire glisser une manifestation organisée par le Comité national de l'enseignement catholique pour défendre « la liberté scolaire » en rassemblement contre « l'effacement des libertés » dénoncé par les partis politiques d'opposition.

Les banderoles, les mots d'ordre officiels, pourtant, ne trahissaient aucune déviation, aucune bavure. L'immense cortège serpentait sur sept kilomètres au risque de se mordre la queue. Il vibrait à l'unisson des quatre membres de la commission permanente de l'enseignement catholique qui avaient la marche derrière une banderole « L'école libre vit ».

« Aucun parti n'aurait pu rassembler une telle foule », commentait, enthousiaste, un parent d'élève « apolitique ». Cette fois encore, les organisateurs avaient choisi d'interdire les références aux partis politiques, et strictement réservé le micro aux représentants des instances religieuses, des parents d'élèves (UNAPEL) et des syndicats d'enseignants soumettant le débat (SNEC-CFIC, SPELC et SYNER-CSC).

Sur le Champ-de-Mars, où furent prononcés les discours, un essaim d'écharpes tricolores d'ouï se détachait M. Maurice Schumann, sénateur du Nord (RPR), s'était bien massé devant le tribune regroupant les élus locaux de l'opposition. Mais ceux qui auraient voulu prendre place en tête du cortège en ont été poliment empêchés par le service d'ordre et durent se disséminer parmi leurs administrés.

L'intolérance c'est les autres

Mgr Vilnet est venu apporter « le soutien sans ambiguïté » des évêques des six diocèses représentés. Et préciser le sens de la manifestation : appuyer les négociations catholiques dans leurs discussions avec M. Savary. « Vous ne manifestez pas contre

d'autres, ni contre le gouvernement, ni contre l'école publique, ni contre tel ou tel groupe politique », a indiqué l'évêque de Lille, président de la conférence épiscopale française.

Pas question de défendre de prétendus « privilèges », dont l'évocation par les faïsses du CNAL construisait une « injure », selon M. Pierre Daniel, président des parents d'élèves de l'UNAPEL. Non, il s'agissait d'affirmer « le droit de toute famille à choisir l'école de ses enfants, école publique ou privée, confessionnelle ou non ». L'intolérance, c'est les autres, semblait répéter chaque orateur en proclamant son respect pour l'enseignement public, son refus de la haine scolaire et sa volonté d'ouvrir « le vrai débat de l'enseignement en France », celui de la lutte contre l'échec scolaire, de l'avenir professionnel et humain de la jeunesse, selon le chanoine Paul Guibertau, secrétaire général de l'enseignement catholique. Face à ces enjeux, l'immobilisme n'est pas de mise. « Ceux qui voudraient se réfugier passivement dans un statu quo immuable et sclérosant se trompent de combat », a averti M. Pierre Daniel. Les interlocuteurs catholiques de M. Savary veulent construire l'avenir « en marchant ».

Mais les marcheurs de Lille, dernière loi, ne partageaient pas tous cette conception. Une mère d'élève du lycée Notre-Dame-de-Nazareth, à Boulogne-sur-Mer, sympathisante de l'opposition, défiait pour que « les acquis de l'enseignement libre ne soient pas anéantis ». Favorable du statu quo, elle espérait que la mobilisation dans la rue serve à « retarder les projets du gouvernement ». Sur le air de Frère Jacques, les manifestants affirmant qu'ils avaient leur école et demandaient qu'on les laisse tranquilles « pour qu'elle vive ». Sur celui de Cadez Roussel, ils proclamaient leur refus de la guerre scolaire.

Les murs de Lille, eux, témoignaient d'une intense bagarre d'affichage dont le dernier round avait eu lieu dans la nuit précédente la manifestation. Les placards rouges du CNAL favorables à « la seule école libre, l'école laïque », avaient été lacérés ou recouverts sur tout le parcours du cortège. De nombreux commerçants et habitants avaient consacré leurs vitrines à la défense de l'école catholique. Près du beffroi de briques de l'hôtel de ville, un militant de l'école publique affrontait les quolibets de la foule, du

haut de son balcon tapissé d'affiches laïques.

Seuls des manifestants isolés apostrophaient le nom de Pierre Mauroy, tandis que, çà et là, on reprenait des slogans hostiles au ministre de l'Éducation nationale, malgré les recommandations des organisateurs.

Quelques étudiants royalistes, des adhérents de l'Union inter-universitaire (U.I.U.) anti-matériel, voulaient expédier « Savary à Moscou ». L'un d'eux, fier de se « double appartenir au RPR et au Front national », estimait qu'en France « toutes les libertés sont menacées ».

Sur l'air du P'tit Quinquin

Une opinion assez largement partagée dans la manifestation. Une lycéenne de Notre-Dame-de-le-Paix à Lille, seize ans, heureuse d'échapper à « la page grande pour la gauche » diffusée, selon elle, par les professeurs du public, assurait que « Savary veut mettre tout le monde à la même école ». « Le gouvernement grignote les libertés, explique-t-elle, après ce sera le goulag. » « Ça commence par l'école », continuait une vieille dame, membre d'une famille ouvrière fidèle à l'école privée depuis six générations. Mais l'interminable défilé était aussi fait de milliers de parents désireux de manifester tout simplement leur attachement au choix de l'école. Comme ce lycéen catholique non pratiquant, dont les enfants fréquentent l'enseignement public mais qui veut « pouvoir les inscrire dans le privé le jour où ça ira ». Quelques parents du public, venus de Dunkerque, se sont même taillés un franc succès en affirmant vouloir « sauver l'école publique en sauvegardant l'école libre ».

Alors que la nuit tombante enveloppait encore le froid, des groupes de lycéens, accompagnés de leurs professeurs et de leurs parents, empiétaient encore les entrées du centre ville à peu près vides de leur clientèle du samedi. Sur la grande place, les défilés de bûches d'un mariage rodéo caracolèrent à vide. Le P'tit Quinquin n'était pas de la fête. Les manifestants avaient prévu :

« Si le dimanche n'est pas à Paris demain. »

PHILIPPE BERNARD.

(1) Vient par vingt-sept trains spéciaux, dont mille quatre-vingt-cinq et des milliers de voitures particulières.

Les « Langues O » en quête de considération et de mètres carrés

Les prestigieuses « Langues O », moins connues sous leur nom officiel d'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), sont entrées dans une période de fièvre. Au point de perturber le fonctionnement de l'université de la Sorbonne nouvelle-Paris-III, à laquelle elles sont rattachées : en

raloos, notamment, de l'abandon des délégués étudiants des Langues O au conseil de cette université. Une décision budgétaire a été repoussée le 27 janvier et le 16 février, avant d'être acceptée, le 16 février, à l'arraché. Quelques jours plus tôt, plusieurs centaines d'étu-

dants japonais manifestaient sur la place de la Sorbonne pour réclamer davantage d'espace vital au centre de Dauphine-Paris-IX. Sans oublier la complainte des élèves de chinois, eux aussi entassés. Après les ébranlements de 1968, les Langues O n'ont jamais trouvé leur place.

Depuis que la Convention a créé, en 1795, cet établissement « pour l'enseignement des langues orientales vivantes d'une utilité reconnue pour la politique et le commerce », tout a changé. A l'origine, on y enseignait trois langues : l'arabe, le turc et le persan. En cette année universitaire 1983-1984, la palette des enseignements concerne environ quatre-vingt « parlers » de la Terre, y compris l'amérindien, le tagalog, l'indonésien, le پشتو et le quichua. Il y a un siècle, quatre-vingt élèves s'y schématisaient par thèmes et versions. Aujourd'hui, neuf mille étudiants y apprennent une, deux, trois, quatre langues, soit qu'ils briguent des postes de linguistes, soit qu'ils tentent une carrière en « Quai », soit qu'ils se préparent aux échanges commerciaux internationaux.

A partir de 1968, c'est l'explosion. Le vieil immeuble de la rue de Lille ne peut plus contenir les foules qui viennent chercher, désormais, autant les civilisations que les langues. On taille un nouveau statut, publié en 1971, et on essaie les enseignements à travers Paris et la banlieue. Restent, rue de Lille, les trésors de la bibliothèque, l'administration, les langues d'Afrique et le troisième cycle : sont démantelés à Clichy, le russe, l'hébreu, le mongol, le letton et le tigré ; quai Voltaire, le reste de l'Europe et l'Asie ; à Dauphine, l'Asie et la Grèce ; à Assas, l'arabe et le persan.

« Depuis, nous trainons deux boulets, explique M. Henri de la Bastide, président de l'INALCO. Le statut et les locaux. » Le statut, ce fut le rattachement à Paris-III parce que les Langues O n'étaient pas habilitées à délivrer des diplômes

nationaux. Ce fut aussi le début des ennemis. Certaines universités se mirent en tête de créer des sections de langues enseignées à l'INALCO, attirant à elles des étudiants. D'autre part, les professeurs des Langues O se sont trouvés bloqués dans le grade de maître de conférences et, pour pousser leur carrière à son terme, ont préféré abandonner l'INALCO pour l'université.

« Nous risquons de nous vider par le bas - moins d'étudiants - et par le haut - moins de professeurs », conclut M. de la Bastide. Les Langues O se sont trouvées « humiliées particulièrement » - contraintes de passer par des tiers pour délivrer leurs diplômes, mais aussi pour accueillir leurs étudiants. En fait, elles se sont toujours senties repoussées : « Prenez notre centre de Dauphine, remarque M. de la Bastide. Nous représentons la moitié des effectifs de Paris-IX qui s'y trouvent, mais nous n'occupons qu'un dixième des locaux. Paris-IX (juillet de 2,94 mètres carrés par étudiant et nous, de 0,30 mètre carré). Nous sommes considérés comme des squatters. Nous demandons un peu d'équité, c'est-à-dire environ 14 000 mètres carrés au lieu de 5 000 actuellement. Il est évident que l'INALCO tirerait le plus grand profit d'un regroupement de ses enseignements. »

Les Langues O ont un interlocuteur privilégié : M^{me} Hélène Ahwiler, recteur de l'académie de Paris. Elle y étudia le turc et en connaît tous les arcanes. « J'ai plaidé pour leur unité statutaire et je le regrette pas dit-elle. Mais je ne crois pas qu'elle puissent consti-

tuer une université à part entière puisqu'elles ne sont pas pluridisciplinaires. Leur rattachement à Paris-III, université de la communauté, est cohérent, comme tous les instituts à statut dérogatoire, elles ont souvent eu du mal à cohabiter avec les autres unités d'enseignement et de recherche. Disons que l'INALCO a vécu cette situation de façon plus douloureuse, parce qu'il possède un passé prestigieux et un important patrimoine. Il nous faut aujourd'hui réfléchir à un autre statut des Langues O dans le cadre de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur. »

Et les locaux trop exigus et trop éparpillés ? « Les locaux ne sont pas d'un seul côté, car il faut savoir que le président de Dauphine limite le nombre de ses étudiants, alors que les Langues O augmentent leurs effectifs sans concertation préalable. Cela dit, je considère la pénurie, notamment pour les japonais. A court terme, pour le déroulement des examens, j'ai proposé de prêter des locaux à Arcueil et à Paris-III, et des salles à Censier. Je veux aller plus loin et constituer une commission informelle afin d'étudier, pour le japonais, des solutions en matière de locaux et d'encadrement. Il nous faudra traiter l'ensemble du problème des Langues O : nous travaillons sur plusieurs hypothèses, parmi lesquelles l'installation à Pantin, dans une ancienne manufacture de tabac qui reste à aménager. Mais le regroupement dans un même lieu me semble particulièrement difficile à atteindre, surtout dans ce jeu de laquais pratiqué entre les universités de Paris. »

Cette détermination et ce programme procèdent d'analyses réalistes et bien des escarmouches.

ALAIN FAUJAS.

LA CRISPATION

(Suite de la première page.)

Quand M. Savary lui-même observe que « les passions se développent sur des thèmes et des idées qui ne sont pas en cause », il marque sa crainte - fondée - de dérapage. Quand l'Humanité, enfin, écrit que « Versailles est plus qu'un symbole », le quotidien communiste renvoie aux ténèbres extérieures et historiques de la réaction tous ceux qui s'y rassembleront dimanche.

La montée en puissance des manifestations de l'enseignement catholique comportait le risque évident d'une récupération politique, l'opposition volant au secours du succès. C'est de bonne guerre scolaire. Mais, face à cette tentative de récupération, la crispation de la gauche - en école - ne pourrait qu'entraîner un peu plus à la schématisation du débat. Si chacun, en cette affaire - au gouvernement comme dans l'Eglise - a su jusqu'à présent se garder de ses amis, il n'est pas certain qu'on pourra jusqu'au terme préserver l'« unité de la nation », dont Mgr Vilnet disait ici même qu'il ne fallait pas y « attacher ».

M. Stasi, vice-président du CDS, n'avait pas estimé, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que « les appels du président de la République à l'unité nationale sonneront faux tant que celui-ci n'aura pas clairement renoncé à cette volonté de porter atteinte à la liberté de l'enseignement » ? On peut compter sur les ultras de chaque camp pour politiser la suite. Ils sont objectivement alliés pour faire durer la guerre scolaire, selon la formule de M. Bouchareiss, « trois éternités ».

BRUNO FRAPPAT.

BOLENS: l'anti corvée



BOLENS

Une gamme complète de 3 à 5 cv en tôle d'acier inoxydable ou avec bac de rangement. Grâce à un double système de coupe, l'herbe PULVERISEE est projetée sur le sol et se transforme en fumure qui fertilise votre gazon. Finies les corvées de ramassage ! AUTOTRACTABLE, le BOLENS se fauile partout.

Documentation gratuite brochures BOLENS
NOM : _____
ADRESSE : _____
Yvan Béal
21, Avenue de l'Industrie
63014 OLENDREX-LEZ-LEZ
Téléphone : (73) 91 93 51 - Tél. : 390 009

PROSCENIUM

36, rue de Seine, 75006 Paris - 354-82-01

PIER LUIGI PIZZI

« dessins d'opéra »
JUSQU'AU 3 MARS

EVIS

Séjours linguistiques
ANGLETERRE - IRLANDE - U.S.A.
ALLEMAGNE - ESPAGNE

Séjours en famille avec cours pour :
- Jeunes des collèges et lycées ;
- Étudiants d'université, grandes écoles, I.T.S.

OPTIONS SPORTIVES :
équitation, tennis, voile, planche à voile.
36, boulevard Barrot, 75020 Paris - Tél. 372-31-94
7, cours de Verdun, 69022 Lyon - Tél. 842-85-30

BON A NOUS RETOURNER POUR UNE DOCUMENTATION
NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
VILLE : _____ CODE POSTAL : _____

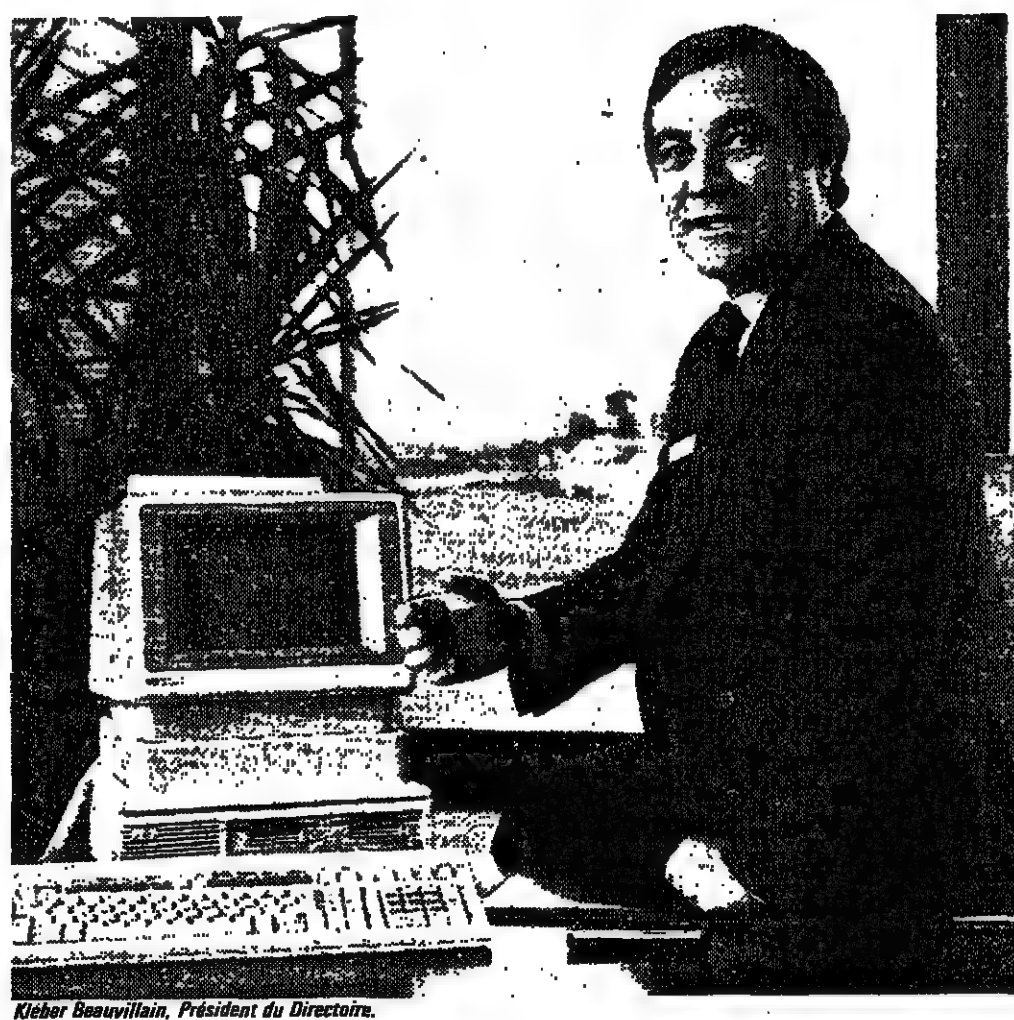
EVIS

DEVENIR LE PREMIER PRODUCTEUR FRANÇAIS D'INFORMATIQUE PERSONNELLE.

"NOUS Y CROYONS!"

Hewlett-Packard produit en France depuis 12 ans. Le haut niveau de savoir-faire technologique, la sophistication des moyens de production et l'expérience acquise dans la construction de terminaux font de l'usine de Grenoble un site particulièrement indiqué pour la production en série de matériel d'informatique personnelle.

C'est pourquoi HP a décidé de lui confier la construction des ordinateurs personnels pour l'ensemble du marché européen, et dès à présent, le nouveau HP 150 à écran tactile. Cette décision a déjà des retombées directes pour les nombreux fournisseurs et sous-traitants qui travaillent avec HP. Pour HP France, cela se traduit, en 1984, par une croissance significative des investissements et de l'emploi, puisque les effectifs de l'usine de Grenoble, aujourd'hui de 1000 personnes, progresseront d'au moins 15 %. Produire en France, nous y croyons !



Kleber Beauvillain, Président du Directoire.

HP, UN PARTENAIRE DE LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.



**HEWLETT
PACKARD**

SOCIÉTÉ

LA CIRCULATION DES POIDS LOURDS

Nouveaux ponts et nouvelles chaussées

De notre correspondant

Bourg-en-Bresse. — Il y a quatre ans, 2 970 poids lourds traversaient chaque jour la ville de Bourg-en-Bresse. On en comptait 2 610 à Nantua, 673 à Tenay, sur la RN 504. Ainsi le département de l'Ain était-il devenu une plaque tournante de trafic international routier depuis l'ouverture du tunnel du Mont-Blanc puis de celui du Fréjus. Les riverains des RN 75, 74 et 504 devaient supporter de jour comme de nuit un trafic ininterrompu. Sur ces routes qui empruntent la montagne et les vallées, les poids lourds provoquaient une gêne très importante et augmentaient les risques d'accidents, surtout le samedi et le dimanche. Au point que le préfet de l'époque, M. Roger Ninin, avait pris des mesures de protection concrètes par un arrêté, le 21 novembre 1980, interdisant la circulation des poids lourds pendant le week-end.

Après la grève récente des routiers, cet arrêté vient d'être annulé. La circulation en fin de semaine est désormais soumise aux mêmes conditions dans l'Ain que dans les autres départements. Ce retour en arrière, s'il n'a pas été accueilli de gaieté de cœur, n'a pas provoqué de réactions aussi vives qu'on aurait pu l'imaginer, pour la simple raison que l'achèvement de l'autoroute Mâcon-Pont-d'Ain-Genève est en cours. En 1977, M. Louis Robin, maire de Bourg-en-Bresse (PS) et son conseil municipal avaient barré la route aux camions. Elu député en 1981, M. Robin était intervenu auprès du président de la République pour obtenir la mise en chantier de l'autoroute. Il avait obtenu satisfaction, et le contournement de Bourg sera achevé en novembre 1985.

Mais la protestation la plus vécue est venue du maire de Nantua, M. Louis Seigne-Martin, dont la ville coïncide au fond d'une chise est perturbée par les poids lourds plus que toute autre. Nantua devra attendre l'ouverture de l'autoroute A 40, mais celle-ci, qui a nécessité d'importants travaux, notamment le creusement du tunnel de la Chamoise, n'est prévue que pour 1987. M. Seigne-Martin, appuyé par le président du conseil général, M. Roland Ruet, s'est adressé aux routiers pour qu'ils comprennent que les Nantuaissiens ont droit aussi au repos.

La circulation sur la RN 504 qui mène au Fréjus est moins dense que sur la route du Mont-Blanc, mais pour ses riverains, pas de projet d'autoroute à l'horizon. Aussi les élus locaux, M. Marcello, maire d'Ambrérieu-en-Bugey en tête, ont-ils de nouveaux risques d'accidents, surtout le samedi, jour de grande animation commerciale. « Si des risques se confirment entre 15 heures et 20 heures », a déclaré M. Marcello, « il faudrait prévoir un détournement de la circulation des poids lourds à l'intérieur de l'agglomération. Mais il est incontestable que la traversée du centre-ville entraînera une nuisance qui ne pourra disparaître qu'avec la création d'une déviation. » A Belley, on souhaite aussi une déviation. Dans cette ville on espère, comme à Ambrérieu, tirer profit de la situation créée par les décisions du gouvernement pour accélérer la réalisation de cet ouvrage.

JEAN-PAUL CALAMAND.

A LA FRONTIÈRE ENTRE L'AUTRICHE ET L'ITALIE

Les transporteurs routiers maintiennent le blocus du col du Brenner

Alors que tous les barrages routiers ont été levés en France permettant une rentrée normale des vacanciers de la zone nord - malgré les inévitables bouchons traditionnels - plus de deux mille camionneurs étaient encore bloqués sur les deux versants du col du Brenner, à la frontière entre l'Autriche et l'Italie. Les routiers, qui ont aussi installé un barrage au poste, frontière austro-allemand de Kieffersfelden-Kufstein, ont créé, dimanche soir 26 février, un comité international représentant notamment les professionnels d'Italie, des Pays-Bas, de RFA, de Belgique, de Grande-Bretagne et de Grèce.

Le comité a annoncé, dimanche, qu'il maintiendrait le blocus tant qu'il n'aurait pas reçu des assurances sur la mise en application des mesures annoncées la veille par le gouvernement italien pour accélérer le passage de la frontière. Il en allait de même du syndicat autonome des routiers italiens, qui, comme le comité européen, a repoussé l'idée d'une commission chargée d'étudier l'adaptation des normes douanières italiennes aux règlements de la CEE. « Cette commission aura besoin de plusieurs mois de travail avant d'aboutir à un résultat dont nous ne sommes même pas sûrs qu'il nous donnera satisfaction », a déclaré un dirigeant du syndicat italien.

En réponse, M. Claudio Signorile, ministre italien des transports, a annoncé dimanche que l'Italie appliquera, avant la fin de l'année, le règlement de la CEE sur les formalités douanières, alors que l'Italie

avait souhaité précédemment renvoyer cette application à 1986. Indépendamment de ce problème, le gouvernement a approuvé, samedi 25 février, une série de mesures pour moderniser les services douaniers nationaux : un projet de loi prévoit d'augmenter de 850 le nombre des douaniers et de créer des indemnités financières pour certains postes douaniers.

Un autre projet adopté par le cabinet italien porte sur une aide de l'Etat en faveur des transporteurs routiers, notamment par la création d'un fonds spécial et des réductions fiscales.

Par référendum

LES SUISSES ACCEPTENT DE NOUVELLES TAXES ROUTIÈRES

(De notre correspondant.)

Lausanne. — Suivant les recommandations de leur gouvernement, les citoyens suisses ont accepté, dimanche 26 février, par référendum, la création de nouvelles taxes routières. Par 53 % de oui contre 47 % de non, ils ont donné leur accord à l'institution d'une vignette automobile de 30 francs suisses (environ 112 francs français) par an - davantage pour les poids lourds - pour l'utilisation des autoroutes. Jusqu'ici, aucun droit de péage n'était prélevé en Suisse. La nouvelle réglementation s'appliquera également aux usagers étrangers. La vignette devrait rapporter entre 250 et 300 millions de francs suisses (entre 900 et 1 120 millions de francs français) par an, dont les quatre cinquièmes proviendraient des conducteurs étrangers.

La redevance sur les poids lourds a été adoptée plus nettement, par 58,7 % contre 41,3 % des votants. Elle sera prélevée sur tous les véhicules d'un poids total supérieur à 3,5 tonnes et variera de 500 à 3 000 francs suisses par an (de 1 860 à 11 160 francs français) avec des taux fixés suivant la durée d'utilisation.

Une fois de plus, le clivage est assez clair entre la Suisse allemande et la Suisse romande : tous les cantons de langue française ont nettement dit non, aussi bien à la vignette qu'à la redevance sur les poids lourds. Pourtant, en Suisse allemande et au Tessin, d'expression italienne, de nombreux habitants se plaignent des encombrements provoqués par les véhicules allemands et du nord de l'Europe qui empruntent l'axe nord-sud pour se rendre en Italie. Se sentant pénalisés par ce vote, les routiers helvétiques n'ont pas tardé à exprimer leur mécontentement et ont menacé de « monter aux barricades », à l'image de leurs collègues français.

JEAN-CLAUDE SUHRER.

Le Mouvement national arménien à la recherche de solutions politiques

Le Mouvement national arménien (MNA) a appelé, récemment, lors d'une réunion à Paris, les différents partis politiques de la communauté arménienne internationale à s'unir pour « protéger les perspectives politiques ouvertes par le récent procès devant la cour d'assises de Paris ».

Les responsables du MNA se sont félicités, devant plusieurs centaines de militants et de sympathisants, de l'écho rencontré par la comparaison aux assises de Paris, du 24 au 31 janvier dernier, des quatre

membres de l'ASALA (Armée secrète arménienne) pour la libération de l'Arménie) qui avaient été des otages le 24 septembre 1981 au consulat de Turquie. L'organisation arménienne, considérée comme proche des « modérés » de l'ASALA, entend, dans les prochains mois, favoriser « les solutions politiques au problème arménien » et propose aux autres composantes du Mouvement arménien le principe d'une manifestation commune le 24 avril, jour anniversaire du génocide de 1915.

Entre la violence et la modération

Un terrorisme chassera-t-il l'autre ? Cet hiver, la menace pour la France est surtout islamique. Chinoise ou iranienne. Du coup, on oublie un peu l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, tant redoutée six mois plus tôt, après l'attentat à l'aéroport d'Orly qui avait causé la mort de sept personnes, le 15 juillet 1983 (le Monde du 17 juillet).

L'organisation clandestine n'a sans doute pas renoncé. Mais elle ne se manifeste pas actuellement en Europe. De nombreuses sources d'informations font état des difficultés internes au sein de l'ASALA, justement depuis l'attentat d'Orly. Devant l'émotion suscitée par cette action en France et dans la communauté arménienne, la distinction entre les éléments « modérés » et « extrémistes » sur la nature de la lutte armée s'est transformée en conflit ouvert. Les « modérés », favorables à une « violence limitée ou gouvernement turc et à ses diplomates », ont provoqué, en 1983, une véritable scission au sein de cette organisation, isolant les « extrémistes » qui, au tour de leur chef de file Agop Agopian, prônent « un combat sans limites », mêlant au nombre des victimes potentielles de l'ASALA aussi bien le personnel politique d'Ankara que les pays occidentaux.

Depuis l'attentat d'Orly, ces deux tendances se mènent une guerre ouverte qui ne leur laisse plus guère le loisir de commettre des attentats. Chassés de Beyrouth avec l'OLP pendant l'été 1982, les hommes d'Agop Agopian ont commencé un exil moins confortable que prévu entre Chypre, Athènes et la plaine libanaise de la Bekaa, où ils feraient le coup de feu pour le compte des dissidents palestiniens d'Abou Moussa. On les dit soumis aux manipulations de trois « protecteurs », la Syrie, la Libye et le groupe terroriste d'Abou Nidal, et surtout préoccupés de se venger des « scissionnistes » de leur propre mouvement. Plusieurs cas de liquidations physiques de « modérés » ont été signalés à Beyrouth, où la tendance non extrémiste bénéficierait encore d'une certaine liberté.

Mais ce qui semble avoir surtout calé le jeu des bombes, c'est l'étrange combat que les deux fractions se livrent sur un terrain que les capitales occidentales n'avaient pas prévu : les procès, à Paris, de militants arméniens. C'est, jugé le mois

dernier, des quatre preneurs d'otages du consulat de Turquie, le 24 septembre 1981, celui aussi, à venir, des responsables présumés de l'attentat d'Orly, prévu en principe pour l'automne prochain.

Chaque des deux tendances tente de gagner à sa conception les Arméniens incarcérés, coupés de l'actualité de la « lutte armée », nécessairement fragilisés, et à qui l'emprisonnement impose un certain recul. Une rivalité d'influence fait rage : les « extrémistes » adressent en effet toute la documentation possible, les conseils et supplices à ces deux groupes d'Arméniens qui avaient en 1981 et 1983 agi sous les ordres directs d'Agopian, tandis que les « modérés » prennent en charge leur défense.

Empêcher

un surcroît de violence

La première manche de ce combat judiciaire a été remportée par l'ASALA-Mouvement révolutionnaire (MR), branche issue de la scission de 1983 et animée depuis Beyrouth par Yemi Komchian et Monte Melkonian (Dimitri Giorgin). Après, semble-t-il, bien des discussions, les quatre preneurs d'otages du consulat de Turquie se sont ralliés à la tendance « modérée » du mouvement et ont, dans de longues déclarations, prôné, à l'audience, la solution de l'« action politique » et le renoncement à une violence dirigée contre la France ou les pays européens.

Soutenus avec ferveur, ces quatre Arméniens ont donné l'impression d'avoir été adoptés, reconnus, par la communauté arménienne de France et revendiqués par le Mouvement national arménien (MNA), organisation légale, généralement considérée comme proche des « modérés » de l'ASALA.

La deuxième manche sera plus difficile. Les membres du commando de l'aéroport d'Orly, et surtout son chef présumé Varadjian Garibadjian, d'origine syrienne, et Nayir Sozer, de nationalité turque, arrêté en gare de Marseille le 8 octobre, appartenant à la tendance « dure » du mouvement, et ou leur prête l'intention, au cours de leur futur procès, de justifier les attentats contre la population française. Malgré la gêne de la communauté arménienne de France, le MNA n'a tou-

jours pas réussi à les assister en prison.

« Notre mouvement a condamné sans ambiguïté l'attentat d'Orly », explique le leader du MNA, M. Ara Toranian. Nous avons malgré tout décidé de les soutenir pour enlever des arguments à Agop Agopian, qui, dans ses communiqués, voudrait faire croire que nous sommes des traitres à la cause du Mouvement. M. Toranian estime qu'il est urgent pour les « modérés » de faire la preuve qu'il existe une alternative à la lutte armée est possible. Sinon, Agop Agopian, aujourd'hui très méprisé, pourra utiliser à son profit le sentiment d'injustice de nombreux jeunes Arméniens et recruter de nouveaux hommes de main ».

Le MNA, et plus largement la communauté arménienne, ont conscience de l'affaiblissement actuel de la tendance « dure » de l'ASALA. « Celle-ci échoue à attirer auprès de gouvernements du Proche-Orient, confie un avocat français d'origine arménienne, mais l'accalmie risque de ne pas durer. » A travers l'Europe, mais aussi à Beyrouth et parmi la communauté arménienne de Turquie où Agop Agopian a trouvé ses recrues les plus récentes, les « modérés » de l'organisation clandestine s'efforcent de multiplier les interventions politiques, les prises de parole pour empêcher un surcroît de violence, débâtelé. La mobilisation de la communauté arménienne, au cours du récent procès devant la cour d'assises de Paris, avait aussi pour fonction, au-delà de l'évocation du génocide de 1915, de créer un écho et de montrer que la cause arménienne pouvait, selon un militant français proche de l'ASALA-Mouvement révolutionnaire, « avancer par des moyens plus pacifiques ».

Cet écho serait, selon certaines informations, particulièrement nécessaires pour éviter aux Arméniens d'Iran, les plus sollicités actuellement par les scènes de terrorisme, de basculer du côté du groupe Agopian. Soumise à des pressions, mais toujours officiellement tolérée, la communauté arménienne de Téhéran se partage, en effet, entre les deux tendances. « Il serait surprenant, explique M. Toranian, que les champions de l'intégrisme islamique soutiennent une organisation arménienne, mais on ne sait jamais. »

PHILIPPE BOGGIO.

EN BREF

Création d'une commission presse-justice sur l'initiative de M. Badinter

M. Robert Badinter, garde des sceaux, a décidé la création d'une commission presse-justice, qui s'est réunie pour la première fois, lundi 27 février, à la chancellerie. Elle est chargée d'examiner les conflits qui naissent dans l'exercice des deux professions. La création de cette commission était prévue avant les incidents qui ont mis aux prises récemment en Corse journalistes et magistrats, précise la chancellerie. M. Badinter rappelle qu'à côté de la liberté de la presse il existe des droits fondamentaux des justiciables, comme la vie privée, la présomption d'innocence ou le secret de l'instruction. La commission devra réfléchir aux moyens de concilier ces différents impératifs. Elle définira elle-même son calendrier et les autres points qu'elle jugera utile d'aborder comme le secret professionnel.

La commission presse-justice est présidée par M. Roger Errera, conseiller d'Etat. En sont membres : M^{me} Jacqueline Cochard, président du tribunal de Versailles ; M^{me} Claude Hanoteau, conseiller à la cour de Paris ; M^{me} Georges Kiejman, avocat général à Paris ; le bâtonnier Bertrand Favre, de Bordeaux ; M^{me} Mireille Delmas-Marty, professeur de droit à Paris-II ; M^{me} Philippe Bouchet, éditorialiste et conseiller de direction au Monde ; François-Régis Hulin, directeur d'Ouest-France ; Ivan Lovat, directeur de la rédaction d'Europe 1 ; Albert du Roy, directeur adjoint de la rédaction d'Autre 2 ; Claude Imbert, directeur de la rédaction du Point ; Pierre Feuille, chef des informations générales à l'Agence

France-Presse ; Charles Blanchard, journaliste au Matin de Paris ; M^{me} Annette Kahn, journaliste au Quotidien de Paris, et M. Alain Mingan, rédacteur en chef de l'agence photographique Gamma.

Dix morts en montagne

Cinq skieurs, qui faisaient une randonnée sur le versant du Grand-Collon, près de Grenoble, sont morts, samedi 25 février, emportés par une avalanche. En Italie du Nord, quatre skieurs ont été tués dans une autre avalanche, dimanche, sous le mont Civetta, près de Belluno. Le même jour, dans la principauté d'Andorre, trois jeunes randonneurs espagnols ont été emportés sur les pentes du pic de Comapedrosa : l'un est mort, les deux autres ont été légèrement blessés.

Le Conseil d'Etat annule la nomination d'un magistrat

Le Conseil d'Etat a annulé, le 24 février, la nomination de M. Michel Jéol comme procureur général de la cour d'Orléans. M. Jéol avait été nommé à ce poste le 30 mai 1982. Il restait cependant détaché au ministère de la justice comme directeur des affaires criminelles et des grâces (le Monde du 1^{er} juin 1982). Sa nomination à Orléans avait fait l'objet d'un recours de la part de M. Robert Pringuez, président de l'Association professionnelle des magistrats (proche de la droite).

Ce recours, indique l'APM, avait pour but de protester contre la « désinvolture » avec laquelle M. Jéol avait été nommé dans une juridiction où il ne s'est jamais présenté. Le Conseil d'Etat a fait sien cet argument en estimant que cette nomination « a été prononcée non pas en

vue de pourvoir aux besoins de la cour d'appel d'Orléans, mais uniquement dans l'intérêt de ce magistrat ». Cette décision est sans conséquence pratique. M. Jéol a été nommé procureur de Paris par décret paru au Journal officiel du 25 février, un poste qu'il occupera effectivement.

Hommage officiel à la mémoire de Missak Manoukchian

Un hommage officiel a été rendu, dimanche 26 février, au Mont-Valérien, à la mémoire de Missak Manoukchian et de ses compagnons fusillés par les Allemands, le 21 février 1944. (le Monde du 21 février 1944.) Le Monde du 21 février a retracé l'histoire du groupe Manoukchian.) M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, représentait le président de la République à cette cérémonie avec M^{me} Jean Laurain, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, et Jean Catel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

Cet hommage s'adressait aussi à tous les membres de la communauté arménienne de France tués au cours des deux dernières guerres mondiales.

Un livre met en cause le passé de M. J.-M. Balesbre

Dans un livre, intitulé Des bolides en or (éditions Lien commun), le journaliste Jean-Pierre Dubreuil, qui entend dénoncer « les dessous financiers de la formule 1 », met également en cause l'activité, durant l'Occupation, de M. Jean-Marie Balesbre, soixante-deux ans, président des Fédérations internationales (FISA) et française (FSA) de sport automobile. L'auteur l'accuse

Dans presque tous les pays

LE NOMBRE DES GROSSESSES DIMINUE CHEZ LES MINÉURES

Depuis plusieurs années la fréquence des grossesses chez les mineures, parfois très jeunes, préoccupent médecins et psychologues aux Etats-Unis : on compte 1 300 000 Américaines de moins de dix-neuf ans enceintes chaque année (1). En fait, une étude internationale réalisée par des démographes montre que les Etats-Unis font au cas à part, avec une proportion de grossesses précoces nettement plus élevée que dans les autres pays industrialisés, et que cette proportion baisse dans presque tous ces pays depuis dix ans - y compris aux Etats-Unis. « La libéralisation des mœurs y a été plus que compensée par les progrès de la contraception (2) ».

Aux Etats-Unis, en effet, on comptait, en 1979-1980, 515 enfants par mille femmes noires de moins de vingt ans et 237 pour mille avant dix-huit ans, et respectivement 221 et 71 pour mille chez les Blanches. Mais en 1971 le taux était chez les Noires de moins de vingt ans de 715 pour mille et chez les Blanches de 274.

La baisse a été plus forte encore dans d'autres pays, où les proportions, sans atteindre ce niveau, restent élevées en 1971, comme la France (191 naissances pour mille femmes de moins de vingt ans en 1971, 125 en 1979-1980) ; la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, l'Allemagne (de l'Est comme de l'Ouest), l'Autriche, la Yougoslavie, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Mais elle a été encore relativement importante dans des pays où les naissances chez les femmes de moins de vingt ans étaient peu nombreuses, comme l'Italie, le Bénin, la Suisse, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Japon et Israël (pour la population japonaise).

Font exception à cette règle quatre pays d'Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie), où la politique nataliste a inclus des restrictions à l'avortement, et trois pays d'Europe méridionale (Grèce, Espagne et Portugal), où la libéralisation ne s'est pas accompagnée d'un développement de la contraception ou de l'IVG.

(1) Voir « Les adolescents et la sexualité », le Monde de l'éducation, n° 63, octobre 1980.

(2) Population et société, bulletin mensuel de l'Institut national d'études démographiques, février 1984.

d'avoir exercé des fonctions, en 1945, dans la SS française, avant d'être arrêté, en mai 1944 par le Gestapo, « transféré en Allemagne comme droit commun », puis déporté par les Américains et rejoignant les rangs de la Résistance. Le livre publie une photo, prise à l'époque à la gare d'Est à Paris, d'un jeune homme en uniforme SS, affirmant qu'il s'agit de M. Balesbre.

Le président de la FISA répond notamment dans le Quotidien de Paris du 27 février : « Sur ce passé politique, je me suis expliqué pendant quatre ans devant la justice. Il y a déjà eu deux jugements de la cour de justice de Paris. J'ai été déporté pour des raisons politiques, et non pour des affaires de droit commun. De même, rien ne prouve que le soldat allemand « ultra d'un uniforme SS à la gare de l'Est, ce soit bien moi (...). Ma carte de déporté résistant, je l'ai obtenue. On ne va pas sans cesse revenir là-dessus. »

Rappelons que M. Balesbre, qui a eu, jusqu'en 1977, de hautes responsabilités dans le groupe Hersant, a été inculpé, le 18 octobre 1982, d'infraction aux ordonnances de 1944 sur l'organisation de la presse française.

« Manifestation contre les essais nucléaires à Mururoa. » Huit cents personnes selon les services de police, un millier selon les organisateurs ; ont manifesté, dimanche 26 février, dans les rues de Papéete (Polynésie française) pour protester contre des essais nucléaires à Mururoa, à l'appel du Comité pour la paix d'inspiration pacifiste. La prise de position de ce comité, qui demande la fermeture du centre d'expérimentations du Pacifique, a suscité de vives inquiétudes dans les principales organisations syndicales de Tahiti, qui redoutent les conséquences économiques et sociales de ce retrait.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Daumesnil (7) - 956-79-15
Les costumes des Indiens
au Mexique
T.L.I. tel (dim) 10h-18h, sam. 14h-18h
28 JANVIER - 3 MARS


C'est service 24100 Maintenance France
SOCIÉTÉ ÉTUDES RÉACTIONS
VENTES ENGINEERING CAMIONS
21 de Pierres, 28130 MAINTENON - FRANCE

1350 من الأول

MÉDECINE

Une équipe américaine est parvenue à cloner deux hormones humaines

L'hebdomadaire américain *Science* révèle dans son dernier numéro (daté du 24 février) qu'une équipe de la société Integrated Genetics, de Framingham (Massachusetts), est parvenue à cloner deux hormones humaines étroitement impliquées dans les phénomènes de reproduction. Ce travail constitue

une première, doublée d'une véritable promesse technologique. Bien qu'on en mesure encore mal les retombées pratiques, il pourrait à l'avenir améliorer les résultats de certains traitements contre la stérilité féminine ou masculine.

La physiologie de la reproduction humaine est en ensemble fort complexe. Parmi les principaux acteurs, on trouve « en amont » de la fécondation les cellules germinales (ovules ou spermatozoïdes) produites par les gonades (ovaires ou testicules). L'activité des gonades est notamment sous le contrôle de deux hormones synthétisées par l'hypophyse, petite glande située à la base du cerveau.

C'est l'une de ces hormones (l'hormone lutéinisante ou LH) que vient de cloner l'équipe américaine. Le même résultat a été obtenu pour une autre hormone de structure voisine (l'hormone gonadotrophine chorionique ou HCG), synthétisée chez la femme encadrée par le placenta et indispensable à la bonne évolution de la grossesse. En d'autres termes, les chercheurs d'Integrated Genetics ont identifié et isolé les gènes qui dirigent la production dans les cellules humaines, de ces deux hormones. Ils ont ensuite intégré ces gènes dans des cellules qui, ainsi génétiquement transformées, se sont mises à synthétiser ces structures biologiques.

Une utilité thérapeutique

Ce n'est pas la première fois qu'on clone des hormones humaines. Depuis trois ans, le même résultat a été obtenu, par exemple, pour l'insu-

line et pour l'hormone de croissance (1). Le résultat américain constitue, néanmoins, une véritable prouesse technique. LH et HCG, à la différence des autres molécules déjà clonées, sont des structures beaucoup plus complexes. Elles comportent, notamment, en plus de l'enchaînement d'acides aminés propre aux protéines, une forte proportion (entre 20 et 30 %) de structures hydrocarbonées (sucres). On ne pouvait donc pas faire appel ici aux bactéries, support vivant habituel des travaux de manipulation génétique. Ces micro-organismes ne « savent » pas, en effet, assembler des protéines et des sucres.

Les chercheurs de la société américaine ont donc travaillé sur des cellules de mammifères (souris), dans lesquelles ils ont intégré les gènes humains. Avec succès.

Selon M. David Housman, l'un des fondateurs d'Integrated Genetics, membre du Massachusetts Institute of Technology, le seul problème résolu dans le fait de savoir si les lignées de cellules au patrimoine génétique modifié sont stables. On a d'autre part établi que les deux hormones ainsi obtenues sont biologiquement actives.

L'intérêt majeur d'un tel travail ne fait aucun doute en ce qui concerne les aspects fondamentaux de biologie et de physiologie moléculaire. Aura-t-il une portée équivalente en

médecine ? Les spécialistes français que nous avons interrogés à ce sujet se montrent nuancés. On dispose en effet depuis plus d'une dizaine d'années de LH et d'HCG.

Ces molécules sont extraites soit d'hypophyses prélevées sur des cadavres, soit d'urines ménopausées ou de placenta humains. Ces hormones sont utilisées à des fins thérapeutiques, notamment dans le traitement de certaines stérilités féminines ou masculines. Le fait de disposer de quantités importantes d'hormones parfaitement pures constituera-t-il un « plus » thérapeutique ? On peut le supposer. Pourtant, cette même question s'est posée après l'obtention d'hormones de croissance ou d'insuline produites par manipulations génétiques. On n'y a pas encore répondu.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les interférons, substance naturelle produite par l'organisme humain, ont aussi été clonés. A ce propos, la société Biogen, spécialisée dans l'application des techniques de manipulation génétique, vient de faire savoir qu'elle disposait prochainement d'un brevet lui assurant l'exclusivité de la fabrication d'interférons alpha produits par les techniques génétiques. Schering, qui a l'exclusivité de la commercialisation, vient de demander l'autorisation de mise sur le marché de cet interféron aux offices de réglementation en Europe et aux États-Unis.

Dépannage vocal

Une société riche, ultra-protégée, ne se conçoit plus sans dépannage immédiat. Sur simple appel téléphonique, on vous repère dans l'heure une automobile, une chaudière, un téléviseur ou une machine à laver. Mais il arrive que la mécanique humaine elle-même se gripe. Une extinction de voix, par exemple, peut être très ennuyeuse pour un enseignant ou un avocat, catastrophique pour un chanteur, un acteur, un journaliste de télévision ou un responsable politique. C'est à l'intention de ces professionnels qu'un service SOS-Vois vient de s'ouvrir à l'hôpital Foch de Suresnes, dans le service d'oto-rhino-laryngologie du professeur Charles Frêche.

Le principe est simple : vous appelez le 772-91-91, vous demandez le poste 28-88 (tous les matins, sauf le dimanche, de 9 heures à 12 heures). Si votre cas le justifie, vous obtenez un rendez-vous rapide. On examine sur-le-champ vos cordes vocales et on vous dépanne en conséquence : antibiothérapie de couverture, si nécessaire anti-inflammatoire à forte dose ou aérosool. Au besoin, un traitement à plus long terme est décidé : opération chirurgicale ou rééducation.

Une médecine de luxe ? « Naturellement, puisqu'elle se déroule dans le cadre hospitalier, répond

le professeur Frêche. La consultation est facturée 46,15 F. » On peut y voir, au contraire, une forme de démocratisation : jusqu'à présent, en cas de « panne », seules les vedettes pouvaient s'offrir instantanément des soins spécialisés. Les autres devaient se résigner à forcer leur voix — et risquer des complications — ou renoncer à leur prestation.

L'initiative de l'hôpital Foch, prise sous l'égide de la Fondation de France, veut s'étendre à la prévention : le professeur Frêche et ses collaborateurs (quatre assistants et deux orthophonistes) offrent des cours aux professionnels intéressés pour leur apprendre à conserver leur voix, si précieuse. Plus largement, la Fondation de la Voix, créée en juillet 1983, sensibilisera le grand public au dépistage précoce des lésions des cordes vocales et aux dangers de la pollution.

L'air conditionné et le froid s'ajoutent, en effet, aux dommages de la pollution et du tabac. Outre les professionnels de la voix — parmi lesquels on compte évidemment les marchands des quatre saisons, — d'autres catégories courent beaucoup de risques : les bouchers notamment, à cause de leurs chambres froides...

Point de vue

Une réorganisation incohérente de l'armée française

DEPUIS juin 1981, le gouvernement a souvent proclamé sa volonté de continuer la politique de défenses de ses prédécesseurs, et les références aux principes énoncés par le général de Gaulle n'ont pas manqué. Mais les actes ne sont pas toujours en accord avec les discours. Je laisserai aux spécialistes et aux amateurs de scolastique les discussions théoriques et je me plaierai sur le terrain des réalités. Les forces terrestres et aériennes françaises, si le gouvernement de France le décidait, devraient s'engager pour une action limitée sur le théâtre Centre-Europe. Leur engagement serait d'autant plus important que, réserve unique de ce théâtre d'opérations, il permettrait au commandement de prendre une initiative, d'imposer à l'adversaire un remaniement de son dispositif. En outre, la présence organique d'armes atomiques tactiques — les régiments Pluton — au sein de la 1^{re} armée matérialiserait le danger d'escalade, en faisant peser une menace sérieuse sur une offensive adverse.

A condition que le gouvernement français se détermine à temps, et prit des dispositions préparatoires adéquates, les 1^{er} et 2^e corps d'armée (1) étaient capables de mener une telle opération. Certes, des lacunes restaient à combler dans les équipements : il était urgent de remplacer les matériels périmés EBR, AMX-13, etc., et de décentraliser la logistique pour mettre, dans les unités de combat, le maximum de moyens, grâce à des camions gros porteurs, par exemple ; enfin, il fallait tendre vers une disponibilité opérationnelle maximale en renonçant à faire un large appel aux réserves, faites à limiter les effectifs de la 1^{re} armée à quatre-vingt-dix ou cent mille hommes. Telles auraient dû être, à mon avis, les orientations des efforts pour améliorer l'outil.

Une situation aggravée

Une première dérive a résulté de la création, sous le président mandat présidentiel, d'un 3^e corps d'armée (2), de position ambiguë, alors dépourvu d'armes atomiques tactiques, pouvant ou non être subordonné à la 1^{re} armée et orienté plutôt vers le nord. Ainsi, la 1^{re} armée était amputée d'une partie de ses moyens ; récupérables sans doute, mais seulement si l'option était prise de placer le 3^e corps d'armée sous ses ordres. Ainsi, en cas de crise grave, au moment de la grande décision d'engager ou non l'armée française, il fallait prendre en même temps une autre décision, aux implications stratégiques, tactiques et logistiques délicates, d'où une cause de retard et de désordre dans les mouvements, sans parler de l'incertitude dans les plans de commandement de la 1^{re} armée. Quand on a peu de moyens, mieux vaut les concentrer que les éparpiller.

Aujourd'hui, la création de la force d'action rapide aggrave, et très sensiblement, la situation : au lieu d'un seul subordonné terrestre sur le théâtre européen — le général commandant la 1^{re} armée, — le gouvernement aura aussi sous ses ordres directs le commandant du 3^e corps d'armée, le commandant des forces d'action rapide et, plus tard, celui des armes atomiques tactiques. On nous dira que le chef d'état-major des armées commandera le tout et coordonnera les actions. C'est se mettre un bandeau sur les yeux pour ne pas voir ce que serait, en cas de crise aiguë, la

par PIERRE MESSMER (*)

vie de chef d'état-major : convocations par le président de la République, le premier ministre, le ministre de la défense ; réunions diverses ; information au cours de « briefings », etc. La dispersion du commandement militaire aboutit à l'inefficacité.

Les catastrophes de 1940

S'agissant des forces aériennes, comment le commandement de la force aérienne tactique (FATAC), précédemment jumelé avec celui de la 1^{re} armée, ne serait-il pas écartelé dans le nouveau système ?

Pour en venir à la force d'action rapide elle-même, les grandes unités qui la composent, autres que la 11^e division parachutiste, sont soit équipées avec des matériels retirés aux 1^{er} et 2^e corps d'armée (hélicoptères, transmissions de commandement, etc.), soit prélevées intégralement sur ces corps (une division du 1^{er} corps). Le stationnement qui résulte, en partie, des mutations de garnisons à réaliser en 1984 et 1985 est, ou bien tourné vers le nord, ou bien situé plus à l'intérieur de nos frontières, ce qui accroît les délais de l'engagement.

Quant à la division aéroportée, et c'est un point important, ou bien elle intervient au profit d'armées alliées qui auront planifié son action, et celle-ci ne sera efficace que si cette force est en fait intégrée et avant toute menace, prépositionnée à proximité du ou des corps d'armée prévus pour l'accueillir ; ou bien elle intervient sous commandement national, mais, à cause de l'éloignement du gros des forces françaises, ce sera avec une logistique défective et dans une opération très aléatoire, car la situation évoluera plus rapidement que la préparation et l'exécution de l'action ne permettraient d'en suivre le rythme.

Toutes proportions gardées, nous risquons de répéter les catastrophes de 1940, où toute nouvelle division lancée dans la bataille arrivait après l'ennemi. Ajoutons que les conditions atmosphériques souvent mauvaises en Allemagne de l'Ouest et la puissance des moyens antiaériens de l'adversaire semblent ne pas nous faire peur. Ces motifs ont pourtant conduit les Américains à ne pas prévoir l'emploi d'une division aéroportée en Europe.

Une efficacité diminuée

Quoi qu'il en soit, l'action de cette grande unité exigeait, qu'il s'agisse de la première ou de la deuxième hypothèse d'emploi des moyens aériens importants, car le devenir, assurant au moins le transport et la sécurité des vols jusqu'aux corps d'armée alliés. Ces moyens seraient énormes et disproportionnés avec nos possibilités présentes et futures dans le second cas, qui imposerait, en outre, le transport près de la ligne de combat, l'appui feu et l'appui logistique.

Puisque aucun apport supplémentaire d'envergure n'est prévu avant la fin de la loi de programmation en 1988, il faut se rendre à l'évidence

(*) Ancien premier ministre, ancien ministre de la défense.

DÉFENSE

et constater qu'à moins de prendre des risques déraisonnables l'action de la division aéroportée n'a de sens que si elle est intégrée aux forces alliées.

Il est certain que la réorganisation de l'armée de terre diminue la 1^{re} armée française dans sa capacité d'intervention réelle, qui ne se compte pas en nombre d'hommes, mais en nombre de chars, d'hélicoptères, de canons automoteurs, de missiles sur engins blindés, et largement en possibilité d'appui aérien.

À la place d'une action portant la marque de la France et pouvant constituer un « événement », nous aurons un jeu de petits paquets qui satisfera peut-être ceux des chefs alliés doués d'un sens tactique étroit, heureux de pouvoir disposer de renforts utilisables à leur gré, mais pas ceux qui, voyant les choses de plus haut, comprennent l'avantage d'une solide réserve cohérente et portant le drapeau d'une grande nation.

Ces réflexions seraient incomplètes si l'on n'ajoutait que la séparation décidée des forces atomiques tactiques et de la 1^{re} armée privera celle-ci d'une grande part de son utilité dans le manœuvre d'une crise. Dépourvue d'armes nucléaires, la 1^{re} armée ne sera plus qu'une grande unité comme une autre, ajoutée à celles de l'OTAN, en bloc ou par morceaux, mais dont le pouvoir d'escalade ne relèvera que d'un général américain. En outre, on ne voit pas à quelles hypothèses répondrait l'emploi des feux du Hadès sur le territoire de la RDA, qu'il pourrait atteindre à partir du territoire français, grâce à sa portée de 300 km, alors que le missile air-sol moyenne portée (ASMP) transporté par avion pourrait naturellement le faire s'il y avait une impérieuse nécessité de tirer des projectiles nucléaires français sur des objectifs militaires situés hors de la zone d'action de nos forces.

Conséquemment ou non, le gouvernement abandonne une conception cohérente qui permet d'utiliser au mieux les atouts que la France détient, en combinant la solidarité dans l'alliance atlantique avec le renforcement de notre dissuasion, pour charger l'armée de terre de deux missions dont on voit mal l'intérêt, l'une très aléatoire, à moins de retourner à l'intégration, l'autre qui éloigne de l'agresseur le danger de l'escalade.

Naturellement, rien de tout cela n'a été dit, mais il est grave qu'on puisse le décider sans le dire.

- (1) Dans l'est de la France et en Allemagne fédérale.
- (2) D'abord installé près de Paris, puis à Lille.

CHARTERS ÉTÉ 84
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de
2 800 F A/R
AIRCORN SETI
83, rue de Montreuil, 75008 Paris
Tél. : 522-83-48 LC A962

(Publicité)
COLLOQUE INTERNATIONAL
FEMMES, HOMMES ET POUVOIRS DANS LES ORGANISATIONS
MARS - 22-23-24 MARS 1984
Longtemps présente dans le monde du travail comme force de production, pratiquement absente des lieux de pouvoir, la femme s'inscrit maintenant dans un rapport d'égalité avec les hommes, du moins comme partenaire avec lequel il faut compter. Quels sont les enjeux et les effets de cette mutation ? Quel est et quel sera le nouveau visage des organisations ?
Ce colloque, organisé par le Laboratoire de changement social de l'université Paris-Dauphine et le Centre d'enseignement supérieur des affaires (CECA, ISA, CFC), avec le soutien de la Fondation nationale pour l'étude et la gestion des entreprises, abordera notamment les thèmes suivants :
- Femmes et hommes dans l'organisation : des rapports traditionnels aux nouveaux rapports de pouvoir ;
- Les nouvelles données du travail dans les organisations ;
- Comparaisons internationales ;
- Le masculin et le féminin dans les organisations : flux et symboles ;
- Pouvoir et identité ;
- Évolution culturelle et trajectoires socioprofessionnelles ;
- Les femmes et le féminin dans la culture et l'économie.
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
Dr. L.C.S. Université Paris-Dauphine, pl. du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75016 PARIS
ou tél. 606-14-10 (poste 22-04 ou 21-86) ou 956-01-23.

Le Monde
dossiers et documents
LA SANTÉ
DANS LE
TIERS-MONDE
N° SPÉCIAL - FÉVRIER 1984 - 16 PAGES - 10 F

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA
T O K Y O
JAPANESE MANAGEMENT PROGRAM
(sessions de 2 mois)
Sociologie politico-administrative
Économie prospective
Relations tri-latérales
Finance
Marketing
Ressources humaines
Découverte de l'entreprise japonaise (Sony, Honda, Mitsui...)
Pénétration du milieu socio-culturel (Kyoto, Nara...)
Étude d'implantation étrangère au Japon
Séminaire complémentaire en Corée
Niveau requis : Diplômés enseignement supérieur / Jeunes Cadres d'entreprises
I.M.U.A.
8-10-34 Akasaka Minato-Ku Tokyo 107, Japon
Tél. : (3) 402.12.65 - télex : 242 2966 IMUA J
Renseignements et inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris - France. Tél. (1) 296.30.69

Une formalité avant le voyage en Tchécoslovaquie

Les mauvais coups de Tony Sibson

مركز امن الامم

CHALLENGE ROMMEL.
Le fleuretiste italien Andrea Borella a gagné le 26 février, au stade Coubertin de Paris, le challenge Rommel en battant le français Philippe Omès (10-5).

عن ابن أبي عمير

Le Monde

culture

THÉÂTRE

Le budget pour 1984 Comme à l'école

Le budget du théâtre pour 1984 n'augmente pas, il est simplement actualisé en fonction de la hausse du coût de la vie : voilà en somme ce qu'a annoncé M. Robert Abirached, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture. Lors de la conférence de presse donnée le mercredi 22 février, où il s'est « gardé de tout triomphalisme », M. Abirached a fait savoir que le budget 1984 ne serait « pas sympathique ». En attendant, les théâtres nationaux et les centres dramatiques voient leurs ressources simplement rajustées par rapport à l'inflation - estimée de manière optimiste à 5 % - à l'exception du Centre dramatique Languedoc-Roussillon qui, désormais installé à Montpellier, reçoit 1 million de francs supplémentaire pour développer son antenne à Béziers.

Simple réactualisation aussi au chapitre « activités théâtrales », mais là de 6,2 %. Plutôt que de « saupoudrer » entre les quatre cent trente-neuf compagnies bénéficiaires de subventions, on rajuste de préférence les ressources des troupes dites « hors commission », celles qui reçoivent directement l'aide de l'Etat, sans avoir à soumettre leurs projets à la Commission d'aide aux compagnies. On dégage ainsi la somme de 16 millions de francs consacrés pour la moitié à des mesures nouvelles. C'est Peter Brook qui remporte le gros lot recevant une aide « massive et non renouvelable » de 5 millions pour sa prochaine mise en scène de *Mahabharata*. Deuxième sur la liste, Jacques Tati, à qui revient la somme de 1 million de francs pour mettre en place le « Domaine théâtral » : l'ancien directeur de la Comédie-Française, également soutenu par la Fondation de France et des mécènes, défendra le répertoire français du vingtième siècle (« Le Français ne pouvant tout faire »). Huit millions ont été répartis entre diverses compagnies au vu de leurs résultats, ou de leurs difficultés, ou des situations locales (politiques ou non) : M. Abirached a détaillé la quinzaine de ces « opérations ponctuelles ».

Ainsi sont aidés des lieux d'accueil comme le Théâtre de la Bastille, dont la subvention passe de 1 million à 1,6 million, ou celui du Rond-Point, qui voit la sienne (6,3 millions) rallongée de 500 000 F. Quatre troupes sont déclarées « hors commissions » : celles de Michel Ruffelli, d'Alain Tamar, de Christian Grynwald et d'Yves

Jaïs, qui se partagent 1 million de francs. On épaula ceux qui ont trouvé des accords avec des municipalités de villes moyennes (Robert Girones à Poitiers, avec Jean-Louis Houdin, qui quitte les Fédérés, Dominique Houdard à Epinal, Alain Ollivier à Vitry, Bruno Carliotti à Villejuif, Pierre Sautin à Champigny, le Théâtre Quotidien à Lorient et celui de Pierre Lefèvre à Tours). Tous reçoivent entre 600 000 et 300 000 F. Certains sont récompensés plus carrement comme Denis Guenou à Chateaufort, on subventionne pour la première fois comme Jean Jourdeuil (600 000 F) ou Patrick Guinand (550 000 F). Enfin, faisant bon poids « parce qu'il est le dernier comique qu'il nous reste », on donne un coup de main à Jérôme Deschamps.

La direction du théâtre ne doit pas être seulement un tiraillement, a souligné M. Robert Abirached, se félicitant du fonctionnement des troupes « groupes de travail » régionaux et inter-régionaux qui démultiplient désormais la tâche de la commission consultative d'aide aux compagnies dramatiques. Il a précisé que le système d'attribution des subventions serait encore réformé. On favorise les « projets », préfère financer un spectacle ponctuel « plutôt que d'abonner une compagnie à une aide permanente ». La barre est fixée plus haut : si une compagnie n'atteint pas le niveau supérieur (A) en l'espace de cinq ans, ou si, durant trois ans, elle ne progresse pas du tout « il est mis fin à son séjour en commission ». Car il existe tout un système de notation allant de A à C éventuellement pondérés de coefficients plus ou moins, comme à l'école...

Gare aux vérifications... les résultats de la vaste tournée d'inspection qui est sur le point de s'achever dans les trente centres dramatiques nationaux seront bientôt connus, et M. Abirached a annoncé que les théâtres « hors commissions » feraient également l'objet de contrôle en règle : « On dressera un état des lieux pour savoir quelles subventions doivent être renforcées, maintenues, ou supprimées. On fera le tri, qu'il s'agisse de mettre fin à d'éventuelles rentes de situation ». Autrement dit, bravo à ceux qui prennent en compte les contraintes de toute gestion de type privé. Qualité peut rimer avec rentabilité.

MATHILDE LA BARDONNIE

CINÉMA

LE XXXIV^e FESTIVAL DE BERLIN

Entre le grand spectacle et l'intimisme

Un bon festival de cinéma doit s'imposer sur trois fronts : la qualité de son organisation, la variété de sa sélection, les possibilités de rencontre qu'il offre aux professionnels du monde entier.

Né dans la tourmente, au moment de la guerre froide, le Festival de Berlin resta d'abord un événement berlinois : l'occasion pour les habitants d'une capitale déchirée de se retrouver autour d'un choix de films toujours plus vastes.

Le coup de poker qui consista, il y a quelques années, à avancer de quatre mois la manifestation, à la situer au cœur de l'hiver d'Europe centrale, se révèle de plus en plus payant. Soutenu par une infrastructure quasi-parfaite, où l'ordinateur tient désormais son rôle de secrétaire sans pour autant tomber dans la rigidité bureaucratique. L'accueil est impeccable, toute une ville semble s'associer au plaisir de voir ensemble des films.

Que valent ces films ? Les choix, surtout dans la sélection très officielle que dirige Moritz de Hadelin, ont de quoi surprendre, mais pour mieux comprendre le Festival de Berlin aujourd'hui, un peu d'histoire s'impose. A l'évidence, Moritz de Hadelin sait admirablement compenser ce qu'il perd d'un côté par ce qu'il gagne de l'autre. Un temps, quand Wolf Donner, journaliste, qui assure la transition entre le docteur Bauer, fondateur de la manifestation, et de Hadelin, décide d'avancer la date de Berlin, il jouait en même temps un jeu à deux faces : le Festival de Berlin, le Festival de Cannes, la priorité dans le temps lui accordant des atouts supplémentaires. Pourtant Cannes plus que jamais garde son privilège de quelconque dans la prospection des meilleurs ouvrages du monde entier. Le phénomène n'a fait que s'accroître.

La contre-attaque est venue d'ailleurs, de ce talon d'Achille que constituait un festival de cinéma sans la présence massive des Américains. Hollywood et ses pompes. Depuis qu'il tient les rênes de Berlin, Moritz de Hadelin cherche désespérément à mettre le cinéma américain de son côté. Pour la première fois, cette année, le but est vraiment atteint. Les gros morceaux s'appellent *Star 80* de Bob Fosse, présenté hors-

compétition, *Terms of Endearment* de James Brooks, *The Dresser* de Peter Yates, production britannique à dimension hollywoodienne, *Crackers* de Louis Malle, production des studios Universal, enfin *Love Streams* de John Cassavetes, qui doit clôturer le Festival et sort ensuite immédiatement dans les salles allemandes. Si le Cassavetes est aussi bon qu'on le dit, qu'un prix, voire l'Ours d'or, le récompense, Moritz de Hadelin gagnerait sur toute la ligne en prouvant qu'un festival sert à quelque chose. Cannes, affirme-t-on de plus en plus sérieusement, envisage à son tour d'avancer ses dates en 1985 pour pouvoir bénéficier de l'effet « lancement » : les majors américaines n'hésiteraient plus à confier leurs grands films, déjà auparavant par le trop grande proximité de date avec la saison d'été, toujours pauvre en Europe pour le cinéma.

Ce délicat jeu de balance mis à part, constatons que *The Dresser* confirme les raisons de sa récente sélection pour les prochains Oscars, fin mars, aux côtés de *Terms of Endearment*. Albert Finney s'y taille un rôle sur mesure de vieux cabotin du théâtre anglais, survivant anachronisme dans l'Angleterre en guerre - nous sommes en 1940 - lutant le don au mur, alors que l'acteur ne pense qu'à lui. Il est doté par son habilleur Norman (Tom Courtenay), qui l'arrache une dernière fois à sa fatigue, à son usure, pour jouer le Roi Lear sur les planches d'un théâtre de province. Impossible de ne pas penser au Cabotin (*The Entertainer*) de John Osborne, qui mit en film Tony Richardson et Ron Harwood a adapté lui-même sa pièce qui triompha dans le West End et à Broadway. Le quant de l'aventure, est de voir réunis dans un époustoufflant face-à-face les deux acteurs qui symbolisent, il y a vingt ans, l'entrée du théâtre anglais dans la vie moderne, à l'époque des « jeunes gens en colère ».

Louis Malle a un peu déçu avec ce remake du Pigeon, le film de Mario Monicelli de 1958, qu'est *Crackers*, situé à San Francisco, dans le quartier de la Mission, où toutes les races semblent se croiser. Malle avance la petite patte, sans surprise, avec des effets longuement calculés. La critique peut bien protester mais si le pu-

blic suit, Louis Malle aura réussi à entrer par la grande porte dans le saint des saints d'Hollywood, un major studio.

Plus modestes, faisant contraste avec ses habiletés trop bien pesées, *Ah Ying*, d'Allen Fong (de son vrai nom Fong Yuk-Ping) est une production de Hong Kong sans intérêt ni *kung-fu*, qui surprend immédiatement par un côté presque documentaire sur une ville noyée dans la légende. Une jeune fille Ah Ying, vingt-deux ans, une parmi les dix enfants d'un couple de poissonniers, essaie de se lancer dans le cinéma puis dans le théâtre avec l'aide d'un professeur de Hong Kong qui a longtemps vécu aux USA et y retourne en fin de compte. Ah Ying, sans misérabilisme, est le portrait d'une quête, de l'éveil d'un jeune être à la vie, à l'art, à l'émotion.

Aux limites d'un genre

Contrepartie de certains choix, ses antérieurs couverts, Moritz de Hadelin pouvait mettre en compétition *Klasse* véritablement (*Rapports de classe*), le premier ouvrage réalisé en langue allemande depuis longtemps par Jean-Marie Straub et Danièle Huillet. Le film a été projeté dans des salles comblées, et d'abord dans l'enceinte de l'immense Zoo-Palais, devant un public surpris et étonné. Les auteurs adaptent, à leur tour, après Benoit Jacquot, le roman inachevé de Franz Kafka, *Amélie*.

Un jeune homme de seize ans, pressé par les circonstances, part « faire sa vie » en Amérique. Il découvre vite les pressions sociales qui déforment les rapports entre individus, tout un ordre capitaliste où l'homme n'est qu'un rouage. Les auteurs, et parfois de vrais acteurs comme Mario Adorf et Laura Betti, jouent dans ce style inimitable où la parole déboule, comme portée par une violence interne. Voir et surtout entendre un tel film en Allemagne, c'est un peu redécouvrir la force d'une langue, d'une syntaxe, d'une doctrine, qui façonneront l'esprit comme le sculpteur la pierre brute.

Le Forum du jeune cinéma, de Ulrich Gregor, correspondant de la section officielle, attire cette année, pour la première fois peut-être, une véritable dimension, toute son originalité : se situer aux antipodes du cinéma in-

dustriel tel que l'honore la compétition. La France était représentée en force, avec *Alfons* (série de *Le Diable à quatre*), Jacques Dany (*Une chambre en ville*), Paul Ruiz (son adaptation de *Edgar Allan Poe*), Jean Rouch, Raymond Depardon.

Deux films qu'on appellera, faute de mieux, documentaires, qui ont pu servir aux techniques du documentaire : ait retenu globalement l'attention du Forum. Il s'agit de *Japon, le petit village de Fanyashiki*, de Sanku Ogawa, l'auteur du fameux *Nirita*, la seconde fortresse, et de *Metamorphose*, du couple hongrois Istvan Dancs et György Szabó, par leur durée, respectivement trois heures trente et quatre heures trente, par leur ambition, par leur dimension critique, voire auto-critique dans le cas d'Ogawa.

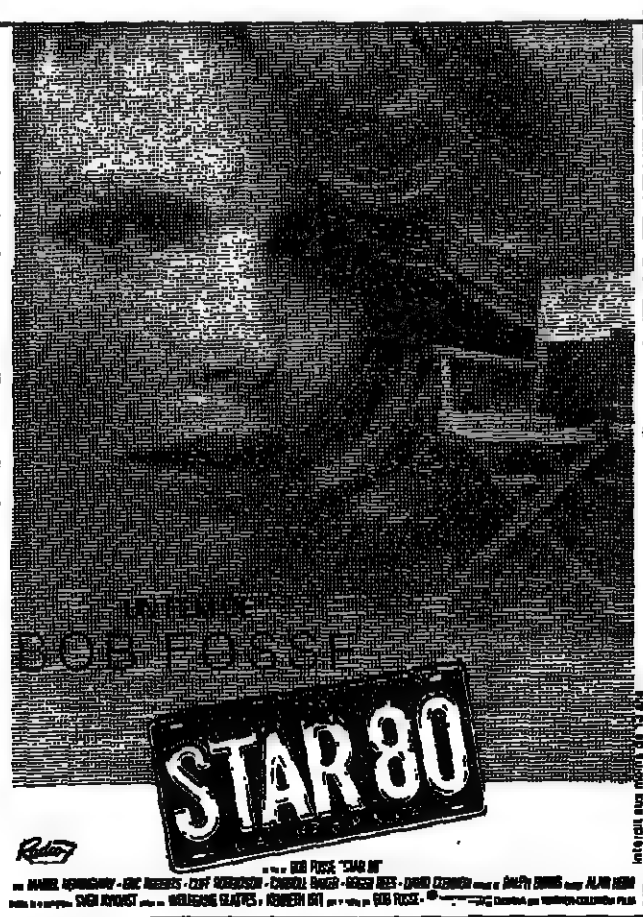
Deuxièmement *The Singing Telegram* de Mark Rance, formé au MIT de Cambridge chez Richard Leacock, se veut un roman familial, mais tourne dans le chair vive de l'émotion, de la famille. Le temps passe, cinq ans durent, le cinéaste, pratiquement seul, a suivi les siens, tantôt de faire éclater la prison parentale. Nous ne sommes pas sûr qu'à ce degré d'impudeur, même enrobé de toute la tendresse, de toute la mémoire du monde, le film ne se retourne un peu contre ses objectifs. Là aussi, nous touchons aux limites d'un genre.

Un jeune homme de seize ans, pressé par les circonstances, part « faire sa vie » en Amérique. Il découvre vite les pressions sociales qui déforment les rapports entre individus, tout un ordre capitaliste où l'homme n'est qu'un rouage. Les auteurs, et parfois de vrais acteurs comme Mario Adorf et Laura Betti, jouent dans ce style inimitable où la parole déboule, comme portée par une violence interne. Voir et surtout entendre un tel film en Allemagne, c'est un peu redécouvrir la force d'une langue, d'une syntaxe, d'une doctrine, qui façonneront l'esprit comme le sculpteur la pierre brute.

LOUIS MARCORELLES

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Radio-scopie choc des coulisses de «Playboy». LE QUOTIDIEN DE PARIS
MARIEL HEMINGWAY est d'une beauté à couper le souffle. LE FIGARO
BOB FOSSE qui nous avait déjà éblouis avec «LENNY» et «ALL THAT JAZZ» avance en virtuosité. PREMIERE



NOTES

Cinéma

LE VI^e FESTIVAL DE CLERMONT-FERRAND

Au secours du court métrage

« Sauve qui peut le court métrage » est le nom de l'association clermontoise qui a pris en charge le principal festival français de ce genre cinématographique tenu en lisière des grands circuits de distribution. Sa sixième édition s'est tenue, du 20 au 25 février, dans la capitale auvergnate. Elle a couronné le premier film de Stéphane Drouot : *Star Suburb*, déjà honoré au Festival d'Avoriaz 1983. Cette œuvre de science-fiction met en scène une petite fille enfermée dans une HLM galactique, univers fascinant et parfaitement clos.

Les soixante-deux films sélectionnés et visionnés pendant cinq jours ont rassuré d'une certaine façon ceux qui s'inquièrent de la standardisation des courts métrages. Mais la grande leçon du Festival est qu'il existe un public pour s'intéresser à cette production. Un peu plus de onze mille entrées ont été enregistrées par les animateurs de Sauve qui peut le court métrage, réponse massive à l'obstination dont ils font preuve depuis plusieurs années.

Devenu un lieu de rencontre privilégié pour les professionnels, le Festival clermontois entend se doubler l'an prochain d'un marché du court métrage A 2 et TF 1 étaient déjà là en observateurs, mais il s'agit de conforter un courant d'achat resté faible : sur les quatre cents courts

métrages réalisés chaque année en France, environ 10 % sont vraiment vus du public.

L. T.

Musique

TAMBOURS JAPONAIS

Le combat tellurique du Kodo

Ils arrivent avec des tambours de toutes tailles et frappent - ils ne jouent pas - entre ciel et feu, au bord de l'enfer, au centre de la Terre, là où s'opèrent les fusions obscures, naissent les volcans, la pluie, la vie. Leurs tambours sont des globes de feu, des canons, des soleils extraterrestres, et les hommes qui leur font face sont peut-être des dieux. Ils connaissent les forces et comment en donner.

Le groupe Kodo, qui vient du Japon, a donné au théâtre des Champs-Élysées, à Paris, une série de concerts : spectacle impressionnant, monstrueux, stupéfiant. Il s'agit d'un combat mené debout, couché, accroupi. Combat tellurique.

La musique du Kodo dégage une énergie incroyable, elle a une solidité et une précision physique, qui vient d'une mystique du corps. Les dix-sept musiciens qui forment le groupe sont des musiciens-athlètes. D'obédience plus ou moins shintoïste, ils subissent un entraînement intense, courent chaque matin une vingtaine de kilomètres avant de se nourrir, apprennent à devenir peu à peu insensibles au froid, à la fatigue. Discipline, concentration, maîtrise de soi.

Ils se lèvent pour aller vers les tambours, jettent leur chemise à terre et font face, presque nus, au tambour. Ils apprennent la peau tendue, harcèlent la bête (leur propre moi ?), horde de mille chevaux, laves en fusion, tambours flamme, explosion, et s'arrêtent d'un coup.

CATHERINE HUMBLLOT.

Les concerts du Kodo à Paris s'inscrivent dans le cadre d'une tournée internationale : Italie, Yougoslavie, Bulgarie, Grèce, Espagne, RFA, Israël et les Etats-Unis.

Théâtre

« LONG VOYAGE VERS LA NUIT », d'Eugène O'Neill

Une pénurie tragique de silence

Le grand dramaturge américain Eugene O'Neill (1898-1953) a écrit *Long voyage vers la nuit* en 1940. Dans cette pièce, presque plus pessimiste et noire que ses autres œuvres, il transposait des événements de sa vie, de sa famille ; elle ne fut pas jouée de son vivant.

Sur scène, nous voyons essentiellement quatre membres d'une famille, la mère, le père, et les deux fils adultes. La mère se maintient en vie par des injections de morphine. Le père, sœur qui a échoué, doit éternellement, ainsi que les deux fils, dont le plus jeune apprend qu'il a une cavertie, qu'il doit partir en sens. Le père, d'une aversion clinique, essaie de le cacher dans un établissement gratuit, d'aide sociale. Tous quatre se haïssent, s'agressent, s'insultent, avec de courts ré-

pits de tendresse violente. Pour se faire du mal, ils ne peuvent pas s'empêcher de parler, de parler sans cesse. C'est d'ailleurs là, dans cette logomachie maniaque, irrépressible, dans cette parole devenue folle, enflammée, dans ces phrases qui sans cesse dépassent la pensée, qui vont même au-delà de la culpabilité et de la dépression, au-delà de la haine et de l'injustice, c'est là que cette pièce d'O'Neill devient par moments attachante, ou du moins intrigante. Si non, elle est un peu artificielle, lebréque. Du Strindberg-boutique.

Dans sa version complète, la pièce dure des heures, de quatre à six au moins suivant les mises en scène. Alain Françon réduit la chose à deux heures trente, dirigeant bien et net quatre acteurs excellents : Jean-Marc Bory, Nelly Borgeaud, Jean-Baptiste Maistre, Jean-Yves Chatais.

MICHEL CURNOTT.

* Théâtre 13, 20 h 30.

« NOUVELLE GRÈVE A LA COMÉDIE-FRANÇAISE. - Le spectacle *Est-il bon, est-il méchant ?* de Diderot à la Comédie-Française est à nouveau annulé en raison d'un grève de grève déposé par les machinistes CGT. Le syndicat qui, depuis plus d'un mois, a multiplié les arrêtés de travail de ce genre estime avoir reçu aucune réponse concernant ses revendications : il réclame, rappelons-le, la création de postes, une série de promotions internes et la transformation de la nature du troisième mois.

« RECTIFICATION. - Une erreur a été commise dans l'article d'André Fenigier consacré à Bongueux (*Le Monde* du 17 février) : C'est Louis d'Arzac, et non d'Arzacourt qui est le co-auteur de Catalogue de l'exposition du Petit Palais.

SORTIE MERCREDI 29 FEVRIER

LA FEMME FLAMBÉE

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

Gudrun Landgrebe

Robert Van Ackeren

Mathieu Carrière

CHRIS : JH. très séduisant reçoit sur rendez-vous hommes, femmes, couples. Tous fantasmes.

EVA : jeune femme, belle, expérimentée, dominatrice. Bondage, SM, cuir. Confort. Discretion absolue.



550 من الأصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

JACQUE WIE HORSE (en allemand)
Pôle Océan (75-70-30), 18 h 30
LE DERNIER FILM - Les Dictionnaires (236-00-02), 22 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50) 19 h 30 : Jérusalem.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : La Critique de l'École des Femmes.
CHAILLOT (772-41-15), Grand Foyer à 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec Nils Malmgren.

BEAUBOURG (277-12-33), Dôme : 18 h : Théâtre et télévision (R. Abraham, D. Babin, B. Sobel) ; 19 h : J. Dupin, Leconte ; 21 h : L'Évolution géologique ; Concerts : 18 h 30 : l'École de Vienne (Suite lyrique de Berg, les 1^{er} et 2^{es} mouvements) ; 20 h 30 : Concert J. Kasprzyk ; 6 heures-Vidéo : 16 h : Golfe zone vitale ; 19 h : Varsovie quand même. 20 h 30 : Écritures scéniques contemporaines « Active TV Show ».

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Royal Philharmonic Orchestra - A. Dornel (Tchaikovsky, Moussorgski, Ravel).

Les autres salles

ARTS - HERBERTOT (387-23-23), 18 h 30 : Les Arbres de l'homme ; Revue de l'été.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue de l'été à l'Élysée.

COMÉDIE DE PARIS (261-00-11) 21 h : Les Marchands de gloire.

DAUNOU (261-49-14) 21 h : La Chénille. RÉGÉNÉRATION (236-00-02), 19 h : Les Éaux de Forêt ; 20 h 30 : Ombre, morte est après-midi.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : 1876, Zebra crossing ; 21 h : 1876, 18 h : Match d'Europe.

HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Léçon ; 21 h 30 : Les Carottes rouges.

LUCERNAIRE (544-57-34) 18 h 30 : Noctes de ciré ; 20 h 30 : Stratégie pour deux jumeaux ; 22 h 15 : Un autobus au plus tard ; 22 h 30 : la Frigo - Petite amie, 18 h 30 : Pique et pique et folle drame ; 22 h 30 : Oy, Moyahle, mon fils.

LYS MONTFARNASSE (327-48-51), 20 h 30, L'histoire de poche ; 22 h, Enfants.

MARAI (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARGNY, Grande salle (256-04-41) Salle Gabriel (225-20-74), 21 h, le Don d'Adèle.

NOUVEAUTÉS (770-43-76) 20 h 30, l'Épave.

SAINTE-GEORGES (878-48-47) 21 h : Théâtre de Bouvard.

TAI TEL D'ESSAI (278-10-79), L. 20 h 30, l'Écume des jours.

THÉÂTRE A-BOURVIL (373-47-84), 21 h 15, Y'en marre... et vous ; 22 h 15 : les Écrouvés.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h : Fil de battie ou les secrets de Moustour.

THÉÂTRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30) 20 h 30 : Rayon femmes fortes.

THÉÂTRE DE LA VILLA (542-80-72), 21 h, Tailleuse pour dames.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h : Acteur... est acteur... est acteur.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le bon voir rouge ; 22 h : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (867-15-84), 20 h 15 : les Cadrés ; 21 h 30 : Last Lament, Dernier Service, 22 h 30 : Foulille.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiers vaill deux bouddes ; 21 h 30 : Manges d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours ; II : 20 h 15 : Dion m'ripote ; 21 h 30 : le Chromosome chausse ; 22 h 30 : Fais voir ton culpidon.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : le Jeune des piépiés ; 22 h 15 : Anzén-les belles-entres scéniques.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : les Sargèles ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Mal, je crève, mes parents rajeunent.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-55), 21 h : On perd les pédales.

DEUX-ANES (606-10-36), 21 h : l'Impit et les Os.

La danse

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : Kodo, les Tambours de feu et les danses de l'île de Sado.

Le music-hall

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Holiday on Ice.

RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 22 h : Et suivant la note.

TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : L. Rochman.

Les concerts

Gaveau, 20 h 30 : Ensemble à vents du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France (Correa, Rosini, Prokoffiev, Mendelssohn).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble instrumental. Dir. : J. Kasprzyk.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 27 février

(Lindberg, Petriand, Boris, Stravinsky). Adèle, 20 h 30 : H. Schaefer, W. Raffner, F. Tiliard (Schubert, Brahms, Mahler). Théâtre de la Madeleine, 20 h 45 : Mario Reinhard (Chopin, Debussy).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Dany Doriz (den.). DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Hissat. FORUM (297-53-47), 21 h : Stickphonic.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : L. Rulka. PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : le Vieux Truc.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J. Grifita, M. Vander, P. Michelot, Ch. Bédouet.

SAVOY (277-86-88), 21 h : Trio Mita Al-dia.

En région parisienne

VINCENNES, Th. D. Sersano (374-81-16), 20 h 30 : Semiramis.

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos.A. v.l.) : Impérial Pathé, 2 (742-72-52) ; Rialto, 19 (607-87-61).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Cinoche, 6 (633-10-82).

DON CAMILLO (Il. v.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Danton, 6 (329-42-62) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-99) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Mistral, 16 (539-52-43) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (327-71-08) ; UGC Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; Paranaissien, 14 (329-30-19) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.l.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32).

EMMANUELLE 4 (***) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Cluny Écoles, 5 (354-20-12) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; George V, 9 (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Français, 9 (770-33-88) ; Maxéville, 9 (70-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-99) ; Pavane, 13 (331-60-74) ; Mistral, 16 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; Ma-

ral, 16 (651-99-75) ; Images, 15 (522-47-94) ; Gaumont Gembert, 20 (636-10-66).

ERENDIRA (Franco-Mex. v.o.) : Quin-tette, 5 (633-79-38).

L'ÉTÉ MEURTREIER (Fr.) : Élysées Lin-colin, 8 (359-36-14).

ET VOGUE LE NAVIRE (Il. v.o.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Ciné Beau-bourg, 3 (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Élysées Lincoln, 8 (359-36-14) ; Paranaissien, 14 (329-30-19) ; (225-18-45).

FÈRES DE SANG (A. v.o.) (*) : 7^e Art Beaubourg, 4 (278-34-15) (H. sp.).

LE GARDE DU CORPS (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Odéon, 6 (327-71-08) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; Mistral, 16 (539-52-43) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Images, 15 (522-47-94).

GWENDOLINE (Fr.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; 59-83) ; Marignan, 8 (359-92-82) ;

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-34) 21 h : La femme flamée, de R. van Achter.

BEAUBOURG (278-38-57) 15 h, Cavalleria rusticana, de A. Palmieri ; 17 h, Cinéma de la RDA : Les clés, de E. Günther ; 19 h, Le miroir aux alouettes, de V. Sala.

Les exclusivités

LES ANGES DU MAL (A.) (***) (v.l.) : Arcades, 2 (233-54-58) ; 7^e Art Beaubourg, 4 (278-34-15) ; Rialto, 19 (607-87-61).

A NOS AMOUREUX (Fr.) : Contraste, 5 (325-78-37) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Paranaissien, 14 (329-30-19).

LES AVENTURES DE L'ARCHE FÉDÉRALE (A. v.l.) : Capit, 2 (508-11-69).

LE BAL (Fr.-Il.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; Vendôme, 2 (742-95-22) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Paranaissien, 14 (329-30-19).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap. v.o.) : Quintess, 3 (633-79-38).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (A. sp.), 14 (321-41-01).

LE BON PLAISIR (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; UGC Odéon, 6 (327-71-08) ; UGC Biarritz, 8 (723-49-23).

69-23) ; Français, 9 (770-33-88) ; Adèle, 12 (343-00-65) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

BRAINSTORM (A. v.o.) : Saint-Michel, 3 (326-79-17) ; George V, 9 (562-41-46) ; V.I. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

CANICULE (Fr.) (*) : Galé Boulevard, 2 (233-47-06) ; UGC Normandie, 8 (359-41-18).

CARMEN (Esp. v.o.) : Cinoche, 6 (633-10-82).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yugoslave) : Rex, 2 (236-83-93) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Cluny Palao, 5 (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (723-49-23) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Kinopanorama, 19 (306-50-50) ; Murat, 16 (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

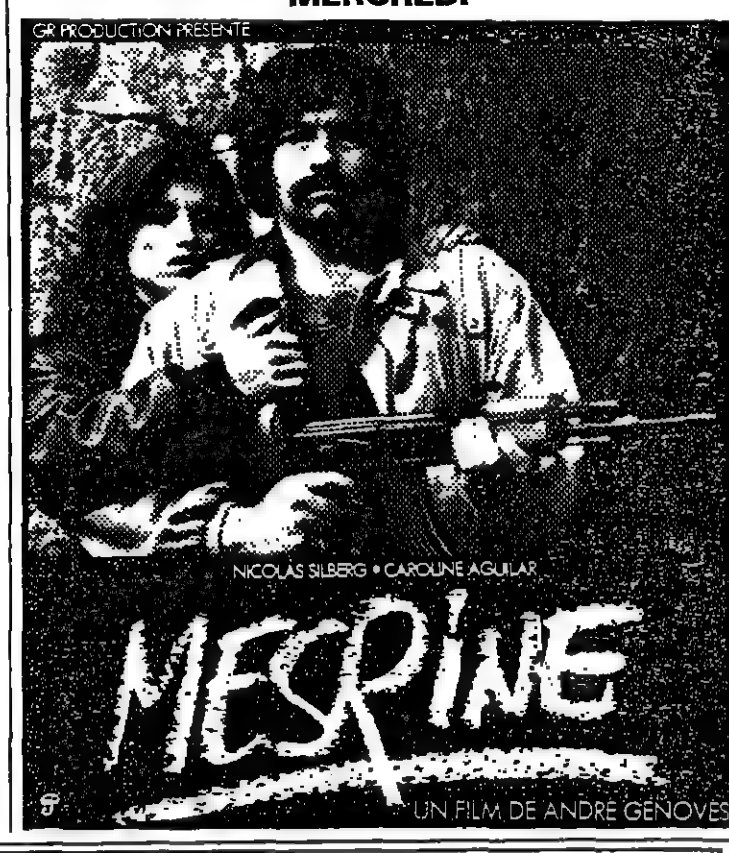
CHARLOTTE'S CONNECTION (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Paramount Marvaux, 2 (296-90-40) ; Publicis Matignon, 8 (720-76-23) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-30-19).

LES COMPÈRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (329-30-19) ; George V, 9 (562-41-46) ; Français, 9 (770-33-88).

CONCILE D'AMOUR (All. v.o.) (***) : Movies, 1^{er} (260-43-99).

CHRISTINE (A. v.o.) : Marignan, 8 (359-92-82) ; - V.I. : Français, 9 (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

MERCREDI



Pour réserver vos places



Le Monde Informations Spectacles vous propose son nouveau club location.

Les centaines de lecteurs du Monde qui nous téléphonent chaque jour vont être satisfaits. Le Monde Informations Spectacles met enfin à leur disposition un service location. Cette année, nous avons pour ambition de vous proposer au moins 150 spectacles : musique, théâtres, music-hall, danse, festivals, cinémas, où nous réserverons pour vous un quota de places. De bonnes places. A des conditions de groupe qui vous feront économiser environ 15 % sur votre budget "sortie".

Vous pourrez retenir par téléphone ou directement par courrier. Pour bénéficier de ce nouveau service, il suffit d'adhérer au Club du Monde des Spectacles. Alors, demandez votre carte en retournant au Monde le bulletin d'adhésion ci-dessous, avec votre cotisation 1984 (100 F). Vous la recevrez par retour avec la liste des premiers spectacles. Ceux-ci paraîtront ensuite tous les quinze jours dans le Monde des Arts et des Spectacles... Pour en savoir plus : appelez-nous au 281.26.20.

A retourner au journal LE MONDE, 5 rue des Italiens, 75009 PARIS.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du Journal "Le Monde".

Nom : _____
Prénom : _____
Ville : _____ Rue : _____
Code postal : _____
N° tél. : _____
A **Le Monde**

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

Pathe-Clichy, 18^e (522-46-01);
Graumont-Gambetta, 20^e (636-
10-96).

LA VILLE DES PIRATES, film
franco-portugais de Raoul Ruiz, ver-
sion française : Olympic-
Luxembourg; 6^e (633-97-77);
14 Juillet-Parmaise, 6^e (326-58-00);
Olympic-Balzac, 8^e (561-10-60);
14 Juillet-Bastille, 11^e (357-90-81);
Olympic-Entrepre, 14^e (545-35-38).

25-02): 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e
(575-79-79): v.f. : Gaumont Berlin,
2 (742-60-33) ; Paramount Maillet, 17^e
(758-24-24).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2^e
(296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : UGC Marbeuf (225-
18-45) ; Parussims, 14^e (329-83-11).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version
Delavaux ; Gal ; Saxrova : Saint-
Ambrose, 11^e (700-89-16).

HAUTE PUGRE (A., v.d.) : Accacias, 17°
(764-97-83).

LES HAUTS DE HURLEVENT (A.,
v.d.) : Studio Alpha, 5° (354-39-47).

LES HOMMES PRÉFÉRANT LES
BLONDES (A., v.d.) : Studio Bertand,
7° (783-64-66).

IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.d.) :
Accacias, 17° (764-97-83).

JÉSUS DE NAZARETH (H., v.f.) :
Grand Pavois, 15° (554-46-85).

531-28-34

Les entreprises face à la télévision

ELISA MIE

des interne aux entreprises. Coût entre 30000 F et 100000 F les quinze minutes. Pas de réglementation, mais l'émulsion est obligatoirement coulée.

Les conducteurs auront des durées variables selon leur site et leur heure. Elles pourront être définies sur le réseau national ou régional, le matin de 7 heures à 11 h 30, à l'heure du déjeuner sur FR 3 en quatrième chaîne. Partirait jusqu'à 17 heures ou 19 heures et la nuit avec possibilité d'enregistrement sur magnéto-coupe.

COUNCIL
Centre Franco-Américain
1, PLACE de l'Odéon
5006 Paris Tel : (1) 634.16.11

7270115

faut-il choisir?
faut-il rêver?

BRUNO, 1 mars - 7 avril

LUNDI 27 FÉVRIER
à 20 h 45

Concert-spectacle "Miroir d'y voir"
Du 6 au 24 Mars au Theatre du Forum des Halles
Locations - Tel: 297.53.47

EUROPE

jardin

MEURTRE

dans un jardin anglais

Lundi 27 février

L'opposition, elle, a déjà réclamé la privatisation d'une, voir de deux des trois chaînes de télévision publique. Le moment venu, on peut même parfaitement concevoir, avec une multiplicité de chaînes, un service public réduit, par exemple, à une chaîne nationale et une chaîne interrégionale (FR 3). M. Pierre Desgraupes prend date pour la société qu'il dirige. C'est de bon sens.

M.M. Jacques Toubon (RPR), Alain Madelin et François d'Aubert (UDF) - « croiseront le fer contre l'Etat PS ».

Mardi 28 février

26 h Jazz : actualités.

20 h 30 Concerts (rencontres internationales de musique contemporaine de Metz, donné au Palais des sports, le 17 novembre 1983) : *Symphonie* n° 3, de Wolff ; *Monodram* pour violoncelle et orchestre, de Křim ; *Symphonie* n° 3, *fragments pour une Apocalypse*, de Baneau, par le Nid et l'Orchestre Philharmonique, dir. W. Milszewska et A. Baneauq, sol. S. Palm (violoncelle), C. Renard (mémor), A. Burgstaller (basse), W. Pearson (basse).

23 h 30 *Frigidité de nuit* : musique et psychanalyse, la danse des fous.

18 Tschébat.
19 30 C'est la vie.
19 50 150 Les dix chiffres et des lettres.
19 55 15 Emissions régionales.
19 40 Le théâtre de Boulevard.
20 00 Journal.
20 30 D'accord puis d'accord (INC).
20 45 "Cinéma" : Les Egarés du paradis.
Film français de J. Giovanni (1976), avec F. Hubert
J.-F. Balmer, L. Kedrows, M. Delà, G. Briand, M. Suster.
Un ancien bardeur, états, photographes, etc. réus-
si, pour un film et réus, le cambrioleur de la
zelle des coffres d'une grande banque. Reconstitution de
ce qu'on a appelé, en 1976, le « casse du siècle », dont
le gangster, le cambrioleur, le cambrioleur, le cambrioleur,
Giovanni, Giovanni, Giovanni, Giovanni, Giovanni,

12 h 00 *Acta Pauli* lyrique, Giacomo Rossini.
13 h 35 *Jazz* : la chanson de Louis.
14 h 00 *Les nouvelles scènes en dialogue*.
14 h 40 *Chansons de nos auteurs*.
15 h 00 *Les enfants d'Orphée*.
15 h 00 *Musiciens à l'épreuve* : musique et théâtre.
16 h 05 *Repères contemporains* : Ton That Tiet.
16 h 00 *L'imprévu*.
19 h 00 *Concert* : le compositeur dans la ville ; œuvres de
Leroux, Lejeune, Lachaire, Lemaitre.
20 h 30 *Jazz* : les irréductibles.
20 h 30 *Concert* (donné au TNP le 12 décembre 1983) :
des artistes de talent, des talents émérits, *Égérie* pour
Jocelyne et piano en si mineur, de Fauré ; *Impromptu*
pour piano en si majeur, de Schubert, et *Sonate pour*
violoncelle et piano n° 1 en mi mineur, de Brahms, par
Violoncelle et piano n° 1 en si mineur, de Brahms, par
20 h 30 *Concert* (donné le 5 septembre 1983 à la salle
Pleyel) en simultané avec TF 1 : *Concerto pour orchestre*,
de Bartok, par l'Orchestre français des jeunes, dir. J. Kal-
23 h 00 *Fréquence de nuit* : jazz-club en direct du New
Morning, le Quintette du saxophoniste A. Cobb.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Le « délai de carence » et les points de retraite complémentaire

Les futurs retraités, démissionnaires en contrat de solidarité ou licenciés dans le cadre du Fonds national de l'emploi, ont droit, pendant qu'ils perçoivent leurs allocations conventionnelles à des points gratuits pour leur retraite complémentaire. Mais cette attribution, liée au versement des allocations, ne peut s'opérer durant le délai de carence, qui suit la rupture du contrat de travail et qui est, par définition, exempt de prestations. Or, ce délai s'élève parfois à plusieurs mois : en particulier pour les cadres.

C'est le décret du 24 novembre 1982 qui a créé ce délai de carence, repoussant d'autant le moment du paiement des allocations et provoquant, par ricochet, ce manque à gagner chez les ex-salariés. Auparavant, allocations et points gratuits commençaient dès la cessation du contrat de travail.

Aujourd'hui, les pré-retraités se trouvent face à des situations différentes suivant qu'ils sont démissionnaires, licenciés, cadres ou non-cadres.

● Pour les démissionnaires il y a un moindre mal. Tout d'abord parce que le délai de carence n'est calculé que sur les sommes correspondant aux jours de congés payés restant à prendre. Donc une période relativement courte. Ensuite, parce que l'indemnité de départ ou de fin de carrière qu'ils ont pu percevoir est considérée comme un salaire et a donc donné lieu à double cotisation - salarié et entrepreneur - sur la partie excédant 10 000 F, contribuant ainsi à augmenter le capital de points de retraite déjà acquis.

● Pour les licenciés, les indemnités de licenciement ne sont pas considérées comme des salaires et ne procurent donc pas de points de retraite. En revanche, elles interviennent dans le calcul du délai de carence et s'ajoutent aux congés payés. Plus l'indemnité de licenciement est élevée, plus long sera le délai de carence. Même si l'on ne retient que les indemnités supralégitimes, c'est-à-dire la différence entre l'indemnité versée soit au titre d'une convention collective plus favorable, soit par négociation entre le salarié et l'employeur. Par exemple, un salarié ayant exercé pendant huit ans dans une entreprise avec un salaire de 6 000 francs aurait droit

à 6 400 francs d'indemnités légales. Si la convention collective lui en accorde 32 000 francs, le délai de carence ne sera établi que sur la différence : 25 600 francs. Le délai sera alors égal à 48 jours, plus, évidemment, les jours correspondant aux congés payés.

● Les cadres se sont sentis particulièrement touchés par cette mesure. L'AGIRC (1) a donc pris la décision de leur permettre l'achat de points de retraite sur cette partie supralégitime de leur indemnité, en se référant à l'année précédente. Par exemple, un cadre ayant touché 12 000 points en 1982 et devant supporter en 1983 un délai de carence de six mois pour les indemnités supralégitimes pourra acheter : $(12000 \times 6) : 12 = 6000$ points à 11,78 F, prix d'achat en 1982. (Le prix d'achat du point est de 13,07 F en 1983).

La nouvelle réglementation du chômage devrait - si le récent protocole d'accord entre partenaires sociaux prend effet tel quel à partir du 1^{er} avril 1984 - supprimer ces différences de traitement puisqu'il prévoit le calcul du délai de carence sur les seuls congés payés. On estime qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1983 environ 150 000 personnes au nom d'un contrat de solidarité et presque 50 000 au nom du FNE, ont été concernées par ce délai de carence.

● Pour les non-cadres, la commission paritaire de l'ARRCO (2) n'a pas pris de décision similaire à celle de l'AGIRC. Il n'est donc pas possible aux ressortissants des institutions dépendant de l'association d'acquiescer des points de retraite.

La nouvelle réglementation du chômage devrait - si le récent protocole d'accord entre partenaires sociaux prend effet tel quel à partir du 1^{er} avril 1984 - supprimer ces différences de traitement puisqu'il prévoit le calcul du délai de carence sur les seuls congés payés. On estime qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1983 environ 150 000 personnes au nom d'un contrat de solidarité et presque 50 000 au nom du FNE, ont été concernées par ce délai de carence.

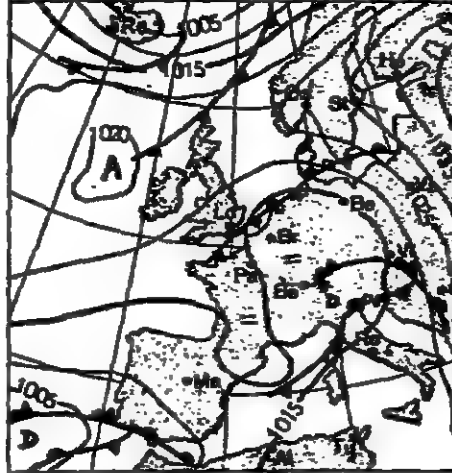
CHRISTIANE GROUILLER.

(1) AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres, 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : 501-53-20).

(2) ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires, 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : 346-13-20).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 2 84 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 27 février à 0 heure et le mardi 28 février à 24 heures

La situation générale d'évolution pas encore, avec la persistance sur la France d'un minimum en altitude et en surface, associé à une goutte froide. Cette configuration conduit à une circulation d'ondes d'air chaud de l'Espagne à l'Italie d'une part, à des retours d'air humide sur la face nord de la dépression d'autre part.

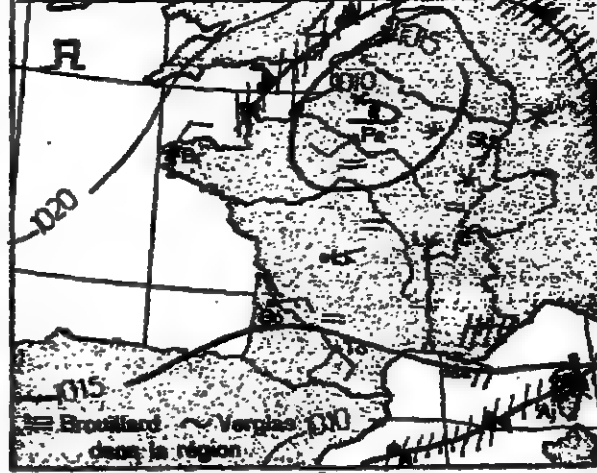
Mardi, le temps restera très nuageux et brumeux avec des brouillards matinaux nombreux, parfois givrants à l'intérieur. Par ailleurs, des chutes de neige faibles, localement modérées, se produiront encore du Nord-Est aux frontières du Nord, Bassin parisien, Pays de Loire, on s'attendait dans l'Est en cours de journée.

D'autre part, les pluies d'abord orageuses de Corse deviendront persistantes et s'étendront vers le nord des Alpes.

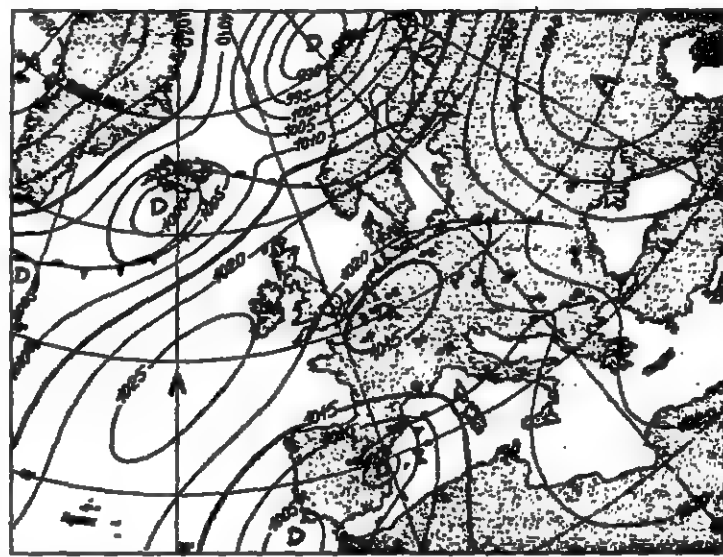
La vent d'est à sud-est sera modéré à assez fort près des côtes méditerranéennes, variable faible ailleurs. Les minima seront de 0 à 2 degrés à l'intérieur, 2 à 4 degrés près des côtes. Les maxima stationnaires seront de 6 à 9 degrés dans le Sud-Ouest, 10 à 12 degrés en régions méditerranéennes, 2 à 5 degrés ailleurs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 28.02. DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 26 février ; le second le minimum de la nuit du 26 février au 27 février) : Ajaccio, 10 et 5 degrés ; Biarritz, 7 et 3 ; Bordeaux, 5 et 1 ; Bourges, 3 et 0 ; Brest, 3 et 2 ; Caen, 3 et 2 ; Cherbourg, 2 et 1 ; Clermont-Ferrand, 2 et 0 ; Dijon, 2 et 0 ;

Grenoble-St Martin d'Hères, 5 et 2 ; Grenoble-Saint-Omer, 2 et 0 ; Lille, 2 et 1 ; Lyon, 3 et 0 ; Marseille-Marganne, 9 et 1 ; Nancy, 1 et 0 ; Nantes, 3 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 10 et 1 ; Paris-Montsouris, 2 et 2 ; Paris-Orly, 2 et 2 ; Pau, 6 et 0 ; Perpignan, 11 et 1 ; Rennes, 2 et 1 ; Strasbourg, 2 et 0 ; Tours, 2 et 0 ; Toulouse, 7 et 1 ; Poitiers-Pizay, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 6 degrés ; Amsterdam, 2 et 1 ; Athènes, 14 et 6 ; Berlin, 3 et 0 ; Bonn, 5 et 2 ; Bruxelles, 3 et 1 ; Le Caire, 23 et 12 ; Les Canaries, 29 et 16 ; Coppenhague, 2 et 1 ; Dakar, 26 et 19 ; Djibouti, 18 et 6 ; Genève, 3 et 0 ; Jérusalem, 15 et 3 ; Lisbonne, 13 et 6 ; Londres, 4 et 3 ; Luxembourg, 0 et -1 ; Madrid, 8 et -1 ; Moscou, -1 et -12 ; Nairobi, 30 et 12 ; New-York, 3 et -2 ; Palma-de-Majorque, 12 et 1 ; Rome, 13 et 6 ; Stockholm, 0 et -1 ; Téhéran, 16 et 6 ; Tunis, 16 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

EXPOSITION

LE PETIT VAUBAN ILLUSTRÉ

« Vauban réformateur », l'exposition ouverte sur ce thème depuis le 15 décembre dernier dans les salles du Musée des monuments français, sur la colline de Chaillot à Paris, a déjà été visitée par plus de quinze mille personnes. Devant ce succès, il a été décidé de ne pas la fermer le 27 février comme prévu mais de la prolonger jusqu'au 12 mars.

Décidément, le maréchal fait recette. De nombreuses manifestations ont marqué à Paris et en province le trois cent cinquantième anniversaire de sa naissance. Elles ont permis de mieux faire connaître avec cet homme éminent qui ne se contenta pas d'être le premier officier du génie de Louis XIV mais fit montre aussi de multiples talents.

Pour conserver une trace visuelle de cette « année Vauban », le centre régional de documentation pédagogique de Paris vient d'éditer une pochette de 24 photographies accompagnées de légendes pertinentes, dues à l'historien Jean-François Perrot. Ces images sont autant de coups de projecteur sur les diverses activités et curiosités du maréchal. Elles donnent envie d'explorer soimême - et avec ses élèves, si on est enseignant - la France du Grand Siècle que Vauban marqua de ses bastions et qu'il parcourut en tout sens pendant cinquante-trois ans, l'œil et l'esprit aux aguets.

« Vauban réformateur », par Jean-François Perrot, CRDP de Paris, 37, rue Jacob, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 260-37-01.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 26 février 1984 :

DES DÉCRETS

● Relatif à l'émission de l'empreint d'Etat de mars 1984.

● Pris pour l'application du décret du 26 août 1969 modifié portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières d'architecture et d'espaces protégés.

● Relatif au Conseil national des transports et aux comités régionaux et départementaux des transports.

● Relatif au plan d'application au calcul des prestations maladie, maternité, invalidité et décès des assurances sociales agricoles.

UN ARRÊTÉ

● Relatif au comité du travail féminin.

EN BREF

AUTO-DÉFENSE

FEMMES DE CHOC. - Le Kojin club, la direction départementale temps libre, jeunesse et sports de Paris et le Comité départemental de Paris de karaté organisent un cycle de sensibilisation à l'auto-défense féminine tous les mercredis de 18 h 15 à 19 h 45, 7, passage Thiéry, à Paris (11^e). Pour celles qui enseignent, pratiquent des arts martiaux ou aiment des clubs.

★ Inscriptions sur place, lors du premier cours, le 29 février, à 17 h 30. Renseignements : 896-15-86 après 17 h 30.

INFORMATION

DINER-DÉBAT. - Le Cercle républicain organise un dîner-débat présidé et animé par Patrick Poirer d'Arvor sur le thème « Quelle information pour quelle télévision ? », le mardi 6 mars à 20 heures.

★ Renseignements et inscriptions au Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.

SÉCURITÉ SOCIALE

RADIOLOGIES ET « TIERS PAYANT ». - On peut désormais ne payer son médecin radiologue que les frais non remboursés par la Sécurité sociale - le « ticket modérateur » - pour des radiographies particulièrement importantes.

Les actes de radiologie supérieurs au « 2^e 70 » (nomenclature de la Sécurité sociale) sont concernés par cette mesure aux termes d'un protocole conclu en juillet 1983 entre les caisses d'assurance-maladie (salariés et non-salariés) et les syndicats de médecins. Entré en vigueur au début de l'année, ce protocole, valable un an, est reconductible par tacite reconduction.

C'est la première fois que le système dit du « tiers payant » (la Sécurité sociale rembourse directement le médecin, le malade ne payant que le ticket modérateur) est appliqué à un acte accompli par un médecin libéral. Ce sys-

tème n'existait auparavant que dans les dispensaires et les hôpitaux.

TABAGIE

« PAPA, NE FUME PLUS... ». - Les élèves de 6^e et 5^e sont invités par le Comité français d'éducation pour la santé à créer « le pays où l'on ne fume pas ». Toute liberté

est laissée quant au mode d'expression : sketches, chansons, reportages, caricatures, imitations, etc. Récompense de ce devoir national : une visite de la Maison de la Radio à Paris, une séance dans un studio professionnel où sera enregistré la cassette réalisée, la participation à une émission de

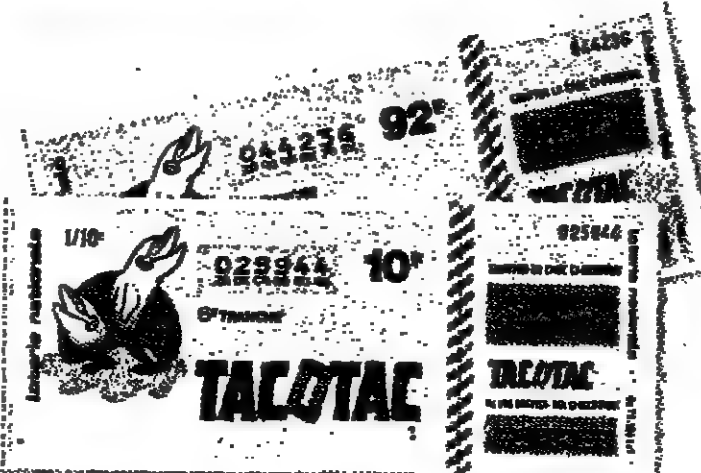
radio ou de télévision, des jeux électroniques à trois dimensions Tomy, des tee-shirts, date limite d'envoi des cassettes : le 30 mars.

★ Comité français d'éducation pour la santé, 9, rue Newton, 75116 Paris. Tél. : 723-72-07.

TALOTAC

avec chaque billet, 2 chances de gagner

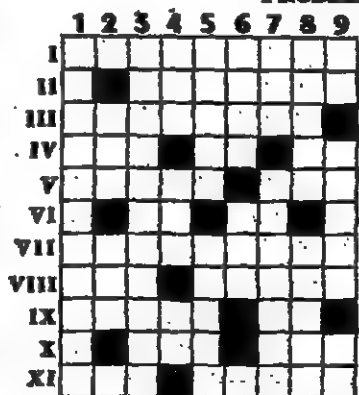
1 chance au grattage
1 chance au tirage



loterie nationale

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3655



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui n'a d'yeux que pour les « brunes ». - II. Peut-être donner une indication sur notre âge. - III. Prouvent qu'il y a eu de la circulation. - IV. D'une certaine façon, c'est un homme de paille. Largeur de crêpe. Possessif. - V. S'établit dans le pavillon quand elle est extérieurement. Comme Philippe. - VI. Double pour heron. Intéressé beaucoup de chercheurs. - VII. Menace celui qui n'a rien pris. - VIII. Laisse un bon moineau. Se rince d'un bon coup. - IX. S'élève quand on a fait du feu. Mesure. - X. On peut dire qu'elle est non avenue. La première moitié. - XI. Devient très coulant. Pas assez doux.

VERTICALEMENT

I. Recherché par ceux qui veulent avoir le dernier mot. - 2. Danse

quand il est petit. Pour trouver sa trace, il faut remonter au déluge. - 3. Souvent présente en un acte. - 4. Opération postale. Discrète quand il est neutre. Déchiffre. - 5. A le bras long. Ne sont jamais peues quand elles sont repues. - 6. Un arrêt dans le Choc pour les amateurs de roman. Se lève dans les retranchements. - 7. Cuvette en Suède. Se faire bien voir. - 8. Petit, peut être assimilé à la gale. Peut être poire à Papirif. - 9. Préposition. Trouve la peau. Conjonction.

Solution du problème N° 3654 :

Horizontalement

I. Pneumologue. Air. - II. Oublié. Attelle. - III. Nid. Génets. - IV. Morfil. RP. - V. Goal. Apicœur. - VI. Nutation. Urne. - VII. Eve. Udine. FI. IV. - VIII. Turra. Galje. - IX. BI. Oia. III. An. - X. Reine. Naise. MA. - XI. RN. Nais. Trabe. - XII. Et. Eteat. Emis. - XIII. INRI. Est. Os. - XIV. Onirologue. Luth. - XV. Soles. Sorcière.

Verticalement

1. Pomme de terre. OS. - 2. Nu. Valentin. - 3. Eborget. Nil. - 4. UI. Fon. Tonnerre. - 5. Minutier. - 6. (Eclair). Ne. - 7. LSD. TI. Indigne. - 8. Main. Fion. Go. - 9. Gag. Pas. Samsar. - 10. Utrier. Sec. - 11. Etape. Faust. - 12. En. Cuillère. Le. - 13. Altier. Amour. - 14. De. Unjambiste. - 15. R.A. Prévenance.

GUY BROUTY.

l'Anglais aux couleurs de la vie

FSL

11, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 62 20

COURS D'ANGLAIS

- 12/18 ANS séjours en famille, université, cours, écritures.
- ADULTES : stages intensifs, université, famille, circuits, toute l'année.

Informations, brochures

1550 من الأمل

Le Monde ECONOMIE

CRISE : pourquoi la grande peur de 1945 est revenue

La France, on le sait, n'est pas le seul pays à avoir connu, après la seconde guerre mondiale, sa plus longue période d'expansion économique, caractérisée par un quasi plein emploi (sauf, certaines années, par une situation de « suremploi ») et une amélioration des conditions de vie encore jamais vue, les fameuses « trente glorieuses », pour reprendre la désormais fameuse expression de M. Jean Fourastié. C'est pratiquement l'ensemble des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, suivi, à partir, disons, des années 1967-1968, par un nombre grandissant de pays du tiers-monde, qui auront connu, pour les plus développés d'entre eux, sinon trente ans, du moins un bon quart de siècle (approximativement de 1948 à 1973) de croissance à peu près ininterrompue, ce qui est historiquement une très remarquable performance.

Cependant, ce sont les historiens qui découpent la durée en tranches. Ce qui est arrivé « après » était en germe pendant les années de prospérité, et c'est un bilan global qu'il faudrait dresser, où le chômage d'aujourd'hui apparaîtrait comme le passif du boom d'hier, entretenu par des moyens de plus en plus artificiels, à commencer par une revalorisation des salaires probablement excessive dans la plupart des pays à partir de 1968-1969. Le même erreur a déjà été commise dans le passé, et en particulier à propos du passé qui sert de référence à la crise actuelle, à savoir la Grande Dépression des années 30, qui avait aussi connu ses phases de recrudescence dont celle de 1937, après trois années d'expansion Roosevelt, avait été particulièrement profonde et dévastatrice.

De cette grande crise, on raisonne encore aujourd'hui trop souvent comme s'il s'était agi d'un cataclysme tombé du ciel, et qu'elle n'avait été préparée par les excès de la période précédente, dont on se plaisait déjà à ne retenir que les aspects positifs : c'est pendant les années 20 que le premier modèle de société de consommation pour tout le monde (ou presque tout le monde) a été conçu et mis en application, symbolisé par la politique des hauts salaires de Henry Ford l-

sans conteste un des inventeurs du monde moderne, dont l'objectif était que chaque Américain puisse acheter une automobile, un luxe encore inouï pour l'époque.

Il n'est pas inutile de rappeler que les économistes (tout au moins ceux qui cherchent à vulgariser leur science, les seuls que l'opinion publique écoute), et à leur suite les politiciens, entretenaient à partir de 1924-1925, les mêmes illusions qu'on a vu renaître, avec un aplomb et une naïveté plus grands encore, quoique moins excusables, pendant les glorieuses années qui suivirent la deuxième guerre mondiale et dont il vient d'être question.

Les contemporains d'Henry Ford avaient eux-mêmes qualifié leur époque de *new era*. La « nouvelle ère », qui prit fin dans les conditions dramatiques que l'on sait avec le krach de Wall Street d'octobre 1929, était ainsi dénommée parce que les économistes de l'époque se déclaraient persuadés qu'on avait enfin trouvé le moyen de rompre l'enchaînement du cycle économique. Finie l'alternance déprimante des phases de croissance et de dépression (les dépressions du premier siècle du capitalisme moderne, qui prit fin en 1914, étaient sévères mais de courte durée). La société était enfin entrée dans l'ère de la prospérité indéfinie.

Ce que Keynes a apporté de nouveau par la suite, c'est l'idée que ce brillant résultat ne pouvait être obtenu qu'au moyen d'une politique d'intervention de la puissance publique, visant à soutenir délibérément la consommation et surtout l'investissement. Mais le rêve était déjà là. Il s'agissait seulement de proposer la méthode pour le faire resurgir des décombres de la crise survenue entre-temps.

Les souvenirs laissés par cette dernière étaient tellement décourageants, la marque imprimée sur ceux qui en avaient souffert - faillite, chômage, perte soudaine de toute place assignable dans la société - avait été si profonde qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, c'est, en ce qui concerne les perspectives économiques, le pessimisme le plus noir qui régnait, notamment - et ceci était particulièrement frappant - dans les pays vainqueurs, États-Unis et Grande-Bretagne.

On a peine aujourd'hui à croire, à la lumière de ce qui s'est passé par la suite, que la préoccupation dominante (le mot est faible, il faudrait parler d'obsession) pendant les trois ou quatre premières années qui suivirent la fin de la guerre était le retour à un chômage massif, une fois la tâche de reconstruction achevée dans les pays dévastés par le conflit.

Expliquer pourquoi ces sombres prévisions ne se sont pas produites exigerait évidemment une analyse minutieuse de vingt-cinq ans d'histoire économique. De très nombreux travaux ont été accomplis sur ce thème ou sur des thèmes qui relèvent de ce vaste sujet, qui n'a pas été abordé de front pour l'ensemble de l'économie.

Bornons-nous ici à rappeler que de telles analyses ne peuvent être menées sans que soient formulées un certain nombre d'hypothèses sur les ressorts de la croissance. Comme il n'y a pas, sur ce point, de théorie économique unifiée, il n'est pas étonnant qu'il n'y ait pas non plus d'accord général des économistes sur les explications à donner à l'essor économique remarquable que le monde a incontestablement connu jusqu'à une époque récente.

La confusion d'idées qui continue à régner sur cette importante question n'est pas sans entraîner de graves conséquences pratiques : insuffisance et maladresse des politiques de redressement, et paralysante incertitude qui continue à peser sur l'avenir.

Il n'est pas de développement économique authentique sans perspective à long terme. Jadis, la ligne d'horizon était déterminée par la possibilité d'emprunter à long terme, et à des taux d'intérêt, disons à 3 % pour une durée de vingt-cinq ans. Le temps pour un jeune ménage d'élever une famille et de payer sans gêne une maison. La dimension du long terme n'existe plus spontanément, car les mécanismes, financiers notamment, propres à le rendre possible sont profondément déréglés. Dans la plupart des cas, les dispositions qu'il faut bien prendre pour parer à cette insupportable carence, viennent encore un peu plus du fonctionnement du « système ».

Ce qui domine actuellement est un pessimisme qui paraît sans appel,

comme paraissait l'être celui qui inclinait tant d'esprits, en 1945, à voir les pays développés (sans parler des autres) « condamnés au sous-emploi ». Les causes auxquelles on attribue aujourd'hui la persistance du chômage sont différentes - resurculation, progrès techniques, concurrence des pays nouvellement industrialisés, etc. - mais rares sont ceux qui pensent qu'on pourra dans un avenir prévisible retrouver une situation proche du plein emploi. Leur pessimisme n'est sans doute pas plus justifié que celui de leurs prédécesseurs.

Deux types d'arguments

S'il n'existe pas d'explication universellement admise de la relative prospérité d'hier (et, par voie de conséquence, de la crise d'aujourd'hui), on peut toutefois discerner deux grands types d'arguments.

Le premier est celui auquel, naguère, croyaient dur comme fer la grande majorité des économistes contemporains. Le plein emploi était tout simplement dû au fait que les gouvernements s'étaient enfin décidés à appliquer les politiques préconisées par les théoriciens modernes de l'emploi. Autrement dit, c'est parce que le monde capitaliste était devenu « keynésien » qu'il avait surmonté les fléaux attribués au libéralisme pur et simple.

Ce n'est pas le lieu ici de nous livrer à une critique en règle de cette doctrine. Un fait est propre, sinon à montrer toute la faiblesse, du moins à introduire le doute, source de toute recherche : pendant les plus belles années de l'expansion (fin des années 50, début 60), ce sont les pays dont la politique était le plus franchement d'inspiration keynésienne (action délibérée sur le marché monétaire pour influencer les taux d'intérêt, politique des revenus destinée à agir sur la demande) qui ont connu globalement le plus faible taux de croissance et la persistance d'un certain chômage : la Grande-Bretagne et les États-Unis.

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 24.)

Un « statut » ou une politique des transports ?

Les représentants des routiers auront trois préoccupations en tête pour aborder la négociation sur le fond avec les pouvoirs publics qui doit commencer le 1^{er} mars : une réglementation tatillonne, une fiscalité inadéquates et, surtout, les « faveurs » financières ou politiques dont bénéficierait indubitablement la SNCF. Si les discussions qui vont s'engager après les manifestations de colère de la semaine dernière n'aboutissent qu'à l'octroi de quelques concessions aux professionnels de la route à la recherche d'un meilleur « statut », tout restera à faire, à savoir la définition d'une politique claire des transports, sans préjudice (ni « pro-SNCF », ni « pro-routiers »), propre à encourager l'activité plutôt qu'à susciter des réactions de défiance.

Un certain travail de dépoussiérage a bien été commencé, mais les fédérations patronales ont beau jeu de dénoncer la jungle des règlements, des contraintes, des contrôles, qui réduisent les entreprises à n'être qu'une annexe de l'économie administrative. Les administrations se livrant à des excès de zèle font d'autant plus sentir leur poids qu'elles ont affaire à un des secteurs les plus « éclatés » de l'économie. A côté de quelques dizaines de grosses firmes, 80 % des entreprises occupent moins de dix salariés. Dans une branche naturellement divisée, l'Etat peut d'autant mieux réformer.

Ne peut faire du transport routier ce qu'il veut... à supposer que l'état du marché le permette. Il faudra au futur chef d'entreprise (ou à l'artisan) obtenir auprès des services du ministère des transports une attestation de capacité, qui prouve qu'il connaît correctement la comptabilité, le droit social, l'organisation du travail. Et ce n'est pas tout : pour faire circuler son camion (ou ses camions) sur des distances supérieures à 200 kilomètres du lieu où est inscrite l'entreprise au registre du commerce, il est nécessaire d'obtenir, toujours auprès de M. Frenken, des licences... que l'administration ne délivre qu'au compte-gouttes. A tel point qu'un véritable marché noir des licences a pu s'instaurer, au prix confortable de 10 000 à 15 000 francs la tonne. Mais les professionnels sont-ils prêts à accepter les conséquences d'une « déréglementation » dans ce domaine ?

Autre domaine, autre contrôle, à propos des tarifs. Si les prix des transports internationaux sont libres (ce qui donne lieu à une vive concurrence versant parfois dans le dumping), il

n'en va pas de même pour les acheminements dans l'Hexagone. Par le système de la tarification routière obligatoire (TRO), c'est le gouvernement qui dicte les prix pour les lots de plus de 3 tonnes expédiés à plus de 150 kilomètres. Autre contrainte, mais aussi autre garde-fou.

Aussi est-ce sur le chapitre des lois sociales et de leur application que le reproche de bureaucratie est brandi le plus souvent par les entreprises et, d'abord, par les chauffeurs, les premiers concernés. Un routier ne fait pas le même travail qu'un OS de Poissy, et l'exercice de son métier implique une dose de souplesse vis-à-vis de la réglementation sur la durée du travail. Comment intégrer dans une grille d'horaires rigide le temps passé à attendre un chargement ou un déchargement ? Comment prendre en compte l'heure passée sur le bas-côté, à l'arrêt, pour éviter le dépassement des règlements, des contraintes, des contrôles, qui réduisent les entreprises à n'être qu'une annexe de l'économie administrative. Les administrations se livrant à des excès de zèle font d'autant plus sentir leur poids qu'elles ont affaire à un des secteurs les plus « éclatés » de l'économie. A côté de quelques dizaines de grosses firmes, 80 % des entreprises occupent moins de dix salariés. Dans une branche naturellement divisée, l'Etat peut d'autant mieux réformer.

La fiscalité est une autre bête noire. Non pas tant la taxe à l'essieu, impôt spécifique aux routiers ni même la taxe professionnelle, qui pénalisait davantage les entreprises de main d'œuvre que les firmes très « capitalisées ». Mais la TVA sur le gazoil est très mal supportée. Par rapport aux entreprises belges ou allemandes, qui sont exonérées de TVA sur le carburant, la France « route plus cher » au kilomètre. Et la gascelle en plus pour plus de 20 % dans le prix de revient.

Dernier contentieux : la concurrence « franco-française » c'est-à-dire en clair la concurrence avec la SNCF. Elle est faussée, soulignent les entreprises routières, par les subventions dont bénéficie la grande entreprise nationale. Il est vrai que les contribuables versent à des titres divers au moins 30 milliards de francs à la SNCF en 1984. Quant à l'endettement de l'entreprise nationale, il atteint près de 80 milliards !

Mais, dans ce concert de récriminations, les routiers auraient tort de trop en rajouter. Depuis 1970, le trafic ferroviaire de marchandises a régressé de 7 %, alors que celui des camions progressait de quelque 50 %.

F. GROSCHARD.

UNE ANALYSE DE L'OCDE

Freiner la progression des dépenses de sécurité sociale mais ne pas remettre globalement le système en cause

Ce que redoutent le plus universellement une situation de crise, c'est l'agitation sociale. La colère des transporteurs routiers, celle des viticulteurs ou celle des éleveurs de porcs bretons sont prises au sérieux pour cette raison. Mesurant mal les seuils d'intolérance, les pouvoirs publics cherchent à prévenir des mouvements qu'ils ne pourraient plus contrôler s'ils les laissent déborder le cadre régional ou corporatiste.

Un chef d'Etat, un premier ministre, se demandent couramment d'où peut venir la menace, qu'il s'agit de mettre les barrières plus en avant qu'il ne faut. « Au-delà d'un million de chômeurs, c'est l'explosion », prétendait Georges Pompidou en 1972. Que cette prédiction ne se soit pas accomplie ne prouve pas que le calcul ait été faux. Car pour déjouer de telles menaces, les gouvernements prennent des mesures compensatoires. Dans le cas du chômage, les systèmes d'indemnisation permettent de faire reculer le seuil d'intolérance. Il en va de même pour l'ensemble de la protection sociale qui sert d'amortisseur à la crise. Ainsi compensera-t-on le recul du pouvoir d'achat des salaires par une progression du pouvoir d'achat des prestations sociales.

Cette politique a un coût, c'est ce que rappelle le secrétaire général de l'OCDE, M. Van Lennep, dans la note qu'il a adressée aux ministres des finances des vingt-quatre pays membres de l'Organisation pour préparer la réunion que ceux-ci ont tenue à Paris les 13 et 14 février.

De 1960 à 1983, note-t-il, la part des dépenses publiques totales dans le PIB (produit intérieur brut) a augmenté en moyenne de plus de 20 points pour atteindre près de 50 %. Ce sont les dépenses sociales qui ont le plus augmenté (passant en vingt-trois ans d'un peu plus de 50 % du total à environ 60 %).

Il y a plusieurs raisons à cette forte progression : la hausse des coûts plus rapide dans ce secteur que dans l'ensemble de l'économie,

l'évolution démographique, la multiplication des bénéficiaires et l'amélioration des prestations elles-mêmes. Ce sont ces deux derniers facteurs qui ont joué le plus ces dernières années, et il est à penser que les tendances vont s'inverser. Les gouvernements cherchent désormais à restreindre le champ d'application de la loi, à diminuer les prestations en termes réels par bénéficiaire, de sorte que l'évolution des dépenses sociales dépendra principalement de l'évolution des coûts relatifs et de la poussée démographique. Celle-ci va compliquer le problème de la maîtrise des dépenses sociales, notamment dans les sept grands pays industrialisés où la population vieillit.

En supposant le maintien du chômage à son niveau de 1982, le blocage du taux de couverture et des conditions d'admissibilité, le montant total des dépenses sociales risque d'augmenter malgré tout à un rythme supérieur à 1 % en volume par an d'ici à 1990 dans ces sept pays. Pour la France, par exemple, cela représenterait un coût supplémentaire annuel de l'ordre de 8 milliards de francs. « Une maîtrise véritable des dépenses sociales exigera que certains programmes soient réduits tandis que d'autres seront amplifiés, le tout avec le souci permanent de faire plus avec moins », déclare M. Van Lennep, qui ne cache pas qu'il faudra sans doute « réexaminer le rôle de l'Etat pour voyager d'un degré élevé de sécurité à des personnes bien assurées ».

Cela revient à restreindre les engagements pris. On ne doit plus compter, dans de nombreux pays, sur une augmentation de la pression fiscale. Mais peser sur les dépenses peut conduire à détruire le consensus social, « qui requiert que les coûts du changement soient répartis d'une manière généralement perçue comme équitable ». Autrement dit, c'est au moment où l'on aurait le plus besoin du filet de sécurité de la protection sociale que

celui-ci devrait être retiré. Le maintien tel qu'il est, c'est accroître le poids des transferts et celui des besoins de financement du secteur public.

Or, de ce côté, l'affaire est plutôt mal engagée. « Dans presque tous les pays de l'OCDE, fait remarquer le secrétaire général, les budgets de l'ensemble des administrations publiques représentent des déficits qui atteignent, dans certains cas, jusqu'à 12 % du PIB et s'établissent, en moyenne, à plus de 4 % du PIB. Ce pourcentage est double de celui de 1979 et presque quatre fois plus élevé qu'en 1970. L'augmentation de la dette publique pèse sur l'épargne et entrave la reprise.

Chacun à sa manière, les pays industrialisés cherchent à réduire les causes structurelles des déficits. Ils ne peuvent le faire qu'en renouant à des droits acquis, ce qui ne va pas sans danger. « Les étapes prévues pour la réduction des déficits, avertit M. Van Lennep, ne pourront être toutes franchies que dans la mesure où l'on verra apparaître de manière durable la volonté politique et le consensus social nécessaires, et qui exigent en contrepartie qu'il y ait à l'intérieur des budgets une souplesse suffisante pour pouvoir faire face aux besoins qui se manifesteront et rattraper les nouvelles mailles qui viendront à lâcher dans le filet de sécurité. »

Cela ne laisse que peu de marge à l'action budgétaire et donc affaiblit les moyens de lutte contre le chômage. C'est pourquoi le secrétaire général de l'OCDE croit que « les gouvernements doivent trouver d'autres moyens de remédier au problème du chômage à moyen terme ». Et de rappeler que la zone de l'OCDE compte maintenant trente-trois millions de personnes sans emploi.

Ces moyens, le secrétaire général de l'OCDE ne les voit que dans un gigantesque effort d'adaptation au marché du travail, qui exclut une stratégie défensive, celle qui consiste à « mettre la structure exist-

tante de l'activité et de l'emploi à l'abri des effets du changement ». Mais cette adaptabilité ne peut s'opérer, M. Van Lennep insiste, sans le consensus social. « C'est, dit-il, une entreprise à long terme, dont les coûts sont immédiats, mais dont les avantages seront largement portés au crédit des gouvernements. » Gouvernements et partenaires sociaux doivent s'accorder « pour que les coûts immédiats comme les avantages à plus long terme soient partagés équitablement ».

C'est par la souplesse de son économie qu'un pays maintient son autonomie alors que les échanges mondiaux sont devenus la règle. En même temps, l'interdépendance économique devrait obliger les gouvernements à concéder leur politique. Or, dans le langage prudent qui doit être celui d'un responsable d'une grande organisation internationale, M. Van Lennep constate que « les mesures protectionnistes ont tendance à se propager plus rapidement que dans le passé, étant donné que, sous l'effet des détournements de trafic, la pression des importations compétitives se déplace rapidement des marchés qui se ferment vers ceux qui restent ouverts ». Selon lui, les mesures de protection s'étendent plus qu'on ne le suppose généralement. « Aussi bien l'auto-cotisation que l'auto-assurance », La prolifération des mesures aux frontières ou autres, prises à titre compensatoire, risque de saper la croissance économique mondiale, d'accroître les tensions internationales et d'endommager le système des échanges internationaux. »

Certes, M. Van Lennep défend un principe d'économie libérale. Mais il est peu de chefs de gouvernement pour refuser d'admettre que tout effort de redressement national n'aura de sens que s'il s'insère dans un ensemble international suffisamment cohérent.

FRANÇOIS SIMON.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE

GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise
L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

3^e CYCLE

MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984

Nom : _____
Age : _____
Diplôme : _____
Adresse : _____

souhaite recevoir une brochure détaillée pour le cycle de _____

IGS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

IGS, 63, avenue de Villiers
75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

La consécration d'un système à deux vitesses

NOVEMBRE 1982 : alerté par le déficit persistant du système d'assurance-chômage, qu'il gère paritaire avec les organisations syndicales (FO, CGT, CFTD et CGC), le CNPF dénonce - en compagnie de son partenaire patronal, la CGPME - la convention qui régit l'UNEDIC, instituée en 1958.

Novembre 1982 : soucieux de garantir le fonctionnement du régime, et en l'absence de tout accord entre les partenaires sociaux, le gouvernement prend, par décret en date du 24 novembre, les dispositions d'urgence rendues nécessaires par la situation de l'UNEDIC. Les conditions d'indemnisation des chômeurs et le niveau des indemnités sont révisés avec le souci de faire des économies. Celles-ci s'élèveront à 10 milliards de francs dès leur application, en 1983 (13 milliards en année pleine), et se traduiront par l'exclusion d'environ 230 000 personnes du régime d'assurance.

Malgré cela, tout un chacun sait, dès cette époque, que l'UNEDIC ne peut survivre en l'état et qu'il faudra accepter des efforts, autrement plus douloureux. Fin 1983, d'ailleurs, le déficit cumulé atteindra les 12 milliards de francs auxquels il conviendra d'ajouter, à partir de 1985, les échéances d'un emprunt de 6 milliards de francs contracté en 1982.

Pour le CNPF, les choses sont simples et annoncées d'avance. La prochaine convention devra mettre fin à l'unicité du régime, acceptée lors d'une longue négociation en 1979, qui consacrait le regroupement de l'assurance-chômage, financée par les cotisations salariales, avec les aides publiques, versées par l'Etat. Il faudra désormais séparer distinctement, plaide le patronat, ce qui relève de la responsabilité des partenaires sociaux et s'adresse aux chômeurs ayant cotisé, de ce qui revient aux pouvoirs publics et s'apparente à son devoir de solidarité nationale envers les personnes privées d'emploi.

De fait, avec la montée du chômage, puis l'apparition de difficultés financières croissantes, l'UNEDIC n'avait plus de partenaire que le non et glissait progressivement vers la mise sous tutelle. Cette tendance se trouvait même aggravée par les interventions de l'Etat, amené à conduire une politique active de gestion sociale du chômage qui, à son tour, avait des

Ralente, et tous les partenaires sociaux (CNPF et CGPME, FO, CGT, CFTD, CFTC et CGC).

Le dossier était enfin clos et les chômeurs - et avec eux tous ceux qui risquent de le devenir - pouvaient savoir ce qu'il adviendrait à compter du 1^{er} avril 1984, date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention, valable pour deux ans.

Alors que l'ordonnance d'application n'a pas encore été publiée au Journal officiel et que les partenaires sociaux mettent la dernière main à la rédaction des conventions et des règlements, il est possible de faire le bilan de ce changement important qui vient d'intervenir pour l'UNEDIC.

Tout d'abord, force est de constater que le CNPF a eu gain de cause et qu'il est parvenu à ses fins. Il y aura désormais deux régimes distincts (même si toute personne indemnisée passera par les services de l'UNEDIC) et la philosophie générale du système d'assurance sera profondément modifiée. Les chômeurs, selon qu'ils ont cotisé ou non à l'ASSÉDIC, appartiendront à deux catégories différentes et seront soumis à une protection sociale à deux vitesses, l'une venant relayer l'autre dans le temps et le niveau de prestation.

Incidentement, cette longue négociation aura introduit un précédent dangereux qui peut trouver d'autres champs d'application dans l'ensemble du dispositif social français, dont on sait qu'il coûte de plus en plus cher. La tentation sera forte, au nom de l'équilibre financier, de distinguer l'effort contributif de la nécessaire solidarité nationale et, d'ailleurs, M. Pierre Bérégovoy a indiqué, au cours de l'émission RTL - Le Monde du 19 février, qu'il envisageait, par exemple, de faire ce choix pour les allocations familiales.

Dans le même sens, on a vu le CNPF accepter une proposition de la CGC - sans qu'il y ait de réelle protestation de la part des autres organisations syndicales - qui conduirait à garantir une meilleure indemnisation aux titulaires de revenus les plus élevés, en contrepartie d'une surcotisation. Là aussi, la nouveauté pourrait ouvrir la voie à d'autres exceptions...

Parmi les aspects positifs, il convient d'observer que, même si ce n'est pas la première fois dans l'histoire des relations sociales, les organisations syndicales ont été

d'assurance accordée des droits limités aux travailleurs à statut précaire - les salariés sous contrat à durée déterminée et ceux sous contrat d'interim - ou ne fait pas de place aux jeunes demandeurs d'un premier emploi, qui sont considérés comme des assistés. De même, il rejette vers la solidarité d'Etat les chômeurs qui bénéficient de l'aide à la création d'entreprise ou les chômeurs de longue durée qui sont aussi âgés de plus de cinquante ans. Pis, il exclut et se débarrasse des licenciés de plus de cinquante-cinq ans, les préretraités, pour les faire prendre en charge par le Fonds national de l'emploi qui dépendra de l'Etat. Morale, cela paraît discutable, d'autant qu'il est maintenant acquis que le régime ne protège que ceux qui ont cotisé, par leurs cotisations d'assurance.

Les pouvoirs publics, pourtant, se sont prêtés à ce découpage. Voir même, en ayant admis le principe pour leur part, ils ont incité les négociateurs à l'accepter au nom d'une nécessaire clarification du rôle de l'UNEDIC.

Il est cependant permis de se demander si, en faisant, le gouvernement n'a pas pris trop de risques et ne s'en est pas remis trop facilement au bon vouloir des partenaires sociaux, libres de jouer le jeu ou non. Que le chômage augmente, que les conditions deviennent plus délicates et le régime d'assurance pourra se déléster de ses indemnisés vers le régime d'assurance. Au rythme des commissions paritaires de l'emploi, où

le CNPF détient 50 % des voix, il aurait à trancher tous les trois mois sur les demandes de prolongations, alors que les périodes d'indemnisation initiale, c'est-à-dire de droits garantis, ont été globalement réduites. Cette menace existe qui amènerait l'Etat à être toujours en première ligne. Il devrait assumer, seul, tout le poids d'une récession, tout comme il doit supporter, toujours seul, la gestion sociale du chômage

pour le plus grand bien, croit-on, de la collectivité.

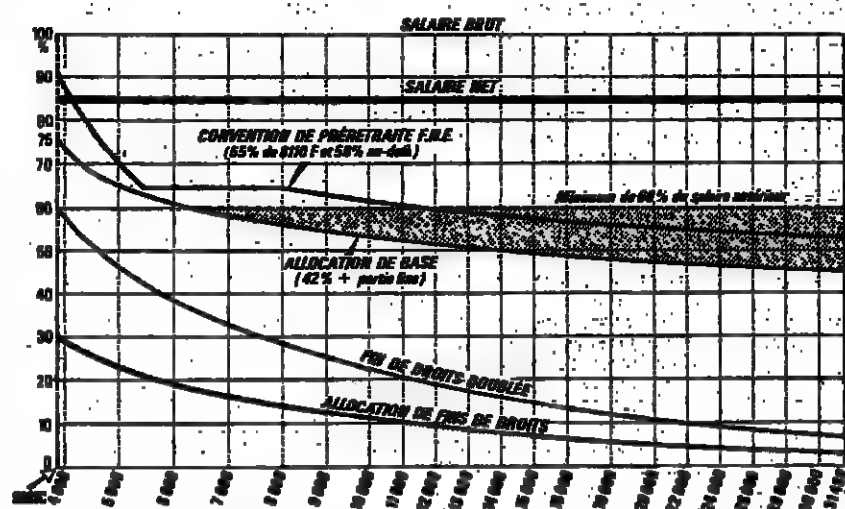
Or, sur ce terrain, les sollicitations ne font qu'augmenter. On le constate d'ailleurs avec le dossier des restructurations industrielles, où le gouvernement doit inventer les congés de reconversion, exorbitant du droit commun, que la négociation entre les partenaires sociaux vient à peine de définir. Aussitôt créés deux types de chômeurs, on lui ajoute donc un troisième, sans compter les pré-

traités de la sidérurgie, les préretraités FNE, les préretraités des contrats de solidarité et les retraités en garantie de ressources. Jusqu'où ira-t-on, pour répondre à la montée du chômage, puisque l'on sait maintenant que le régime d'assurance ne saurait accompagner de mouvement ? La gestion de l'avenir du marché du travail ne s'est pas arrêtée le 9 février. Elle ne fait que commencer.

ALAIN LEBEAUX.

Moyennant une surcotisation, avantage pour les salaires élevés

(Indemnisation du chômage en pourcentage du salaire brut.)



La proposition de la CGC, retenue par le CNPF, améliore l'indemnisation des salariés les plus élevés (mais en contrepartie d'une surcotisation), en comparaison de l'actuelle allocation de base. Dans certains cas, elle place l'allocation de chômage au-dessus de l'allocation de préretraite FNE. A l'autre extrême, les salariés sont pénalisés par l'abaissment du plafond d'indemnisation, ramené de 80 % à 75 % du salaire antérieur.

UNEDIC : de nouvelles dispositions plus favorables aux cadres

QUI sont les chômeurs réellement reconnus comme tels par le régime d'assurance ? Grosso modo, les salariés qui ont travaillé assez longtemps dans une ou plusieurs entreprises pour avoir obtenu, par leurs cotisations mensuelles, le droit d'être indemnisés pendant une période variant en fonction de leur âge, notamment.

Qui sont les « exclus » du régime, renvoyés vers le système de solidarité à la charge de l'Etat ? Les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi, tous les salariés qui n'ont pas suffisamment cotisé pour obtenir un revenu de remplacement satisfaisant, c'est-à-dire les travailleurs à statut précaire, les chômeurs de longue durée, les chômeurs créateurs d'entreprise et ceux qui vivent des stages de formation. Dans ce groupe, il faut également ajouter tous les salariés privés d'emploi qui, en raison de leur âge, vont bénéficier de préretraites dans le cadre des contrats FNE (Fonds national de l'emploi), des contrats de solidarité ou des conventions spéciales de protection sociale du type de celle qui existe pour la sidérurgie.

Si ne sont reconnus comme chômeurs relevant du régime d'assurance que les seuls cotisants, encore faut-il observer que les conditions d'indemnisation changeront avec la mise en œuvre de la nouvelle convention applicable au 1^{er} avril 1984.

Ainsi l'ancienne allocation spéciale pour les salariés licenciés pour une raison économique est supprimée. Il n'existera plus, désormais, que deux types d'indemnisation : l'allocation de base et l'allocation de fin de droits.

Globalement, les durées maximales d'indemnisation demeurent inchangées, mais les durées initiales, c'est-à-dire celles pendant lesquelles le droit à l'indemnisation est garanti, diminuent. En revanche, les durées de prolongation s'allongent, avec cette différence qu'elles sont sou-

mises à des renouvellements trimestriels, examinés par les commissions paritaires.

Quant au montant des indemnités, il ne change pas, formellement, avec une réserve toutefois. D'une part, les indemnités versées sont affectées par une dégressivité qui dépend de l'âge du chômeur et de la durée de prise en charge. D'autre part, le niveau moyen baisse, puisque l'indemnisation minimale journalière passera de 100,10 F à 95 F tandis que le maximum, qui était fixé à 80 % du salaire brut antérieur, sera ramené à 75 %.

Cette dernière mesure affectera surtout le revenu de substitution des salariés licenciés, qui sont de loin la catégorie la plus nombreuse, alors que, dans le même temps, les personnes pouvant justifier d'un salaire supérieur à 6 755 F auront la garantie d'être indemnisées à 60 %. Le gain est appréciable si l'on considère, par exemple, qu'il représente 1 139 F de mieux, pour un cadre payé à trois fois le plafond de la Sécurité sociale (8 110 F au 1^{er} janvier 1984), par rapport à ce qu'il obtiendrait avec l'allocation de base. Mieux, on s'aperçoit que, à un certain niveau de salaire, il est préférable d'être licencié plutôt que de partir en pré-retraite FNE...

Cartes, à partir du plafond de la Sécurité sociale, cet avantage est soumis à une surcotisation ASSÉDIC pour assurer son autofinancement, mais il n'est demeuré pas moins intéressant si on le compare à la situation réservée à deux catégories qui font figure de « victimes » dans ce nouveau régime, à savoir les travailleurs à statut précaire et les chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans.

Les premiers sont surtout des jeunes qui entrent dans la vie active par des contrats de travail à durée déterminée ou des missions d'interim. S'ils n'ont travaillé que trois mois au cours des douze derniers mois, ils percevront une indemnité

journalière réduite pendant une période de trois mois et ne pourront bénéficier de la même mesure avant deux ans. Alors que la précarité de l'emploi s'accroît et que la part des demandeurs d'emploi à la fin d'un contrat de travail à durée déterminée augmente dans les statistiques du chômage (36,5 % en janvier 1984), il apparaît clairement que cette disposition ne correspond pas à la réalité du marché du travail où l'on constate une rotation rapide entre les périodes de chômage et de travail (60 % des chômeurs de moins de cinquante ans ont travaillé moins de douze mois au cours de l'année précédente).

Les secondes victimes - les chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans - sont les seuls pour lesquels les durées maximales d'indemnisation ont été réduites avec une diminution des durées initiales et des prolongations. Ces dispositions pénalisent une tranche d'âge qui souffre particulièrement

du chômage et reste longtemps privée d'emploi. Pour un chômeur dont le salaire de référence s'élève à 5 000 francs, on estime ainsi que la perte peut atteindre jusqu'à neuf mois de salaire brut.

En s'appuyant sur ces deux cas, la CGT et la CFTD ont refusé de signer le protocole approuvé par le CNPF, la CGPME, FO, la CFTC et la CGC. Les deux organisations syndicales ont alors fait savoir qu'elles reportaient leurs efforts sur la négociation à engager avec l'Etat pour la définition du système de solidarité dont elles espèrent un « rattrapage ». Elles s'estiment d'autant plus justifiées à formuler cette revendication que les autres organisations syndicales, elles aussi, avaient bien conscience du problème et que, par ailleurs, le régime d'assurance paritaire devra avoir recours à une augmentation de 0,20 % de la seule cotisation des salariés.

Les différentes allocations

La fin du licenciement économique

	SITUATION ACTUELLE	SITUATION NOUVELLE
Allocation pour les licenciés pour raisons économiques.	Allocation spéciale : 37,80 F par jour + 65 % du salaire antérieur pendant les trois premiers mois et 60 % pendant les trois suivants dans la limite de 80 % du salaire antérieur.	Pas d'allocation spéciale.
Allocation de base.	37,80 F par jour au 1 ^{er} -10-83 + 42 % du salaire antérieur brut. Minimum : 100,10 F par jour. Maximum : 80 % du salaire. Pas de dégressivité.	40 F par jour au 1 ^{er} -4-84 + 42 % du salaire antérieur brut dans la période initiale. Minimum : 95 F par jour. Maximum : 75 %. Dégressivité variant selon l'âge pendant les prolongations. A noter que le montant de l'allocation est en minimum égal à 60 % du salaire à partir de 6 755 F.
Allocation de fin de droits.	37,80 F par jour au 1 ^{er} -10-83.	40 F par jour au 1 ^{er} -4-84.
Délai de carence.	Les allocations ne sont pas versées pendant une période qui dépend des indemnités de congés payés et des indemnités de départ perçues.	Les allocations ne sont pas versées pendant une période qui dépend des indemnités de congés payés perçues.

Les durées d'indemnisation diminuent

(en mois)

SITUATION ACTUELLE							SITUATION NOUVELLE				
Trois mois de travail au cours des douze derniers mois	37.80 F par jour + 42 % du salaire antérieur pendant trois mois						30 F par jour + 30 % du salaire antérieur avec un minimum de 72 F par jour pendant trois mois et sans limite fixe pour les deux ans				
	Allocation de base		Allocation de fin de droits		Durée maximale	Allocation de base		Allocation de fin de droits		Durée maximale	
	Durée initiale	Prolongation	Durée initiale	Prolongation		Durée initiale	Prolongation	Durée initiale	Prolongation		
6 mois de travail au cours des 12 derniers mois	Moins de 50 ans	9	6	9	6	21	6	3	6	3	15
	Plus de 50 ans	9	6	9	6	21	6	6	9	6	21
12 mois de travail au cours des 24 derniers mois ou 6 mois de travail au cours des 12 derniers mois, si le salarié a cotisé pendant 10 ans au cours des 15 dernières années	Moins de 50 ans	12	9	12	12	30	12	6	12	6	30
	Plus de 50 ans	21	12	15	12	45	15	15	15	12	45
24 mois de travail au cours des 36 derniers mois	De 50 à 55 ans	30	12	15	15	60	18	12	15	12	45
	Plus de 55 ans	30	12	15	15	60	24	18	18	12	60

Nouveaux principes et cotisations accrues

	SYSTÈME ACTUEL	NOUVEAU SYSTÈME
Nature du régime	Financé aux 2/3 par les cotisations salariales et au 1/3 par des crédits d'Etat.	Deux régimes : 1) Assurance, financée par les cotisations et réservée aux chômeurs au sens strict ayant effectivement cotisé. 2) Solidarité, financée par des crédits d'Etat, pour les préretraités, les chômeurs de longue durée et les personnes à la recherche d'un premier emploi.
Cotisations	5,8 % du salaire (dont 2 % pour la retraite à cotisation unique) se répartissent à raison de 4,08 % à la charge de l'employeur et de 1,72 % à la charge du salarié.	6 % du salaire (dont 2 % pour la retraite à cotisation unique) se répartissent à raison de 4,08 % à la charge de l'employeur et de 1,92 % à la charge du salarié. S'y ajoute une surcotisation pour les salariés situés au-dessus du plafond de la Sécurité sociale (8 110 francs au 1 ^{er} janvier 1984).

conséquences sur le régime d'assurance. Orgueil des partenaires sociaux qui y sont très attachés, et particulièrement FO, qui en avait pris l'initiative (M. Bergeron occupant la présidence en 1983), l'UNEDIC était en train de perdre son identité, oscillant entre un faux paritarisme et un tripartisme houleux.

Un précédent dangereux

Cependant, il a fallu que les mois passent et que l'échéance de l'expiration de la convention approche pour que les partenaires sociaux acceptent de se rencontrer, enfin, puis de négocier. C'est que, s'ils admettaient le diagnostic, ils ne partageraient pas tous, loin s'en faut, l'objectif du CNPF. Et ce d'autant plus que, pour des organisations syndicales, il est insupportable d'avoir à réviser à la baisse un accord conventionnel.

A partir du mois d'octobre, on assiste donc à une série de séances maratonniennes, qui devaient aboutir - après de multiples péripéties et de successifs renouvellements temporaires de la convention - à la signature, sur l'assurance-chômage, entre le CNPF, la CGPME et FO, la CFTC, la CGC, puis à la signature d'un relevé de conclusions le 9 février, sur le système de solidarité, entre les ministres, MM. Bérégovoy et

capables, peu ou prou, de diminuer l'importance de la couverture sociale sur un sujet aussi déterminant. La crise économique, dont la réalité est de plus en plus difficile à nier, y compris pour la CGT, est passée par là - qui aura peut-être offert la chance d'une nouvelle pédagogie. Les partenaires sociaux tiennent compte de la situation pour élaborer une politique contractuelle adaptée.

Le gouvernement en première ligne

Parmi les aspects négatifs, il faut noter que les deux accords sur la séparation de l'UNEDIC ont également pour résultat de décharger le patronat d'une partie de ses responsabilités en matière d'emploi et de chômage. D'une certaine façon, pourrait-on dire, ils réduisent son engagement social, notamment à propos des conséquences de licenciements qu'un employeur est amené à décider.

Ainsi, au moment où le CNPF réclame plus de souplesse dans l'embauche, le nouveau régime

Je n'ai rien dit.

DU CHOMAGE

Le régime de solidarité : la situation des jeunes et des personnes âgées de 50 à 55 ans va se trouver améliorée

DANS le régime de solidarité à la charge du budget de l'Etat, on retrouvera les « exclus » du régime d'assurance et tous ceux qui font l'objet du traitement social du chômage, en raison de la politique menée par le gouvernement dans ce domaine.

Les anciens contrats de solidarité de préretraite à la suite d'une démission ou d'un licenciement, supprimés le 1^{er} juin dernier, continueront donc d'être payés par les finances publiques, étant entendu que, progressivement, ils sont amenés à disparaître. Par contre, de nouvelles dépenses seront occasionnées par la création de nouveaux contrats de solidarité liés à la réduction du temps de travail ou au départ progressif en préretraite qui n'est pas encore au beaujour d'effets et dont on attend mieux, particulièrement au ministère de M. Jack Ralite.

Sont également intégrés dans la solidarité les bénéficiaires des conventions spéciales de protection sociale du type de celle de la sidérurgie et, de façon plus discutable, les préretraités au titre du FNE.

(Fonds national de l'emploi), à propos desquels il faut cependant noter que l'employeur-licencieur apporte une contribution financière égale à 12 % du montant de l'indemnisation.

Pour les FNE, comme pour les chômeurs qui percevront des indemnités de formation, des décrets viendront toutefois préciser dans quelles conditions l'Etat prendra le relais de l'ancienne UNEDIC. Il en sera de même pour une autre catégorie, les chômeurs aidés pour la création d'entreprise, que le gouvernement ne souhaitait pas reprendre dans la solidarité puisque le montant de l'aide correspond à six mois d'indemnisation et qu'il s'agit, en conséquence, d'un capitalisation de droits acquis après le régime d'assurance évaluable, au total, à 1,1 milliard de francs.

Mais l'essentiel de la configuration définitive du régime de solidarité ne tient pas dans ces seules indications. Les organisations syndicales, notamment, attendaient des « correctifs appréciables » qui viennent compléter le régime d'assu-

rance afin de constituer un dispositif, si ce n'est cohérent, du moins complet.

De ce point de vue, le régime de solidarité comprendra deux nouvelles allocations, l'allocation d'insertion et l'allocation de solidarité, qui se substitueront, l'une à l'actuelle allocation forfaitaire versée aux jeunes et aux femmes à la recherche d'un premier emploi, l'autre à l'aide de secours exceptionnelle délivrée, sous certaines conditions, aux chômeurs ayant épuisé tous leurs droits à l'indemnisation UNEDIC.

L'allocation d'insertion permettra d'indemniser les personnes qui ne le seront pas par le régime d'assurance. Les travailleurs à statut précaire seront ainsi secourus, de même que les jeunes et les femmes qui se présentent sans succès depuis six mois sur le marché du travail. Au total, on estime que cette disposition, améliorée par rapport à la précédente, offrira une couverture sociale à vingt mille jeunes supplémentaires par an.

L'allocation de solidarité, si elle n'assure pas un niveau d'indemnisation équivalent à ce que le chômeur de longue durée était en droit d'attendre de l'ancienne UNEDIC, garantira un revenu minimum aux travailleurs privés durablement d'emploi et, tout spécialement, aux chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans.

Toutefois, pour éviter que les commissions paritaires de l'UNEDIC ne renvoient trop rapidement un chômeur vers l'allocation de solidarité à l'occasion d'un renouvellement de prolongation, le ministère des affaires sociales a instauré, de fait, un délai de carence pendant lequel l'indemnité ne serait pas versée. Pour ce faire, il a été décidé que l'allocation de solidarité ne pourrait être perçue avant la fin de la durée maximale d'indemnisation prévue par le régime d'assurance, que cette indemnisation ait été effectivement versée ou pas. Selon les cas, le délai de carence variera donc entre trois mois et six mois, étant entendu qu'il sera ramené à quatre mois pour les chômeurs âgés de plus de cinquante ans.

Compte tenu des améliorations apportées par le régime de solidarité, toutes les organisations syndicales ont accepté de signer le relevé de conclusions qui leur était proposé dans la nuit du 8 au 9 février. Des conventions particulières et un règlement viendront compléter le dispositif, sachant que, s'il n'est pas acquis que la CFDT et la CGT signent le protocole d'accord du régime d'assurance, il est fort probable qu'elles signeront soit les conventions, soit le règlement, ne serait-ce que pour s'engager à l'UNEDIC et dans les commissions paritaires et, de la sorte, assurer la défense des chômeurs. La CFDT vient d'ailleurs, le 24 février, de signer la convention d'assurance et la CGT doit donner sa réponse d'ici au 29 février.

Les dégressivités

Le montant des allocations servies est soumis à une dégressivité qui intervient à la fin de la période initiale et pendant les périodes de prolongation. Cette dégressivité varie en fonction de l'âge, en niveau et en durée.

● Pour les chômeurs de moins de cinquante ans, la périodicité est de six mois et le nouveau montant correspond à 85 % de l'allocation précédente.

● Pour les chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans, la périodicité est de neuf mois et le nouveau montant correspond à 90 % de l'allocation précédente.

● Pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans, il n'y a pas de dégressivité.

Dans le nouveau système, comme dans l'ancien et sous certaines conditions, l'allocation de fin de droits servie aux chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans est doublée.

De même, les chômeurs indemnisés depuis un an au moins, et sous certaines conditions, sont maintenus, à partir de cinquante-sept ans et six mois, dans l'allocation qu'ils percevaient à ce moment. Ils continueront de recevoir cette allocation jusqu'à soixante ans ou, si elles ne peuvent justifier de 150 trimestres de cotisations à la Sécurité sociale, dans la limite de 150 trimestres et, au plus tard, jusqu'à soixante-cinq ans.

Les nouvelles allocations

SITUATION ACTUELLE			
Allocation forfaitaire	Un jeune à la recherche d'un premier emploi touchait 40 % du SMIC. S'il avait moins de vingt et un ans, il touchait 30 % du SMIC. Il devait avoir un diplôme de fin de scolarité. Les femmes seules (veuves, divorcées, célibataires) depuis deux ans avec un enfant à charge au moins touchaient 60 % du SMIC. Durée maximale : un an.	Aide de secours exceptionnelle	Elle était versée aux chômeurs de longue durée ayant épuisé tous leurs droits auprès de l'UNEDIC. Ceux-ci étaient pris en charge par l'Etat pendant des périodes courtes sur la base d'une indemnité journalière de 37,80 F (40 F au 1 ^{er} avril).
SITUATION NOUVELLE			
Allocation d'insertion	Sera versée à un jeune de moins de vingt-cinq ans à la recherche d'un premier emploi s'il peut justifier d'un diplôme ou ayant achevé un cycle d'enseignement secondaire. Sera versée à un jeune de moins de vingt-cinq ans pouvant justifier de trois mois de travail salarié antérieur. Le montant de l'allocation sera de 40 F par jour. Sera versée aux femmes seules (veuves, divorcées, séparées, célibataires) depuis cinq ans ayant un enfant à charge au moins, ainsi que pour les jeunes participant à des tâches d'utilité collective. Le montant de l'allocation sera de 80 F par jour. Durée maximale : un an avec un examen de la situation après six mois d'indemnisation et des efforts extrascolaires. Ces périodes pourraient être fractionnées.	Allocation de solidarité	Sera versée aux chômeurs de longue durée, sous réserve de cinq années d'activité salariée dans les dix années précédant la rupture du contrat de travail, à l'issue de la durée maximale d'indemnisation prévue par le régime d'assurance. Le montant de l'allocation sera de 40 F par jour. Les chômeurs de longue durée, âgés de cinquante ans au moins et ayant eu dix ans d'activité salariée, percevront une indemnité journalière de 60 F. Ceux âgés de plus de cinquante-cinq ans et justifiant de vingt ans d'activité salariée percevront 80 F par jour. Dans ces deux cas, les chômeurs âgés seront indemnisés à l'issue d'un délai qui ne pourra excéder quatre mois. Durée : six mois renouvelables, sauf pour les bénéficiaires de plus de cinquante-cinq ans qui demanderont à être dispensés de la recherche d'un emploi.

Ce qui ne change pas

ALLOCATIONS	CONDITIONS	PÉRIODE D'APPLICATION
Convention FNE de préretraite.	65 % du salaire de référence dans la limite du plafond de la Sécurité sociale (8110 F au 1 ^{er} janvier 1984) et 50 % pour la part de la rémunération excédant le plafond, dans la limite de quatre fois le plafond de la Sécurité sociale. Des décrets viendront préciser le dispositif.	Pour les salariés ayant démissionné après le 1 ^{er} avril 1983 dans le cadre d'un contrat de solidarité conclu après le 31 décembre 1982 ou licenciés après cette date dans le cadre d'une convention FNE.
Contrats de solidarité préretraite/démision.		

Ce qui est modifié

INDEMNITÉS DE FORMATION	AIDES AUX CHÔMEURS CRÉATEURS D'ENTREPRISE
Indemnisation à 70 % du salaire de référence pour les chômeurs pouvant justifier de plus de trois mois d'activité au cours des douze derniers mois. Désormais, les conditions seront revues de manière à faciliter les chômeurs à suivre une formation, tout en dissuadant les inscriptions tardives.	Six mois d'indemnisation étaient versés en un seul règlement aux chômeurs désirant créer une entreprise sur la base de leurs droits au moment de la demande. Désormais, l'Etat prendra cette aide à sa charge, mais il précisera que les modalités sont à déterminer.

Le règlement financier :

l'État donne les moyens d'apurer les comptes

L'ORIGINE de la réorganisation du régime de l'assurance-chômage de l'UNEDIC, il y avait les difficultés financières croissantes, qui ne faisaient que s'amplifier avec la montée du chômage. A la fin 1983, le déficit cumulé pour les exercices 1981 et 1982 s'est élevé à 12 milliards de francs, la dernière année de fonctionnement ayant été à peu près équilibrée en raison des mesures d'économies introduites par le décret du 24 novembre 1982. A cette somme, il faut toutefois ajouter le montant de l'emprunt réalisé par l'UNEDIC, en 1982, d'un montant de 6 milliards de francs, remboursable en six années à partir de 1985 au taux de 16,5 %.

Tout au long des négociations, il fut question de ces 18 milliards, mais ce n'est que lors de la dernière séance, le 9 février, que le gouvernement, par la voix de M. Pierre Bérégovoy, fit connaître ses intentions. Se référant au principe selon lequel l'ancienne UNEDIC était financée

à hauteur des deux tiers des dépenses par les cotisations salariales et pour un tiers par le budget de l'Etat, il a proposé d'adopter le même partage pour assurer l'apurement du passif. L'Etat fera donc face aux échéances de l'emprunt de 6 milliards, tandis que l'organisme paritaire, lui, remboursera le déficit de 12 milliards grâce à la consolidation du découvert bancaire. L'Etat - encore lui - s'engage à lui fournir un prêt bonifié du même montant, au taux de 11 % et payable en six ans. Cette affaire réglée à la satisfaction des partenaires sociaux, l'équilibre financier du régime d'assurance n'était toujours pas établi. Du protocole du 10 janvier, on avait bien évalué, en effet, que les dépenses du nouveau régime s'élevaient à 43 milliards de francs et les recettes, dues aux cotisations, à 43,5 milliards. C'était manifestement calculer trop juste pour aborder, tout à la fois, et le remboursement des dettes et une période où le chômage risque d'augmenter, bien

que le régime d'assurance ait été conçu pour supporter deux cent mille chômeurs de plus.

Pour emporter la décision, MM. Bérégovoy et Ralite acceptèrent finalement de doter le nouveau régime UNEDIC d'une subvention exceptionnelle de 1 milliard de francs, destinée à constituer le fonds de roulement.

Cette somme s'ajoutera à la subvention forfaitaire de 6,1 milliards que l'Etat versera à l'UNEDIC au titre du fonctionnement de l'ancien système pendant la période transitoire comprise entre la fin légale de la convention, le 1^{er} janvier 1984, et sa disparition définitive, le 1^{er} avril 1984. En outre, il versera une autre subvention, de 1,1 milliard de francs celle-là, qui représente le tiers des prestations à verser par l'UNEDIC, au-delà du 1^{er} avril 1984, en respect des engagements antérieurs. Il est en effet admis que les personnes indemnisées et déjà dans le système avant la mise en place de la nouvelle convention conservent leurs droits anciens.

En contrepartie de ces efforts, l'Etat conserve à son usage exclusif les 3,3 milliards de francs produits par la contribution de solidarité des fonctionnaires et que le CNPF voulait utiliser, en partie, pour asséoir le nouveau régime d'assurance. Les syndicats, et notamment la CFDT, s'étaient opposés à cette idée en souhaitant, au contraire, que la contribution des fonctionnaires soit employée pour financer le « rattrapage », par le régime de solidarité, des carences constatées dans le régime à gestion paritaire. L'arbitrage de M. Bérégovoy leur a finalement donné raison sur ce point, même si le ministre refuse le terme de « rattrapage ».

Quant au régime de solidarité, il est financé par les lignes de crédits existant déjà au budget de 1984, à savoir : 21,6 milliards au titre de l'ancienne UNEDIC, 1,2 milliard pour les contrats de préretraite FNE, 1,1 milliard pour l'aide de secours exceptionnelle, et 4,5 milliards pour les contrats de solidarité.

Il faut enfin noter que les négociations n'ont jamais concerné le régime des retraites complémentaires de ressources, dont le sort avait déjà été scellé, au printemps 1983. A l'époque, une « structure financière » avait été mise en place sur la base de 2 points de cotisations salariales et par une dotation d'Etat de 10,6 milliards de francs.

"Si j'avais vingt ans, je ferais l'Institut Supérieur du Commerce"



Daniel Hechter

- 1 ISC : un Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale et des accords spécifiques conclus avec l'Université de Caroline du Sud (USA) et en RFA avec l'Université de Mayence.
- 2 ISC : un recrutement axé vers la recherche de personnalités de haut niveau ouvert aux étudiants des classes préparatoires aux Grandes Écoles Commerciales.
- 3 ISC : la première Junior Entreprise de France.
- 4 ISC Formation Permanente : une réponse aux besoins des Entreprises.

L'entreprise fait école
Institut Supérieur du Commerce
22 boulevard du Fort de Vaux 75017 Paris. Tél. : 270.34.80

Le Monde ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
341 F	805 F	859 F	1 080 F
310 F	490 F	570 F	880 F

ÉTUDIANTS (joindre un justificatif)

Prêt de joindre le règlement à la commande (chèque bancaire ou chèque postal 3 volets).

LE MONDE Service Abonnements
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
C.C.P. PARIS 4207-23

Je m'abonne au Journal Le Monde pour mois

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

Ci-joint mon versement F

REMUE-MÉNAGE DANS L'ÉLECTROMÉNAGER

Le déclin français

AVEC la rigueur, les consommateurs français ont, en 1983, différé leurs achats d'électroménager, et le marché a chuté d'environ 9 %. Avec 13,3 milliards de francs, le chiffre d'affaires des industriels a reculé de 6 % en volume. Les importations ont mieux résisté et n'ont baissé que de 3 % seulement. Le taux de pénétration du marché intérieur par les matériels étrangers a donc une nouvelle fois augmenté, passant de 44 à 46 %.

En 1982, les constructeurs étrangers avaient profité des mesures de relance de 1981 plus que leurs homologues français : les importations avaient fait un bond de 20 % en volume. En 1983, la rigueur n'a pas permis d'inverser cette tendance, contrairement à ce qui s'est passé pour les autres secteurs industriels.

Croissance ou récession, rien n'y fait : la production française perd du terrain.

Dans ce contexte, toutes les entreprises sont en perte, à l'exception de quelques petits spécialistes, comme Supra (appareils de cuisson) ou De-

ville (chauffage). Par comparaison, le groupe suédois Electrolux a doublé ses bénéfices en 1983, les portant à 800 millions de francs. Ses ventes en Europe ont augmenté de 11 %.

En France, seuls SEB et Moulinex, sur les petits appareils électroménagers, réalisent des profits et des prouesses (+ 15 % à l'exportation). La moitié des ventes françaises du secteur à l'étranger (5 milliards de francs) leur est maintenant due. Autant dire que si l'on défalcque leurs résultats du total, l'effritement des autres constructeurs apparaît pour le moins préoccupant, en particulier pour les gros appareils dits « blancs » (réfrigérateurs, cuisinières, appareils de lavage).

Le secteur du « froid » (congélateurs et réfrigérateurs) a enregistré un déficit commercial de 1 658 millions de francs en 1983 (+ 7 % sur 1982), et les lave-linge et lave-vaisselle un déficit de 647 millions de francs (+ 25 %). Le taux de couverture des importations par les ex-

portations du secteur « froid » n'est plus que de 26 %, celui du lave-linge de 61 % contre 104 % en 1975, et celui des lave-vaisselle de 25 % contre 43 % en 1975.

Le « froid » de l'Est

Pour les industriels, les responsables de cette déroute sont connus : les pays de l'Est et l'Espagne. La Yougoslavie, la Hongrie et, dans une moindre mesure, la RDA, ont envahi le marché européen avec des congélateurs et des réfrigérateurs à des prix défiant toute concurrence, parfois d'ailleurs en « compensation » d'automobiles ou d'autres produits vendus dans ces pays. La part de marché des constructeurs des pays de l'Est atteint 25 % dans le secteur « froid », en France. L'Espagne, de son côté, tire profit de taxations douanières asymétriques (des droits de 40 % sont prélevés à l'entrée en Espagne, contre 5 à 7 % pour l'accès à la CEE) et d'aides gouvernementales à l'exportation.

Résultat de cette lutte inégale : les prix sont « tirés » à la baisse et les marges sont négatives. La Commission européenne saisie du problème depuis longtemps ne prenant aucune disposition, les constructeurs sont contraints de céder du terrain. L'importation croît.

Cette explication — justifiée — n'est pourtant pas suffisante. En France l'essentiel — 70 % environ — des importations provient encore de la RFA et d'Italie. L'industrie hexagonale a, en réalité, du mal à supporter la concurrence parce qu'elle manque de compétitivité (trop faible automatisation des usines) et parce qu'elle ne peut pas résoudre ses problèmes de stratégie et de structure. Là sont les causes principales du recul. Dans les matériels de cuisson, la trop faible dimension des entreprises leur impose de se réorienter dans une politique de « créneaux » de haut de gamme qui laisse à l'importation le bas de gamme, c'est-à-dire les matériels de plus en plus demandés par des consommateurs moins riches. Pour le reste, les

appareils de lavage et de froid, — la concentration, au contraire, est très forte, et sans doute trop forte. La production y est, en effet, limitée à Thomson, au groupe néerlandais Philips et au suédois Electrolux.

Or, pour automatiser leur production, ces derniers spécialisent leurs usines. Ainsi Electrolux importe-t-il maintenant ses lave-vaisselle en France, alors qu'il les y fabriquait. Pour sa part Philips, qui a repris la gestion de l'Allemand Bauknecht tombé en faillite, n'a pas voulu de son usine de réfrigérateurs de Lorraine. La production sur le sol national a ainsi été réduite par une concentration et une division du travail à l'échelle européenne et valait dire inéluctable pour ces groupes internationaux. Philips, qui a réparti ses usines sur le Vieux Continent, ne fabrique en France que des lave-linge et importe le reste de RFA ou d'Italie. La balance commerciale française est de ce fait déficitaire d'environ 700 millions de francs.

Un double handicap

Seul groupe français de taille importante quoique insuffisante elle aussi, Thomson a, de son côté, deux handicaps. Le premier est qu'il ne peut guère dépasser une certaine part du marché national, malgré la vente de mêmes produits sous trois marques (les consommateurs ne sont pas si dupes et les gains marginaux au-delà d'environ 40 % du marché deviennent trop coûteux). Le second est sa trop faible internationalisation qui seule lui permettrait d'exporter massivement. Thomson, engagé en RFA dans les produits « bruns » (TV, hi-fi...), et-il et la volonté et les moyens de doubler la mise dans les produits « blancs » ? La réponse a été négative jusqu'ici et le sera vraisemblablement à l'avenir. M. Gomez, PDG du groupe nationalisé, ayant d'autres soucis plus « stratégiques » avec l'électronique.

Consolider les moyennes entreprises (De Dietrich, Rosières, Scholtès...) est indispensable. Ces sociétés de taille moyenne doivent d'abord s'entendre entre elles pour rationaliser leur production et pour atteindre ainsi des séries plus importantes et une taille européenne.

La CEPEM (cuisinières de marque Thermor et Sauter), isolée dans le groupe CGE, a été reprise par Thomson dans le cadre des accords signés entre les deux groupes nationalisés en septembre dernier. Cette reprise complètera la gamme de Thomson qui ne fabriquait pas d'appareils de cuisson (à l'exception de fours à micro-ondes). Mais le groupe devra redresser cette affaire déficitaire dont l'outil de production a vieilli. Pour l'heure, il a suspendu la fusion des usines de la CEPEM avec celles de De Dietrich, entamée l'an dernier.

Thomson pourra-t-il s'en tirer seul ? Peut-être est-ce là l'occasion d'engager une restructuration dans ce secteur de la « cuisson », où les entreprises comptent apparemment plus sur la faillite des concurrents que sur des rapprochements pour assurer leur avenir. Scholtès vient d'annoncer la fermeture, en septembre prochain, de son usine de Woippy (Moselle) qui regroupait 283 salariés des 775 de l'entreprise...

Dans un contexte européen de surcapacité de production et de guerre des prix, une vague de faillites est prévisible. Les Français en feront-ils les frais en premier ? Appelleront-ils trop tard — les pouvoirs publics à l'aide ? Quoi qu'il en soit, dans la structure actuelle de la profession, le déficit commercial du secteur a peu de chance de se combler.

ERIC LE BOUCHER.

Retour au mécanisme

Le rasoir électrique n'a plus la cote. Ses ventes ont chuté de 15 % en 1983. Retour au mécanisme. Même disgrâce pour les moulin à café (- 15 %) et les fers à repasser (- 10 %). Les Français se chauffent apparemment moins (- 8 % sur les éléments de chauffage « indépendants ») et semblent limiter ces efforts culinaires (- 15 % sur les cuisinières, - 9 % sur les fours). Il y a en conséquence moins de serviettes sales (- 5 % sur les lave-linge) et surtout d'assiettes (- 9 % sur les lave-vaisselle). Mais du même coup la nourriture se garde moins (- 10 % sur les congélateurs, - 8 % sur les réfrigérateurs).

En revanche, les Français grignotent sur un coin de table (+ 6 % sur les friteuses et + 100 % sur les mini-fours et rôtissoires) ou directement dans la boîte (+ 6 % sur les cuvettes électriques).

La onse...

E.L.B.

Nouvelles technologies et restructurations en Europe

TROP d'usines. Comme la sidérurgie ou la chimie, l'industrie européenne de l'électroménager est en surcapacité de production, de 15 à 25 % suivant les produits. Il n'a pas été construit de nouvelles usines (aucune usine n'a été bâtie depuis quinze ans), mais chacune a amélioré sa productivité et allongé les séries produites.

Trop d'usines et trop d'entreprises. Il reste encore plus de 300 constructeurs en Europe contre une dizaine seulement au Japon et aux États-Unis. Sans qu'il soit nécessaire de déclarer l'électroménager en « crise manifeste » comme l'acier, tout laisse prévoir qu'une vaste restructuration est maintenant inéluctable.

Zammé, il y a deux ans déjà, avait appelé ses confrères à ouvrir les yeux et à organiser un repli dans l'ordre. M. Tielems, patron de la branche électroménager de Philips, vient de renouveler l'avertissement. Recevant la presse française la semaine passée en son usine de Cassineta, près de Milan, il regrette que les entreprises européennes « préfèrent s'affaiblir les uns les autres plutôt que de coopérer ». Il est résolu pour sa part à chercher des alliés dans chaque pays, comme Rosières ou Scholtès en France, Gaggenau en RFA. Mais les contacts sont difficiles à établir et le mouvement de rationalisation reste lent.

Les ambitions du Japon

Il risque pourtant de s'accroître dans les années à venir. D'abord par réaction aux ambitions japonaises. Ce secteur, qui avait été jusqu'à présent protégé par les habitudes « nationales » des consommateurs (la France par exemple est le seul pays où l'on charge les lave-linge par le haut), ne l'est plus pour les nouvelles technologies qui — encore lentement — il est vrai — arrivent sur le marché.

C'est le cas des fours à micro-ondes mais également des ultra-sons qui font leur apparition dans les lave-vaisselle et les lave-linge. Or ces produits « révolutionnaires » sont dominés par les Japonais (60 % du marché européen des fours à micro-ondes). Qu'ils s'imposent auprès du

public, et l'industrie européenne sera alors balayée.

Les Japonais commencent à prendre des positions en Europe, soit au travers de leurs réseaux commerciaux spécialisés dans les produits bruns (1), soit en approchant des constructeurs en place, comme l'allemand AEG, soit encore en projetant des implantations industrielles directes. Hitachi, numéro un mondial du four à micro-ondes, souhaite bâtir une usine en France ; un projet que les pouvoirs publics ont jusqu'ici refusé.

Toutefois, en Europe, l'offensive japonaise reste encore limitée, les constructeurs nippons privilégiant pour l'heure les marchés tiers, comme le Proche-Orient où ils ont, ces derniers mois, pratiquement classé leurs concurrents européens. La faible dimension de ces derniers (aucun ne dispose d'une part de marché européenne supérieure à 15 %) ne leur permettra guère de faire face à une bataille en règle.

La seconde raison qui va pousser à une accélération des restructurations est l'automatisation. Les usines d'électroménager sont, par comparaison avec l'automobile, très peu robotisées. Même celles d'un groupe comme Philips n'ont en définitive que peu évolué depuis vingt ans, bien que, ici ou là (dans l'information de suivi de production ou le montage), quelques efforts aient été faits. Personne en Europe n'a encore bâti d'usine toute neuve du type de celle de Douai chez Renault. Mais il s'agit d'une sorte de consensus de la profession, curieux et en tout cas très fragile.

Les technologies de « production » permettraient, dès aujourd'hui, de concevoir des produits nouveaux par ordinateur et d'en simplifier l'organisation de fabrication. Qu'un seul entrepreneur s'y lance, et tous les autres devront suivre. De même ceux qui auront les capacités financières pour investir les sommes considérables nécessaires. La productivité provoquera elle aussi beaucoup de faillites en Europe.

E.L.B.

(1) TV, magnétoscopes destinés à un salon, par opposition aux produits « blancs », destinés à la cuisine.

La grande peur de 1945

(Suite de la page 21.)

Au contraire les pays qui ont longtemps pratiqué une politique budgétaire et monétaire orthodoxe, Allemagne et Japon en tête, sont aussi ceux qui ont enregistré les meilleures performances économiques.

Aussi peut-on penser que les faits déterminants de la période d'après-guerre auront été la libération progressive des échanges accompagnée d'un retour à la libre convertibilité des monnaies (indispensable dans un système de libre-échange). Jusqu'à Keynes, la théorie économique était fondée sur l'idée, connue sous le nom de loi des débouchés, qu'en définitive les produits (et services) sont achetés par d'autres produits (et services), d'où le primat de l'offre, puisque, par définition, on ne peut sur un marché demander quelque chose sans faire une offre préalable. L'introduction de la monnaie compliqua le schéma mais n'en modifia pas le principe.

Si l'on adopte cette ligne de pensée, il apparaît que, au fur et à mesure qu'on multiplie les possibilités d'échange, on accroît l'incitation à produire (à offrir). La reconstruction, après la deuxième guerre, d'un ordre économique et monétaire fondé sur le GATT et le système de Bretton Woods, aurait ainsi jeté les bases d'un nouvel essor économique, brisé par la crise de 1930, dont la première conséquence avait été de rompre l'ordre monétaire et de supprimer la liberté du commerce international.

Cependant, forte de l'expérience des années 30, les fondateurs de l'ordre économique de l'après-guerre avaient sagement prévu des règles internationales destinées à introduire le minimum de discipline indispensable. Ce sont ces règles qu'on s'est, surtout après 1965 (à cause de l'inflation), consciencieusement appliquées à vider de leur contenu puis à répudier. En quoi l'inflation et l'abandon des taux de change fixes (institués par le système de Bretton Woods) peuvent-ils, à la longue, mettre en péril le développement économique et les courants d'échanges qui, en vertu de la loi des débouchés, en sont le moteur ? Les économistes classiques (Smith, Ricardo) affirmaient que, dans les conditions normales de fonctionnement de l'économie, le niveau du taux d'intérêt est commandé par la rentabilité (taux de profit) moyenne des entreprises. A supposer qu'on accepte cette relation (tenue pour vraie par la plupart des grands économistes, y compris par Keynes, pour le « long terme »), on doit constater que le lien est rompu à partir du moment où, l'inflation se développant, le taux de

l'intérêt en vient à être déterminé non plus par des facteurs économiques (la rentabilité des investissements à financer) mais par des considérations purement financières (déficit de toutes sortes à financer, capitaux étrangers à attirer pour défendre la monnaie, etc.). Les taux tendent alors à dépasser les capacités de remboursement des entreprises et à les asphyxier au moment même où la perte de confiance de la monnaie les oblige, pour leur financement, à compter presque uniquement sur le crédit.

De même, comme on l'a vu pour le dollar, l'évolution des taux de change, devenus flottants, est gouvernée par des facteurs purement financiers, les déplacements de fonds d'une place à l'autre, eux-mêmes influencés par les variations de taux d'intérêt désormais « déconnectés » de la vie économique. Dans ces conditions, il n'y a plus aucune chance de voir, sinon par hasard et pour une brève période, les taux de change s'établir spontanément à leur niveau d'équilibre, théoriquement déterminés par la vieille loi de la parité des pouvoirs d'achat, où selon laquelle le taux de change, mettons du franc par rapport au dollar, dépend uniquement du niveau des prix en France et aux États-Unis.

D'autres causes fondamentales ont encore joué pour conduire à la crise. L'une aura été la formidable montée des salaires constatée dans tous les pays capitalistes à partir de la fin des années 60. Pour partie, il s'agissait d'un mouvement normal de correction, car la période antérieure avait été extrêmement favorable aux détenteurs du capital. Mais, les changements politiques aidant, le balancier est sans doute allé trop loin dans l'autre sens.

Un autre facteur négatif est que, pendant les années de prospérité, ont été dans tous les pays adoptés des dispositifs de protection sociale très coûteux, qu'on pensait pouvoir financer par les fruits de la croissance future (voir l'article de François Simon page 1). Déséquilibre de l'appareil monétaire et financier, insuffisance (en voie de correction dans plusieurs pays, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et, plus récemment, la France) de la part du revenu global revenant au profit, charges très lourdes des dépenses sociales financées par des méthodes — système de la « répartition » — défavorables à la formation du capital (laquelle serait au contraire favorisée par un financement des retraites par un système de capitalisation) : tels sont trois des principaux éléments de la crise.

PAUL FABRA.

livraison immédiate

février!
Un mois stupéfiant chez **NEUBAUER**

pour tout achat d'une **305 PEUGEOT** essence diesel
TALBOT SOLARA
TALBOT HORIZON

Le bon prix — le bon service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

Le Monde

LES JOURNÉES DE L'EMPLOI

DES JEUNES DIPLOMÉS

Mardi 6 Mars de 10 h à 18 h - Mercredi 7 Mars de 9 h 30 à 19 h -
Jeudi 8 Mars de 9 h 30 à 19 h - Vendredi 9 Mars de 9 h 30 à 18 h -
au Palais des Congrès - Hall Paris Niveau I

ENTRÉE LIBRE

Thèmes des Conférences - Débats

Animés par la Rédaction du MONDE et avec la collaboration de R.T.L.

Mardi 6 MARS
Conférence Niveau I - Hall Paris
14 h 30 - 16 h 30
Philippe LABARDE
Chef du Service Economique

Conférence Salle 30 AB Niveau III
17 h - 19 h
Paul FABRA
(éditorialiste)
Responsable du supplément
Le Monde de l'Economie

Mercredi 7 MARS
Conférence Niveau I - Hall Paris
15 h - 17 h
Jean-Michel CROISSANDEAU
Rédacteur en Chef du Monde de l'Education

Jeudi 8 MARS
Conférence Salle Bleue - Niveau III
15 h - 17 h
François SIMON
Chef Adjoint du Service Economique

Vendredi 9 MARS
Conférence Niveau I - Hall Paris
Eric LE BOUCHER
Journaliste au Service Economique

Recrutement et restructuration des entreprises.
Au moment où de nombreuses entreprises doivent se restructurer et définir leur stratégie du futur, qui recrutent-elles ? Et comment ? (prospection, annonces, contacts, tests, etc.)

Créer son entreprise, une passion d'avenir.
Pourquoi et comment les Jeunes Diplômés peuvent créer une Entreprise ?
Lancement du concours "Passport pour la Création d'Entreprises" s'adressant aux Grandes Ecoles de l'Île de France.

Bien choisir son employeur.
A la fin des études, quels sont les critères pour choisir sa carrière ? Public ou privé. Taille de l'entreprise. Profil de carrière. Salaire. Sécurité de l'emploi. Promotion. Intérêt du poste. Profil du patron...

COLLOQUE HEC - LE MONDE :

L'internationalisation des carrières.
Consolider les positions à l'étranger ou conquérir des marchés extérieurs est l'objectif de toute entreprise dynamique. Pour un jeune diplômé attiré par une carrière "internationale" quelle entreprise doit-il choisir de quelle taille ? Posséder une certaine expérience ? Travailler en métropole ou à l'étranger ?

Les nouveaux moyens de communications informatiques.
La bataille de la communication est engagée. Les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Face à l'offensive des grandes firmes américaines et japonaises notamment, comment les entreprises françaises peuvent-elles résister, réagir et remporter des succès ? Et avec quels hommes ?

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

régie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
Tél : 246.72.23

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	58,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	58,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/col.*	La ligne/col. T.T.C.
ANNONCES ENGAGÉES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Degressifs selon surface ou nombre de personnes.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur du marketing à Yaoundé

Pour des produits de grande consommation, définir et mettre en place sur l'ensemble du Cameroun une nouvelle politique commerciale en s'appuyant sur les techniques les plus modernes du marketing, tel sera le challenge du Directeur de Marketing que recherche ce grand groupe international.

Les moyens nécessaires à la conduite de cette mission lui sont assurés. Les études de marché sont déjà lancées et les premiers résultats devant permettre d'éclairer les axes de développement seront disponibles quand il arrivera. A sa disposition aussi un budget conséquent permettant la conduite d'actions promotionnelles, de sponsoring et de publicité en général. Enfin il aura toute latitude pour construire et animer l'équipe commerciale.

Ce poste est une opportunité exceptionnelle pour vous qui travaillez depuis la fin de vos études supérieures dans la grande consommation au marketing et souhaitez voir évoluer votre carrière vers une fonction commerciale plus globale. Et à plus long terme vers une Direction Générale si vous manifestez de solides compétences de gestionnaire. Et puis votre épouse et vous êtes très tentés par une expérience outre-mer. Si vous connaissez déjà le Cameroun, vous l'aimez comme tous ceux qui y ont habité. Vous bénéficiez d'une capacité d'adaptation importante puisque votre rémunération annuelle NET D'IMPOT SERA DE 300.000 FRANCS FRANÇAIS. Vous et votre famille pourrez rentrer en France deux fois par an, pour un mois chaque fois. Et tous les autres avantages liés à l'expatriation, logement meublé, voiture, indemnités diverses... vous seront garantis. Ecrivez sous réf. 8413 LM au Conseil en Recrutement du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Diriger nos études marketing

A vous qui, après une dizaine d'années en cabinet d'études ou dans le service marketing intégré d'un grand groupe, peut-être même du milieu bancaire ou de l'assurance, pouvez être qualifié d'expert dans les techniques d'analyse de marché (typologie, segmentation, structuration des données) et les études relatives à la communication (pré-test, post-test, image), nous proposons de prendre la responsabilité de notre DIVISION DES ETUDES MARKETING.

C'est en grande partie à partir de ces études que s'élaborent et se mettent en place les grandes orientations marketing de l'INSTITUTION CREDIT AGRICOLE. D'où l'importance que nous attachons à leur fiabilité. Nous leur consacrons de lourds budgets. Une équipe compétente de chargés d'études conçoit et supervise des travaux dont une partie est sous-traitée auprès de cabinets extérieurs.

Nous avons confié à CLEAS le soin de nous présenter votre candidature. Prenez contact avec leurs consultants, sous référence 8417 LM, le plus rapidement possible. Ce poste, basé tour Montparnasse, est disponible immédiatement du fait de la promotion, au sein de notre groupe, de son titulaire actuel.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec



LEADER PRESTIGIEUX DU MAGNETIQUE

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

DÉPARTEMENT VIDEO BROADCAST PROFESSIONNEL

Il sera responsable de toutes nos activités en France et au Benelux ; aura comme mission d'animer et de guider notre équipe de vente et de support technique. Chargé de la politique commerciale sur le terrain, il devra négocier les contrats avec les principaux clients du domaine de la Télévision de production et de diffusion.

Ingénieur de formation, ayant une expérience professionnelle de haut niveau en Vidéo Broadcast, il est un commercial performant et véritable « mesureur » d'équipe.

Leader mondial dans la post-production Vidéo Broadcast, AMPEX, Société de technologie de pointe, fabrique la ligne de produit la plus complète et la plus performante dans son secteur : magnétoscope, table de montage informatisée, mélangeur traqueur, effets spéciaux optiques, stockage d'images, systèmes graphiques, etc.

La rémunération est élevée, les conditions de travail agréables et l'esprit est celui de la réussite. La société est multinationale, la pratique de l'anglais est indispensable.

Ecrire à M. CANDELIER, Directeur Général
AMPEX - Courcelles 1, 2, rue Curmoussy, 75017 PARIS.



SONDAGES D'OPINION
ETUDES DE MARCHÉ
(POLITIQUE-MARKETING)

Pour de nouveaux produits, nous étoffons notre équipe et vous proposons d'être

Directeur d'études

Vos objectifs seront de :
- développer un secteur de clientèle, - animer une petite équipe.

Vous avez une formation supérieure en marketing renforcée par une pratique de 3 à 5 ans des études quantitatives en société d'études ou en agence. Nous vous offrons de mesurer vos résultats dans un contexte évolutif.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous référence 4/IDE/LM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

directeur commercial

SUPPORTS PUBLICITAIRES

Notre entreprise, de taille moyenne et d'un effectif de 100 personnes, est le leader français de sa spécialité. Nous fabriquons et commercialisons des supports publicitaires ; notre clientèle, composée d'entreprises industrielles et commerciales, est visitée par une équipe de cinq chefs des ventes régionaux et de 55 représentants. Rattaché au Directeur Général, notre Directeur Commercial sera à la fois : « Chef de Produit » : il est responsable de l'adéquation de nos produits à l'évolution des besoins de nos clients ; il définit nos collections en liaison avec la création. « Directeur des Ventes » : il anime et contrôle la force de vente France et Export ; il développe personnellement notre implantation sur les marchés extérieurs par la recherche d'agents ou de licenciés. Il est étroitement associé à l'élaboration de la politique commerciale. Il définit les objectifs et les budgets et assure leur réalisation. Ce poste convient à un candidat diplômé d'enseignement supérieur, ayant l'expérience de l'encadrement d'une force de vente importante, attiré par les produits dont l'esthétique est un critère majeur. La pratique de l'Allemand est souhaitée. Le poste est à pourvoir à PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 338.83 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTec



Un des tout premiers groupes
indépendants de Distribution
(C.A. 1983 : plus de 20 milliards de francs
800 points de vente)

Direction des Ventes

un diplômé d'une école supérieure de commerce (Sup de Co. - ESSEC), justifiant de 2 à 3 ans d'expérience terrain acquise chez un industriel ou dans un hypermarché.

Ayant le sens des contacts humains et possédant un bon esprit de synthèse, il sera chargé :

- de la définition et de la mise en application de la politique commerciale du groupement
- de l'analyse des statistiques et des documents de gestion
- d'études concernant la gestion et l'organisation des points de vente
- du suivi d'opérations diverses en collaboration avec les services Achats, Logistique, Publicité et Informatique.

Lieu de travail : Paris XV

Envoyer lettre manuscrite - CV - photo et prétentions sous référence 8115 a

Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

Deux organisations professionnelles appartenant au même secteur industriel recherchent leur

SECRETAIRE GENERAL

commun, devant assurer avec l'aide d'une structure administrative légère qu'il aura à diriger, la défense des intérêts de la profession et l'aide aux adhérents sous des formes diverses : diffusion d'informations, organisation et animation de réunions, étude de toutes questions concernant les statistiques, la réglementation du travail, l'économie en général, le commerce extérieur etc... Intéressant l'activité des entreprises.

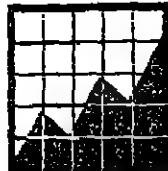
Il est souhaité une première expérience de plusieurs années en position d'adjoint dans des fonctions similaires (groupes industriels ou organisme patronal).

Veuillez adresser votre dossier de candidature, en précisant la rémunération acquise sous réf. 471 M à Alain SARTON

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Leader sur le marché de la préfabrication des équipements techniques de maisons individuelles, filiale d'un groupe de premier plan recherche

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Profil :

- Ingénieur diplômé (A.M. ou équivalent).
- Solide expérience dans une unité de production.
- Qualité de gestionnaire, tempérament d'animateur et de battant, apte au travail en équipe et pratiquant le dialogue.

Lieu de travail :

- Très proche banlieue Nord-Est de Paris avec quelques déplacements en Province.

Mission :

- Gérer les unités de production.
- Planifier l'ensemble des études et de la fabrication, s'assurer du respect des plannings de livraison.
- Organiser et coordonner les ateliers.
- Contrôler la qualité des produits.
- Participer à la mise en place de la C.A.O. et de l'information de la gestion de production.

La connaissance du secteur Bâtiment constituerait un avantage.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 71542 M à BLEU Publicité - 17, rue Label, 94307 VINCENNES CEDEX

IMPORTANT GROUPE TRAVAUX PUBLICS RECHERCHE SON

directeur commercial France HF

Adjoint du Directeur Général, il agit directement sur le plan commercial pour toutes les affaires intéressant la direction des grands travaux en France, en liaison avec les agences et les filiales.

Chargé de suivre les études de prix conduites par les chefs de projet, il sera personnellement responsable de la remise des prix, il mènera une politique de contact systématique auprès des grands clients et de tous les intervenants spécifiques (B.E.T., services techniques centraux...); assurera la coordination des actions des agences et filiales auprès de ceux-ci.

Vous êtes ingénieur de Grande Ecole (Ponts, ESTP, A et M...) ayant acquis une expérience réussie de direction commerciale au sein d'une importante entreprise de BTP.

Si votre goût du challenge vous incite à rejoindre un groupe international offrant de réelles perspectives d'évolution, adressez un dossier complet de candidature sous N° 6732 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Important organisme professionnel industries d'équipements Paris recherche son futur

Secrétaire général

Sous l'autorité des délégués généraux, il participera, avec l'équipe dirigeante, à l'animation de 2 groupements professionnels : fonction administrative, économique, technique, promotionnelle, relations avec les adhérents et organismes divers.

Ce poste demande un niveau d'études supérieures, type ingénieur, une formation économique et une expérience de 3 à 4 ans dans l'industrie. Étant donné les relations au niveau international, de solides connaissances en anglais sont indispensables.

Veillez écrire en précisant prétentions, sous réf. 3785, à

INTERCARRIÈRES

5, rue du Helder, 75009 Paris

Société de biens d'équipement de la maison d'excellente notoriété, CA 200 millions de F, 300 personnes Région de Strasbourg

350.000 ±

Directeur technique

Rattaché au Président Directeur Général pour Gérer 2 unités de production (220 personnes).

Assumer toutes les responsabilités de production et développement des produits, bureaux d'études, méthodes, contrôle qualité, essais prototypes etc.

Une expérience réussie de 5 ans minimum dans une direction technique performante est à justifier.

Une bonne connaissance de la rationalisation, de l'assemblage, des techniques d'emboutissage, soudure, traitement de surfaces et du secteur de la fonte serait un plus.

Formation technique supérieure Arts et Métiers, ECAM, etc. souhaitée.

Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum particulièrement motivé par ce poste et désireux de s'investir dans le fonctionnement d'une PME en expansion et très performante dans ses résultats.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 24006 B à :

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels - 92522 Neuilly.

GRAND GROUPE DE DISTRIBUTION recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL Négociateur de "MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION" Région LYONNAISE

De formation "Ingénieur" le candidat âgé d'environ 40 ans devra avoir une excellente connaissance du Bâtiment et du Négoce. Aura la responsabilité d'exploitation et commerciale de plusieurs agences. Dépendra du Directeur Général du Groupe à Paris.

Rémunération élevée et suivant compétence.

Envoyer C.V. + photo obligatoire à : ARCH MANAGEMENT 10, rue de la Boétie - 75008 PARIS sous référence 31/84.



DIRECTEUR PRODUCTION

EURE ET LOIR

Nous vous proposons de diriger notre usine de Montage (90 personnes) d'appareils mesures électriques basés aux environs de Chartres.

Vous assurerez les liaisons fonctionnelles avec les différentes directions de notre siège parisien.

A votre formation électromécanique, vous joignez une expérience industrielle de 10 ans environ, où vous avez su à assurer le commandement et l'organisation d'une unité de production.

La haute technicité de nos produits implique une bonne connaissance de l'électronique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 88673 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

L'Informatique vous passionne, et vous avez compris l'importance de la qualité du SERVICE

- vous avez une expérience de plusieurs années de la vente et vous souhaitez prendre plus de responsabilités.
- vous désirez diriger une équipe.
- vous espérez une certaine indépendance.

C'est la définition même de ce que nous vous proposons.

DIRECTEUR D'AGENCE

- Cette fonction englobe :
- l'Action et la Gestion Commerciales
- la Gestion du Personnel
- la Gestion Administrative de votre Equipe composée d'une trentaine de personnes

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Ecrire sous pli confidentiel en précisant bien sur l'enveloppe la référence COM 02/84 à PIERRE MULOT PUBLICITE, 39, rue de l'Arcade 75008 Paris, qui transmettra Réponse et discrétion totale assurées.

Groupe Industriel du secteur tertiaire leader incontesté sur le marché "Industrie/distribution" recrute dans le cadre de son expansion ses

DIRECTEURS DE SUCCURSALE en banlieue Parisienne

Véritables "patrons de PME" ils assureront la responsabilité du développement commercial, de la gestion d'une unité décentralisée et de l'animation du personnel commercial, administratif, et d'atelier. Les candidats retenus, hommes de terrain, devront justifier d'une expérience réussie de 5 à 10 ans, dans des fonctions analogues.

Merci d'adresser C.V., photo + prétentions sous la référence 4079 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR - 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

emploi internationaux : emploi internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

Applications / marketing engineers

BOEHLINGEN

HEWLETT-PACKARD is not only a leading manufacturer of electronic measurement and computational products, but also one of the world's most innovative producers of optoelectronic and microwave devices. If you have ambition, drive and initiative, there could be an excellent opportunity awaiting you in our European components marketing operation based in Boeblingen - near Stuttgart, and close to Black Forest in one of the most beautiful areas of Germany.

PRODUCT MARKETING ENGINEER - OPTOELECTRONICS

Marketing of our fast-growing line of optoelectronic components. You should have a degree-level qualification in electronic/electrical engineering and, ideally, an industrial background which includes design, sale, or marketing of optoelectronic components/systems.

APPLICATIONS ENGINEER-OPTOELECTRONICS/MICROWAVE

You will be responsible for the European technical support of a complex line of either RF/microwave or optoelectronic components. Both posts will involve close liaison with European HP entities, customers and US divisions. There will therefore be considerable travel throughout Europe with visits to HP facilities in the US.

You should have a degree-level qualification in electronic/electrical engineering, together with at least 2 years experience of RF/microwave or electronics circuit design, for the microwave or opto position respectively.

All positions require fluent English and good communication skills. Attractive salaries will be backed by comprehensive benefits including profit-sharing and assistance with relocation. If the challenge of joining a successful team appeals to you, write to: Stephen COHEN (Marketing Manager) HEWLETT-PACKARD, Herrenberger Strasse 13D, D-7030 Boeblingen, West-Germany, or call (49) 7031-14-2501.



HEWLETT PACKARD

Responsable système

Côte d'Ivoire

Ingénieur de formation, vous avez acquis une solide expérience du système sur matériel IBM 43XX. Vous maîtrisez VM/CMS, DOS/VSE, CICS, VSAM et PLI.

La connaissance de APL, ADI, ADRS, GDDM, serait un atout supplémentaire.

Salaires motivants pour un candidat de valeur et nombreux avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite au C.E.B.T.P. 12 rue Brançon 75737 PARIS Cedex 15

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour son département international à FRANCFORT et ultérieurement sa succursale à PARIS

Jeune cadre

formation supérieure, bilingue français-allemand, 3 ans d'expérience bancaire de l'exploitation ou du crédit.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 8881 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Le leader de l'intercommunication à l'heure de la diversification

Leader en France dans son domaine, la Société PICART LEBAS, filiale du Groupe MATRA, est partie à la conquête des marchés internationaux : l'Italie et les Etats-Unis où elle a décroché un contrat de 110 000 lignes.

Dans le cadre de son développement et de sa diversification, PICART LEBAS recherche des

Ingénieurs électroniciens et informaticiens

Débutants ou confirmés, vous interviendrez dans l'un des trois domaines suivants : ELECTRONIQUE ANALOGIQUE (alimentation/téléphonie), LOGICIELS (systèmes en temps réel), SYSTEMES DE TESTS.

De larges possibilités de développement professionnel et personnel seront offertes. Ces postes sont à pourvoir à Châteaudun (bord du Loir, 130 km au Sud-Ouest de PARIS).

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence LM/18 à T.P.L. - La Boissière - Direction du Personnel - S.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN.

PICART LEBAS

MATERIELS TELEPHONIQUES ET TELEMATIQUES



GROUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANÇAIS

ayant de nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche pour son Département ORGANISATION et CONTRÔLE, un

Auditeur interne

qui se verra confier des missions opérationnelles d'Assistance, d'Organisation, de Contrôle et d'Évaluation. Ces fonctions lui permettront de traiter des différents aspects de la gestion des filiales françaises et étrangères.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une grande École de Gestion ayant acquis, de préférence, une première expérience au sein d'un Cabinet d'Audit ou dans les services financiers d'une grande entreprise.

Pour ce poste basé en province, les dossiers de candidature doivent être adressés, sous référence 300 à PUBLIPANEL 20, rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.



CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
CAISSE RÉGIONALE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Arles

CHEF du SERVICE COMPTABILITE GENERALE

Votre formation supérieure dans les domaines comptable et juridique, la qualité et la réussite de vos expériences constituent les acquis indispensables à votre succès dans cette fonction.

Dépendant du Directeur Financier, vous aurez autorité sur la comptabilité de la Caisse Régionale et de ses Filiales. Vous assurerez le développement des nouvelles chaînes de traitement comptable. Dans le prolongement de ces attributions, vous aurez le contrôle de la fiscalité.

Homme ou femme, votre précision, votre esprit de synthèse et une autorité naturelle vous permettront de vous imposer, mais surtout sans négliger le contact et le caractère relationnel du travail en équipe.

Vous vous rémerciers par avance d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence CAM/602, à notre conseil: Cabinet LÉ TROTIER - Immeuble Le Chevalier - av. F. De Lessups - 13100 Aix-En-Provence.



VENTES INTERNATIONALES

ALPES

Diplômé d'une École Supérieure de Commerce, bilingue anglais et parlant si possible une autre langue, vous avez une expérience de l'Exportation. Vous vendrez dans le monde entier à une clientèle d'industriels transformateurs, en assistant les filiales à l'étranger d'un puissant Groupe français.

Adresser votre dossier sous N° B16 M.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes 75017 Paris.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

PECHINEY

recherche pour une importante filiale en AFRIQUE NOIRE, un

SOUS-DIRECTEUR RESPONSABLE DE LA GESTION COMPTABLE

À la tête d'un groupe d'une vingtaine de personnes dont 4 cadres, il aura pour tâche d'animer son équipe, de mettre en place une organisation du service, de développer le service informatique qui lui est rattaché et de proposer les aménagements et les schémas de fonctionnement à moyen et long terme.

Une formation supérieure de type HEC, ESSEC, Sup de Co, complétée par un DECS, et une solide pratique de 5 à 10 années seront exigées, ainsi que de bonnes qualités d'animateur et de formateur.

Le candidat bénéficiera de tous les avantages d'un contrat d'expatrié.

PECHINEY



Adresser lettre de candidature et C.V. sous réf. M7 au
Responsable du Recrutement ALUMINIUM PÉCHINEY
23, rue Batz - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
Consultants en Industrie Pétrolière
RECRUTE
pour l'Afrique de l'Ouest :

**géologues
géophysiciens
ingénieurs réservoir
production**

spécialistes en vérification des comptes, bases des données, contrôle budgétaire, centres de documentation, commercialisation de brut.
Les candidats, de haut niveau, devront avoir 7 à 10 ans d'expérience et une bonne connaissance pratique du français et de l'anglais.
Salaire, salaire et très bonnes conditions de travail. Contrat de longue durée.
Env. C.V. détaillé et photo, s/r 2.910 le Monde Pub.
Services Annonces Classées
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien
indiquer faiblement sur l'enveloppe le numéro
de l'annonce les intégrant et de vérifier
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde
Publicité » ou d'une agence.

HEC, ESSEC, ESC

responsable marketing régional



L'AIR LIQUIDE, département français des gaz, offre à un diplômé d'une grande école commerciale, la possibilité de valoriser une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de préférence par réseaux de distribution.

Sa mission consistera à :

- réaliser les études de marché,
- adapter le réseau de distributeurs,
- organiser les actions de promotion.

Ce poste, basé à Nancy, présente une excellente opportunité pour préparer une évolution de carrière dans le groupe.

Écrire sous réf. EX 327 AM.

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Diversey France



RESPONSABLE FILIALE AFRIQUE

Relevant du Directeur Régional, pour l'Afrique Ouest et Centre, il aura la responsabilité de la vente et de la distribution des produits de la filiale en tenant compte des conditions de marché, de prix et des actions de promotion.

Le candidat recherché aura un profil de Technico-Commercial (de préférence issu de l'industrie alimentaire) et sera capable d'animer une équipe de ventes et de gérer l'entité locale.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.
Statut expatrié.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à DIVERSEY FRANCE
Direction du Personnel
BP 19 - 77831 OZOIR LA FERRIÈRE



BEARBULL S.A.

We are international Portfolio Managers offering investment advice and management to both institutional and private investors. Our head office is located in Geneva SWITZERLAND.

We are looking for an experienced

Fund Manager

who will be responsible for the initial development and subsequent running of several investment funds.

This is a key appointment which requires experience and qualifications at a senior level in addition to personal qualities of leadership maturity and sound judgement.

The ideal candidate should possess the following qualifications and attributes.

- University Graduate MBA, MSc in Economics or Finance.
- 3-7 years experience of portfolio management.
- Knowledge of UK Markets and the Mining Markets.
- Fluency in French or German would be an asset.
- High degree of motivation and initiative.
- Proven track record.

Qualifications and Specialisation will determine the location of the post which could be Geneva or in one of our European Offices.
If you are interested and suitably qualified please forward a comprehensive resume of your career to the address below.

Applications will be treated in strictest confidence.

DIRECTOR OF HUMAN RESOURCES
BEARBULL S.A. 4, rue Bartholomée, 1204 GENEVA
SWITZERLAND.

FONCTION PERSONNEL

Une entreprise française, 1200 personnes, leader sur son marché, recherche un candidat, âgé optimum 35 à 40 ans, de bon potentiel, motivé par des fonctions de relations sociales et également d'organisation administrative et/ou juridique.

Ce poste serait rattaché au Secrétaire Général de l'entreprise. Il conviendrait à un candidat de formation supérieure : Ingénieur ou Maître en droit.

Une expérience antérieure en conduite de personnel sera appréciée.
Larges perspectives d'évolution dans la Société.

Région Alsace - logement possible.

Écrire sous N° 88570 avec CV manuscrit et photo à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 41.

SEINE MARITIME

Une Société Industrielle, filiale d'un groupe important, spécialisée dans la production d'emballages en verre, recherche pour l'une de ses unités de production à feu continu

CHEF DE FUSION

Il aura pour mission l'élaboration du verre et sera responsable des secteurs composition et fusion, il dirigera et animera une vingtaine de personnes.

Connaissances thermiques indispensables.

Expérience de la conduite de fours souhaitée ainsi que connaissances en fluides, régulation, informatique industrielle appréciées.

La préférence sera donnée aux candidats ayant le sens des responsabilités et une solide expérience de la fonction.

Merci de bien vouloir adresser votre CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 88912 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

emplois internationaux

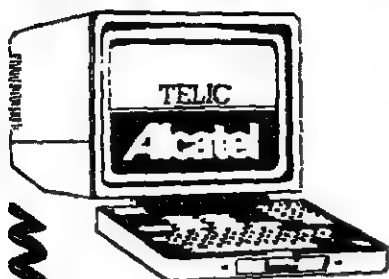
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

GRAND PAYS
INTERNATIONALE

Jeune cadre



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires. La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement. Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre

DIRECTION TECHNIQUE

Nos 250 Ingénieurs et Techniciens peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom-électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT... Ils développent actuellement une gamme d'autocommutateurs de nouvelle génération et un ensemble de terminaux téléphoniques et bureautiques. A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel... Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels qu'un centre de CAO, plus de 50 machines de développement, un centre de calcul puissant. L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intègre dans ses produits, en 1984, plus de 450 000 microprocesseurs 4, 8, et 16 bits. Si vous êtes intéressés par le développement de nos projets (autocommutateurs de nouvelle génération, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles, l'avenir de TELIC-ALCATEL.

INGENIEURS LOGICIEL

CONFIRMES

Une expérience significative vous a permis d'approfondir vos connaissances en logiciel de base, en systèmes temps réel et si possible en réseaux locaux et en bases de données. En vous confiant la responsabilité d'animer des projets complexes, nous vous offrons la possibilité d'élargir votre expérience professionnelle et de promouvoir votre évolution personnelle.

DEBUTANTS

ou ayant une première expérience Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (option informatique, avec de préférence une spécialisation systèmes) ou titulaire d'un DESS logiciel systèmes ; nous vous donnons les moyens de parfaire votre formation au cours d'un stage d'initiation aux produits et méthodes spécifiques de l'entreprise ; nous vous accueillons ensuite dans nos équipes où vous participerez à la conception des logiciels de nos produits et systèmes.

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

CONFIRMES

Vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique ou en analogique. Vous pourriez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DEBUTANTS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

RESPONSABLES DE PROJET

Vous avez une première expérience dans la conception matériel ou logiciel de systèmes ou produits électroniques et vous avez déjà animé une équipe d'ingénieurs et de techniciens. Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projet. A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (matériel / logiciel) d'environ 10 personnes, vous aurez pour mission d'animer l'étude et le développement d'un de nos futurs produits.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive. Notre principal capital est la « matière grise » et notre expansion se fait principalement par elle. C'est la meilleure garantie pour un ingénieur de rester « up to date » et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le « profil TELIC », adressez, en préluce à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.



TELIC ALCATEL
206, route de Colmar, BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

AGDE ELECTRONIQUE

Spécialiste français de la consommation électronique de puissance et de la conversion d'énergie (alimentation à découpage, convertisseurs, onduleurs, stations sans câbles).

Entreprise en fort développement (le C.A. de son département électronique a doublé chaque année en 1981, 1982 et 1983) qui aborde avec rigueur l'avenir en portant son capital à 24.666.000 de francs et en construisant une usine très robotisée de 12.000 m².

recherche plusieurs

INGENIEURS et TECHNICIENS « ETUDES »

RESPONSABLES - PRODUITS.

Particulièrement compétents dans le domaine de la consommation électronique de puissance et conversion d'énergie. De larges responsabilités, de réelles possibilités d'avancer seront offertes aux titulaires de ces postes.

Lien de travail : 40 km à l'ouest de LYON, région très agréable.

Ecrire avec c.v. détaillé et prétentions à : A.G.D.E. Electronique, 69930 Saint-Laurent-de-Chanove, Nous étudierons confidentiellement votre candidature.

ÉCLAIR PRESTIL INDUSTRIES

RECHERCHE

ORGANISATEUR

Rattaché au directeur des systèmes d'information nous lui confierons les missions suivantes :

- Participer à l'élaboration du schéma directeur de traitement de l'information ;
- Contribuer au découpage fonctionnel de l'entreprise en systèmes de gestion ;
- Effectuer avec les utilisateurs concernés l'analyse critique et la redéfinition des systèmes de gestion (implémentation, historique, organisation fonctionnelle, circuit de documents, procédures administratives, etc.) ;
- Participer en collaboration avec le directeur des systèmes d'information à la coordination des projets relatifs au traitement de l'information.

Les candidats de formation supérieure et ayant acquis une expérience industrielle dans le domaine de la gestion et de l'organisation et (ou) dans un poste similaire adresseront leur candidature (c.v., photo et prétentions) à : Direction des relations humaines, 95, boulevard Charles-de-Gaulle, 76140 Le Petit-Quevilly, sous référence ORG. 10.

kis Groupe de renommée mondiale, offre des carrières évolutives...

Nous comptons sur des ingénieurs pour préparer le démarrage de nos nouvelles divisions. Ces opportunités exceptionnelles concernent des hommes ambitieux, autonomes, de formation supérieure et ayant déjà une expérience significative. La maîtrise de l'anglais est un plus.

INGENIEURS D'ETUDES-PROJETS

Avec une grande autonomie, ils auront la haute responsabilité de nouveaux projets. Expérience appréciée en petite mécanique et fabrication en série. Il est prévu une forte rémunération à laquelle s'ajoute un système d'intéressement exceptionnellement motivant.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ils seront chargés de préparer notre conversion à la micro-informatique et à la micro-électronique. Ces postes nécessitent une expérience en micro-processeur.

RESPONSABLES AUTOMATISATION

Ils prendront en charge la conception et la mise en fonctionnement de nos nouvelles usines automatisées. Postes à pourvoir en France et dans le monde. Rémunération attractive, importante évolution pour les candidats expérimentés dans le domaine.

INGENIEURS CONTROLE QUALITE

Ils assurent la complète responsabilité de la mise en place des systèmes de contrôle et qualité et sont chargés de la conception des solutions nécessaires pour atteindre des objectifs très ambitieux.

PHYSICIENS

Ces chercheurs de haut niveau effectueront un travail de base-fondamental destiné à préparer la venue des nouvelles technologies.

Tous ces postes basés à Grenoble avec évolution possible dans le monde sont à pourvoir immédiatement et offrent de fortes et très rapides possibilités d'évolution.

Merci d'adresser rapidement votre dossier plus photo (qui sera traité confidentiellement) sous la référence P.C.11 à KIS FRANCE - B.P. 204X - 38043 Grenoble cedex.

ALSTHOM ATLANTIQUE

CEM DIJON

Etablissement leader sur le marché de la variation de vitesse appliquée à la ROBOTIQUE, à la MACHINE-OUTIL et asservissements divers, recherche :

INGENIEURS GRANDE ECOLE

DEBUTANTS ET CONFIRMES

pour leur confier des postes de responsabilités

- Etude et développement de produits dans les domaines : électronique de puissance (jusqu'à 20 KW) • microprocesseurs • techniques numériques • systèmes d'asservissement
- Etude et calcul électrique de servo-moteurs
- Conception et industrialisation électro-mécanique
- Etude de moyens et méthodes de fabrication.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 88602 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Telemecanique

les solutions de progrès

recherche pour ses Etablissements du SUD-EST (06) (CARRIOS - GRASSE - LE BROCC - SOPHIA-ANTIPOLIS)

DES SPECIALISTES EXPERIMENTES EN INDUSTRIALISATION DE CARTES ELECTRONIQUES dans le domaine du TEST

Ils devront être OPERATIONNELS et savoir :

- REALISER les analyses de Testabilité ;
- REDIGER les prescriptions à soumettre aux Concepteurs pour adéquation aux moyens de Test ;
- CHOISIR et METTRE EN ŒUVRE les moyens automatiques de détection et de localisation de défauts.

Plusieurs années d'EXPERIENCE seront exigées, ainsi que de sérieuses références dans le métier des CARTES A MICROPROCESSEURS.

Niveau : INGENIEUR ou TECHNICIEN CONFIRME

Envoyer C.V. + photo + diplômes + prétentions à : TELEMECANIQUE ELECTRIQUE Direction du Personnel - Route des Lucioles - 06565 VALBONNE ss référence : AP / SI / 02.84.

GROUPE PHARMACEUTIQUE INDUSTRIEL LYONNAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE

créée à LYON dans le cadre de son expansion une fonction de

Chercheur en biochimie niveau doctorat

Rattaché à la direction du CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES, il aura pour mission d'assurer l'interface avec les équipes de chercheurs en chimie et de trouver des idées novatrices d'applications. Il disposera de moyens informatiques importants et d'accès à des banques de données.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 150M.

Cabinet Gatier

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

l'un des leaders mondiaux du
SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE
recrute
pour son unité de production située
en **CHAMPAGNE**

un(e) Ingénieur

Il/Elle sera responsable, dans un premier temps
de chantiers d'ingénierie interne.
Le candidat retenu aura 3 à 4 ans d'expérience
en production, ingénierie ou méthode/organisa-
tion.
Il maîtrise la langue anglaise et possède de
solides connaissances en gestion économique.
Le salaire de départ et son évolution, comme
celle du poste d'ailleurs, seront directement liés
à la motivation et à l'envie de l'intéressé.

Envoyer lettre détaillée, C.V. et photo
sous réf. 84.22 à :

FRANÇOIS REBOLD & CIE
CONSEILS EN RECRUTEMENT
9, rue Thiers - 51100 Reims

Bourg en Bresse

RESPONSABLE TECHNIQUE

Cette Société (650 personnes, 500 millions de francs de CA) est une des plus
performantes entreprises mondiales sur son secteur d'activité : le triage d'aciers
inoxydables et d'alliages complexes pour des applications industrielles très variées.
Elle possède trois Unités de fabrication en France, deux en R.F.A. et exporte 75%
de son C.A. Son expansion la conduit à créer aujourd'hui le poste de Responsable
Technique.
Rattaché au Directeur Général et dans le cadre d'une large délégation, il conduit
l'ensemble des développements techniques de l'entreprise, concernant notamment
le processus de fabrication, il définit les aménagements techniques nécessaires à
l'amélioration de la productivité et de la qualité, dans le contexte de fabrications de
moyenne série automatisées. Sa compétence s'étend sur les trois établissements
français et pour assurer sa mission, il s'appuie sur le Bureau d'Etudes et sur les
services techniques de l'entreprise.
Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electromécanicien
(A & M, INSA, ENSI, etc.) dont l'expérience technique concorde (au moins quatre
années) s'est déroulée au sein d'un service Méthodes ou Process, par exemple,
dans le contexte d'une industrie légère fortement automatisée.
La poste est basé à Bourg en Bresse. Les conditions offertes et les perspectives
d'évolution sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle,
sous réf. M14/1026 B, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Bani 75006 Paris

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Angers

SORETEX

Cette société (1600 personnes - 400 millions de chiffre
d'affaires), filiale d'un important groupe industriel allemand,
est spécialisée dans la conception, la fabrication et l'entretien
d'ascenseurs. Elle crée aujourd'hui, pour faire face à son
expansion, le poste d'ingénieur, Bureau d'Etudes Développement.
Rattaché au Chef du Service Développement, et assisté d'une dizaine de dessinateurs
d'études, il sera chargé de la conception et de la mise au point de nouveaux produits
(réalisations de meuble et de pièces détachées, décoration de cabines, CAO, DAO, ...), ainsi
que de l'amélioration des systèmes déjà existants (tests de parachutes, dispositifs de
sécurité, boîtiers anti-vandalisme, ...).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un jeune mécanicien généraliste, ingénieur de
formation, âgé de 28 ans au moins, et possédant impérativement un minimum de trois à
cinq années d'expérience professionnelle, acquises en bureau d'études de préférence au
sein d'un Service Développement. Des connaissances en électricité, électronique et automa-
tismes, voire même informatique, sont souhaitées. La pratique de l'anglais et/ou de
l'allemand constituerait un atout supplémentaire. La réussite à ce poste exige un esprit
créatif et pragmatique, une bonne aptitude relationnelle, liée à une certaine disponibilité et
à un sens aigu de l'organisation.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle,
sous référence MR 1/1029 A, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue de Cribillon 44000 Nantes
Tél. (40) 89.28.78

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



ingénieur qualité tissu

Leader du sportswear en Europe, nous poursuivons notre développement : 1 milliard de C.A., 2.300
personnes. Le collaborateur que nous recherchons, rattaché à la Direction des achats, se verra confier
la responsabilité de la gestion de la qualité des tissus "chemise" et "draperie". Interface entre les four-
nisseurs et les responsables d'unités de fabrication, il prend en charge l'analyse et la résolution des
problèmes qualité tissus. Il est en outre chargé du suivi des standards "emplois", ainsi que de la mise au
point et des développements des supports maille. Ce poste convient à un jeune ingénieur textile, ayant
acquis une première expérience de 3 à 5 ans chez un fabricant de tissus ou chez un transformateur,
possédant de réelles compétences techniques (connaissance des matières), et commerciales
(contacts avec les clients). Le poste est à pourvoir à CHOLET, et nécessite de fréquents déplacements.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 345.84 M
à notre Conseil - 61, boulevard Hausmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. sa.

MEMBRE DE SYNTHEC



Filiale du Groupe américain **EMHART** pour :
La Société Française qui fabrique et distribue
des produits industriels. 45 km de LORIENT.

Controller

Rattaché à la Direction Générale de cette société de 125 per-
sonnes pour :

Animer et gérer une petite équipe comptable.

Assurer les responsabilités de l'ensemble des services comptables
et financiers (comptabilité générale, analytique, repor-
ting, trésorerie, etc.).

Participer à la mise en place d'un IBM 36.

Expérience réussie de 3 à 5 ans dans un poste où l'on pratique
la comptabilité anglo-saxonne (cabinet audit ou PMI).

Bonnes connaissances de l'informatique.

Formation DECS exigée.

Bilingue anglais (écrit - lu).

27 ans minimum. Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) sou-
haitant s'intégrer dans une équipe jeune et performante.

La rémunération motivante est liée à nos acquis professionnels.

Ecrire avec C.V., détail, photo, présentations et téléphone privé
sous référence 23023 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michéa 92522 Neuilly.

IMPORTANT GROUPE
INDUSTRIEL INTERNATIONAL

recherche
pour ses unités de production de provinces

CONTROLEURS DE GESTION

En position de bras droit des directeurs des unités de
production, ils devront diriger les services comptables et in-
formatiques. Cela implique la responsabilité de la comptabi-
lité générale avec comptes d'exploitation mensuels effectifs
et prévisionnels, contrôle budgétaire, prix de revient, analyse
des écarts, devis, préparation des budgets, analyse de la
rentabilité des investissements, optimisation des procédures, des
systèmes de gestion informatisés et des contrôles internes. Ils
seront également à préparer et animer les réunions de ges-
tion mensuelles auxquelles participent des membres de la di-
rection et les principaux responsables de l'usine.

Pour être candidats, il faut avoir une solide formation
(B.C.S. ou équivalent + D.E.C.S. si possible), ainsi qu'une
expérience en groupe industriel satisfaisante (4 à 5 ans mi-
nimum) pour avoir acquis la maîtrise des moyens modernes de
gestion informatisés de type anglo-saxon.

- Anglais courant indispensable ;

- rémunération élevée.

Envoyer C.V., détail, lettre manuscrite, photo récente et présentations au

DÉPARTEMENT

RECRUTEMENT DU COMES

19, rue de la Paix, 75002 PARIS (Raf. 2341)

DIRECTION ET RÉPONSE ASSURÉES



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE

COMPTABLE

recherche pour ses divers bureaux

EXPERTS-COMPTABLES

ou MEMORIALISTES

(Temps plein - statut cadre - association ultérieure possible)

avec résidence à BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, NANTES, ROUEN et RENNES.

Ecrire avec C.V. sous référence 88.787 à

CONTEXTE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra

75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FILIALE C.G.E.

recherche

pour son usine située à PÉRONNE

COMPTABLE

CONTROLEUR DE GESTION USINE

- Possédant une sérieuse formation

comptable et gestion avec DUT ou BTS.

- Préférence sera donnée à candidat

ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Envoyer C.V., photo et présentations

sous réf. 71947 M à **BLEU Publicité**

17, rue du Docteur Label

94307 VINCENNES CEDEX

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Angers

SORETEX

Cette société (1 600 personnes - 400 millions de chiffre
d'affaires), filiale d'un important groupe industriel allemand,
est spécialisée dans la fabrication, la commercialisation et
l'entretien d'ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs
roulants. Elle recherche pour son siège social, basé à Angers, le responsable du
service Comptabilité Analytique.

Rattaché au Directeur Financier, et assisté de quatre collaborateurs, il aura pour
tâches principales, le suivi et le développement du contrôle de gestion de la société
(comptabilité analytique, contrôle budgétaire, détermination des prix de revient,
analyse des écarts, ...) avec pour objectif de faire évoluer les systèmes déjà existants.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de
Commerce ou équivalent), titulaire du DECS, âgé de 30 ans au moins, et pouvant
justifier d'une expérience professionnelle de trois à cinq ans minimum, acquise à ce
niveau de responsabilité de préférence dans le secteur industriel. La pratique de
l'anglais et/ou de l'allemand constituerait un atout supplémentaire. Une grande
rigueur, un esprit de synthèse développé, liés à une bonne aptitude relationnelle
sont nécessaires pour une parfaite réussite dans la fonction. La rémunération offerte
est attractive.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle,
sous référence M 17/1029 B, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue de Cribillon 44000 Nantes
Tél. (40) 89.28.78

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE
recherche

DES EXPLOITANTS DE BANQUE HF cadres classe V-VI

chargés de développer des clientèles (coopératives, groupements
d'entreprises, associations, mutuelles), de ses directions régionales de

TOULOUSE - LYON

Ces postes requièrent de bonnes connaissances de l'analyse finan-
cière et une aptitude certaine à la négociation commerciale.

Formation : enseignement supérieur économique et commercial.

Expérience minima 3 à 5 ans de banque.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et présentations à N. 3723

PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



Groupe international

N° 1 du Jean en France

Activité doublée en 4 ans

RECHERCHE

pour son siège social à AMIENS

UN JEUNE CADRE DE GESTION

Le candidat de formation, école supérieure de
commerce ayant de préférence une première expé-
rience professionnelle sera chargé de la gestion
prévisionnelle des produits finis dans un environne-
ment à dominante commerciale et très informatisé.

Il devra :

● S'intégrer dans une équipe.

● Avoir le sens du contact.

● Faire preuve de méthode et de rigueur.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

LEE COOPER, direction des relations sociales

7, rue Anne-Franck, 80045 RIVERY-LES-AMIENS

Expert Comptable

300.000+

X-HIC-SUPELEC-ESSEC-CENTRALE-ESC-SCIENCES PO

Notre cabinet d'audit et de conseil appartient à l'un des tous
premiers groupes de la profession. Notre expansion rapide est
liée à la fois à la qualité de nos techniques et à nos méthodes
de travail. Le niveau des dossiers et l'image que nous avons
développé auprès de nos clients conduisent notre Directeur
associé à rechercher son adjoint.

Ce poste s'adresse à un expert comptable diplômé ayant 5

à 10 ans d'expérience en

cabinet et issu d'une grande

école. Ce manager sera un

interlocuteur capable de

mener à bien des missions

de conseil (finance, gestion,

organisation...) auprès de directions générales. Il participera

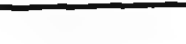
étroitement à la gestion et au management du cabinet. Les

possibilités d'évolution au sein du groupe sont de premier

ordre. Merci d'écrire sous Réf. 41111C à notre Conseil qui vous

garantit la plus totale discrétion 15 rue du Louvre 75001 PARIS

nervet pont conseil



Curriculum

média-system

média-system

média-system

média-system

média-system

média-system

média-system

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NANCY
Organisme d'Etudes et de réalisations immobilières offre une opportunité par création d'un poste de

GESTIONNAIRE
responsable de l'administration économique et financière d'opérations et de leurs montages, à un diplômé ESCAE - ICM ou Maîtrise Sciences Economiques, justifiant d'une première expérience opérationnelle.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite c.v. et prétentions à l'attention de Monsieur B. Scallier.

ANPE GESTION SPECIALISEE
12, place de la Croix-de-Bourgogne
54000 - NANCY

TRÈS IMPTE STÉ IMPLANTÉE DANS L'AUBE
recherche

SON CONTROLEUR DE GESTION

- DECS.
- Devra faire preuve d'esprit d'équipe, de rigueur, d'analyse et de synthèse.
- Expérience souhaitée en qualité d'audit et de réviseur comptable en entreprise ou en cabinet.
- Place stable, possibilité de progression pour élément dynamique et accrocheur.

Adresser candidature lettre manuscrite, c.v. et photo sous n° 7.555 le Monde Pub., service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

PME située en NORMANDIE
mini-traitance automobile
recherche

UN ACHETEUR CONFIRMÉ

10 à 15 ans d'expérience exigés.
Salaire motivant en fonction des compétences.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 7519 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE
recherche
pour son Agence de

NANCY

un chargé de clientèle

De formation supérieure (maîtrise de gestion et/ou ITB, CESB), ayant une expérience confirmée (5 à 10 ans) des études de crédit et de l'action commerciale. Permettant d'assurer auprès de notre clientèle un rôle d'animateur et de conseil.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3719 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra.

Notre Direction du SCAT
(Service Clientèle d'Assistance Technique)
recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL SERVICES

En relation avec les ingénieurs du Réseau Commercial, vous allez négocier et vendre auprès d'une clientèle du secteur tertiaire (banques, assurances et organismes sociaux) un ensemble de services dont vous assurez le suivi.

Basé à LYON, vous serez responsable du territoire Rhône-Alpes.

Vos atouts : un diplôme (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur) et une expérience commerciale dans le cadre d'une société de services et de conseils en informatique.

Votre ambition : vous affirmer comme professionnel de la vente et réussir votre carrière chez un Constructeur.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 218 M à Gilbert Passekaraile
C/o Honeywell Bull
PC 06021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

CIO **A NANTES**
Crédit Industriel de l'Ouest Dans un cadre de vie agréable et stimulant

Pour le développement de son informatique nouvelle
consécutivement à l'établissement de son schéma directeur, notre Banque : (2 800 personnes - 16 départements - 200 points de vente) recherche :

- un responsable de la QUALITÉ INFORMATIQUE, adjoint au responsable du centre de traitement. Son rôle consistera à promouvoir et faire respecter des méthodes destinées à assurer la qualité des prestations informatiques. Le candidat de formation supérieure (école d'ingénieur - A et M - licence d'informatique - MAGE) devra avoir une bonne expérience des grands systèmes IBM et de leur exploitation.
- CHEFS DE PROJET niveau ingénieur ou MAGE possédant 2 années d'expérience minimum.
- ANALYSTE PROGRAMMEUR SYSTEMES niveau DUT ou équivalent possédant 2 années d'expérience et une bonne connaissance des terminaux financiers.
- ANALYSTES PROGRAMMEURS niveau DUT ou EQUIVALENT possédant 2 années d'expérience.

NOTRE FICHE TECHNIQUE : IBM 3033 - Logiciel MVS - IMS - VTAM - Bases de données Terminaux financiers 3600 et 4700. Une expérience de ces systèmes est appréciée.

Adresser candidature, curriculum vitae et prétentions

Crédit Industriel de l'Ouest
Direction du personnel : 4 rue Voltaire, 1 X 44040 Nantes Cedex.

ingénieur électronicien
MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

Leader sur son marché, notre Société crée, fabrique et distribue du matériel d'expérimentation scientifique destiné aux établissements scolaires. Notre bureau d'études conçoit du matériel, d'une part pour les sciences expérimentales (physique et biologie), et d'autre part pour l'enseignement informatique. Ces deux activités comprennent la micro-électronique. Pour faire face au développement de notre gamme de produits, nous recherchons aujourd'hui un nouveau collaborateur à qui nous confierons la responsabilité des projets pour les appareils destinés à la physique et à la biologie. Il devra, avec une équipe de techniciens, concrétiser le programme d'études et assister de nouveaux produits. Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur électronicien justifiant d'une première expérience de bureau d'études et possédant une bonne connaissance de la micro-électronique. Pour réussir à ce poste, il faut avoir le sens de l'organisation ainsi que de réelles qualités de contact. Ce poste est basé à 100 km de Paris et à 100 km de la mer.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 331.84 M à notre Conseil - 81, boulevard Hausmann - 75006 PARIS

CB Chantal Baudron, s.a.

CHEF DU PERSONNEL

pour notre usine de produits chimiques de CHAUNY (Aisne) - 200 salariés.

C'est un animateur, un gestionnaire, un administrateur. Il assiste et conseille les Chefs de Service en matière de mutation, promotion, formation, hygiène et sécurité. Il participe avec le Directeur du site à l'animation des relations du travail et des relations sociales.

Le poste exige d'être âgé de 30 ans minimum et de posséder une expérience de 5 ans dans la fonction. Une connaissance des unités en feu continu et des méthodes d'évaluation de postes est souhaitée ainsi que la pratique de la gestion informatisée.

Si vous remplissez ces conditions, nous vous remercions d'adresser CV, photo et prétentions sous référence n° 450 à DUOLITE INTERNATIONAL
B.P. 8 - 107, rue Edith-Cavell
94400 VITRY-SUR-SEINE.

CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'INDRE
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Formation supérieure de préférence comptable (Ecole Supérieure de Commerce ou DECS) - expérience de la fonction, si possible en milieu bancaire - bonnes notions d'informatique.

Ce poste requiert rigueur, esprit de synthèse, curiosité intellectuelle, qualités relationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo à Monsieur le Directeur de la C.R.C.A.M. de L'INDRE - 68, avenue Pierre de Coubertin - 36001 CHATEAUXROUX.

BANQUE RÉGIONALE recherche

RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT FINANCIER :

Services Titres et Bourse, Emissions Obligatoires, produits de Placements, Gestion de Fortune.

GÉRANT DE PORTEFEUILLE, sous l'autorité du Responsable du Département Financier.

Gestion de Portefeuilles de particuliers, assistance au réseau.

Diplômé d'enseignement supérieur.

Lieu de résidence : ROUEN.

Env. JD/364 HAVAS SNP (B.P. 907) 76023 ROUEN CEDEX.

Le Conseil Général départemental : Un concours est ouvert dans le département de l'Indre pour le recrutement de deux titulaires de Protection Maternelle et Infantile. Pour en savoir plus, s'adresser à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Dans l'imprimerie de la Préfecture de l'Indre.

19 MARS 1984

Dépôt des candidatures et renseignements : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, 17-19, rue du Commandant L'Hermier, 36027 CHATEAUXROUX Cedex. BP 1164. Code : 871164.

Tél. (06) 42-81-61 p. 24-23.

Angoulême

CHARGÉ D'ÉTUDES
Débutant, E.S.C.

Vous serez chargé au sein de la Division Financière :

- du suivi des marchés monétaires et financiers,
- de la gestion courante de la trésorerie Française et du portefeuille obligataire
- des études diverses et de la réglementation.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel rue du Pave 16003 Angoulême Cedex

Crédit Mutuel
Sud-Ouest

BANQUE RÉGIONALE recherche :

RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT FINANCIER

Services Titres et Bourse, Emissions obligatoires, Produits de Placements, Gestion de Fortune.

GÉRANT DE PORTEFEUILLE, sous l'autorité du Responsable du Département Financier.

Gestion de portefeuilles de particuliers, assistance au réseau.

Diplômé d'enseignement supérieur.

Lieu de résidence : ROUEN. Env. JD/364 HAVAS SNP, BP 907, 76023 ROUEN CEDEX.

LE CRÉDIT MUTUEL
en pleine expansion

Avant assuré et efficace et performant

DIRECTEURS DE CAISSES LOCALES
pour Clermont-Ferrand et Nord

- Solide expérience bancaire, administrative et comptable, appuyée sur B.P. et I.T.S.
- Aptitude à analyser et diriger.
- Sens commercial développé.

ATTACHÉS COMMERCIAUX
Départements 63, 03, 15, 12

- Ils seront chargés de la démarche et des contacts avec la clientèle.
- Expérience réussie dans le poste.
- Qualités de contact.
- CAP/B.P.

Adresser C.V. + lettre manuscrite et photo au CRÉDIT MUTUEL, 67, boulevard Diderot, 63000 CLERMONT-FERRAND.

Telemecanique
les solutions de progrès

recherche pour son Service

TECHNOLOGIE COMPOSANTS

LE RESPONSABLE "LABORATOIRE D'ESSAIS DE COMPOSANTS - ANALYSE DE DÉFAILLANCE"

Profil : INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN avec une expérience d'au minimum 5 ans en TECHNOLOGIE des CIRCUITS INTÉGRÉS.

Lieu de travail : SOPHIA ANTIPOLIS près d'ANTIBES (06).

Envoyer C.V. + photo + diplômes + prétentions à TELEMECANIQUE ELECTRIQUE - Direction du Personnel - Route des Lucioles 06565 VALBONNE ss référence : JPC/PL/02.84

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(700 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

- 4 à 5 ans d'expérience.
- Connaissances VAX/VMS indispensables.

Pour en savoir plus, s'adresser dans la région de

NORD

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous le n° 3.743 Pub. Études, 112, bd Voltaire, Paris-77.

Le Centre Hospitalier Régional de Rouen recherche pour son Centre d'Informations Régionales un cours de reconstruction (actualisation) du personnel du Centre d'Informations Régionales (CIR) n° 3.743 Pub. Études, 112, bd Voltaire, Paris-77.

UN CHEF DE CENTRE

Missions :

- Coordination de la politique informatique régionale ;
- Conseil et assistance aux 35 hôpitaux adhérents ;
- Maintenance, développement et évaluation des applications ;
- Eventuellement, exploitation.

Profil :

- Le candidat doit posséder un titre d'ingénieur, justifier d'une expérience approfondie dans la gestion d'un centre d'information, compatible et être ouvert aux différentes approches informatiques.

Les candidatures, c.v., et diplômes doivent être adressées au Directeur du Personnel du CHR, 36033 RENNES CEDEX.

Association créée loi de 1901 soumise dans le domaine d'information régionale à un gestionnaire d'une dizaine d'adhérents, employant 1400 agents, recherche :

- (a) secrétaire général (a) secrétaire adjoint (a) directeur (a) directeur adjoint

Disposant de six postes d'internes ou faisant fonction à compter de 1^{er} AVRIL 1984.

• Logit et ouverture gratuits.

• Abonnement 300 F.

Les candidats doivent présenter la réputation d'homme de bien, être âgés de moins de 35 ans, être mariés, avoir un salaire annuel de 3.500 F. environ par mois.

Env. JD/364 HAVAS SNP (B.P. 907) 76023 ROUEN CEDEX.

Tél. (06) 42-81-61 p. 24-23.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes ingénieurs

Grandes écoles ou équivalent
Votre carrière : l'informatique.

Au sein du Service Etudes d'Organisation et d'Informatique d'un important organisme bancaire, dans un contexte télé-processing (gros systèmes IBM et micro-ordinateurs) :

- Vous recevrez une formation informatique de plusieurs mois.
- Vous serez intégré à des équipes de haut niveau responsables de l'organisation de l'informatique d'un département de la banque.
- Vous exercerez rapidement avec une autonomie croissante des fonctions d'organisation, de conception et de réalisation informatique en contact permanent avec les utilisateurs.

Merci d'adresser CV + photo
sous réf. M. 5742

centi
profile

à Siegfried Boch, Centi Profile,
128 rue de Rennes, 75006 Paris.

Conseil en Recrutement

alpa

Principal Organe d'Intervention du Ministère de la Formation Professionnelle
chargé de la Formation Professionnelle des Adultes
(10.000 personnes - 150 établissements) recherche pour son
Département Gestion Informatique de Neuilly Sur Marne

DES INGENIEURS INFORMATIENS

Ce département a pour mission :

- d'évaluer les nouvelles qualifications professionnelles,
- de concevoir de nouveaux programmes de formation et de les enseigner,
- de diffuser ces programmes dans nos 15 centres régionaux,
- de trouver des réponses adaptées aux besoins de formation des entreprises.

Nous recherchons des professionnels de l'informatique ayant acquis une expérience de Chef de
Projet et ayant pratiqué des langages évolués dans des environnements conversationnels.

Les spécialités suivantes seront appréciées :

- Gestion de production (méthodes, ordonnancement, stocks, comptabilité industrielle) Réf. a
- Bases de données, rétrolien Réf. b
- Micro-informatique (votre carrière vous a conduit à participer à l'informatisation de PME-PMI) Réf. c
- Génie logiciel (participation à des développements de produits informatiques à l'aide d'outils de conception assistée par ordinateur) Réf. d
- Marketing et promotion (études prospectives du marché informatique, définition de produits informatiques) Réf. e

Nous remercions les candidats intéressés par cette offre d'adresser sous 8 jours, leur C.V. très
détaillé en précisant les références correspondant à leurs expériences spécifiques, à
Nicole LARDREAU - C.P.T.A. - 21 LES CHANOUX - 63, rue Ampère -
98330 NEUILLY SUR MARNE.

N°2 en agence au CRÉDIT AGRICOLE : des situations en 1^{re} ligne...

Vous possédez une bonne expérience bancaire où vous avez développé votre goût des contacts avec la
clientèle, vos qualités d'initiative, votre aptitude à l'encadrement d'une équipe.

Il est temps pour vous d'entrer plus loin dans un Groupe bancaire au développement important.

LE CRÉDIT AGRICOLE ÎLE-DE-FRANCE (235 Agences en région parisienne) vous propose plusieurs oppor-
tunités en qualité

ADJOINTS D'AGENCE

Gestion, développement commercial, rentabilité : ces postes très formateurs parce que pluridisciplinaires
vous offrent de nouvelles perspectives d'évolution dans le Groupe.

Postes à pourvoir à PARIS et YVELINES-NORD.

Adressez votre candidature (CV détaillé et photo) sous référence 80787/M au Service Recrutement du
CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ÎLE-DE-FRANCE - 28, quai de la Rapée - 75012 PARIS.

VOUS ÊTES : **Ingénieur diplômé grande école**

VOTRE EXPÉRIENCE : 5 années en Bureau d'Etudes

VOTRE DOMAINE D'ACTIVITÉ : l'électronique, l'automatisme et, si possible les technologies du plastique.

NOUS VOUS OFFRONS :

- La responsabilité de la conception de produits (du prototype à la première série).
- L'animation d'une équipe de Mécaniciens, Electroniciens, Opticiens dont vous serez le :

CHEF DE SERVICE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

- Les produits : des machines-outils automatiques destinées
aux professionnels de l'Optique.

Les dossiers de candidature seront transmis confidentiellement
par AXIAL Publicité (réf. 6315), 27, rue Taitbout 75009 Paris.

Notre carte de visite :
ESSILOR
groupe français
leader européen de
l'OPTIQUE-LUNETTERIE
7700 personnes
un chiffre d'affaires
en croissance de +26 %
12 usines et 18 filiales en
France et à l'étranger.



La recherche
au service
de la vue

emplois régionaux

SEINE MARITIME

Une Société industrielle, filiale d'un groupe important,
spécialisée dans la production d'emballages en verre,
recherche pour l'une de ses unités de production à feu continu

RESPONSABLE TECHNIQUE DEVELOPPEMENT

Il aura pour missions :

- l'assistance technique auprès de la production
- l'élaboration et l'amélioration des équipements et procédés de production (machines et matériaux)
- l'analyse des besoins en équipements et des investissements s'y rapportant.

La mise en œuvre des plans de réduction des coûts.
Ce poste peut convenir à un ingénieur de formation, ayant quelques années
d'expérience dans la mise en œuvre de technologies avancées - automatique
et informatique industrielle, ainsi qu'une bonne expérience de l'utilisation des
outils statistiques.

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste évolutif, un homme de grande dis-
ponibilité, rigoureux et méthodique, à l'aise dans les contacts humains, ayant
le sens du commercialisme.

Merci de bien vouloir adresser votre CV détaillé, photo et prêt
sous réf. 88910 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.



recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- Contrôler l'organisation et les systèmes comptables des Sociétés du Groupe et proposer les adaptations nécessaires dans le but d'améliorer leur efficacité.
- Dans le cadre de leur mission les candidats retenus seront également amenés à évaluer la gestion générale des entreprises.

LE PROFIL

- Formation Grande Ecole commerciale + niveau expertise comptable.
- Agés de 30 ans environ, les candidats auront une solide expérience de la comptabilité en entreprise ou audit externe.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et celle d'une autre langue étrangère serait appréciée.

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements en France et à l'étranger.
La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités au sein du Groupe ou de ses filiales.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 8002 à :

BAILLY CONSEIL

128, bd Haussmann
75008 PARIS

Pour faire face au développement de sa filiale
chargée de la gestion des portefeuilles de valeurs mobilières,
La BANQUE HERVET renforce son équipe de gestionnaires
et recherche

UN GÉRANT DE PORTEFEUILLES (H/F) pour son équipe "gestion diversifiée"

(réf. 101)

chargé de la gestion sous mandat de portefeuilles de clients particuliers et fonds communs de placement.
Il participe dans le cadre de l'équipe à l'élaboration de la politique de gestion.
Son expérience de la fonction d'au moins 3 années obtenue de préférence dans une banque, un établisse-
ment financier ou une compagnie d'assurances lui permet de bien connaître les différents mécanismes et
de posséder une bonne approche de l'ensemble des places boursières.
De formation supérieure, ce jeune cadre pratique couramment la langue anglaise.
Une expérience d'analyste financier et la connaissance approfondie des marchés d'Extrême-Orient sont
des atouts supplémentaires.

UN GÉRANT DE PORTEFEUILLES (H/F) pour assister le responsable de la gestion des obligations françaises

(réf. 102)

chargé de participer à la gestion de fonds communs de placement en obligations françaises et des comptes
gérés, d'effectuer toutes les études nécessaires s'y rapportant et d'assurer une aide technique auprès du
réseau ainsi que des relations clientèles. Son expérience d'au moins 2 années de la fonction s'appuie sur une
formation supérieure d'actuaire complétée par de l'assistance dans les contacts.

Ces deux postes s'adressent à des candidats soucieux d'intégrer une structure performante pouvant leur
assurer un développement de carrière dans tous les domaines de la gestion de portefeuilles.

D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, accompagnée
d'un C.V., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Per-
sonnel, BANQUE HERVET, 127, av. Charles de Gaulle,
92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

**BANQUE
HERVET**

Valoriser et harmoniser vos compétences techniques

Ingénieur chimiste

Première filiale européenne d'un groupe chimique international, nous sommes entre autres spécialistes de l'hygiène dans
les domaines des textiles, des surfaces et de la restauration.

A cet égard, nous fabriquons des produits et des matériels que nous commercialisons auprès des industries de service
(blanchisseries, teintureries...) et des grandes collectivités (hôpitaux, établissements de soins...).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste pouvant justifier d'une première expérience d'assistance technique auprès
d'une force de vente et parlant allemand.

Vous êtes compétent et dynamique, vous avez la volonté de valoriser votre acquis au sein de notre équipe marketing où
vous participerez à l'évolution des projets.

A partir de Paris, vous intervenez en appui technique auprès de nos forces de ventes, pour leur apporter votre appui techni-
que. Simultanément, vous consolidez et développez les connaissances techniques de nos vendeurs. Cette double mission
s'exerce sur l'ensemble du territoire.

Une voiture vous est fournie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence M/27 à
HENKEL FRANCE - Direction des Relations - B.P. 111 - 94250 GENTILLY.

Henkel

PARIS

ADMINISTRATEUR DE DONNÉES expérimenté

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une formation universitaire de base (IUT
informatique...), ayant acquis une expérience d'Administrateur après avoir exercé la fonction
d'Analyste programmeur.

Les candidats ont une expérience "pointue" sur ordinateur BULL DPS 7 avec une base de
données IDS 2 et si possible sous TDS.

A cette création de poste, il y a vraiment une opportunité pour un candidat de valeur.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature en mentionnant la rémunération sou-
haitée sous référence 316 AD à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CADRE COMPTABLE

ACTIVITE B.T.P.

La Direction Financière d'une importante Entreprise de BTP (CA + 600 MF) souhaite confier la COMPTABILITE METROPOLE (2/3 de son C.A.) à un Cadre Comptable de 35 ans environ, formation DECS ou équivalent. Excellent praticien de la comptabilité en entreprise de BTP et utilisateur confirmé de l'outil informatique. Il aura pour mission essentielle, avec l'aide d'une équipe de 4 collaborateurs, d'harmoniser et d'exploiter les éléments comptables des Agences et Directions Régionales, d'établir les bilans et comptes de résultats et de réaliser les travaux de consolidation avec les autres partenaires concernés (filiales, services étrangers, ...).

Poste à pourvoir en Sémestre OUEST de PARIS.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prêt. sous réf. 1217 M.

Jean-Claude Maurice S.R.

377 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS



NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

FILIALE D'UN GROUPE DE DIMENSION MONDIALE.

Le renforcement de nos filiales à l'étranger dans un contexte très agressif rend indispensable la mise en place d'organisations maîtrisant bien les techniques de l'informatique et de la bureautique.

Nous recherchons des

ORGANISATEURS INFORMATIQUES

Rattachés au Directeur de la Gestion, ils prennent en charge leur mission dans les filiales, depuis la définition des spécifications jusqu'à la mise en service des systèmes. Leurs interlocuteurs naturels sont les Directeurs des filiales mais ils doivent veiller à faire respecter les normes d'homogénéité du Groupe.

MIAGE ou équivalent de formation, leurs premières expériences se sont déroulées en milieu administratif et sur de petits matériels de préférence. La variété et la nature des problèmes, des situations, le contexte général de la Société, les possibilités d'évolution rendent ces postes extrêmement attrayants.

Fréquents déplacements à l'étranger.

Langue : anglais, allemand ou espagnol apprécié mais pas indispensables.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous réf. 9141 à VALIENS CONSEIL, BP 359, 75004 PARIS Cédex 02.

Le Groupe CEGOS recherche pour son département IFOS

Cadre comptable - DECS - Jeune informaticien

connaissant l'informatique (réf. 71657/M)

(réf. 71658/M)

hommes ou femmes diplômé(e)s d'études supérieures

pour animer, perfectionner, créer des stages et mener toutes interventions facilitant l'introduction et l'utilisation de l'outil informatique auprès du personnel administratif ou comptable (assistants, secrétaires, employés).

Ces deux activités impliquent le goût de la pédagogie des adultes, de l'aisance sociale, de bonnes connaissances techniques. Elles s'adressent à de jeunes cadres actifs possédant une expérience professionnelle de deux ans au minimum, acquise dans un service Comptable, Finance, Personnel ou le département "Organisation" de sociétés performantes. La participation à la mise en place de systèmes informatiques ou bureautiques est très appréciée. Au terme de deux ans environ, ils (elles) pourront devenir Consultants c'est-à-dire Responsables d'interventions de formation conseil. Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo, sous référence choisie à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE

Sélé CEGOS

Le Groupe CEGOS, Conseil, Etudes, Formation, intervient dans plus de 1000 entreprises et administrations, forme environ 20 000 personnes par an dans le monde et recrute 400 consultants de 15 nationalités différentes.

210.000 F + Nord Paris

Vous êtes Chef de projet Vous souhaitez être Responsable de l'informatique

Nous sommes une Société d'importation et distribution de produits pétroliers (200 personnes) et voulons nous doter d'un système de gestion rigoureux et performant. Vous êtes Ingénieur Informaticien depuis 8 - 10 ans et exercez la fonction de Chef de Projet depuis 5 ans minimum. Vous connaissez la distribution de produits grand public et avez conçu et mis en œuvre des applications comptables, si possible sur IBM 38. Nous vous offrons certes un défi à relever dans un contexte spécifique, mais surtout la possibilité d'acquiescer des compétences en organisation informatique et de les valoriser ensuite : un soutien vous est acquis.

Veuillez adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 22090/P à Christine DEFECHÉ qui l'étudiera avec rapidité et discrétion, Sélé-CEGOS-INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cédex.

Sélé CEGOS INFORMATIQUE

GROUPE



Jeune diplômé, vous avez déjà choisi ou souhaitez découvrir un secteur d'activité dynamique et de pointe : l'informatique. Des postes formateurs et évolutifs vous attendent.

SG2, groupe puissant de 4 000 personnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose d'acquiescer son savoir-faire dans les domaines de pointes suivants : - conception et réalisation de systèmes de gestion, - plan informatique, - méthodologie d'analyse et de gestion de projets, - architecture de systèmes, - génie logiciel, - conception et utilisation de réseaux, - réseaux locaux, - bases de données réparties, - XAO, - monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer de réelles responsabilités.

Ingénieurs Grandes Ecoles et Universitaires la diversité permet de se passionner.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 10 M à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

Missions de prestige pour informaticiens de communication

Notre Département Techniques Avancées a pour mission l'aide à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines suivants : Télécommunications, Transmissions de Données, Micro-Informatique, Bureautique, Productique...

Nous vous proposons dans ce cadre de participer à l'une de nos missions : un projet de sensibilisation à la micro-informatique, réalisé avec l'Agence de l'Informatique (A.D.I.).

Votre rôle sera double :

• Analyser les besoins des différentes catégories professionnelles concernées et proposer les produits les plus adaptés.

Vous devrez pour cela être à l'écoute des dernières

techniques en matière de logiciels et envisager leurs conditions d'exploitation. Plusieurs micro-ordinateurs, et leurs supports logiciels associés, vous permettront d'effectuer les tests nécessaires.

• Diffuser l'information auprès des utilisateurs en organisant notamment des séminaires internes réunissant des spécialistes de la micro-informatique.

Supélec, Telecom... vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle réussie et maîtrisez parfaitement l'anglais. Votre passion pour le problème posé, votre goût pour la communication et votre sens de l'efficacité seront déterminants. Votre mobilité géographique est grande.

APSIDE

AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

Acquérez le prestige de nos missions : adressez-nous votre dossier sous référence DTA 11, 6 rue Paul-Baudry - 75008 Paris.



SOCIÉTÉ NATIONALE
Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateurs, nous appartenons à un GROUPE - 23000 personnes - qui entend poursuivre une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

ELECMA Division Electronique de la SNECMA

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL «INSTRUMENTATION AERONAUTIQUE»

Il prendra en charge la promotion et la vente de matériels de haut niveau technologique conçus par la division et participera à la gestion commerciale de son secteur d'activité.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs électroniciens ayant une première expérience industrielle.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Lieu de rattachement : SURESNES.



Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions en précisant la référence 171/83 à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor - 75724 PARIS CEDEX 15



LES CAFES JACQUES VABRE

C.A. 2,5 milliards

cherchent à étoffer leur structure financière et désirent recruter UN NOUVEL

ASSISTANT CHEF DE SERVICE TRESORERIE

avec :

— gestion des comptes bancaires en valeur,
— contrôle des frais financiers,
— participation à la mise en place d'un nouveau système informatique de trésorerie,
— reporting.

Ce poste conviendrait à un(e) jeune diplômé(e) HEC - ESSEC - SUP de CO. Cette offre constitue une réelle opportunité pour un candidat de valeur désireux d'acquiescer une expérience financière polyvalente dans un groupe en forte expansion.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions aux CAFES JACQUES VABRE

Département du Personnel, Z.I. des Petites-Haies

5, rue Charles Marigny 94701 MAISONS-ALFORT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

Jeunes rédacteurs HF

Nous sommes une publication, leader dans le domaine de l'informatique grand public. Nous cherchons deux jeunes rédacteurs pour participer à la rédaction de la revue.

- le premier poste s'adresse à un candidat ayant de solides connaissances en informatique individuelle dont il suivra l'évolution en gardant un contact permanent avec les constructeurs (réf. 1075/M).
- le second nécessite la pratique de la programmation en basic ; en liaison avec nos collaborateurs extérieurs, le candidat supervisera plusieurs rubriques de la revue (réf. 1076/M).

Outre un intérêt pour l'informatique individuelle et ses utilisations, nous souhaitons trouver chez ces candidats une aptitude à la rédaction, des qualités d'organisation, d'ouverture d'esprit et de communication. Nous leur offrons un travail passionnant, une évolution de carrière motivante au sein d'un groupe dynamique en pleine expansion.

Correcteur - réviseur HF

Notre revue, leader dans son créneau, est intégrée au premier groupe français de presse informatique. Pour renforcer notre équipe de fabrication, nous cherchons un correcteur-réviseur. Il aura en charge la préparation et la codification des manuscrits, en assurera les relectures et remises en forme jusqu'au bon à tirer. Ce poste - déterminant pour la qualité de notre revue - s'adresse à un candidat expérimenté, d'un bon niveau général, ayant une excellente orthographe et une aptitude à la rédaction. Ambiance de travail jeune et dynamique. Lieu de travail : Paris Xème. (réf. 1074/M)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, sous référence choisie en indiquant la rémunération souhaitée à Michèle RUDLOFF, Sélégos, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE

Chef d'établissement industriel

— Réparation automobile —

Filiale d'un grand groupe, nous sommes spécialisés dans la réparation automobile et très appréciés pour la qualité de nos prestations. Nous disposons de 10 établissements (650 personnes) et réalisons un CA de 190 millions. Dans le cadre de notre développement, nous cherchons trois nouveaux collaborateurs. Véritables patrons, ils sont responsables devant notre Directeur Général de la gestion humaine, technique et financière de leur unité de production. Ces postes, basés à Paris ou en très proche banlieue, peuvent convenir à des ingénieurs de formation AM (ou équivalent), ayant acquis une solide expérience de la direction d'une petite usine, ou d'un grand atelier de mécanique. Des connaissances dans le domaine automobile - fabrication d'accessoires, carrosserie... - seraient très appréciées. Adresser lettre man., CV et prêt. 3059/M à Claudine FERRY-CLEMENT, Sélégos, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cédex.

Responsable gestion des cadres

Bilingue Français-Allemand

Dans le cadre de la mise en place d'une gestion novatrice des carrières, la Direction des Affaires Sociales de ce Groupe français aux activités multinationales crée le poste de Responsable de la gestion des Cadres pour l'Allemagne. Rattaché au Directeur des Ressources Humaines, votre mission sera de gérer le potentiel et les compétences des 600 cadres des unités allemandes du Groupe. Vos principales responsabilités seront de vous assurer de la qualité et de l'opportunité des recrutements, d'évaluer les possibilités d'évolution des cadres en activité, de suivre leurs rémunérations et d'organiser la mobilité inter-unités. Ce poste, basé à Paris, implique une forte mobilité opérationnelle (50 % de votre temps consacré aux déplacements en Allemagne). Il convient à un diplômé d'études supérieures ayant acquis, à travers une activité de recrutement ou d'animation d'équipes importantes, l'expérience de l'évaluation des personnes. La pratique de la langue anglaise est un atout supplémentaire. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. 4033/M à Guy PELLAE, Sélégos, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Cédex.

● Sélégos PARIS, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Tél. (1) 620-63-04
● Sélégos RHONE ALPES, 2, rue du Musée Guimet, 69006 LYON Tél. (7) 889-70-12

● Sélégos MEDITERRANEE, 35, rue Pastorelli, 06000 NICE Tél. (93) 82-38-40
● Sélégos ATLANTIQUE, 44 Boulevard Guist'hau, 44000 NANTES Tél. (40) 35-70-51

sélé
CEGOS

ARADJAN - ATHENES - BARCELONE - BRUXELLES - LIEBEN - LISSONE - LONDRES - MADRID - MILAN - NEW YORK - SAO PAULO - TUNIS - TURIN

Membre de SYNTIC

Société d'ingénierie de tout premier plan
recherche

ingénieurs

SPECIALISTES METHODE DES ELEMENTS FINIS

Notre technologie exige notamment la mise au point et l'utilisation à l'échelle industrielle des méthodes les plus avancées en analyse de structures dans le domaine non linéaire (élastoplasticité, puege, flambage, grandes déformations).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs ayant :

- une connaissance approfondie de la mécanique des milieux continus et de la méthode des éléments finis appliquées au comportement de structures soumises à des sollicitations complexes,
- une capacité à s'intégrer rapidement dans une équipe de très haut niveau en vue de développer des programmes de calculs thermo-mécaniques.

La taille de l'entreprise et de sa mission mène vous ouvrent les portes d'une carrière largement évolutive.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, et photo, en indiquant sur l'enveloppe la référence 3798, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Pour participer à l'expansion de notre DEPARTEMENT OPTOELECTRONIQUE
spécialisé dans la vision nocturne, nous recherchons

ingénieurs électroniciens

ayant acquis une première expérience industrielle, pour leur confier :

- soit le développement (matériel et logiciel) de processeurs spécialisés (en tranches, monolithiques, microprogrammation...),
- soit l'intégration de systèmes type « avionique », ce qui suppose une certaine polyvalence et une première expérience des essais d'ensemble, qualification et expérimentation d'équipements.

- soit l'étude et le Développement de systèmes à prédominance numérique.

ingénieur mécanicien confirmé

pour lui confier le Développement de systèmes aéropontés.

Connaissances en électronique et expérience dans le domaine Mécanique, Thermodynamique et Asservissements souhaités.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel - 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

T.R.T.

L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle

Spontex

UNE SOCIETE DE CHARGEURS S.A.

Fonction personnel en milieu industriel, pour commencer ...

Avec une marque de grande notoriété, nos produits «propreté et entretien de la maison», intéressent un large secteur de consommation en France et à l'étranger.

A Beauvais (Oise), nous souhaitons intégrer la fonction personnel de notre principale unité de fabrication (700 personnes) en confiant à un jeune assistant au chef du personnel une mission opérationnelle : étudier les postes de travail et leur sécurité, les coefficients de rémunération, les classifications et mutations internes, en liaison avec le développement d'une technologie avancée (automatisation du process). Nous souhaitons également lui confier la formation et la mise en place du droit d'expression des salariés : avec ce regard attentif à l'innovation sociale, en prise directe avec la réalité de la fabrication (chimie lourde), au contact des partenaires sociaux, l'expérience terrain qu'il va acquérir, lui ouvrira à terme des possibilités de premier plan dans un groupe qui, par la diversité de ses activités, offre de réelles opportunités d'évolution.

Ce poste conviendrait à un jeune Ingénieur, ESSEC ou SUP, DE CO... sensibilisé par une formation complémentaire au contexte social et humain de l'entreprise industrielle.

Un premier passage en production est, bien sûr, de nature à constituer un atout supplémentaire. Catherine de BOISJOLLY vous remercie de lui écrire en portant sur votre dossier de candidature la référence S 42/84 M

OGIVES

Département Recrutement 12 rue de Chazelles 75017 Paris

crédit
foncier
de france

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE
organiserà à PARIS
les Mardi 24 et Mercredi 25 avril 1984

UN CONCOURS pour le recrutement d'ATTACHES

- Ce concours, ouvert aux candidats possédant la nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne, âgés de plus de 20 ans et de moins de 32 ans au 1er janvier 1984, est accessible notamment aux :

- titulaires : a) d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquée ; b) du diplôme d'études comptables supérieures ; c) anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles, des Instituts d'Etudes Politiques ou du Centre d'Etudes Supérieures de Banque ; d) notaires ; e) clercs de notaires, justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit ; f) architectes ou géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.

Sous réserve que les candidats obtiennent au moins la moyenne 12 à la fin des deux séries d'épreuves, ce concours est ouvert pour 20 postes se répartissant normalement à raison de 15 postes en option juridique et 5 postes en option financière.

Les candidats admis au concours seront appelés à être affectés, en fonction des vacances de postes, dans un des Services de la Société à PARIS ou en PROVINCE, où ils devront exercer des fonctions exigeant des connaissances approfondies soit dans le domaine juridique, soit en gestion comptable, financière, administrative ou commerciale, soit en informatique, soit en matière d'expertise immobilière.

La clôture des inscriptions interviendra le 23 mars inclus.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE Service du Personnel - Bureau Information-Concours - 19, rue des Capucines B.P. 65 - 75050 PARIS CEDEX 01 (Tél. : 244.80.66 - 244.80.57).

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

GÉRANT DE PORTEFEUILLES ACTIONS

destiné à gérer un ensemble de portefeuilles de clientèle privée.
Bons contacts commerciaux. Expérience souhaitable.
Anglais lu et parlé si possible.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 321 A à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin 75009 PARIS

PARIS

GERANT D'OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES

Expérience de quelques années.
Anglais courant.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 321 E à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement 7, rue Caumartin 75009 PARIS

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11% du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguez avec "ceux qui décident", vous participez à leurs plans informatiques et vous leur proposez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Strasbourg, Lille, Bordeaux, Nantes, Lyon, Marseille, Paris et prenez tout simplement contact avec le Département des Ressources Humaines et Développement
2, rue Gaston Crémieux B.P. 136-91004 Evry Cedex.

N° 1 de l'informatique interactive

digital

Responsable de l'unité parisienne

ETL/EXPRESS

Le réseau français AIR ROUTE DE FRET le plus performant, poursuivant sa forte expansion France et Europe, recherche un jeune Cadre dynamique, créatif et gestionnaire pour diriger l'exploitation de son important centre de Paris.

Sa mission : assurer un fonctionnement rapide, efficace et de qualité du trafic. Pour ce faire, il est responsable de la gestion et de la formation du personnel : 80 personnes, de la gestion des équipements, de la coordination des moyens, du service budgétaire du centre.

Son profil : jeune ingénieur ou diplômé études supérieures de gestion, ayant trois années environ d'expérience opérationnelle d'organisation et d'animation de personnel.

Ce poste implique des liaisons fréquentes avec le milieu aviation, un net désir d'intégration à une équipe motivée et dynamique et peut permettre un développement de carrière intéressant au sein de la filiale ou de la Société-mère, 4^e Compagnie Aérienne Française.

Écrire sous réf. EM 334 CAL

etap

4, rue Massenet 75116 Paris

L'UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES

Première Banque Étrangère en France.

- 1 - Renforce ses équipes spécialisées dans les activités du COMMERCE EXTERIEUR en créant les postes :

LE DIRECTEUR ADJOINT DU DÉPARTEMENT DES CRÉDITS DOCUMENTAIRES

Réf. 01

Pour cette unité de 50 personnes, nous recherchons un CADRE confirmé ayant au moins 10 ans d'expérience dans les opérations de Commerce Extérieur et, notamment dans les Crédits Documentaires.

L'ADJOINT AU RESPONSABLE DES FINANCEMENTS DE PROJETS

Réf. 02

Désirant développer notre compétence dans les procédures CREDITS EXPORT de divers pays (SACE, FINEX...), nous recherchons un cadre confirmé pouvant prendre en charge de façon autonome des financements d'opérations de commerce international complexes faisant appel à toutes ces techniques.

Le candidat devra avoir 7 à 10 ans d'expérience bancaire dont 5/6 ans dans le financement du Commerce Extérieur et être apte à mener des négociations difficiles.

L'ADJOINT AU RESPONSABLE DU NÉGOCE

Réf. 03

Pour pénétrer les grandes compagnies du NEGOCE INTERNATIONAL sur les principales places européennes, nous recherchons un CADRE confirmé ayant au moins 10 ans d'expérience bancaire dont 5/6 ans dans le financement d'opérations de négoce international. Le candidat devra avoir des qualités commerciales éprouvées et une aptitude à l'encadrement.

- 2 - Informatise son réseau d'Agences / Sud-Est Asiatique et recherche :

UN CHIEF DE PROJET

Réf. 04

Partant d'un logiciel de base développé au Siège, il aura à adapter ce système aux besoins spécifiques des Agences, et en assurer dans celles-ci la mise en place.

Une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction analogue et / ou informatique de gestion (DPS 7 - DATA POINT NCR) est indispensable, si possible dans le secteur bancaire.

UN COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Réf. 05

Il aura en particulier à veiller à la compatibilité des procédures comptables Sièges / Agences pour les besoins de consolidation.

Expérience bancaire indispensable dans un environnement informatique si possible. Formation D.E.C.S. ou équivalent.

Ces deux postes impliquent de la part des candidats une grande mobilité pour déplacements à l'étranger.

La pratique courante de l'ANGLAIS est, pour tous ces postes, indispensable.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en indiquant la référence du poste choisi à
U.B.A.F. - Direction du Personnel
190, avenue Charles De Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

GFI

ingénieurs débutants grandes écoles

ENTREZ DANS UN GROUPE MULTINATIONAL DE SOCIÉTÉS DE SERVICES

Le GFI, en France plus de 1.000 personnes, fait partie du groupe SCICON International (un des premiers groupes mondiaux de SSN).

Nous proposons à des jeunes X, HEC, ESSEC, CENTRALE, INGENIEURS TELECOM ou ENSI, débutants ou ayant 1 à 3 ans d'expérience professionnelle, d'entrer dans le GFI pour concevoir, réaliser et mettre en place des systèmes informatiques faisant appel aux techniques les plus avancées : bases de données, temps réel, réseau, informatique graphique.

Après une formation informatique complémentaire, ils participeront dans un premier temps à la réalisation de projets puis, progressivement, prendront des responsabilités de conseil ou d'encadrement.

De larges possibilités de développement leur seront offertes à terme dans le cadre du groupe.

Nous vous garantissons une totale discrétion.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature + CV + prétentions sous réf. M 02 à M. DUJARDIN

GFI 1 - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

A. GARBARINI S.A.

Leader de la régulation de trafic urbain et routier recherche

ingénieurs matériels expérimentés

Pour :

- Conception de matériels à dominante numérique (microprocesseurs) jusqu'à la pré-série.
- Suivi technique de matériels existants.

Les candidats devront avoir la rigueur et le sens de l'organisation nécessaire pour ces postes s'adressant à des ingénieurs expérimentés (pas moins de 2 ans) dans la conception de systèmes à microprocesseurs.

Appointements motivants et selon compétences.

Postes stables, d'avenir et de responsabilités.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

A. GARBARINI S.A.

48-54, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

هتنامن الاصل

1550 من الأول

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRUPE DE COMMUNICATION
leader sur son marché, recherche son

RESPONSABLE COMPTABLE

H/F

- Il prendra en charge la gestion comptable, sociale et fiscale des Sociétés du Groupe
- Supervisera l'ensemble de l'équipe comptable et informatique
- Assurera les travaux d'analyses périodiques ainsi que les travaux de Bilan
- Devra être titulaire d'un DECS et d'une expérience de 3 ans minimum de cette fonction.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 89144 à CONTEXTE PUBLICITE 20, Av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Responsable commercial

Industrie automobile (première monte) - Notre client est une importante entreprise européenne dont les produits ont trait aux systèmes de freinage de véhicules automobiles de toutes catégories. Il nous a confié la recherche d'un cadre de haut niveau à qui l'on confiera la responsabilité des contacts commerciaux et des négociations d'affaires avec les constructeurs français dans une perspective de développement du volume et de la rentabilité. Les candidats pour ce poste bénéficieront donc d'excellentes introductions auprès de l'industrie automobile française et auront fait preuve de leur capacité à négocier des contrats de fourniture de produits ayant un caractère technique. La connaissance de l'anglais et d'autres langues constituerait un atout déterminant et assurera au candidat retenus des perspectives de carrière intéressantes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum. Une grande disponibilité pour de fréquents déplacements est indispensable. Ecrire en précisant la référence A/1551M.

PA

PA Personnel Services

Avenue Louise 386 - 1050 BRUXELLES - Tél. (322) 648.65.55

Médecin anesthésiste

Responsable médical

Matériel médico-chirurgical à usage unique - Un groupe français fortement implanté à l'étranger recherche un médecin anesthésiste capable d'assurer le développement médical de matériels à usage unique destinés aux hôpitaux et aux cliniques. Basé à Paris ou banlieue parisienne, rattaché à la direction générale, il sera chargé d'assurer le lien entre les praticiens utilisateurs et les services techniques du groupe, et de développer parallèlement un panel destiné à garantir l'adéquation optimale du couple produit-marché. Conseiller médical du groupe, il apportera également aux services commerciaux et publicitaires l'assistance qui leur est nécessaire pour une meilleure compréhension du milieu hospitalier. Ce poste s'adresse à un médecin de 28 ans minimum, justifiant d'une expérience réelle en anesthésie-réanimation et faisant montre d'une grande ouverture d'esprit et de bonnes qualités de synthèse. Il doit être prêt à consacrer tout ou partie de son temps (50 % minimum) à cette activité salariée exercée au profit du développement médical. La pratique de l'anglais est indispensable. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ, sur la base d'un emploi à plein temps, pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9047M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DIALOGUE ET INNOVATION

Ambition, innovation, implication : 3 notions-clés qui permettent à NORD-FRANCE d'aborder avec confiance la prochaine décennie. Le groupe NORD-FRANCE, spécialisé dans le bâtiment, le Génie Civil, la rénovation et la réhabilitation au travers de ses filiales (CA 1485 M.F.) 2700 personnes recherche

INGENIEUR THERMICIEN

Vous aurez en charge la conception, la fabrication et la mise en œuvre des équipements thermiques et fluides dans l'habitat et les autres bâtiments. réf. A.

INGENIEUR ELECTRICIEN

Vous aurez en charge la conception, la fabrication et la mise en œuvre des équipements électriques et assimilés dans le logement et autres bâtiments. réf. B.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés d'une école spécialisée ayant si possible une expérience industrielle et un acquis de méthode et de préfabrication. Un développement à l'export est envisageable. Anglais indispensable.

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Vous aurez en charge la bonne marche et la rentabilité des chantiers, préparation et organisation, surveillance de la qualité et de l'exécution des travaux dans les règles de l'art. Evolution possible vers un poste de direction. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ETP ou équivalent ayant de préférence une expérience en MARBRERIE CARRELAGE. Anglais parlé, écrit souhaité. réf. C.

METREURS CONFIRMES

En relation avec le service commercial vous serez autonomes sur la conduite des études. De formation Saint-Lambert ou équivalent une expérience de 5 années est indispensable. réf. D.

Adresser votre dossier de candidature en précisant la référence qui vous concerne à Nadine CHEVALLIER - NORD FRANCE - B.P. 25 - 91310 Monthéry.

NORD-FRANCE



Institut Pasteur
PRODUCTION

Institut Pasteur Production
C.A. : 390 MF,
3 établissements
appartenant au Groupe pharmaceutique SANOFI,
recherche

Chef de personnel

Rattaché au Directeur du Personnel, vous assurerez avec votre équipe (5 personnes) l'intégralité de la fonction pour le siège social de Mame-la-Coquette (banlieue Ouest), qui comprend 450 personnes, dont 110 cadres et qui regroupe le Commercial et le Marketing, la Recherche et le Développement, l'Administration.

Vous êtes un professionnel de la fonction, et vous avez notamment d'excellentes qualités relationnelles. Merci de bien vouloir adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité) sous la référence 4/MDH/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

ARCOREM



Raymond Poulin Consultants

74, rue de la Fédération - 75018 PARIS

Important groupe pharmaceutique international

L'un des plus importants groupes pharmaceutiques internationaux, appuyé sur des Centres de Recherche répartis dans le monde entier, souhaite s'assurer la collaboration de jeunes hospitalo-universitaires (internes ou assistants chefs de clinique), pour la mise en œuvre de sa recherche clinique en France (plans de développement, protocoles d'études, suivi des essais, rédaction de rapports et articles scientifiques...).

Cette fonction de recherche permet le maintien d'une activité hospitalo-universitaire à temps partiel (2 ou 3 matinées).

Une spécialisation en médecine interne, neurologie, gériatrie ou cardiologie, serait appréciée ainsi qu'une formation complémentaire dans une université étrangère.

L'activité impliquera des contacts étroits avec les équipes médicales françaises et étrangères.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser, en précisant sur l'enveloppe la référence 2839/LM, votre lettre de candidature et votre C.V. qui seront examinés strictement confidentiellement à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



BANQUE LOUIS-DREYFUS

ANCIENNE BANQUE LOUIS-DREYFUS ET A LA BANQUE BRUNEL ET ASSOCIÉS

recherche

JEUNE SPÉCIALISTE COMMUNICATION H ou F

Le poste : participer (conception, réalisation et administration) au développement de la Fonction Communication tant sur le plan externe que sur le plan interne.

Le candidat aura idéalement :
- une formation supérieure (de préférence économique ou commerciale) complétée par une formation spécialisée (communication, journalisme, relations publiques),
- 2 à 5 ans d'expérience réussie dans des responsabilités similaires,
- les qualités personnelles indispensables à la fonction : sens des contacts, présentation, grande aisance rédactionnelle,
- surtout, la créativité et l'enthousiasme pour développer une fonction récente dans l'entreprise mais avec sérieux, rigueur et une grande disponibilité personnelle.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais - 75008 PARIS.

Dans le cadre de ses projets d'études
Bull Systèmes recrute des

INGENIEURS CONCEPTEURS TECHNOLOGIE WSI

Vous participerez à la définition et au développement d'un système haut de gamme DPS7, en technologie WSI, de très haute puissance et de haute disponibilité. Vous serez intégré à une équipe en cours de constitution et serez amené à effectuer un séjour en Californie pour la phase décisive du développement, en contact avec les équipes les plus avancées de la Silicon Valley.

Vous êtes ingénieur Grandes Ecoles et/ou vous avez obtenu un Master aux Etats Unis, vous débutez ou avez une première expérience.

Adressez votre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 105 M à

Gérard Lavergne
Ch Honeywell Bull
PC 06021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Banque Stern

BANQUE PRIVEE : Nous sommes reconnus tant des milieux d'affaires que des particuliers pour la qualité de nos interventions. Notre croissance est soutenue et reflète notre capacité à prendre vite des décisions pertinentes, à accorder autonomie et délégation à une équipe compétente. Pour nous accompagner dans notre évolution, nous sollicitons avec intérêt des

Fondé de pouvoir clientèle privée

Collaborateur direct du responsable du département, vous assurerez le développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau. Avec une équipe que vous animeriez, vous serez le conseil écouté pour promouvoir une gestion de patrimoine adaptée et des services personnalisés.

Après une formation supérieure, vous avez suivi un fonds de commerce et encadré une équipe d'exploitants en clientèle privée pendant deux à trois ans. (Réf. 8/FPC)

Adjoint au directeur des opérations bancaires

Collaborateur direct du Directeur, vous aurez la responsabilité :
- du contrôle et de la coordination des activités des services Secrétariat-Engagement, Portefeuille et Etranger (surveillance du bon déroulement des opérations courantes, mise en place ou optimisation des procédures en fonction de l'évolution de la réglementation),
- des relations avec les exploitants,
- du contrôle et du suivi des engagements et de la rédaction des actes particuliers (contrats de prêt, caution...).
Vous avez une expérience confirmée d'au moins 2 ans des services précités, vous possédez une bonne connaissance du droit bancaire et êtes capable d'œuvrer avec autonomie dans le cadre d'une large délégation. (Réf. 8/ADO)

Si vous souhaitez participer à notre développement, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et saieire actuel) en précisant la référence choisie à notre Conseil qui le traitera en toute discrétion.

ACOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Exploitant entreprises

Conseil de dirigeants de sociétés travaillant dans des secteurs de pointe, vous leur proposerez les solutions financières appropriées, monterez et suivrez les dossiers de crédit jusqu'à bonne fin.

A partir d'un fonds de clientèle de PME que vous aurez charge de fidéliser mais surtout d'accroître, vous saurez, par vos qualités de contact, de savoir-faire et d'autonomie, assurer le succès qui vous permettra de progresser dans notre organisation.

Au-delà d'une formation supérieure, vous avez une expérience bancaire de 2 à 3 ans auprès d'entreprises moyennes ou grandes et surtout la volonté de réussir. (Réf. 8/EEB)

Assistant du chef des services comptables

Homme de réflexion et de contact, vous conduirez des études, principalement dans les domaines comptable, gestion, administration, pour optimiser l'utilisation des ressources et faire face à l'accroissement du volume d'activité.

De formation comptable (ESC section comptabilité, DECS) vous avez l'expérience d'environ deux ans de l'entreprise ou mieux de la Banque. (Réf. 8/ACS)

Si vous souhaitez participer à notre développement, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et saieire actuel) en précisant la référence choisie à notre Conseil qui le traitera en toute discrétion.

volvic

Pour renforcer nos structures nous recherchons

INGENIEUR DEVELOPPEMENT EMBALLAGES ET PROCÉDES

De formation supérieure Physico-Chimique (Ingénieur Industrie Alimentaire ou Universitaire) souhaitant développer des procédés d'emballages pour Boissons en intégrant les aspects physico-chimiques, bactériologiques et économiques.

Ses responsabilités s'étendront par ailleurs des tests en Laboratoire jusqu'aux mises au point en Usine.

Une première expérience du conditionnement acquise en production serait appréciée.

Connaissance de l'ANGLAIS indispensable.

Poste situé à BOURG-LA-REINE (92).

Déplacements de courte durée fréquents. (Réf. 1241)

INGENIEUR METHODES INDUSTRIELLES

Pour l'ensemble de nos unités de Production, il sera chargé d'étudier et de proposer les solutions techniques permettant d'améliorer la productivité de l'outil de production.

Son haut niveau technique (Ingénieur Ecole Centrale, A.M. ou équivalent) complété par une première expérience en Production ou en Cabinet d'Organisation, devra lui permettre une évolution intéressante dans notre Entreprise.

Poste à pourvoir à BOURG-LA-REINE (92) et nécessitant de nombreux séjours en Usine. (Réf. 1242)

INGENIEUR PRODUCTION

Diplômé (A.M., Agro) ayant acquis une expérience de l'emballage et du conditionnement dans une unité fonctionnant en postes.

Il participera à l'étude et à la mise en œuvre de nouveaux projets à notre Usine de VOLVIC (AUVERGNE) puis pourra prendre des responsabilités dans d'autres Unités.

De réelles perspectives d'évolution sont offertes à tout candidat géographiquement mobile et ayant des qualités d'organisation et d'animation. (Réf. 1238)

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence choisie à :

Jean-Claude Maurice S.A. 397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LE CREDIT NATIONAL

recherche pour son Siège Social à PARIS et pour ses Délégations Régionales

INGENIEURS GRANDES ECOLES (X - CENTRALE - SUPELEC...)

possédant impérativement 5 à 10 années d'expérience industrielle - et si possible une formation économique - pour exercer la fonction de

CAOES FINANCIERS

Ils seront chargés d'instruire sous leurs divers aspects : technique, économique et financier les demandes de PRETS A LONG TERME formulées par les Entreprises.

Il leur est offert :
- un travail intéressant et formateur au sein d'une petite équipe
- une rémunération et des perspectives de carrière attractives.

Prière d'adresser lettre manuscrite et C.V. avec photo au :
CREDIT NATIONAL -
Service du Personnel et des Relations Sociales
45, rue Saint Dominique - 75700 PARIS

JEUNE INGENIEUR AVANT PROJET

Type ENSI ou équivalent

Filiale d'un important groupe industriel, cette Société (1600 Personnes), réalise près de 70 % de son C.A. (1 milliard F) à l'export. Elle conçoit et réalise des équipements et des unités complètes pour l'industrie de l'acier et de l'aluminium.

Elle souhaite renforcer son département CONTRÔLE RÉGULATION par un jeune ingénieur (débutant ou avec 2 ou 3 ans d'expérience). Dans son activité, il sera chargé d'une part, d'établir les spécifications Techniques et les p.r.t. de revient des offres faites par les services Commerciaux, d'autre part de développer une fonction d'assistance Technique à leur égard.

Ce poste peut s'ouvrir à moyen terme sur de réelles perspectives d'évolution dans les services Techniques ou Commerciaux, en France ou à l'étranger. L'Anglais est indispensable.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1233.

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Masoneilan

spécialiste mondial des agencements de régulation recherche pour ses Services Ventes

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCE

diplômé d'une école d'ingénieurs ou ayant une solide formation technique équivalente

- Expérience de 1 à 3 ans dans le domaine de la vente de biens d'équipement industriel
- Bonnes connaissances de l'anglais indispensables
- Avantages sociaux
- Lieu de travail : Neuilly sur Seine

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions à Madame ABOUKER, MASONEILAN, 107 avenue Charles de Gaulle, 92521 Neuilly Cedex

TRÈS IMP. GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour sa Direction Juridique

un jeune docteur en droit

Il aura à traiter, dans une première étape de sa carrière, un nombre important de dossiers contentieux portant sur le droit de la distribution et les contrats commerciaux qui s'y rattachent. Par la suite, il pourra évoluer vers d'autres spécialités du droit des affaires.

Outre sa formation juridique - notamment en matière de procédure - une première expérience de la vie des affaires en entreprise ou cabinet d'avocat sera appréciée.

Connaissance de l'Anglais souhaitée.

Adr. lettre man. C.V. dét. et photo s/réf. n° 283.263 M REGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Groupe Tertiaire situé parmi les premiers, nous recrutons des

CHARGES D'ETUDES EN ORGANISATION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur de gestion, (ESCA, Maîtrise Sciences Eco...) débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle.

Nous vous proposons de venir rejoindre l'une des équipes de notre secteur géographique.

Vous interviendrez en qualité de conseil auprès de nos départements. Vos missions comporteront analyse et diagnostic mais également mise en place de certaines des améliorations que vous aurez préconisées. Cependant, compte tenu des développements d'un plan informatique de grande envergure, votre fonction sera prioritairement orientée vers ce domaine.

Nous vous précisons qu'une période de formation est prévue, que votre lieu de travail sera PARIS, mais que quelques déplacements de très courte durée peuvent être envisagés.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, rémunération souhaitée) sous réf. 89135 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

La filiale française du groupe CIBA-GEIGY (2500 personnes, CA 3,5 milliards de francs, 5 secteurs d'activité dans le domaine chimie - pharmacie) recherche un nouveau collaborateur.

Rattaché au responsable du contrôle de gestion filiale, il participera à l'établissement du cycle plan-budget rapports trimestriels, prendra en charge l'analyse de certains dossiers d'investissement et réalisera différentes études à caractère économique.

Cette mission pouvant déboucher rapidement sur de plus importantes responsabilités, nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 28 - 30 ans environ, diplômés d'une grande école de gestion, possédant une expérience de 2 à 4 ans en entreprise ou cabinet, et dotés d'un bon potentiel d'évolution.

CIBA-GEIGY

Merci d'adresser votre candidature sous RÉF. 1039 à Christine Monnet, Département du personnel, 2 rue Lionel Terray 92506 Neuilly-Malmaison.

OFFRES

INGENIEUR

INGENIEUR

JEUNE

Ing

Départem

Départem

Départem

Départem

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Exporter la technologie et les produits d'un leader

INGENIEUR EXPORT
Expérience Télécom

Cette filiale d'un très grand groupe industriel français réalise 40% de son C.A. à l'extérieur de l'hexagone : au-delà d'une nécessité économique, l'export y constitue une activité majeure.

La Direction Exportation commerciale sur des marchés en développement des câbles de Télécommunications grandes distances, des câbles d'équipements téléphoniques, des fibres optiques et des réalisations clés en main. Elle cherche à enrichir son équipe commerciale.

Autonome dans un contexte de large délégation, il est responsable de l'action commerciale générale : proposition et établissement des offres, sur la zone qui lui est confiée. Au siège de la société et sur le terrain, il bénéficie d'un important support au plan de la technique et de la gestion.

Nous recherchons à rencontrer un ingénieur diplômé connaissant les télécommunications. Agé d'environ 30 ans, il possède une première expérience à l'exportation. Une bonne maîtrise de l'anglais, et possible d'une autre langue et des qualités de disponibilité, d'initiative et de décision complètent ce profil.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la réf. M 19881 C, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Bercy 75008 Paris**egor**
MONTREAL

Une nouvelle dimension pour votre carrière

INGENIEUR D'AFFAIRE

Chargé du suivi technique de projet

Division autonome d'un grand groupe industriel français, cette unité est spécialisée dans les technologies de pointe : haute fréquence, électronique.

Le rapide développement de son activité (+25 % par an) la conduit à renforcer ses équipes (proche banlieue Ouest).

Au sein du service « Electronique et Protection Electromagnétique », le titulaire du poste a pour principale mission le suivi technique des projets. Après l'établissement du cahier des charges et proposition, il définit et répond les problèmes techniques associés à son exécution. Animant une petite équipe de techniciens, il gère les moyens mis en œuvre et il assure l'interface entre le client et les services concernés.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, parlant Anglais. Après une expérience de laboratoire, il possède de bonnes connaissances en électronique, en électromagnétisme ainsi qu'en technique de la mesure. Il souhaite donner une nouvelle dimension à sa carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 19881 E, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Bercy 75008 Paris**egor**
MONTREAL

Acquérir une formation dans un secteur de pointe

JEUNE INGENIEUR

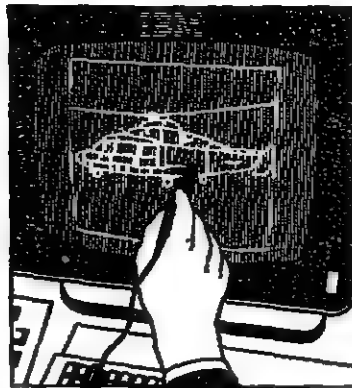
Futur spécialiste hyperfréquences

Division autonome d'un grand groupe industriel français, cette unité est spécialisée dans les technologies de pointe : haute fréquence, électronique. Pour faire face à son rapide développement (+25 % par an), elle souhaite adjoindre un jeune collaborateur (proche banlieue Ouest).

Le titulaire du poste conduira les recherches et les études permettant de développer de nouveaux produits et de mettre au point des solutions originales dans le domaine des hyperfréquences. Il sera formé aux méthodes de la société et de ses filiales par des stages pratiques en France et à l'étranger. Il participera aux différents séminaires et conférences débattant de ces techniques. Il deviendra le moyen terme de spécialistes de la division.

Pour ce poste très formateur, nous recherchons un jeune ingénieur, diplômé d'une Ecole d'Electronique et possédant une bonne maîtrise de l'Anglais. Débutant ou titulaire d'une courte expérience, il est surtout désireux d'acquérir de nouvelles connaissances et de participer activement à notre développement.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 19881 D, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Bercy 75008 Paris**egor**
MONTREAL**AVEC NOUS, PORTEZ L'INFORMATIQUE
AU COEUR DE L'ECONOMIE FRANÇAISE**

Choisissez l'informatique, pour ne pas manquer le tournant de la troisième révolution industrielle.

L'informatique est aujourd'hui un élément fondamental de la gestion des entreprises, des collectivités. Elle irrigue chaque jour plus en profondeur le tissu industriel, commercial, administratif et social du pays. Les années 80 verront dans le domaine du traitement de l'information, des changements plus importants que ceux que nous avons vécus depuis l'avènement de la carte perforée : bureautique, télématique, robotique, informatique individuelle, traitement de la voix, de l'image et du texte.

Nos activités se développent avec les besoins de l'économie.

Elles concernent principalement les systèmes de traitement de l'information, les équipements et services susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes, sans cesse plus complexes, des milieux d'affaires, de l'Administration, de la science, de l'exploitation spatiale, de la défense, de la médecine et de nombreux autres secteurs de l'activité humaine.

Nos produits comprennent des systèmes informatiques, des systèmes et produits de télécommunication, des matériels de distribution de l'information, des systèmes de bureau, des machines à écrire, des copieurs.

C'est pourquoi nous recrutons...

**De Jeunes Diplômé(e)s d'Ecoles
d'Ingénieurs et de Commerce,**

à la recherche de leur première situation, ou possédant une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, pour leur confier après une formation normalement rémunérée, des postes

**d'Ingénieurs Technico-Commerciaux,
Ingénieurs Commerciaux.**

Les candidats doivent être déchargés des obligations du Service National, avoir une bonne connaissance de l'anglais, accepter le principe de la mobilité géographique (nos postes sont à pourvoir à Paris et en Province).

IBM le bon départ

MASH

Notre société sera présente au Salon de l'Emploi des Jeunes Diplômés, qui se tiendra du 6 au 9 Mars au Palais des Congrès - Paris -

Valorisez votre potentiel en rejoignant une Banque en plein développement

**BTP**
BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

Banque importante, conservant une taille humaine, nous avons axé notre expansion sur deux activités principales : financements d'entreprises et placements d'organismes institutionnels, d'entreprises, et de leurs dirigeants et salariés.

Une gamme complète de produits, notamment SICAV, F.C.P. et gestion de portefeuilles, a permis une croissance forte et continue de nos capitaux gérés.

Cette expansion nous conduit à rechercher pour :

● **service études et gestion des obligations****ACTUAIRE OU EQUIVALENT H#**

Formation supérieure mathématiques. Connaissances informatiques nécessaires. Expérience de 2 à 3 ans souhaitée.

Evolution rapide vers des responsabilités de gestion de portefeuilles d'obligations. R.M. 3528

● **services : financiers - placements****FINANCIER CONFIRME H#**

Spécialiste :
● des Placements - Trésorerie - Francs opérant sur les marchés financiers.
● des montages financiers sur marchés de capitaux pour le compte de la Banque ou d'institutionnels.

Expérience de 3 à 5 ans nécessaire R.M. 3627
- Position cadres, ces postes offrent des perspectives intéressantes de carrière au sein de la Direction Financière de la Banque.

Adresser sous référence choisie C.V. avec lettre manuscrite, photo, en précisant statut, rémunération actuelle et prétentions à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS. Discretion totale assurée.

Ingénieurs d'affaires
Grande Ecole + expérience

Leader de l'assurance des risques d'entreprises, les ASSURANCES GENERALES DE FRANCE recherchent des ingénieurs d'affaires.

Vous interviendrez selon votre formation et votre expérience dans l'un des deux départements suivants :

● **Département des risques techniques**

Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (formation générale ou électromécanique ou électronique) et bénéficiez d'une première expérience de 2 à 5 ans en ingénierie ou en milieu industriel. Vous parlez couramment l'anglais ou l'allemand.

Nous vous proposons de rejoindre notre département des risques techniques. Ce dernier traite principalement de l'assurance des machines, de l'informatique et des grands ensembles industriels lors de leur installation, leur mise en route et leur exploitation.

Dans ce cadre, vous analyserez les risques sur le plan technique, vous négocierez les contrats, les règleriez et en assurerez le suivi. De plus, vous prendrez en charge le règlement des sinistres.

Pour ce poste, basé à PARIS, de courts déplacements en France ou à l'étranger sont à prévoir. (R.M. M/1)

● **Département responsabilité civile et risques divers**

Vous êtes ingénieur généraliste diplômé et bénéficiez d'une première expérience en entreprise générale. Vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous proposons d'intégrer notre département responsabilité civile et risques divers des entreprises.

Dans ce cadre, vous analyserez les risques sur le plan technique, négocierez les contrats et en assurerez le suivi. Vous apporterez également une aide technique et commerciale aux réseaux d'intermédiaires en vous rendant sur le terrain à l'occasion de courts déplacements.

Poste basé à PARIS. (R.M. M/2)

Vous avez le sens des contacts humains. Nous vous offrons, afin de vous rendre rapidement opérationnel, une formation à nos techniques et méthodes de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à M. ANDRE, bureau 209 - ASSURANCES GENERALES DE FRANCE - Secteur des Entreprises - 87, rue de Richelieu - 75002 PARIS CEDEX 02.

**AGF ASSURANCES
GENERALES DE FRANCE****CIBA-GEIGY**

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Société spécialisée dans la conception et la fabrication de systèmes modulaires de tolérances destinées à l'habillage d'ensembles électroniques, recherche

Responsable service méthodes

Il coordonnera des actions entre le B.E. et la production, et interviendra dans les choix techniques et investissements propres à améliorer les coûts et le qualité de la production. Formation supérieure, minimum 3 ans d'expérience. Implantation St Maurice des Fossés (Val de Marne) (Réf. 01 M)

Fabricant de circuits imprimés recherche

Responsable de la production de circuits multi-couches

Plus précisément chargé de la production des multi-couches hautes températures sur supports souples et rigides. Il sera amené à conseiller les choix techniques et moyens à mettre en œuvre auprès des dirigeants du groupe. Trois ans d'expérience minimum en circuits imprimés et en gestion d'équipe. Implantation : Yonne. (Réf. 02 M)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à

Constructeur américain de calculateurs 32 bits Temps Réel à application scientifique recherche

Ingénieurs techniques avant vente hard

Ils seront chargés d'étudier et de solutionner l'ensemble des problèmes d'interface et de connexions hard et soft. Les candidats de formation supérieure (Supélec, ESIEE...) seront amenés à se déplacer en clientèle. (Réf. 03 M)

Ingénieurs commerciaux

Formation supérieure doublée d'un fort tempérament vendeur. (Réf. 04 M)

Distributeur exclusif de systèmes périphériques compatibles (IBM, DEC, NCR...) appliqué au contrôle de temps, recherche son

Chef de produit

Il sera chargé de la diffusion et de la mise en place du réseau de vente Hard et Soft sur l'ensemble du territoire. Ce poste s'adresse à un vendeur imaginatif connaissant bien les différents aspects du marché des périphériques. (Réf. 05 M)

JOB CONSEIL

Monceau Commercial Building
36, rue de Lisbonne
75008 Paris

Ingénieurs électroniciens
ECP, ESE, ENST, INPG...

Vous intéressez

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

pour ses Départements

Recherche et Développement en Automatismes Industriels
et Télécommunications associées

Pour :

- concevoir et réaliser les équipements (matériels et logiciels),
- préparer leur industrialisation.

Confirmés, vous serez chefs de projets. Débutants, vous y participerez.

Envoyez lettre et C.V. à Fabienne DUCRET - Direction des Affaires Sociales - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET.

THOMSON-TITN

Société d'ingénierie informatique de 750 personnes, pour faire face à son expansion, recrute pour son Département Temps Réel (spécialisé dans l'étude et la réalisation de systèmes logiciels et matériels liés au Traitement du Signal, traitement de l'image et de la parole, messagerie vocale, commande-contrôle de processus rapides...):

CHEF DE PROJET LOGICIEL (réf. TA) 5 ans d'expérience : logiciel de base + logiciel d'application	INGENIEURS SYSTEMES (réf. TB) 2 ans d'expérience : système d'exploitation, logiciel de base	INGENIEURS LOGICIEL (réf. TC) 3 ans d'expérience : systèmes temps réel
--	---	--

Pour tous ces postes, connaissances microprocesseurs 8 et 16 bits nécessaires (langage C souhaité). Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions (sous la référence choisie) à :

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS
THOMSON TITN
Ariane CHARTIER
5, rue Gustave Eiffel
91420 MORANGIS

THOMSON ANSWARE

pour son Département INFORMATIQUE INDUSTRIELLE recherche des

Ingénieurs logiciel

pour développer des projets temps réel sur MINI ou MICRO ordinateur.

Première expérience souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à

THOMSON ANSWARE sous Réf. ICA/21
135, rue de la Pompe 75116 PARIS.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

responsable fabrications extérieures

WEILL
Paris

Nous sommes un des plus importants fabricants français de Prêt-à-Porter Féminin. Notre Directeur Industriel souhaite recruter un nouveau collaborateur pour lui confier la responsabilité de la fabrication à façon : recherche et sélection des façonniers, négociation des prix, contrôle et suivi des productions. Ce dernier sera en outre chargé de missions : en premier lieu, le diagnostic de notre service méthode, la mise en place et l'animation de procédures et de structures performantes. Ce cadre, numéro 2 de notre département industriel, est appelé à évoluer au sein de notre entreprise. Ce poste convient à un jeune ingénieur textile, ayant acquis une première expérience de confection à un poste de Chef de fabrication dans une usine, ou de Responsable des fabrications à façon. La compétence dans la fonction méthodes serait un atout. Ce poste, basé à Paris, nécessite des déplacements en France et à l'Etranger. La pratique de l'Anglais est souhaitée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 348.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

un analyste, responsable d'applications, familier des opérations bancaires à l'international.

La direction informatique d'une grande banque parisienne de renom dispose de deux IBM 3033/MVS supportant CICS et DL1 et vous propose de rejoindre l'équipe qui conçoit et développe en COBOL les applications de sa direction des relations internationales.

Titulaire d'une MIAGE ou équivalent, vous disposez d'une expérience bancaire de trois à cinq ans acquise toute ou partie sur des applications relatives à l'étranger (SWIFT, transfers...). Enfin, vous avez le goût des contacts et parlez l'anglais aisément.

Notre consultant, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4486 LM) à "Carrières de l'informatique".

ALEXANDRE T.C. S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Le Crédit Coopératif
dans le cadre de son développement recherche

un chargé d'études HF
POUR SON DEPARTEMENT JURIDIQUE

Le candidat de formation maîtrise en droit privé et ayant de bonnes connaissances pratiques en comptabilité, aura une expérience de 6 à 8 ans acquise au sein d'une Banque ou d'un Etablissement financier, dans un service contentieux.

D'autre part, des déplacements en Province, de courte durée sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3728 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra.

110 000 F/an PLUS

DÉCO-CONCEPTEUR

hautement qualifié
5 années d'expérience minimum
dans conception dans Expositions et agencement.

Env. c.v. + références sous n° 6.594
le Monde Pub., service Annonces Classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ORGANISME PROFESSIONNEL PARISIEN

AYANT UN EFFECTIF DE 15 PERSONNES recherche

CADRE
35 ANS MINIMUM

- Une formation et une expérience en matière économique, juridique et sociale.
- Un contact facile et un sens de la négociation, pour exercer des fonctions de

« SECURITAT GENERAL »

Adresser lettre manuscrite et c.v. à
REGIE-PRESSE sous n° T 044.508 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Animateur de formation

Vous possédez une formation supérieure (type E.S.C.) Vous avez l'expérience de la grande consommation et des G.M.S.

Avec ces atouts, participez au perfectionnement de notre force de vente, en vous joignant à l'équipe pédagogique de notre Centre de Formation de Jevigny (95).

Vous contribuerez à la définition des besoins, à l'élaboration des programmes et vous construirez et animerez les sessions.

Ce poste est à pourvoir le plus tôt possible. Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

SOPAD Nestlé
Alain GIRARD
Direction du Personnel SOPAD,
17, rue Paul Doumer
92411 Courbevoie Cedex.

Contrôle Bailey GROUPE CGEE ALSTHOM

1ère Entreprise Française de Systèmes de Process-Control recherche pour son DEPARTEMENT INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEURS INFORMATIENS

Pour système temps réel appliqué au process-control. Expérience sur matériel solar souhaitée. Langue anglaise appréciée. Réf. 6.1A.23

Envoyer C.V. et prétentions au Service du Personnel
5, Avenue Newton - 92142 CLAMART CEDEX

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS en forte expansion, recherche

- EXPLOITANT haut niveau HF**
(5 ans minimum d'expérience)
- EXPLOITANT HF**
(ayant 2 ou 3 ans d'expérience)

Pour développer et gérer une clientèle importante de moyennes et grandes entreprises.

Ces postes exigent :

- Une formation supérieure.
- Le sens du risque.
- La soûci de la réussite commerciale.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 72688 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



L'AIR LIQUIDE

L'AIR LIQUIDE spécialisé dans la fabrication des gaz industriels possède une informatique performante - 1 3083, 3 HP 3000, 40 HP 250, plus de 200 terminaux - et désire dans le cadre de son expansion s'adjoindre un

INGENIEUR SYSTEME IBM

débutant ou ayant une première expérience sur IBM/MVS. Sous la responsabilité d'un ingénieur, il assure la mise en place, le suivi et l'optimisation du système d'exploitation. Dans un environnement en constante évolution, il a une mission de développement importante.

De fréquentes relations avec le service exploitation, le service études et le constructeur confèrent à ce poste un attrait supplémentaire.

Au sein du service production et système (40 personnes), des possibilités d'évolution sont offertes.

Le poste est situé à Paris 7.

Merci d'adresser lettre de candidature, cv complet, photo et rémunération actuelle sous référence 23 835 G à

EGOR INFORMATIQUE

63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Crédit Mutuel

recherche

HEC, ESSEC,...

Au sein de l'équipe du contrôle de gestion, vous serez chargé d'élaborer des dossiers d'études liés à l'activité du Crédit Mutuel et de participer à l'animation de groupes de travail.

Votre première expérience bancaire, une bonne capacité à s'adapter à des problèmes variés et des qualités d'animateur constitueront des atouts pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus. + C.V. + photo) sous Réf. 54 à Henry YVAN Confédération Nationale du Crédit Mutuel 88 - 90 rue Cardinet 75017 PARIS



2 Jeunes Ingénieurs Etudes

Diplômés Grande Ecole

Nous recherchons pour notre département acoustique et détection sous-marine

Un ingénieur études

dans le domaine de l'acoustique théorique et de la propagation des ondes en milieu marin. (Réf. 59/035)

Un ingénieur études électronicien

chargé du développement de matériel hybride (analogique et numérique). Déplacements liés à l'activité pour suivi d'évaluation en clientèle. Anglais nécessaires. (Réf. 61/036)

Merci d'adresser CV détaillé en mentionnant la référence du poste choisi à SINTRA ALCATEL - Martine BIALOBOS - Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCEUIL

steria

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL

- Vous êtes informaticien confirmé.
- Vous connaissez MINI 6 - GCOS MOD 400 - DTF.
- Vous avez le goût des contacts clients et la capacité de mener de front diverses actions.
- Vous souhaitez exercer vos compétences dans les techniques de pointe telles que : Vidéoex réseaux (X 25, architel, DSA, SNA) carte à mémoire - Vidéoex.

STERIA vous offre des responsabilités portant sur la qualification, l'installation et le suivi en clientèle de ses produits de communication.

- Vous utiliserez des outils modernes de liaison et de diagnostic à distance.
- Vous aurez un rôle actif au plan de notre organisation et de nos méthodes de suivi et de diffusion.
- Vous confirmez la position de leader de STERIA sur le marché croissant des serveurs et de la vidéocommunication (près de 100 systèmes installés à ce jour en France et à l'étranger).
- Postes à pourvoir à Paris et Toulouse.

steria

Adresser C.V. et prétentions à :
STERIA
147, rue de Courcelles 75017 PARIS
(A l'attention de JE CHARPENTIER)

IBM IBM IBM IBM IBM

IBM FRANCE FINANCEMENT

Etablissement financier récemment créé par IBM FRANCE

Recherche

Dans le cadre de son développement

DES INGÉNIEURS FINANCIERS

pour son Département Commercial

PROFIL SOUHAITÉ :

- Formation supérieure Grandes Ecoles,
 - Expérience de plusieurs années dans le financement des ventes de matériels informatiques,
 - Bonne connaissance de l'anglais.
- Ces postes nécessitent des capacités de négociation à haut niveau. Ils sont à pourvoir à PARIS, et impliquent des

déplacements fréquents en province.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum vitae, en précisant le niveau de la rémunération souhaitée, à Alain Calvez, IBM France Financement, 68-76 quai de la Rapée 75012 Paris. Votre candidature sera traitée avec la plus grande discrétion.

IBM IBM IBM IBM IBM

VOUS SAVEZ VENDRE

et souhaitez

DIRIGER ET ANIMER une équipe

ACCROITRE VOS SUCCES

soyez

Responsable d'agence

Ce poste représente une réelle opportunité pour des ingénieurs d'affaires ayant une bonne expérience de la vente ou des ingénieurs commerciaux confirmés.

La connaissance du milieu de l'industrie, ainsi qu'une mentalité de chef d'entreprise seront des atouts majeurs pour votre réussite. (Réf. RAG 2)

Ingénieur commercial

Ce poste de fort potentiel d'évolution convient à des ingénieurs commerciaux ayant une première expérience de la vente.

Si vous avez de bonnes connaissances informatiques, et des réflexes de gagnant, venez rejoindre nos équipes. (Réf. RIC 1)

DATAID INGENIERIE

GRUPE DATAID
MEMBRE DE SYNTec-Informatique

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous référence choisie à

Guy Farvenbach, DATAID INGENIERIE, 48 Av. Raymond Poincaré - 75118 Paris.

Jeunes diplômés écoles de commerce, universités...

débutants ou 1^{re} expérience

Jeunes diplômés, que vous possédiez ou non une première expérience, vous avez déjà prouvé vos talents d'organisateur, votre « punch » et votre efficacité.

Si vous avez aussi l'esprit commerçant, de l'ambition, le goût d'entreprendre et de décider, la volonté de définir et réaliser des objectifs humains, de diriger une équipe et la faire s'épanouir, nous allons nous entendre !

Groupe de premier plan, nous vous proposons de prendre, dans le cadre d'une large délégation, la responsabilité de l'animation et la gestion d'une importante équipe opérationnelle au sein de notre unité de PARIS-LA DEFENSE.

Ce challenge vous intéresse ? Toutes informations sur notre société et sur les postes proposés vous seront communiquées en téléphonant du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h au 296.15.16 (précisez la référence 194).

Vous pouvez également adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) sous la référence 194/LM à ADM - 164, rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS

296.15.16

BUREAUTIQUE SA RENFORCE SA POSITION DE LEADER

BUREAUTIQUE SA, première Société de Service et Conseil en Bureautique en France (évolution +80 % par an), recherche pour renforcer son équipe de la division CONSEIL des hommes et des femmes :

CONSULTANTS 'SENIORS'

(réf. B 408)

- Vous êtes de formation ingénieur.
- Vous avez au moins sept ans d'expérience professionnelle.
- Vous êtes un familier de l'informatique, la bureautique, la télématique.
- Vous êtes capable de convaincre et de mettre en œuvre les solutions que vous proposez.

Nous vous offrons :

- De travailler dans un contexte professionnel en pleine expansion et en confrontation permanente avec les nouvelles technologies.
- De participer à l'élaboration de stratégies, à l'établissement de plans d'action, à la mise en place de systèmes bureautiques...
- D'intervenir dans des secteurs d'activité variés.
- D'œuvrer dans le domaine de la communication d'entreprise.



DATAID SELECTION

GRUPE DATAID

CONSULTANTS 'JUNIORS'

(réf. B 409)

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur.
- Vous avez déjà une première expérience professionnelle (environ 2 ans) dans le domaine de l'informatique et/ou de la bureautique.
- Vous souhaitez progresser et prendre rapidement de plus amples responsabilités.

Si vous êtes passionné par la Bureautique et créatif, rejoignez-nous en nous envoyant votre dossier de candidature sous référence choisie à : DATAID SELECTION - 48 Av. Raymond Poincaré - 75118 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

- Nous pourrions nous présenter comme un organisme de formation, conseil et recherche en management.
- Nous pourrions nous définir par notre clientèle : administration d'Etat, collectivités locales, entreprises publiques.
- Nous préférons nous caractériser comme l'organisme leader dans la promotion de la

MÉTHODOLOGIE DU MANAGEMENT PUBLIC

- Nous cherchons des professionnels qui :
- ne croient ni en la spécificité absolue des organisations publiques ni en la transposition pure et simple des méthodes de gestion « qui ont fait leurs preuves dans le privé » ;
 - ne s'intéressent pas à une pédagogie de reproduction à l'identique du modèle administratif ;
 - mais qui souhaitent développer leur expertise au sein d'une équipe où aptitude à prescrire et capacité de remise en cause de l'acquis personnel sont également valorisées.

A court terme, nous souhaitons intégrer :

**UN EXPERT EN ORGANISATION
ET SYSTÈME D'INFORMATION
UN EXPERT EN MARKETING PUBLIC**

Nos experts sont pour la plupart diplômés de Grandes Ecoles et Docteurs dans leur spécialité.

Et dans le cadre du développement de nos actions en bureautique, télématique et micro-informatique :

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC - CESMAP
67, avenue Laine, 94112 ARCUEIL CEDEX

**LES PRODUITS DE LUXE VOUS INTÉRESSENT
NOUS RECHERCHONS**

UN EXCELLENT CADRE DE VENTE

Très bon vendeur, homme de terrain,
excellente présentation pour la vente de

CANAPÉS DE HAUT LUXE

Marque connue, responsable région parisienne et Ouest de la France -
Résident à PARIS - Salaire fixe + primes d'objectif,
voiture fournie, frais remboursés.

Ecrire avec prétentions et sérieuses références à RÉGIE-PRESSE
sous n° 12515 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE**

recherche pour sa Direction Informatique
à St Quentin en Yvelines (78)

Service Systèmes**Chef de Projet**

RÉF. BD 24

- pour être responsable de projets informatiques sur des applications techniques d'intérêt général dans un environnement grands systèmes IBM depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur, MIAGE ou équivalent ayant une expérience souhaitée de 2 à 4 ans, en applications Temps Réel et bases de données sur systèmes MVS.
- La connaissance du COBOL est indispensable et des compétences en assembleur seraient appréciées.

Ingénieur Système

RÉF. BD 25

- possédant 2 à 3 ans d'expérience système en logiciels de base IBM, MVS et TSO (SNA et VSAM appréciés) ;
- pour prendre en charge le développement, la maintenance et l'optimisation des systèmes d'exploitation sur 2 ordinateurs Haut de Gamme compatibles IBM.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole ou équivalent, intéressé par une entreprise développant des projets importants, utilisant des techniques informatiques avancées.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions
en précisant la référence du poste choisi à
CNCA - Gestion des Personnes - 75170 Paris Brute

jeune ingénieur génie chimique
GROUPE PETROLIER PARIS

Filiale d'un Groupe Pétrolier International, nous sommes spécialisés dans l'exploitation et la distribution des dérivés du pétrole, fuel, lubrifiants, gaz, essence, produits pétrochimiques...

Vous souhaitez évoluer dans un contexte international de premier plan vers des postes de direction d'usine, de filiale, de raffinerie etc.

Nous vous proposons de vous former dans un premier temps à nos techniques de gestion au sein de notre direction EXPLOITATION (département dépôts, transports, expéditions).

Votre évolution vous amènera à prendre des postes de responsabilités techniques, commerciales ou financières selon vos aspirations et affinités.

Vous êtes issu d'une Ecole Nationale Supérieure d'ingénieurs ou équivalent, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Une bonne approche de l'informatique et la connaissance de la langue anglaise seront pour vous des atouts supplémentaires. Mobilité géographique appréciée.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous réf. VI 12 à
notre Conseil qui traitera votre dossier confidentiellement.

COGEPAN Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 PARIS



AGRO-ALIMENTAIRE 60 Km NORD PARIS

CADRE DE GESTION

De formation ESC option comptabilité ou DECS, vous avez 28 ans minimum et une première expérience significative vous a confronté à une très bonne pratique de la comptabilité analytique et de l'administratif sur le terrain.

Notre société se trouve parmi les cinq leaders français de la conserve de légumes (200 Millions CA - 2 usines - 200 personnes).

Soucieuse de maîtriser et de développer sa rentabilité, elle recherche au sein de la Direction Comptabilité et Financière un CADRE DE GESTION.

Dans le cadre d'une large délégation, vous êtes responsable de l'étude, de la mise en œuvre et du fonctionnement d'un système de contrôle de gestion informatisé.

Vous développez les méthodes et les procédures de comptabilité analytique et de traitement de l'information. Vous êtes responsable de l'outil informatique. Vos qualités de contact et de pédagogie seront appréciées.

Les perspectives d'évolution de cette fonction sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 5500 MS à notre Conseil

58, av. de Wagram 75017 PARIS
17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX

MEPENO CONSULTANTS Recrutement Structures et Communication

**Etude de Crédits
aux Particuliers
REDACTEUR**

Etablissement Financier (Champs Elysées)
recherche un REDACTEUR ayant acquis une
première expérience de l'analyse et de
l'appréciation des risques, en matière de
crédits aux particuliers.
Une formation juridique supérieure ainsi
qu'une bonne aptitude à la rédaction sont
indispensables.
Une réponse rapide et un examen confidentiel
de votre dossier vous sont garantis par notre
Conseil.

Merci de lui adresser, lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions sous réf.
1237 M à

**J.C. Maurice S.A.**

397 ter, rue de Valenciennes
75015 PARIS

CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche, recherche

CREDITMAN

- Etude de la solvabilité des entreprises
- Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques.
Intéressés par la matière financière et les contacts humains.

Aiment les responsabilités.
Expérience financière (3 ans appréciés).

Disponibles pour postes à pourvoir Métropoles Régionales puis Paris (quartier Etoile).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente sous réf. 88.715 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**QUANTEL
LASERS ET ELECTRO-OPTIQUE**

17, Avenue de l'Atlantique
BP 23 - 91841 LES ULIS CEDEX

un des leaders mondiaux
dans le domaine des sources laser

recherche
pour sa division études

INGÉNIEUR-OPTICIEN

(ESO ou équivalent) (réf. E3)
physicien de bon niveau

Quelques années d'expérience souhaitées pour
études et mise au point de lasers et systèmes laser
de haute technicité.

Ce poste offre des possibilités importantes d'évo-
lution de carrière aux candidats ayant des com-
pétences techniques et des qualités de dynamisme.
Le sens des responsabilités et des aptitudes au
contact et au travail d'équipe.

TECHNICIEN DE LABO

CONFIRMÉ (réf. E6)
Technique du vide - Spectroscopie visible et UV
mesures physiques; DUT; mesures physiques.
Quelques années d'expérience.
Formation assurée. Esprit d'équipe.

Envoyer C.V. détaillé

C^e DE NAVIGATION MARITIME

appartenant à un important groupe français
recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

diplômé(e) études supérieures.
Anglais courant. 1 à 2 ans d'expérience.
Disponible immédiatement.

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo sous référence 8691
à PIERRE LICHOU S.A.,
B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

**BANQUE
Commerce Extérieur**

Nous recherchons
pour un grand groupe bancaire

**Un Collaborateur
Cl. IV, V**

diplômé enseignement supérieur, anglais
courant, ayant acquis en 2 à 3 ans les
bases des techniques bancaires.

Secondant un Chef de Secteur géogra-
phique, il sera chargé des relations avec
les exportateurs, l'administration, les
banques co-participantes, et effectuera de
nombreux déplacements à l'étranger.

Adresser C.V. sous réf. 2814/F à :

Monsieur BERGER
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra)

BANQUE

Filiale d'un très grand Groupe souhaite renforcer
ses équipes ORGANISATION et INFORMATIQUE
à Paris par un

**Chef de Projet
Affaires Internationales**

MISSION :

- Il complète le schéma directeur organisation et informatique pour l'activité internationale en tenant compte de l'existant, des besoins propres de la banque et des liaisons entre les différentes entités du Groupe concernées par le développement de cette activité.
- Il recherche des solutions d'automatisation susceptibles de faire face à un accroissement rapide des volumes et s'intégrant au système d'information en cours de mise en place.
- Il est responsable de la mise en place des solutions informatiques qu'il aura retenues en relation avec les utilisateurs concernés.

PROFIL : homme d'étude et de relations, mais aussi maître d'œuvre :

- il est capable de coordonner les activités des différents partenaires dans le projet, de la conception au lancement.
- il a acquis, en tant qu'informaticien ou organisateur participant à des projets d'automatisations, la maîtrise des techniques informatiques modernes (systèmes répartis - réseaux - inter-activité).
- il a une expérience réelle de l'activité bancaire internationale.

Salaire : 220.000 +.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 5818 à Lévi Tournay 31; Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra
- Réponse assurée -



**SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS
DE MESURE, 91 MASSY**

recherche

**ingénieur qualité logiciel
confirmé** (réf. 107)

POUR CONTROLE LOGICIEL ETUDES

Une expérience industrielle minimum de 5 ans est indispensable.
Le candidat doit être intéressé par la méthodologie et la qualité
logicielle.

ingénieur système

VAX sous VMS pour organisation et exploitation atelier logiciel.
(réf. 323)

Le poste est destiné à un ingénieur diplômé, une première expé-
rience serait appréciée.

Ecrire avec C.V. et prétentions (en indiquant la référence du
poste) à Direction des Affaires Sociales - B.P. 74
91301 MASSY Cedex

juriste d'entreprise

Sema Metra, l'un des principaux groupes européens de
conseil, de marketing et d'ingénierie informatique recherche un(e)
juriste d'entreprise pour assister le Directeur Juridique du groupe
auquel il sera rattaché.

Il lui sera confié :

- principalement les questions juridiques relatives aux marchés publics et privés,
- les contrats et accords partenariaux en France et à l'Export,
- et plus généralement les problèmes relevant du Droit des Affaires, dans le cadre des activités de Sema, notamment dans le domaine informatique.

Une initiation à l'informatique est prévue si nécessaire.

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) de formation juridique
supérieure, justifiant de 3 à 4 années d'expérience en cabinet ou en
entreprise.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite, prétentions
et photo sous la référence 10465/M à Catherine Leroy, Sema-
selection, Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92128
MONTROUGE.

sema selection Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

**consultants en
informatique**

La gestion de l'informatique est l'un des atouts de notre cabinet. Pour
répondre à la demande croissante de notre clientèle nous cherchons
de jeunes consultants capables de participer à des missions ayant trait
à la planification informatique, à la bureautique, aux diagnostics
d'efficacité et d'évolution, à l'évaluation de la sécurité des centres
etc...

Diplômé de l'enseignement supérieur et attiré par l'informatique,
vous avez commencé votre carrière soit chez un constructeur, soit
dans le conseil.

Exigeant, ambitieux, armé d'une sérieuse expérience (minimum 2 ans),
et attiré par l'aspect du Conseil, nous vous offrons de parfaire votre
compétence et d'augmenter votre valeur au sein de nos équipes, hau-
tement professionnelles.

Adresser dossier de candidature et téléphone personnel
à Mlle Le Chanony, Peat Marwick Mitchell & Co, Consultants,
Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris la Défense.



OFFRES

**MONDIAL
INGENIERIE
SCIENTIFIQUE ET
ECONOMIQUE**

**INGENIEURS
CONFIRMES
ET DE GRANDES**

**Jeunes di
d'enseig
superieur**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

**Projet c
télécom**

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS.

Concepteur, maître d'œuvre et réalisateur :
• de réseaux de transmission de données ;
1^{er} fournisseur mondial de réseaux publics : Transpac...
• de grands systèmes télématiques : annuaire électronique...
• de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.
Une implantation nationale et internationale : 1.200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche

INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES FORMATION GRANDES ECOLES

pour travailler dans le domaine des réseaux de transmission de données par paquets et des systèmes de messagerie. Connaissance MINI 6 appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions
SES, 30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX.
Préciser réf. sur enveloppe : 03 LM

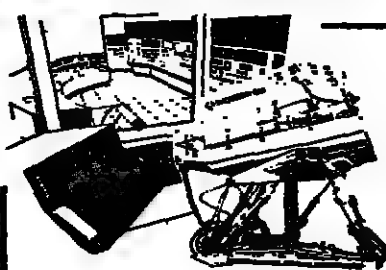
SES

Jeunes diplômés d'enseignement supérieur

ECOLE D'INGENIEUR OU FORMATION UNIVERSITAIRE

Débutants, desirant s'orienter vers l'INFORMATIQUE, DE GESTION, après une formation complète assurée par nos soins. Nous sommes un important organisme de prévoyance et nous désirons compléter nos équipes informatiques. Si vous êtes intéressé(e) par la mise en place de systèmes de gestion informatisée, envoyez votre manuscrit, C.V., photo et prétentions sous référence 9692 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



THOMSON-CSF DIVISION SIMULATEURS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE POUR DES INGENIEURS ELECTRONICIENS MOTIVES

Des produits passionnants :

- simulateurs de systèmes (avions, centrales, sous-marins, radars...) ou d'ensembles tactiques complexes (combats aériens ou terrestres).
- systèmes de visualisation synthétique aux applications multiples.

Des techniques de pointe :

Electronique rapide, informatique temps réel, Optique...
Au sein d'un champ d'activité en pleine croissance, nous proposons à des INGENIEURS ELECTRONICIENS (débutants ou 3 à 5 ans d'industrie) d'acquies un solide savoir-faire ou d'élargir leurs responsabilités dans le domaine des études en MICRO-INFORMATIQUE, VIDEO, GENERATION ET VISUALISATION D'IMAGES.
Postes à pourvoir à TRAPPES (78) et CERGY (95).

Pour vous, un contact direct : F. GAUDICHON - Tél. (3) 050.61.01, ou écrire sous référence IC.845.M à THOMSON-CSF - Division Simulateurs - Service du Personnel - BP 116 - 78192 TRAPPES CEDEX.

THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

Importante société d'ingénierie à vocation internationale intervenant dans le domaine électronucléaire, recherche

RESPONSABLE AUDIT INTERNE COMPTABLE

Ecole Sup de Co ou maîtrise de gestion + DECS

Son activité se situera au niveau des établissements de la société et des filiales françaises et étrangères et concernera l'ensemble des procédures comptables, financières et administratives. Il devra, en outre, animer une équipe de trois auditeurs.

Ce poste convient à un candidat expérimenté et ayant fait environ 5 années d'audit en cabinet spécialisé ou dans une grande société industrielle. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 80789 M, à HAWAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

HAWAS CONTACT

HAWAS CONTACT

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(700 personnes, C.A. 220 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Bureau de la Colonne 92213 SAINT CLOUD Cedex.

FONCTION PERSONNEL

SOCIÉTÉ NATIONALE (400 PERSONNES)

recherche

POUR SON SERVICE DU PERSONNEL

JEUNE CADRE

- Maîtrise de droit ou diplôme équivalent, formation complémentaire en économie ou informatique appréciée.
- Assistera le responsable de la gestion pour :
 - budget du personnel ;
 - masse salariale ;
 - études et statistiques.
- Résidence : PARIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : RECHERCHES, sous réf. 283.490 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Projet de pointe de télécommunications par satellite

Une équipe d'ingénieurs à haute technicité recherche un ingénieur temps réel ou 1950/84 pour la réalisation d'un projet de pointe de télécommunications par satellite. A terme, le candidat participera à la mise en place d'un système de télécommunications. Merci d'adresser, C.V. et prétentions à TELSIA INFORMATIQUE, 9, Bd Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE

telvia informatique

IMPORTANT GROUPE COTÉ CRÉDIT-BAIL ET LOCATION FINANCIÈRE

situé à Paris

recherche

un

Chef Comptable

Le candidat retenu, âgé d'environ 35-40 ans, de niveau DECS, sera chargé, sous l'autorité du Directeur Comptable du Groupe, de la supervision de la comptabilité d'une dizaine de filiales d'importance diverses (crédit-bail et location financière principalement). Il dirigera une équipe d'une dizaine de personnes et maîtrisera, au niveau de son organisation, le développement des moyens techniques et humains attaché à la croissance rapide de certaines de ces filiales. Cette personne justifiera une expérience d'une dizaine d'années dans une fonction équivalente. Au-delà de sa compétence comptable et financière et de sa connaissance approfondie du droit et de la fiscalité, elle apportera ses qualités de correspondant informatique, et sa maîtrise du reporting, de l'analyse financière, de la prévision et du contrôle. Une expérience crédit-bail ou location financière serait appréciée. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence C2084, à :

COFINOR

49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

LE GROUPEMENT FRANÇAIS D'ASSURANCES

recherche
UN COMPTABLE

Niveau DECS comptable. Expérience publiée mais non indispensable. Connaissance de l'anglais appréciée. Poste à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre manuscrit, prétentions, curriculum vitae et photo à Marie de Colbert, GFA, 38, rue de Châteaudun, 75009 PARIS.

RÉSEAU NATIONAL D'ESSAIS

ORGANISME PARAPUBLIC CHARGÉ D'ORGANISER EN FRANCE LA FONCTION ESSAI ET DE FÉDÉRER LES LABORATOIRES

recherche pour diriger son service technique à Paris

UN INGÉNIEUR QUALITÉ

Il aura pour fonction de gérer la procédure R.N.E. d'agrément de laboratoires et de conseiller les organismes d'essais en assurance qualité. Poste très enrichissant.

PROFIL :

Ingénieur diplômé 3 à 8 ans d'expérience industrielle en assurance ou audit qualité. Goût des contacts humains.

Discretion absolue. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo à : R.N.E. 1, rue G.-Boissier, 75015 PARIS.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

recherche pour son service technique

LE (IA) RESPONSABLE DU SECTEUR EQUIPEMENT MENAGER-AUDIOVISUEL

- Il (elle) assurera avec des laboratoires publics ou privés la réalisation d'essais comparatifs et d'études techniques qui seront publiés dans les médias de l'institut.
- Il (elle) participera à diverses instances techniques.
- Le (la) candidat (e) sera un (e) universitaire possédant un BTS + un MST ou un DUT + un MST.
- Un candidat sans expérience professionnelle serait accepté.
- Statut d'agent contractuel de l'Etat catégorie A.

Adresser C.V. au Service du Personnel de l'IN.C. 80, rue Lacourbe 75732 PARIS Cedex 15.

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION MECANIQUE, à taille humaine, travaillant dans un créneau industriel lié aux technologies avancées, très bien située sur les marchés internationaux où se réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires, recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Grande Ecole (Telecom - Supelec - ISEP - etc...)

Ingénieurs de formation scientifique élevée en électronique, il leur sera confié des responsabilités d'Etude, de Recherches, de suivi de Qualité. Ces postes motivants s'adressent à des ingénieurs ayant quelques années d'expérience dans les domaines de l'électronique appliquée à l'optique, la direction à distance, la radio-navigation, les communications, pour des matériels embarqués.

Le poste est basé à PARIS.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous N° 6709 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MECANIQUE, à taille humaine, de réputation mondiale, leader sur son marché dans des domaines liés aux technologies de pointe (90% C.A. à l'exportation) recherche pour son service informatique en pleine évolution, pour PARIS

PROGRAMMEURS et ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Quelques années d'expérience sur matériel BULL.

Intéressés par la Comptabilité ou la Gestion de Production.

Envoyer curriculum vitas, photo, prétentions, sous N° 6731 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Important groupe d'Etablissement financier - Banlieue Est - recherche

CONTROLEURS DE GESTION

Recherchés à la Direction Générale ils auront pour mission de :

- réaliser les études d'analyse : analyse des coûts, synthèse des informations, étude et analyse des budgets des Directions.
- contribuer au développement de la fonction contrôle de gestion.
- participer à la conception et à la mise en place du nouveau système d'information de gestion.

Ce cadre, diplômé de l'enseignement supérieur aura déjà réussi une expérience de 4 à 5 ans dans une activité comptable et financière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 7043 (mentionnée sur l'envoi) à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

INGENIEUR INFORMATIQUE - ORGANISATION

80 km Ouest Paris

Une société française (1000 personnes - CA 380 millions de francs), spécialisée dans la fabrication d'équipements et de systèmes hydrauliques, électrohydrauliques et mécaniques destinés à des industries de pointe (aéronautique, spatial...), recherche UN INGENIEUR INFORMATIEN pour l'un de ses établissements industriels. Sous l'autorité du Chef du Service Organisation, il participera aux études d'organisation qui rendront nécessaires l'utilisation de moyens informatiques en matière de gestion au sein de différents services de cette Unité. Il supervisera l'exploitation des matériels implantés au niveau de l'Etablissement et connectés à ceux du siège et de ceux fonctionnant de façon autonome. Il assurera les relations avec les services informatiques du siège pour la réalisation des logiciels et le suivi de leur évolution, et pour leur maintenance. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 27 ans, de formation Ingénieur, MIAGE ou DUT, et possédant une bonne pratique de l'analyse organique, de la programmation en langage COBOL (RPG2) et si possible de l'exploitation transactionnelle sous minitube TDS - IDS - DTF. Ecrire sous référence 886/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

Discretion assurée.

APCOREM

PEU MARVICA

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

De la gestion des stocks à la gestion de production pour un ingénieur de fabrication

Notre croissance élevée au cœur des technologies informatiques nous amène à une mutation de notre organisation industrielle appuyée sur la mise en place d'une gestion informatisée intégrée en temps réel.

Votre expérience de fabrication de matériels électroniques ou informatiques vous oriente vers des responsabilités plus complètes : dans un premier temps, vous mettez en place la gestion des stocks et des flux matières pour deux unités de fabrication en région parisienne et Bretagne. Puis votre évolution pourra se poursuivre en Bretagne.

Ecrivez au Service du Personnel, Zone Industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil.



JEUNES DIPLOMES DES ECOLES DE COMMERCE POSÉDANT UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Groupe financier
Leader du financement automobile et véhicule industriel.
• Vous proposez d'intégrer son équipe de cadres commerciaux.
• 10 postes à pourvoir sur toute la France.
• Après formation vous pourrez accéder au poste d'

Inspecteur régional

Responsable commercial, créatif, man et gestionnaire.
L'importance du Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière et une mobilité géographique.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 7135 (à mentionner sur l'enveloppe) à Media-System, 104 rue Récamier 75002 Paris, qui transmettra.

LAMBERT FRÈRES ET CIE

ACHETEUR CHEF PRODUITS MATERIAUX GROS-ŒUVRE

LAMBERT DISTRIBUTION dont le C.A. global est de 800 millions de francs, comporte 23 agences situées dans la région parisienne.

La mission consiste à :
- effectuer une analyse très fine de la gamme des produits (C.A. actuel 300 MF),
- diriger une équipe d'acheteurs,
- faire évoluer la politique d'achat et négocier les marchés,
- améliorer l'équipe de vente aux nouveaux produits.

Ce poste de haut niveau exige une formation type Sup. de Co. et une solide expérience en tant qu'acheteur ou chef de produits, de préférence dans la grande distribution de biens d'équipement.

Le poste est basé à NANTERRE (92).
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations s/réf. 6388 à Madame LÉREDE.



du recrutement à la gestion du Personnel

Au sein d'un important Groupe du secteur tertiaire, basé à PARIS, et dans le cadre d'une équipe structurée, vous aurez la responsabilité de la gestion du personnel d'un secteur bien défini. Vous prendrez d'abord en charge les besoins en hommes et assurerez toutes les actions nécessaires pour recruter les meilleurs candidats(e)s. Vous réaliserez le suivi de l'ensemble des salariés de votre secteur, particulièrement en termes de gestion de ressources humaines (mutation, promotion...). Vous participerez à la mise en place d'une véritable gestion prévisionnelle du personnel.

De formation supérieure, vous avez une bonne connaissance de l'entreprise et une expérience réussie du recrutement d'au moins deux ans. Vos qualités d'écoute, d'analyse, de synthèse et de communication détermineront votre succès.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations s/réf. 6265 à Axial Publicité, 27, rue Taubert 75009 Paris, qui transmettra.

Chef de projet Lancez notre gestion de production en temps réel

Vous connaissez nos produits et notre croissance. Pour renforcer notre position, nous améliorons encore nos outils de gestion, particulièrement dans notre organisation industrielle française en liaison avec notre filiale américaine.

Vous serez chargé de mettre en place, avec une équipe mixte production - informatique notre nouveau système de gestion de production des usines (région parisienne et Bretagne Sud), et son intégration aux systèmes gestion commerciale, comptables et financiers.

Vous avez un rôle moteur d'organisation et de conseil des utilisateurs nécessitant une solide expérience de la gestion de production. Mais vous êtes aussi le spécialiste des solutions techniques dans l'environnement VAX 780, des systèmes conversationnels et de l'optimisation des projets.

Ecrivez au Service du Personnel, Zone Industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil.



ERIN

recherche pour réalisation de logiciel :
- informatique industrielle,
- logiciel de base (mini, micro).

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Option : informatique industrielle, électronique.
Débutants à 3 ans d'expérience.

DES DUT INFORMATIQUE

1 à 3 ans d'expérience.
Connaissance des matériels MICRO, LAO, les langages LTR, FORTRAN, ALGOL, BASIC, etc.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecr. avec C.V., s/réf. 6.388 à Axial Publicité, 27, rue Taubert, Paris-9, qui transmettra.

UN CHEF DU SECTEUR ORDONNANCEMENT

diplômé de l'enseignement supérieur (DUT ou équivalent).
Il animera une équipe de 5 personnes, dotée de moyens informatiques en expansion, afin d'assurer la suite :
- des commandes ;
- des délais ;
- des budgets ;
- de la conformité réglementaire des opérations.

Les candidats doivent avoir un esprit de synthèse et une grande facilité de rédaction et de présentation. De plus, une grande disponibilité et la sensibilité humaine sont demandées.

Une première expérience dans les fonctions de planification des opérations sera appréciée. Salaires avantageux de l'ordre de 85.000 F annuels.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations s/réf. 6388 à Axial Publicité, 27, rue Taubert, Paris-9, qui transmettra.

SPÉ BATHNOLLES

DIVISION ÉLECTRICITÉ NUCLEAIRE
15.000 personnes
6 milliards de C.A.
Spécialisée en installations électriques et automatisées industrielles recherche pour ses applications diverses des techniciens (C.A.O.) et chefs d'approvisionnement.

INGÉNIEURS INFORMATIQUES CHEFS DE PROJET

Formation Grande Ecole.
Expérience approfondie du FORTRAN, PLI, des bases de données relationnelles et des langages ALGOL, BASIC, etc.
Missions : C.A.O. et C.I.

Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
302, rue de Cléry
92111 CLÉRY.

HYPERBOLE SSI

recherche pour renforcer sa structure commerciale

INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL I.F.

Compétences techniques et commerciales.
Envoyer C.V. et photo à :
Service du Personnel
302, rue de Cléry
92111 CLÉRY.

HYPERBOLE

15, rue Guyton de Morveau 75013 PARIS.

INGÉNIEUR (ES) D.E. OU PSYCHIATRE

Temps complet, 12 h/20 h 30. P.V. R.V. par tél. uniquement.

URGENT IMPORTANTE C' ASSURANCE VIE

recherche pour services comptables et financiers.

COMPTABLE EXPERIMENTE

Ecr. C.V., photo et présentations s/réf. 6388 à Axial Publicité, 27, rue Taubert, Paris-9, qui transmettra.

EDUCATEUR SPECIALISE

Ecr. avec C.V. et photo à :
P. HOUDART, 5, rue de Reims, 75004 PARIS.

LA VILLE D'ARGENTEUIL (Vie d'Or, 86.000 hab.)

RECHERCHE pour son service « ETUDES ET PROJECTIONS » dans le cadre de son activité d'assistance à la gestion des services urbains.

DE L'IMPLANTATION DE L'OUTIL BUREAUTIQUE

Bonne connaissance des problèmes d'organisation et de gestion en milieu public. Formes : 1) à l'analyse, programmation, informatisation de données.

Adresser curriculum vitae et lettre motivée à :
M. le Directeur
HOTEL DE VILLE
Service du Personnel
12, 14 rue Lavoisier
B.P. 721
93107 ARGENTEUIL CEDEX.

LES ATELIERS CHATET

recherche pour organiser la PRODUCTION

JEUNE FEMME SENS COMM.

pour 1^{er} R.V.
Téléphone : 588.24.00.

PSYCHOLOGUE

avec expérience recrutement pour collaborer en tant que spécialiste de la sélection.

Société Française de Médecine de Médecine Mineure recherche pour Paris

CAUDRE COMMERCIAL

ayant connaissance minérale ou métallurgique et expérience de certains des secteurs suivants : chimie, métallurgie, réfractaires, céramique, verre, etc.

Ecr. avec C.V., s/réf. 6.388 à Axial Publicité, 27, rue Taubert, Paris-9, qui transmettra.

CHIEF DE MISSION ASSISTANTS

Téléphone : 788-05-16.

PSYCHOLOGUE (MAITRISE) H/F

pour l'étude de la motivation population employée et ouvrière dans une entreprise de développement.

Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
40, rue Olivier-de-Serres
75018 PARIS (qui transmettra).

REVEUR QUALIFIE

pour l'écoulement plus performant du département. Recherche de candidats.

Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
40, rue Olivier-de-Serres
75018 PARIS (qui transmettra).

BEYNEZ PROSPECTEURS (TRICES) PAR TELEPHONE

chez un important éditeur parisien. (Étudiants les bienvenus).

Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
40, rue Olivier-de-Serres
75018 PARIS (qui transmettra).

BELEGUE (E) GENERAL (E)

Force exp. animation gestion direction du personnel. Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
40, rue Olivier-de-Serres
75018 PARIS (qui transmettra).

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Logiciel / Temps réel. Connaissance micro-processeurs communication pack et soft-ware.

Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
40, rue Olivier-de-Serres
75018 PARIS (qui transmettra).

INGÉNIEUR (ES) D.E. OU PSYCHIATRE

Temps complet, 12 h/20 h 30. P.V. R.V. par tél. uniquement.

URGENT IMPORTANTE C' ASSURANCE VIE

recherche pour services comptables et financiers.

COMPTABLE EXPERIMENTE

Ecr. C.V., photo et présentations s/réf. 6388 à Axial Publicité, 27, rue Taubert, Paris-9, qui transmettra.

THOMSON-CSF Division Avionique



MAINTENANCE ET QUALITÉ : NOTRE OBJECTIF

Renforcer notre compétitivité sur le marché international dans le domaine de l'électronique aéronautique, est l'objectif de notre Division Avionique.

INGÉNIEUR DÉBUTANT OU CONFIRMÉ

Vous êtes motivé par les techniques avancées et leur aspect, découvrez vite, de l'activité.

Ce poste implique un dialogue permanent avec des spécialistes de haut niveau et exige des connaissances approfondies en électronique, physique et mécanique.

Déplacements de courte durée à l'étranger prévus. Langues anglaises indispensables.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guyonnet, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, sous réf. IM.

THOMSON BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
40, rue Olivier-de-Serres
75018 PARIS (qui transmettra).

DUT gestion ou BTS comptabilité

Département financier

La Caisse Centrale des Banques Populaires recherche pour son département financier situé à Paris-2^e des collaborateurs diplômés.

Vous avez un DUT de gestion ou un BTS de comptabilité. Nous vous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, SCPI, fonds commun de placement...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations s/réf. 2844/LM à MEDIA P.A. - 8, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

La Caisse Centrale des Banques Populaires

Adresser C.V. et photo à :
Service du Personnel
40, rue Olivier-de-Serres
75018 PARIS (qui transmettra).

un(e) juriste débutant(e)

Maitrise ou DEAS de Droit Rural.
Adresser C.V., photo, salaire et présentations sous réf. 5827 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

secrétaires secrétaires

Entreprise Internationale recrute pour sa Direction Générale

secrétaire de direction

Niveau d'études supérieures, bonne connaissance de l'anglais, pratique des machines à traitement de textes et courrier électronique.

Elle aura un esprit méthodique, une excellente organisation et saura collaborer avec rapidité afin de faciliter le fonctionnement de l'équipe de direction.

3 à 4 années d'expérience dans un poste similaire sont nécessaires pour réussir. Les bureaux de l'entreprise sont situés Porte Maillot.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 420 M à Lévy-Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra

SAFT MAZDA Groupe CGE

recherche pour sa DIRECTION GÉNÉRALE

SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS

Ce poste s'adresse à une candidate de 30 ans environ pouvant justifier d'une expérience réussie dans une fonction similaire.

Son habitude des contacts à haut niveau, son intérêt pour les relations internationales, sa motivation pour les nouvelles techniques de secrétariat seraient les atouts qui, joints à un réel esprit d'initiative et d'organisation, lui permettraient d'évoluer vers une fonction d'assistante.

Adresser C.V. + rémunération + photo à :
Service du Personnel 125, rue du Président Wilson
92302 LEVALLOIS-PERRET

HOLDING D'UN GROUPE IMPORTANT PARIS-17^e

SECRETAIRE DE DIRECTION

Département bilingue ANGLAIS-FRANÇAIS
Bpér. indispensable de quelques années, poste similaire.
Adresser C.V., lettre manuscrite photo et photo à :
28, r. des Mathurins, Paris-8^e qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

JEUNE DIF

Cont

receptions diverses

EMPLOIS CAS

offres d'emploi

annonces publiées

et une sélection

Chaque mercredi

BON DE

NOV

ADRESSE

CODE POSTAL

NOMBRE D'ÉLÉ

Commande à

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44
IMMOBILIER	25,00	29,65
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	56,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

TRES IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES
recherche pour sa direction comptabilité générale
JEUNE DIPLOMÉ, SUP DE CO PARIS
Le poste qui nécessite des qualités de rigueur et d'organisation présente des perspectives d'évolution.
Il aura éventuellement une première expérience de l'entreprise.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions (sous réf. J.D.) à N. 3746
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Assister et contrôler nos filiales de distribution
Nous sommes une des entreprises les plus performantes de notre secteur: les peintures bâtiment et grand public.
Depuis de nombreuses années, notre politique de diversification nous a doté d'un appareil de distribution extrêmement performant: une quarantaine de filiales ou succursales réalisant entre 10 et 30 millions de chiffre d'affaires chacune.
Pour assister et contrôler sur les plans financier, administratif et comptable les plus importantes d'entre elles, nous recherchons un
Contrôleur de gestion
160/180 000 F
Le candidat que nous recherchons, titulaire du DECS, aura acquis dans un cabinet d'expertise comptable et/ou en entreprise une bonne expérience du contrôle de gestion et, si possible, de l'assistance et du contrôle d'un ensemble de filiales.
Ce poste est rattaché au Directeur de la Division Filiales. Il est situé en banlieue Nord de Paris. Il représente une réelle opportunité de carrière, la prise en charge par le titulaire de l'ensemble du contrôle de gestion étant prévue à terme.
Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) à notre Conseil sous référence 251/128.

Mutis, Kemevez & Ass. scm
27, rue du Général-Foy - 75008 PARIS
Francfort-Londres-Paris-Zurich

DEMANDES D'EMPLOIS

Dame excel. présentation, dynamisme, maîtrise parfaite de l'anglais, musique, ch. place dame de compagnie chez M. seul de prendre à la carte. Permis conduire. Réf. Téléphone: (73) 33-50-13.

EXPATRIATION
Homme 43 ans, électronique télécommunication, courants faibles vidéo DIF.
Exp. chef projets/études/mise en œuvre, maintenance. Exp. expatriation (Guyane, Brésil), Espagnol/anglais.
Cherche poste à l'étranger étudiant toutes propositions. Ecr. s/réf. 2517 le Monde pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.
Homme 30 ans, comptable, cherche emploi URGENT.
Téléphone: 368-85-42.
31 ans, attachée de direction, responsable 10 ans dans secteur comm. des arts et divertissement, gde exp., gde dispon., aimant responsabilité, courtoisie, anglais, espagnol, français, portugais.
Téléphone: 848-04-95

FONCTION PERSONNEL
H. 26 ans, form. Sciences hum., dipl. Gestion pers. (DESS-HAS Rennes).
Stage interne dans l'industrie.
Connaissances informatiques, discipliné, intrépide, étude toutes propositions.
Téléphone: (4) 455-22-43 ou (45) 71-53-41

DIRECTEUR FINANCIER
Licence INFORMATIQUE cherche poste chef de projet lancement microordinateur audit informatique redressement trésorerie. Tél. 455-22-43 ou 45-71-53-41
service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

ANIMATION/FORMATION
Homme 50 ans, form. exp. 12 ans en privé, 13 ans en public, centre de réinsertion, soc. gde exp. en mouvement, exp. en div. de groupe, ch. poste à resp. et/ou chargé de sect. soc. sec. ou autre, Paris, soc. banlieue, 48, rue Dutoit, 75011 Paris. Téléphone: 565-96-85.

CHEF DU PERSONNEL
Homme 34 ans, 9 ans d'exp. prof. licencié en droit, débiteur en droit, expérience en gestion des ressources humaines, relations avec partenaires sociaux, services sociaux, études des propositions, responsable personnel, gestion des ressources humaines.
Entre sous le n° 044.488 M
N. 3746
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE SUPERIEUR GESTIONNAIRE FINANCIER ET ADMINISTRATIF
40 ans, solide formation et expérience, nouveau aux méthodes des techniques modernes de gestion et de management, cherche poste à responsabilité, gestion et administration, 18, rue de la République, 92100 Nanterre.
Entre sous le n° 044.488 M
N. 3746
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIPLOMÉ TRILINGUE ANGLAIS
Allemand, références ch. poste, TRADUCTION ENTREPRISE (ATA) secteur médical, action, gestion, publications, PAF 05 52-81-81-81, 18, rue de la République, 92100 Nanterre.
Entre sous le n° 044.488 M
N. 3746
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ÉTRANGER, physicien (5 ans)
5 ans exp. dans le domaine des circuits intégrés et montage, école commerciale spécialisée, 18, rue de la République, 92100 Nanterre.
Entre sous le n° 044.488 M
N. 3746
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 45 ans, ingénieur affaires ext.
Vente biens d'équipement industriel, unité ou usine complète, spécialiste Afrique, Moyen-Orient, spécialiste de la suite, homme terrain, pers. sénior, réf. excellentes, recherche situation.
Téléphone: 367-58-32.

ANIMATEUR spécialiste psychologie humaine
ANALYSE TRIANGLE DE VERTIGES, gérant, jeu de rôle, vocation, entreprise ou hôpital, recherche situation.
Téléphone: 367-58-32.

VOUS NE CHERCHER PAS UN COLLABORATEUR
MAIS
Un homme de haut niveau à qui confier:
UNE MISSION PRÉCISE
SÉC. 41 ans, connaissance parfaite l'anglais: le me tiens à votre disposition.
Ecr. s/réf. 2517 le Monde pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

CHEF DE PERSONNEL
J.F. 32 ans, nat. esp. Soc-Eco en cours, 5 ans d'exp. prof. de la fonction gestion, suivi du personnel, études et statistiques diverses, participation au recrutement, maîtrise parfaite de la langue internationale et de tous ses paramètres, gestion de l'entreprise.
Entre sous le n° 044.488 M
N. 3746
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 37 ans, ingénieur + gestion.
exp. électr. électronique, coordination de projet, développement d'entreprises, études prop. agro-alimentaire ou autres.
M. PONS, 95, r. Jules-Guesde 92300 Levallois-Perret.
Téléphone: 737-88-88.

J. Fme, licence lettres modernes et d'histoire, notion de dactylo, 10 ans exp. enseignement primaire et maternel, bonne présentation, étudier toutes propositions sérieuses de travail, étale pour l'année scolaire 84/85.
Entre sous le n° 044.502 M
N. 3746
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

Les 1er, 2 et 3 Mars 1984
de 10 h 00 à 19 h 00
Invitation
Présentation filmée
Sur la Résidence-Club "Les Arcades" à Vallauris - Golfe-Juan
7, rue de Logelbach, Paris 17^{ème}, 5^{ème} étage (Métro Monceau)
ouvert, une réussite!
Pour Retraités niveau cadre
ARCADES COTE D'AZUR
Rendez-vous en téléphonant au 766.01.43

appartements vente

1^{er} arrdt
Prop. Palais-Royal, 354-95-10
RENOVATION LUX
140 M2, ASS., SOLEIL
RUE DES DEUX-BOULES
STUDIO 30 M2
IMMOBILIER CLASSE
S/P, 13 H A 17 H, JUEN
4^{ème} arrdt
MARAI 320-32-71
100 m2, poutre 2^{ème}, ascenseur
S/P, 11 et 12 m2, 2 ch., imm.
ric., standing, Mard 14-17 h.
14, rue Beauvillain

17^{ème} arrdt
45, BIS AV. VILLIERS
MAISON AVEC MEZZANINE
DE 2-4-6 PIÈCES ET STUDIOS
LUX., RÉHAUT., 140 M2
Vie, lundi-mardi, 13 h 30/17 h

18^{ème} arrdt
SQUARE CARPEAUX
dans un bel imm. p. de t.
1900, poutre 2^{ème}, ascenseur
S/P, 11 et 12 m2, 2 ch., imm.
ric., standing, Mard 14-17 h.
14, rue Beauvillain

20^{ème} arrdt
PYRÉNÉES, imm. récent.
3 P., refait neuf, pers., cave
850.000 F, Poutre, 590-88-08

78-Yvelines
LES LONGUES RAYES
BRAGNY/JOZE
Ces maisons, vend. 73, 98 m2
+ terrain, 1 ha 200 a, poutre
s/col. Comm., école, pers. sur
place, sans lous ou 10 m2, poutre
25 m2, 140.000 F, 410-00-00
Possibilité reprise PAP.
Tél. 1037-80-48, sp. 18 h.

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 2, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION 90 M2
Livraison immédiate 3-4-5 P.
et DUPLEX.
Vie, samedi de 10 h 15 à 18 h.
Sur rendez-vous le dimanche
et lundi

6^{ème} arrdt
Cherche M2 115 m2 et 58 m2
COMBLES À CRÉER
d'après plan, 354-42-70
V.P. VUE SUPERBES, 3^{ème} arrdt.
150 m2, 150 m2, 150 m2, 150 m2
5 P. à refaire + studio 22 m2
2.150.000 F, Tél. 288-88-88

9^{ème} arrdt
RUE LE PELETIER
Angle Victoria, dans bel imm.
6 P., 11 ch., 145 m2, 3^{ème} arrdt.
Téléphone: 282-08-90.

11^{ème} arrdt
M^{re} VOLTAIRE
Beau 2 P., avec petit terrain
immeuble pierre de taille.
Idéal placement, 171.000 F.
LERNES, 355-58-88.

12^{ème} arrdt
M^{re} REULLY-DIDEROT
bel imm. récent, 2 P., cuisine
bains, 50 m2, 5^{ème} arrdt, parking
GARBI 567-22-88.

13^{ème} arrdt
ACHETEZ MIEUX VOTRE APPARTEMENT NEUF
Résidence calme, près métro
appartement de qualité
3 et 4 pièces
Prix avantageux: 55 m2 +
parking: 717.000 F.
Prêt conventionné + APL
Métro Bichry.
Téléphone: 670-01-44.

15^{ème} arrdt
ST-LAMBERT, récent 90 m2
s/d, 2 chbres, soléil, 65.000 F.
63-2-9-17 - 577-39-38
STUDIOS 2, 3, 4 P. 4 pièces
neufs, de petit imm. récent
Pr Pont Marbeau, 590-88-08

villas

STE-MAXIME, vue panoram.
GOLFE ST-ROPEZ, villa 7 P.
jard. Piscine, 590-88-08.

maisons de campagne
IDÉAL PÊCHEUR
Moulin à restaurer sur
7.000 m2, petit bois
140 m2, 140 m2, 140 m2
190.000 F. Crédit possible
Téléphone: 16 (33) 24-94-10.

domaines
100 KM PARIS OUEST
Splendide domaine XIX^e, ri-
vière, chasses, massif forestier.
Rens. M. de BIRE, Bouaye
Téléphone: (40) 85-43-13.

fermettes
100 % DE CRÉDIT
A 190 KM BUD DE PARIS
FERMETTE 4 pièces, s. d'eau
sur terrain 10 m2, 140 m2
180.000 F. L. THYRAULT.
88170, SAINT-PARGAULT.
Tél. 18 (33) 74-08-12 ou
après 20 h (33) 31-13-83.

propriétés
MOULIN ANCIEN
RÉNOVÉ 45 P. Paris Sud-Ouest
RER A 5 KM
300 m2 HABITABLES
+ nombreuses dépendances
2 ha de très beau terrain.
JARDIN PAR L'ONGER
AFFAIRE TOUT À FAIT
EXCEPTIONNELLE
DEMICHIEL
873-50-22 et 47-71.

EN PERIGORD
Part. vil. très belle maison en p.
taille en forme de U, plus, p.
corde de chêne, 14 ch.
avec salles de bains, salle à
manger, 110 m2 + petit salon
à manger, cuis., dépend., gar.
plus de 800 m2 pouvant être
aménagés. Pourrait convenir à
Hôteliers de luxe, Maison de
repos, restauration, etc. Re-
prenez l'ancien moulin. Ecrire
M. 503 à HAVAS 10, av.
d'Alsace-Lorraine, 24000 PÉRI-
GUEUX. Tél. après 19 h sur
16 (33) 55-19-10. Desc. assurée.

YONNE 68, vend 650.000 F
propriété à 12 km d'Auxerre,
2 ha de terrain, 1 ha 500 a,
7.500 m2 de bois, un étang.
Vie sur s/col. complet compor-
tant 1 cuis., 3 chbres, salon
avec cheminée, salle à manger,
cuisine, 12 m2 de terrasse, salle
de jeux avec bar en pierre.
CATELAIN (4) 487-34-20.

Paris sud 15 km, magnifique
maison récente, vue sur parc
8 pces principales, 230 m2 ha-
bitables, garage 2 voitures
sur terrain 608 m2.
Prix 1.700.000 F.
La Cluse-Champs, 43 bis
boulevard Jean-Rosa, 77100
Meaux. Tél. 095-43-81.

VILLIERS-S/MARNE
Très beau terrain, 1.000 m2
QUARTIER CALME, Prox.
transports, A-4, RER 2 km
DEMICHIEL
873-50-22 et 47-71.

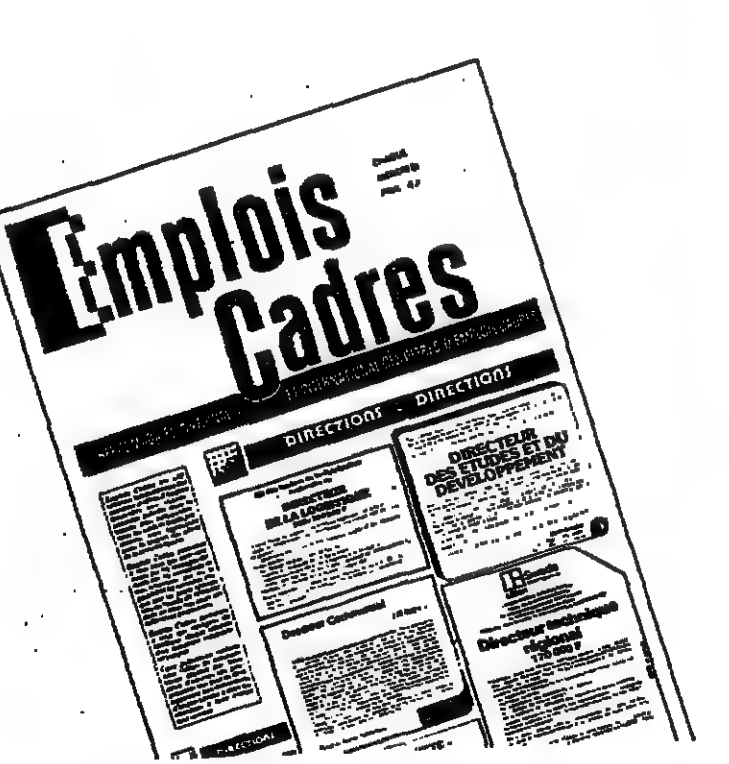
fonds de commerce
Ventes
A votre petit hôtel-restaurant
(10 chbres), proximité plan
d'eau, région Centre, Jersins
3 km 17.
Téléphone: 16 (77) 84-91-91.

boutiques
Ventes
IDÉAL PLACEMENT
Limite Neuilly-Lavallois
bourgeoise, louée 28.000 F/m.
pr murs 320.000 F direct par
propriétaires, 228-08-88.
(après 19 h, 328-88-42).

YAMAHA XS 850
AVRIL 1980
45.000 km
Équipée: tête de fourche
Yamaha Sonauto, sacoches
Knauer top-case, sacoches
de réservoir, pare-cyclindres.
Prix 10.000 F.
Tél.: 961-08-45 après 19 h
M. QUEMENER.

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des
offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les
annonces publiées dans **Le Monde** la semaine écoulée
et une sélection d'annonces du **Herald Tribune**
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F



BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRES x 7 F (Prix de port inclus)

Constaté à faire parvenir avec votre règlement au « Monde », Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 09.
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

Quiétude sur un baril de poudre

SE-U	9	7/16	9 13/16	9 11/16	10 1/16	9 7/8	10 1/4	10 3/16	10 9/16
DM	5	3/8	5 7/8	5 11/16	5 15/16	5 5/8	6	5 7/8	6 1/8
FR	5	3/8	5 7/8	5 3/4	6 1/8	5 5/8	6 1/8	6	6 3/8
£ (1990)	10	1/4	11 3/4	13 5/8	14 3/4	14 1/2	14 1/4	12 7/8	13 5/8
£ (1991)	10	1/4	11 3/4	13 5/8	14 3/4	14 1/2	14 1/4	12 7/8	13 5/8
L.O. (1991)	10	1/4	11 3/4	13 5/8	14 3/4	14 1/2	14 1/4	12 7/8	13 5/8
L.O. (1992)	10	1/4	11 3/4	13 5/8	14 3/4	14 1/2	14 1/4	12 7/8	13 5/8
£	9	-	3/8	9	9 3/8	9 1/2	9 1/2	9 1/4	9 5/8
F. franc	12	7/8	16 1/8	17 1/8	18 1/4	17 1/4	18 1/4	17 5/8	18 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une agence bancaire de Paris.

Séjour en Suisse
Séjour en Suisse
Séjour en Suisse

URBANISME

LA CAPITALE COMPTE TROIS CENT MILLE APPARTEMENTS SANS CONFORT

Paris-la-crasse

Il est bien passé le temps où Paris, rajeunie par la chirurgie esthétique du baron Haussmann, se gaussait des villes douzières de province. C'était il y a un siècle. Selon le dernier recensement, c'est la capitale qui détient, aujourd'hui, le record des logements exigus et inconfortables. Dans le moindre village de France, on compte proportionnellement davantage de salles d'eau, de WC intérieurs et de chauffage central. La province est moderne, pimpante. Paris, comme un organisme atteint par l'âge, ne parvient plus à régénérer son tissu.

Ce vieillissement a été masqué par l'explosion spectaculaire de la construction au cours des années 1950-1980. Mais les immeubles ne représentent encore que 28 % du patrimoine actuel de la capitale. Dans celle-ci comme sur le reste du territoire, le cadre de vie domestique s'est davantage amélioré par aménagement de l'ancien. Exemple : en vingt ans, les professionnels ont installé en France beaucoup plus de chauffage central dans des pavillons et appartements existants (3 millions) que dans l'ensemble des résidences principales construites pendant la même période (2,2 millions). Malheureusement, c'est à Paris que la réhabilitation a le moins bien marché.

On peut encore visiter des habitations à bon marché de l'entre-deux-guerres qui n'ont d'autre moyen de chauffage qu'un méchant poêle branché sur une cheminée. Même dans le seizième arrondissement, on connaît nombre d'anciennes chambres de bonne dont les locataires, payant le prix fort, n'ont pour faire leur toilette qu'un minuscule lavabo.

Longtemps, on a cru que les séductions parisiennes (veste mûché du travail, liberté, vie culturelle intense) compensaient l'inconfort et même la souffrance des mal-logés. C'était en quelque sorte l'octroi que les Rastignac de tout poil devaient payer pour entreprendre leur carrière dans la Ville-Lumière. On s'est bercé d'illusions. En réalité, les Parisiens ont mal supporté l'enfermement et l'insalubrité : plus qu'ailleurs, le taux des divorces a grimpé, tandis que la taille des ménages s'amenuisait. Dès que, par comparaison, la province a paru moins « sous-développée », ils sont repartis.

Rénovation et réhabilitation

Les raisons du demi-échec de la réhabilitation sont multiples. La principale tient, sans doute, au peu d'intérêt que lui ont manifestés les promoteurs et les pouvoirs publics. Jusqu'aux années 70, il semblait économiquement et socialement plus rentable de ruser un flot et d'y élever soit un immeuble de standing dans les beaux quartiers, soit une tour dans les secteurs populaires. Les particuliers eux-mêmes étaient peu encouragés. Pourquoi dépenser de l'argent à moderniser notre appartement, se disaient-ils, alors qu'on affirme partout que des quartiers entiers vont disparaître ? Puis on se rendit compte que la

destruction-reconstruction, joliment baptisée « rénovation », était une action brutale, lacérant le tissu urbain traditionnel et dominant lieu, le plus souvent, à une architecture consternante. Les associations de quartier levèrent leurs boucliers. On se tourna vers le curage des vieux immeubles maintenus en place, c'est-à-dire vers la « réhabilitation ».

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) fut créée en 1971. Puis, une foule d'autres organismes (municipalités, préfectures, associations, sociétés de crédit, Sécurité sociale, etc.) se mirent de la partie. La dernière arrivée est l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie. Chacun offrait ses conseils et quelque argent aux volontaires du progrès domestique. Après le vide, c'est le trop-plein. L'accumulation historique des procédures et donc des paperasses est telle que la réhabilitation est devenue un inextricable et décourageant maquis administratif. Exemple : un propriétaire ayant un emploi, occupant un appartement et souhaitant le moderniser a le choix entre dix filières distinctes. S'il est retraité, il peut encore s'amuser à remplir neuf dossiers différents. L'installation d'un banal poste d'eau prend deux petites journées de travail et coûte 5 000 F. Mais l'instruction du dossier, elle, exige huit mois.

Est-ce pour cela que les Parisiens n'arrivent à faire financer leurs travaux par l'ANAH qu'à raison de 20 % alors que le taux moyen dépasse 30 % en province ? Est-ce pour cela aussi que l'ANAH ne traite que 1 800 dossiers par an en moyenne dans la capitale ? En tout cas, les rares propriétaires bailleurs qui arrivent à rendre leur appartement confortable en profitent pour tripler les loyers (de 400 à 1 250 F en moyenne) alors que, dans les autres villes de France, la modernisation n'entraîne qu'un doublement du prix des locations.

En tout cas, pour porter secours aux naufragés de la paperasserie, il a fallu créer un nouvel organisme : l'Association pour la protection, l'amélioration, la conservation, la transformation, l'entretien des locaux, mieux connue sous le vocable de PACTE de Paris (1). On y reçoit et on y conseille les volontaires de la rénovation : le plus souvent des locataires ou de modestes propriétaires. Grâce à une subvention de Paris et de l'Île-de-France, le PACTE peut, pour une somme modique, se charger de constituer les dossiers, de demander les aides, de faire les devis et même de surveiller les travaux.

C'est la providence des pauvres et des débutants. Car on peut commettre de grosses bêtises en croyant améliorer son intérieur. L'isolation trop poussée, par exemple, peut entraîner une humidité persistante. Les promoteurs privés, même assistés d'éminents architectes et surveillés par une société d'économie mixte, peuvent se laisser prendre au piège des vieilles maisons. Un an après leur inauguration, les murs des quarante logements réhabilités de l'îlot Saint-Blaise, près de l'église de Charonne (20^e), commencent à moisir et provoquent l'indignation de leurs acheteurs. La remise en service de vieilles cheminées peut se solder par des émanations de gaz chez les voisins ou même par des incendies.

Les bijoux rares

Au total, le PACTE de Paris traite bon an mal an 2 400 dossiers, pas davantage. Les pouvoirs publics ont donc décidé d'intervenir plus directement, à partir de 1975, en achetant carrément de vieux immeubles et en faisant eux-mêmes les travaux. Deux (bons) exemples d'acquisition-réhabilitation viennent d'être présentés par la Ville de Paris, tous deux rue de Belleville, dans le 19^e arrondissement. L'un porte sur

Le groupe EGOR, un des grands européens du recrutement des cadres et des dirigeants, vient de signer un accord avec la société japonaise de relations publiques INTERNATIONALE EYE INC.

Au terme de celui-ci, le groupe EGOR assistera les entreprises japonaises qui souhaitent s'installer en Europe de l'Ouest et INTERNATIONALE EYE prendra en charge des opérations de relations extérieures pour des industriels européens désireux de se faire connaître au Japon.

un solide immeuble en pierre de taille que son propriétaire avait mis en vente. De nombreux locataires âgés hors d'état d'acquiescer leur logement allaient être évacués ; la Ville a doté leur appartement du confort et les a maintenus en place sans notables augmentations de loyer.

L'autre immeuble était plus ancien et en fort mauvais état. Il a nécessité de gros travaux, et notamment la réfection complète des planchers sur trois étages. Mais le résultat est spectaculaire. Aux quatre-vingt-cinq semi-tandis, on a substitué quatre-vingt-cinq logements sains et « personnalisés » qui se disposent autour d'une cour pavée leur donnant du charme et du calme. Ces bijoux sont rares. Les acquisitions-réhabilitations de Paris portent en moyenne sur moins de neuf cents appartements par an.

Autre technique mise au point en 1979 : les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH). Dans ce cas, c'est le propriétaire d'un immeuble entier qui s'engage à faire les travaux. On lui alloue 50 % de subventions, les banques lui prêtent le reste sur quinze ans. Il n'a donc pas besoin d'avancer un centime. En revanche, il s'engage à limiter le montant de ses loyers

pendant dix ans. Deux exemples de cette solution ont été présentés rue de Flandre et le long du bassin de La Villette, dans des quartiers en pleine transformation. Ces immeubles, sans aucun confort, surpeuplés, aux loyers insignifiants, désespéraient leurs propriétaires, qui étaient hors d'état de les rénover. Ceux-là paraissent sauvés.

Is font même figure de rescapés administratifs. En 1979, une politique de grande envergure avait été lancée par M. Jacques Chirac sur Paris. Objectif : rénover 7 700 logements groupés en vingt-six opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH). L'Elat paraissait d'accord. Finalement, neuf opérations ont été retenues, et à ce jour sept seulement exécutées. Ce n'est pas le fiasco, mais ça y ressemble. Motif essentiel : on ne trouve pas de volontaires. Traumatés par les trente années pendant lesquelles leurs loyers ont été bloqués et leur patrimoine non entretenu, les propriétaires d'immeubles ne veulent plus que la puissance publique contrôle leurs revenus. Dans le nord-est de Paris, il a fallu contacter 80 possesseurs d'immeubles pour en convaincre 7 ou 8 d'accepter les sub-

ventions et les prêts qu'on leur apporte sur un plateau. Aussi, le nombre des réhabilitations OPAH ne dépasse pas 300 par an à Paris.

Un signe encourageant

En définitive, les logements parisiens réhabilités grâce à des fonds publics ne dépassent pas 3 000 par an. Bien que le phénomène soit statistiquement mal connu, on estime que l'essentiel, c'est-à-dire 9 000 à 10 000 réhabilitations annuelles, est réalisé par des promoteurs privés et surtout par les Parisiens eux-mêmes, qui souvent mobilisent leur plan d'épargne-logement.

La renaissance du tissu urbain de la capitale s'est donc opérée, depuis vingt ans, au rythme de 13 000 appartements par an. A cette cadence, il faudrait encore deux à trois décennies pour éliminer l'inconfort le plus criant. Selon les spécialistes, les procédures d'aide publique sont insuffisantes pour résoudre le problème posé. Car il s'agit de rénover entre 250 000 et 300 000 appartements qui continuent à se dégrader.

Certains immeubles dont les logements ont été bricolés voici quelques

années par leurs copropriétaires sont dès à présent entièrement à reprendre. Le rajeunissement immobilier est un travail permanent.

L'ensemble de la politique de réhabilitation est à repenser. Aide accrue de l'Elat, participation plus résolue de la Ville, conditions attractives pour les propriétaires d'immeubles, centralisation de toutes les procédures par un organisme coordonnateur, création d'antennes-conseils dans chaque mairie d'arrondissement : toutes ces solutions sont avancées.

Un signe encourageant : dans le contrat signé récemment entre Paris et le ministère de l'urbanisme, il est prévu de rénover en cinq ans 4 000 HBM de l'entre-deux-guerres. Si, parallèlement, d'autres efforts ne sont pas entrepris, le vieillissement du patrimoine de la capitale va continuer, avec ses effets pervers : exode des familles, abandon de l'entretien, « squatterisation », etc. Sur ce front, trop longtemps négligé, l'avenir de Paris est en jeu.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) PACTE de Paris, 29, rue Tronchet, 75008 Paris, tél. : 266-35-98.

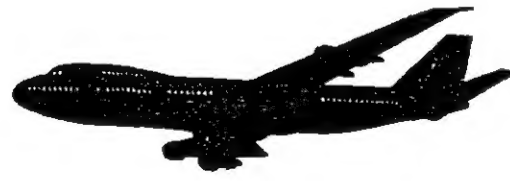
Découvrez New York à l'anglaise en ligne directe depuis Londres. Essayez de trouver moins cher sur vols réguliers au départ de Paris. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages. Comparez et partez sur un coup de tête ! Nos

vols sont si fréquents qu'il y aura toujours une place pour vous. A vous les nuits folles de New York ! Et ce n'est pas tout ! Cet été, British Airways dessert 15 villes en Amérique du Nord. Le monde entier aime British Airways.

British airways

Billets doux pour New York.

PARIS NEW YORK et retour 3.750 F



CETTE SEMAINE DANS

Ordinateurs

LE MAGAZINE ÉCONOMIQUE DES GRANDS SYSTÈMES

Les derniers avatars de l'IBM PC • Ordinateurs personnels : la montée des grands du software • CFAO : comment ComputerVision et Dassault Systèmes collaborent avec IBM.

Spécimen sur demande Uniquement par abonnement

12 BIS RUE DUPHOT 75001 PARIS TEL. 260.09.41 - TELEX : 210294

AFFAIRES

GRACE A L'ARRIVÉE DU GAZ LIQUÉFIÉ ALGÉRIEN

Le port de Nantes-Saint-Nazaire a enregistré un trafic-record

De notre correspondant

Nantes. - Le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire a traité, en 1983, 20,17 millions de tonnes de marchandises. Un trafic en croissance de 27,7 % sur 1982. C'est une performance d'autant plus remarquable que tous les autres ports français ont vu, en 1983, leur trafic chuter de 5 % à 10 %, à l'exception de Rouen (+ 6,7 %).

L'objectif de 20 millions de tonnes, le port de Nantes se l'est fixé en janvier 1983 quand toutes les incertitudes ont été levées sur la réception du gaz liquéfié algérien et quand a commencé la navette des méthaniers entre Arzew et Montoir au rythme de deux navires par semaine. Les 5 400 000 tonnes de gaz expliquent le bond en avant du trafic dans l'estuaire de la Loire. Les années précédentes, il plafonnait autour de 15 millions de tonnes. Les autres marchandises se sont toutefois bien tenues. Globalement, hors gaz, la progression est encore de 8,8 % sur 1982.

Le port, grâce à ses nouveaux équipements, a changé de pointure. Le directeur de l'établissement, au rythme de 250 millions de francs l'an, des investissements considérables ont été réalisés ces dernières années pour approfondir le chenal de navigation et aménager les terminaux de Montoir-de-Bretagne pour la réception du gaz liquéfié, de marchandises diverses, de produits agro-alimentaires (tourteaux notamment) et de charbon pour les centrales électriques de Cheviré et de Cordemais.

Le port de Nantes, avec l'arrivée du gaz, a encore accentué sa « dominante » énergétique : plus de 80 % de son tonnage total en 1983. C'est une « fragilité », car ces trafics sont liés à des aléas politiques. On l'a vu pour le gaz algérien dont le retard - plus d'un an - a posé de sérieux problèmes financiers au port. Le trafic charbonnier vient d'en fournir une autre illustration. Ces dernières années, EDF avait annoncé une prévision de consommation de 2 millions de tonnes par an. Le port a construit des installations pour traiter ce volume. Les révisions en baisse se sont succédées en 1983 à la suite de retards dans la transformation de la centrale de Cordemais. Et, prudemment, le port n'envisage que 800 000 tonnes en 1984 pour alimenter deux tranches de cette usine déjà en service et une troisième qui sera couplée au réseau à l'automne 1984.

Le port autonome a décidé de continuer ses investissements dans le

cadre d'un contrat de plan associant encore le département et la région à ses efforts. 123 millions de francs seront ainsi à nouveau investis en 1984 pour améliorer les accès et réaliser un second poste de terminal à marchandises diverses et à conteneurs, toujours à Montoir. Il est aussi prévu à cet endroit un silo à blé de 10 000 tonnes.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

AGRICULTURE

L'INRA et la région Nord - Pas-de-Calais ont signé une convention de recherche

De notre correspondant

Lille. - La région Nord - Pas-de-Calais et l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont passé, pour la durée du IX^e Plan (1984-1988), une convention en matière de recherche et de développement (1).

Le document, signé à Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, par M. Noël Joseph, président du conseil régional, et M. Jacques Poly, président-directeur général de l'INRA, vise, en premier lieu, au renforcement du potentiel de l'INRA dans le Nord-Pas-de-Calais. L'Institut a deux laboratoires dans cette région. L'un, situé à Villeneuve-d'Ascq, est plutôt orienté vers les industries agro-alimentaires ; l'autre, à Arras, est spécialisé dans les sciences du sol. Ce dernier a mis en œuvre une technique entièrement automatisée d'analyses des sols qui intéresse de nombreux pays, au rang desquels l'Arabie Saoudite. Un autre laboratoire de recherche est annexé à la chaire de malterie-brasserie de l'Ecole nationale supérieure des industries agro-alimentaires à Douai.

Aux termes de la convention, la région apportera à l'équipement des laboratoires un financement de 5 millions de francs pour les cinq années du Plan. L'INRA s'engage, de son côté, à doubler ses effectifs et à assurer le fonctionnement. Le nombre des chercheurs et ingénieurs passera de quatorze à vingt-sept.

L'INRA aidera aussi à la création et au développement, dans le Nord-Pas-de-Calais, de pôles de recherche dans des domaines dans lesquels ses laboratoires sont impliqués : Pôle des anesthésies, pôle de génie chimique et alimentaire, réseau régional de documentation en sciences de l'homme, développement des biotechnologies.

Enfin, l'INRA participera à la mise en œuvre de programmes d'intérêt régional, qui feront l'objet d'accords particuliers. Les recherches pourraient ainsi porter sur les économies d'énergie, dont sont grandes consommatrices les industries agro-alimentaires et sur le traitement des rejets polluants.

Enfin, en collaboration avec les chambres d'agriculture, des actions de sensibilisation et d'information sur la question de la dégradation des sols seront entreprises auprès des exploitants, à partir du laboratoire d'Arras. Des recherches seront menées dans le domaine des semences, notamment légumières et horticoles que la région est actuellement obligée d'importer, ainsi que sur de nouvelles productions.

J.-R. LORE.

(1) C'est la seconde convention de ce type établie entre l'Institut national de la recherche agronomique et une région, la première ayant été signée avec la région Poitou-Charentes en juin 1983.

Ultime tentative de renflouement du chantier naval écossais Scott Lithgow

De notre correspondant

Londres. - La compagnie pétrolière britannique Britoil vient de redonner espoir aux 4 500 employés de l'un des principaux chantiers navals de Grande-Bretagne, Scott Lithgow, menacé de fermeture. La direction de Britoil a, en effet, annoncé, le 24 février, qu'elle était prête à reconsidérer sa décision d'annuler la commande, passée à ce chantier écossais, d'une plate-forme d'exploration pétrolière dont la construction avait pris deux ans de retard.

Cette décision, qui remonte à décembre dernier, avait eu pour conséquence directe de condamner l'existence de Scott Lithgow. Elle

avait fait grand bruit et soulevé de vives protestations de la part des syndicats et de l'opposition travailliste car c'était aussi un coup très dur porté à British Shipbuilders, société nationalisée regroupant l'ensemble des chantiers navals britanniques, qui sont gravement touchés par la crise dont souffrent tous les pays européens. British Shipbuilders était obligé de vendre Scott Lithgow, ce qui n'était pas pour déplaire à M^{me} Thatcher. Le premier ministre avait, depuis longtemps, placé cette industrie sur la liste de ses projets de « privatisation » (1).

Trois groupes financiers se sont présentés pour le rachat de l'entreprise : Trafalgar House dont les intérêts vont du transport maritime (Le Cunard) à l'immobilier, en passant par la presse (Le Daily Express) ; Howard Doris, société franco-britannique déjà spécialisée dans le matériel d'exploitation pétrolière, et le consortium américain Bechtel. Mais tous trois ont posé comme condition que Britoil accepte de redonner à Scott Lithgow le contrat annuel. Ce que la compagnie pétrolière vient de faire sous réserve de discussions à venir avec les candidats. Pour le moment, Trafalgar House semble avoir les meilleures chances de reprendre le chantier, ayant apparemment les faveurs du gouvernement.

Et cela s'accompagne de bien des soupçons. On reproche à M^{me} Thatcher de vouloir privilégier ce groupe en lui faisant une offre de vente sous-évaluée et d'avoir tenté d'écarter les autres candidats. Trafalgar House est, par ailleurs, impliqué dans l'affaire d'un contrat avec le sultanat d'Oman qu'aurait favorisé le fils du premier ministre, M. Mark Thatcher.

FRANCIS CORNU.

(1) Britoil était aussi nationalisée et a été cédée au secteur privé en 1982.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● CEF-Chimie va construire au Qatar une usine de récupération d'éthane. - Un contrat de 440 millions de francs a été confié à l'entreprise française CEF-Chimie pour la réalisation d'une unité de récupération d'éthane dans le complexe de la Qatar Petrochemical Company (QAPCO) situé au sud de Doha, capitale de l'émirat. La construction de cette nouvelle usine, qui devrait être achevée à la fin de 1985, portera la production d'éthane par jour du Qatar à 500 tonnes par jour. - (AFP)

Etranger

● Forte baisse des échanges entre le Japon et l'URSS. - Le commerce bilatéral entre le Japon et l'Union soviétique (4,28 milliards de dollars) a baissé en 1983 de 23,3 % par rapport à 1982. Les exportations japonaises vers l'URSS ont régressé, l'année dernière, de 27,6 % par rapport à 1982 (pour revenir à 2,82 milliards de dollars), les importations chutant de 13,4 % (1,46 milliard de dollars).

Cette baisse est la plus importante depuis 1956, date du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

● L'URSS, premier client céréalière de l'Argentine. - En 1983, l'Union soviétique a acheté 9,7 millions de tonnes de céréales à l'Argentine, soit 41,1 % des exportations de ce pays, se plaçant ainsi au premier rang avant la Chine (12,6 %) et le Japon (10,4 %). - (AFP)

Social

● Elections professionnelles : léger recul de la CGT à l'usine Ford de Blanquefort (Gironde). - Lors des dernières élections au comité d'établissement de l'usine Ford de Blanquefort, le 24 février, la CGT a perdu un siège, malgré un décapage qu'on pensait plus favorable que celui utilisé précédemment.

CRÉDIT

A PARTIR DU 15 MARS

La banque Sofinco abaissera le taux de ses prêts pour les jeunes couples et les ménages ayant un troisième enfant

A partir du 15 mars prochain, la banque Sofinco, second établissement français spécialisé dans le crédit à la consommation, va proposer à sa clientèle deux types de crédits assortis de taux d'intérêt inférieurs à la moyenne et réservés uniquement aux jeunes couples et aux ménages, dès lors qu'ils auront un troisième enfant.

En ce qui concerne les jeunes couples, mariés ou non et dont l'un des conjoints devra avoir moins de vingt-cinq ans, ils pourront obtenir un prêt à 18 % d'intérêt pour un montant maximum de 15 000 F, sous la réserve que leur revenu mensuel ne dépasse pas ce montant. Pour les ménages dont le revenu mensuel est inférieur à 5 000 F, ce taux d'intérêt sera abaissé à 17 %, dans la limite de 10 000 F.

La même procédure sera appliquée pour les prêts au troisième enfant, avec, pour les familles les plus modestes, la possibilité d'obtenir au prêt de 10 000 F à 17 % d'intérêt, si elles justifient d'impôts sur les revenus inférieurs à 1 240 F (seuil identique à celui du Livret rose).

Dans les deux cas, les personnes intéressées devront se plier à certaines conditions, qui risquent de limiter l'intérêt de ces dispositions nouvelles dans le domaine du crédit aux particuliers. Ainsi, sans entrer dans le détail, pour pouvoir bénéficier des prêts aux jeunes couples - avec une économie de 25 % à 30 % par rapport aux taux habituellement pratiqués par l'établissement - souligne M^{me} Christiane Doré, présidente de la banque Sofinco, seul établissement de crédit à la consommation nationalisé en 1982, les personnes intéressées devront se déplacer dans l'une des quatre-vingt-dix agences réparties à

raison d'un tiers en région parisienne et le solde en province. Autre exemple, pour les crédits au troisième enfant, les bénéficiaires devront justifier - sur factures - qu'il s'agit bien d'achats destinés à l'enfant (aménagement de sa chambre, un moyen d'éveil - le financement des fins de mois difficiles - prêt-on au siège de Sofinco).

Présentée par ses initiateurs comme « volonté délibérée de pratiquer une politique sélective envers les catégories les plus modestes », cette décision d'abaisser le taux du crédit pour une partie - bien spécifique - de la clientèle suscite naturellement de nombreuses réactions de la part des autres établissements spécialisés. Pour les uns, il ne s'agit là que d'un « gadget sympathique » présenté à grand renfort de publicité au nom d'une justice sociale que le crédit à la consommation pratique, en fait, depuis plus de trente ans.

D'autres consommateurs estiment inutile de faire un geste en faveur d'une seule catégorie de la clientèle. « Compte tenu de l'encadrement du crédit auquel sont soumis - comme les banques - les établissements spécialisés, ce qui oblige ces derniers - opérant un refinancement plus coûteux en procédant à l'émission d'emprunts obligataires, si l'on accorde une faveur à l'un, ce sont les autres qui paient », souligne M. Gérard Lemaire, président de Cetelem-Cofica, numéro un du secteur avec 13 milliards de francs d'encours à la fin décembre 1983 devant Sofinco (6,5 milliards) et le Crédit électrique et gazier (CEG) (avec 3 milliards environ), pour ne citer que les principaux établissements.

« En valeur absolue, l'économie réalisée par le particulier par rapport à nos propres barèmes est limitée (14 F par mois pour un crédit de 5 000 F sur deux ans, 29 F et 43 F par mois respectivement pour une somme de 10 000 F et 15 000 F empruntée sur la même durée », précise-t-il, ajoutant qu'il vaut mieux profiter, quand c'est possible, à une banque générale des taux d'intérêt pour l'ensemble de la clientèle, ce que le groupe Cetelem-Cofica a fait en juin 1983 lorsqu'il a effectué une diminution des barèmes de 1,50 %.

Dans les milieux bancaires traditionnels, on se fait fort d'octroyer déjà des prêts aux particuliers à des taux de même ordre, ce que nous avons pu vérifier en relevant auprès d'un certain nombre de banques de dépôts des crédits identiques aux alentours de 18 % à 19 %. « Justement, c'est bien trop cher », se hâte-t-on de faire valoir chez Sofinco, en soulignant que ces banques qui proposent des prêts aux particuliers aux mêmes conditions collectent leurs ressources (les dépôts de la clientèle) à un coût inférieur de six à sept points aux 15 % ou 14 % actuellement pratiqués sur le marché auquel les établissements spécialisés sont tenus de s'adresser.

Au-delà de cette polémique, qui avait justifié dans un récent rapport du Conseil économique et social consacré au crédit à la consommation un long passage sur l'effort volontaire que devraient entreprendre les banques non spécialisées, afin d'abaisser le coût du crédit, il importe de savoir si l'initiative de Sofinco peut s'étendre aux organismes du secteur et, surtout, si elle ne risque pas de compromettre l'équilibre financier de cet établissement.

SERGE MARTI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crouzet

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe CROUZET s'est élevé, en 1983, à environ 1 633 millions de francs : à structure comparable, l'accroissement est de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

Pour la société-mère, les ventes ont progressé de 9,5 % et s'établissent à 1 622 millions de francs. Les exportations directes, d'un montant de 276 millions de francs, ont en augmentation de 6,8 % par rapport à 1982.

A fin décembre 1983, le portefeuille de commandes de la société-mère, qui atteint 879 millions de francs, se situe à un niveau sensiblement identique à celui de fin 1982.

Le relèvement de l'activité, particulièrement en cours du dernier trimestre, a influé sur le résultat net qui devait se solder, au 31 décembre 1983, par un résultat négatif nettement supérieur à celui enregistré au 30 juin 1983.



EMPRUNT D'ÉTAT

un bon placement pour la France

FEVRIER 1984

12,90%
DURÉE 7 ANS

12,50%
révisable / à option d'échange
DURÉE 12 ANS

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JULY EN JARDIN - Tél. (01) 956 8000 POSTE 4760
(3) 956 24 28 (LIGNE SPÉCIALE RENDEMENT)
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HES-ISA-CFD)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1984
date limite de dépôt des dossiers de
candidature pour la deuxième session :
lundi 12 mars.

MARCHÉ
PLAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

INDICATEUR	1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970	1969	1968	1967	1966	1965	1964	1963	1962	1961	1960	1959	1958	1957	1956	1955	1954	1953	1952	1951	1950	1949	1948	1947	1946	1945	1944	1943	1942	1941	1940	1939	1938	1937	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920	1919	1918	1917	1916	1915	1914	1913	1912	1911	1910	1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892	1891	1890	1889	1888	1887	1886	1885	1884	1883	1882	1881	1880	1879	1878	1877	1876	1875	1874	1873	1872	1871	1870	1869	1868	1867	1866	1865	1864	1863	1862	1861	1860	1859	1858	1857	1856	1855	1854	1853	1852	1851	1850	1849	1848	1847	1846	1845	1844	1843	1842	1841	1840	1839	1838	1837	1836	1835	1834	1833	1832	1831	1830	1829	1828	1827	1826	1825	1824	1823	1822	1821	1820	1819	1818	1817	1816	1815	1814	1813	1812	1811	1810	1809	1808	1807	1806	1805	1804	1803	1802	1801	1800	1799	1798	1797	1796	1795	1794	1793	1792	1791	1790	1789	1788	1787	1786	1785	1784	1783	1782	1781	1780	1779	1778	1777	1776	1775	1774	1773	1772	1771	1770	1769	1768	1767	1766	1765	1764	1763	1762	1761	1760	1759	1758	1757	1756	1755	1754	1753	1752	1751	1750	1749	1748	1747	1746	1745	1744	1743	1742	1741	1740	1739	1738	1737	1736	1735	1734	1733	1732	1731	1730	1729	1728	1727	1726	1725	1724	1723	1722	1721	1720	1719	1718	1717	1716	1715	1714	1713	1712	1711	1710	1709	1708	1707	1706	1705	1704	1703	1702	1701	1700	1699	1698	1697	1696	1695	1694	1693	1692	1691	1690	1689	1688	1687	1686	1685	1684	1683	1682	1681	1680	1679	1678	1677	1676	1675	1674	1673	1672	1671	1670	1669	1668	1667	1666	1665	1664	1663	1662	1661	1660	1659	1658	1657	1656	1655	1654	1653	1652	1651	1650	1649	1648	1647	1646	1645	1644	1643	1642	1641	1640	1639	1638	1637	1636	1635	1634	1633	1632	1631	1630	1629	1628	1627	1626	1625	1624	1623	1622	1621	1620	1619	1618	1617	1616	1615	1614	1613	1612	1611	1610	1609	1608	1607	1606	1605	1604	1603	1602	1601	1600	1599	1598	1597	1596	1595	1594	1593	1592	1591	1590	1589	1588	1587	1586	1585	1584	1583	1582	1581	1580	1579	1578	1577	1576	1575	1574	1573	1572	1571	1570	1569	1568	1567	1566	1565	1564	1563	1562	1561	1560	1559	1558	1557	1556	1555	1554	1553	1552	1551	1550	1549	1548	1547	1546	1545	1544	1543	1542	1541	1540	1539	1538	1537	1536	1535	1534	1533	1532	1531	1530	1529	1528	1527	1526	1525	1524	1523	1522	1521	1520	1519	1518	1517	1516	1515	1514	1513	1512	1511	1510	1509	1508	1507	1506	1505	1504	1503	1502	1501	1500	1499	1498	1497	1496	1495	1494	1493	1492	1491	1490	1489	1488	1487	1486	1485	1484	1483	1482	1481	1480	1479	1478	1477	1476	1475	1474	1473	1472	1471	1470	1469	1468	1467	1466	1465	1464	1463	1462	1461	1460	1459	1458	1457	1456	1455	1454	1453	1452	1451	1450	1449	1448	1447	1446	1445	1444	1443	1442	1441	1440	1439	1438	1437	1436	

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

17 fév. 1984

ACTIF

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFACON

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DE RÉCOM

5) DIVERS

6) BILÉTS EN CIRCULATION

7) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

8) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

9) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

10) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

11) ECU À LIVRER AU FEDCOM

12) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

13) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

14) DIVERS

Total

15) BILÉTS EN CIRCULATION

16) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

17) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

18) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

19) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

20) ECU À LIVRER AU FEDCOM

21) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

22) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

23) DIVERS

Total

24) BILÉTS EN CIRCULATION

25) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

26) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

27) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

28) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

29) ECU À LIVRER AU FEDCOM

30) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

31) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

32) DIVERS

Total

33) BILÉTS EN CIRCULATION

34) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

35) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

36) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

37) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

38) ECU À LIVRER AU FEDCOM

39) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

40) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

41) DIVERS

Total

42) BILÉTS EN CIRCULATION

43) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

44) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

45) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

46) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

47) ECU À LIVRER AU FEDCOM

48) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

49) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

50) DIVERS

Total

51) BILÉTS EN CIRCULATION

52) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

53) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

54) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

55) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

56) ECU À LIVRER AU FEDCOM

57) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

58) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

59) DIVERS

Total

60) BILÉTS EN CIRCULATION

61) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

62) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

63) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

64) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

65) ECU À LIVRER AU FEDCOM

66) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

67) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

68) DIVERS

Total

69) BILÉTS EN CIRCULATION

70) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

71) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

72) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

73) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

74) ECU À LIVRER AU FEDCOM

75) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

76) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

77) DIVERS

Total

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949

17 fév. 1984

24 fév. 1984

25 fév. 1984

26 fév. 1984

27 fév. 1984

28 fév. 1984

29 fév. 1984

1er mars 1984

2er mars 1984

3er mars 1984

4er mars 1984

5er mars 1984

6er mars 1984

7er mars 1984

8er mars 1984

9er mars 1984

10er mars 1984

11er mars 1984

12er mars 1984

13er mars 1984

14er mars 1984

15er mars 1984

16er mars 1984

17er mars 1984

18er mars 1984

19er mars 1984

20er mars 1984

21er mars 1984

22er mars 1984

23er mars 1984

24er mars 1984

25er mars 1984

26er mars 1984

27er mars 1984

28er mars 1984

29er mars 1984

30er mars 1984

31er mars 1984

1er avril 1984

2er avril 1984

3er avril 1984

4er avril 1984

5er avril 1984

6er avril 1984

7er avril 1984

8er avril 1984

9er avril 1984

10er avril 1984

11er avril 1984

12er avril 1984

13er avril 1984

14er avril 1984

15er avril 1984

16er avril 1984

17er avril 1984

18er avril 1984

19er avril 1984

20er avril 1984

21er avril 1984

22er avril 1984

23er avril 1984

24er avril 1984

25er avril 1984

26er avril 1984

27er avril 1984

28er avril 1984

29er avril 1984

30er avril 1984

1er mai 1984

2er mai 1984

3er mai 1984

4er mai 1984

5er mai 1984

6er mai 1984

7er mai 1984

8er mai 1984

9er mai 1984

10er mai 1984

11er mai 1984

12er mai 1984

13er mai 1984

14er mai 1984

15er mai 1984

16er mai 1984

17er mai 1984

18er mai 1984

19er mai 1984

20er mai 1984

21er mai 1984

22er mai 1984

23er mai 1984

24er mai 1984

25er mai 1984

26er mai 1984

27er mai 1984

28er mai 1984

29er mai 1984

30er mai 1984

31er mai 1984

1er juin 1984

2er juin 1984

3er juin 1984

4er juin 1984

5er juin 1984

6er juin 1984

7er juin 1984

8er juin 1984

9er juin 1984

10er juin 1984

11er juin 1984

12er juin 1984

13er juin 1984

14er juin 1984

15er juin 1984

16er juin 1984

17er juin 1984

18er juin 1984

19er juin 1984

20er juin 1984

21er juin 1984

22er juin 1984

23er juin 1984

24er juin 1984

25er juin 1984

26er juin 1984

27er juin 1984

28er juin 1984

29er juin 1984

30er juin 1984

1er juillet 1984

2er juillet 1984

3er juillet 1984

4er juillet 1984

5er juillet 1984

6er juillet 1984

7er juillet 1984

8er juillet 1984

9er juillet 1984

10er juillet 1984

11er juillet 1984

12er juillet 1984

13er juillet 1984

14er juillet 1984

15er juillet 1984

16er juillet 1984

17er juillet 1984

18er juillet 1984

19er juillet 1984

20er juillet 1984

21er juillet 1984

22er juillet 1984

23er juillet 1984

24er juillet 1984

25er juillet 1984

26er juillet 1984

27er juillet 1984

28er juillet 1984

29er juillet 1984

30er juillet 1984

31er juillet 1984

1er août 1984

2er août 1984

3er août 1984

4er août 1984

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VIOLS ET MEURTRES D'ENFANTS : « A l'image de notre société », par Geneviève Prost-Berthelot.
- LIJ : le Mouvement ouvrier, d'A. Touraine, M. Wiewiora et F. Dubet.

ÉTRANGER

3. ASIE
3. LA GUERRE DU GOLFE.
4. PROCHE-ORIENT
4. DIPLOMATIE
5. AMÉRIQUES

- PANAMA : le commandant en chef des forces armées estime que la Communauté européenne devrait jouer un rôle plus actif en Amérique centrale.

- 6-7. EUROPE
- URSS : M. Tchernomirski serait aussi président du conseil de défense.

POLITIQUE

8. Les suites du conflit des routiers.
9. Les élections municipales partielles.

SOCIÉTÉ

10. La querelle scolaire.
12. Le Mouvement national arménien et la recherche de solutions politiques.
13. DÉFENSE : « Une réorganisation incohérente de l'armée française », un point de vue de Pierre Mesmer.
- MÉDECINE : le statut des médecins hospitaliers.

SPORTS

14. BOXE : Louis Acanal perd son titre européen.
- JUDO : les combats sans risques des Japonais.
- TENNIS : la qualification des Français en Coupe Davis.

CULTURE

16. CINÉMA : le XXXIV^e Festival de Berlin.
- THÉÂTRE : le budget pour 1984.
- 18-19. COMMUNICATION : les entreprises face à la télévision.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. CRISE : pourquoi la grande peur de 1945 est revenue.
- 22-23. La réforme de l'indemnisation du chômage.
24. Rumeur-ménage dans l'électronique.

ÉCONOMIE

44. ÉNERGIE : les milieux pétroliers face au conflit du Golfe.
- SOCIAL : le gouvernement reprend une série de négociations difficiles.
45. URBANISME : Paris compte trois cent mille appartements sans confort.
46. AFFAIRES.
- CRÉDIT.

RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS « SERVICES » (20) :
Troisième âge : « Journal officiel » ; Météorologie ; Météo croisées.
Annonces classées (25 à 43) ; Carnet (15) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (47).

(Publicité)

Ordinateurs: 13 portables chez Duriez

DU MOINS CHER (590 F tte) au plus cher (8190 F tte).

Casio, Olympia, Sharp, Canon, Epson, Hewlett-Packard, Texas Instruments.

• Pour apprendre le Basic, tracer des courbes en 4 couleurs, pour faire des tableaux de chiffres qui tombent toujours justes, même variables et dépendants les uns des autres.

• Pour traiter des textes, les mettre en page, modifier et taper un courrier impeccable. • Pour résoudre des équations à rallonge en 1/1000 seconde, pratiquer tous les jeux, mémoriser et jouer de la musique. • Chez soi, en avion, dans le train, à la campagne. • Pour réussir des examens (admis par jurys).

Voir Duriez, 132, bd St-Germain. (M^o Odéon) • Catalogue - Banc d'essai critique contre 3 timbres. Gratuit sur place.

Dernière Heure : La Bombe japonaise Canon X07. A voir absolument chez Duriez.

A B C D E F G

LA CONFÉRENCE DE L'OUA ET LE CONFLIT SAHARIEN

Un geste de bonne volonté du Polisario

Le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, qui s'ouvre ce lundi 27 février à Addis-Abeba, devrait, en principe, se dérouler sans à-coups et se consacrer principalement aux graves difficultés budgétaires de l'Organisation panafricaine. En effet, M. Ibrahim Hakin, ministre des affaires étrangères de la RASD (République arabe sahraïenne démocratique), a annoncé, vendredi, qu'il ne participera pas à cette réunion. Il a souligné qu'il s'agit d'un « geste de bonne volonté » du Front Polisario, qui a promis aux dirigeants de l'OUA de leur accorder un délai pour

trouver une solution pacifique au conflit du Sahara occidental.

D'autre part, ce conseil pourrait être l'occasion d'une initiative de l'Organisation pour tenter de relancer la négociation sur le conflit saharien. Après s'être entretenu avec M. Cheysson, le ministre des affaires étrangères de la France, M. Ibrahim Hakin, ministre sahraï des affaires étrangères, s'est prononcé, en effet, pour l'envoi sur place d'une force internationale. Le ministre français des relations extérieures avait donné son aval à ce projet.

L'admission de la RASD comme 51^e membre de l'Organisation en février 1982 avait provoqué une crise au sein de l'OUA. Toutefois, la RASD avait accepté « volontairement et provisoirement » de ne pas participer au 19^e sommet en juillet dernier. M. Hakin a déclaré que ce sera pas le cas au 20^e, prévu à Conakri en mai. Si un compromis acceptable pour le Polisario n'était pas trouvé d'ici là, l'Algérie qui le soutient et qui est suivie par près des deux tiers des membres de l'Organisation pourrait facilement empêcher la tenue du sommet faute de quorum.

Le conseil des ministres a été précédé par diverses consultations. MM. Taleb Ibrahim, ministre algé-

rien des affaires étrangères, et son collègue marocain, M. Abdelhak Tazi, étaient à Addis-Abeba la semaine dernière en même temps que M. Hakin. Le 19^e sommet avait « exhorté » le Front Polisario et le Maroc à engager des négociations directes en vue d'instaurer un cessez-le-feu pour permettre l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Celui-ci n'a pu avoir lieu comme prévu avant le 31 décembre 1983, les Marocains ayant refusé de rencontrer les Sahraouis.

Pour sortir de l'impasse, le président en exercice de l'OUA, le lieutenant-colonel Mengistu, a suggéré que le Comité de mise en œuvre des résolutions sur le Sahara occidental recueille séparément les points de vue des deux protagonistes sur les moyens d'organiser la consultation des populations sahraïennes.

Un nouveau « mur »

L'évolution de la crise dépend de plusieurs facteurs. Sur le terrain, le roi Hassan II fait construire un nouveau « mur » entre celui qui protège le triangle nile et la ville d'Amagala (le Maroc) daté 29-30 janvier) pour gêner les forces du Polisario et les obliger à faire un détour par le nord de la Mauritanie, les de leurs attaques. Cherche-t-il à imposer une « solution militaire » au risque d'embraser la région, comme le pensent les Algériens, ou cherche-t-il, alors qu'il est aux prises avec de graves difficultés intérieures, à être en meilleure position en vue d'une négociation, comme on le croit dans les milieux diplomatiques ?

Autre facteur important : le jeu des alliances au Maghreb. Le rapprochement inattendu, l'été dernier, entre Rabat et Tripoli avait incité le roi à durcir sa position face à l'Algérie. Or ce « mariage contre nature », tant les options de la Libye et du Maroc sont opposées, serait menacé. On explique dans les milieux diplomatiques, que contrairement à une version qui a circulé, la France n'a pas demandé l'envoi de troupes marocaines au Tchad, mais que c'est le souverain qui avait fait planer une telle menace pour faire pression sur le colonel Kadhafi.

Il lui a envoyé comme un émissaire lui proposant l'arrangement suivant : le Maroc s'abstenait d'intervenir au Tchad au cas où la France et la Libye cessait d'aider le Polisario. Le rapprochement s'est fait sur cette base. Toutefois, indique-t-on dans les milieux diplomatiques occidentaux, le colonel Kadhafi continue à aider les Sahraouis et son alliance momentanée avec Rabat était principalement dirigée contre l'Algérie qui s'est opposée à plusieurs de ses ambitions.

On a également remarqué le soutien public et appuyé apporté par Alger à la Tunisie pendant et après les émeutes de janvier. Invoquant des témoignages de première main, M. Ben Yehmed, directeur de Jeune Afrique, faisait dire récemment au colonel Kadhafi : « Si, demain, avec quelques opposants tunisiens, j'occupe une partie de mon voisin du Nord, la Tunisie, croyez-vous que quelqu'un m'en empêchera ? Qui pourrait m'obliger à revenir sur le fait accompli ? »

Un collaborateur de M. Mzali, premier ministre tunisien, M. Delagi a affirmé avoir recueilli cette confidence du colonel Kadhafi : « Si j'ose, j'occuperai la Tunisie, mais ce sera à un prix prohibitif. La Tunisie est impossible à diriger et je serais obligé de me retirer. C'est pour cela que je ne le ferai jamais. »

En réalité, ce ne serait pas la première fois que le « guide de la révolution libyenne » tiendrait deux discours, en fonction de ses interlocuteurs. Pour sa part, M. Mzali, dans une interview au journal algérien *Al-Nasr*, lance un appel aux dirigeants sahraïens, du Maroc à la Libye pour « dépasser le cadre des entités nationales étroites » et « envisager le destin du peuple sahraoui dans le cadre du grand maghreb arabe ». Mais il admet que la solution n'est pas facile.

PAUL BALTA.

A SON CONGRÈS DE ROME

La démocratie-chrétienne italienne cherche les moyens de retrouver la première place

De notre correspondant

Rome. — C'est à un moment de forte tension sociale et politique, caractérisée par une cassure dans le mouvement syndical et une opposition plus âpre entre socialistes et communistes, que s'est ouvert vendredi 24 février à Rome le seizième congrès de la démocratie-chrétienne. Un congrès animé de quelques mois, pour des motifs essentiellement tactiques : relancer le « parti de la majorité relative », durement touché par l'échec aux élections générales du 26 juin dernier et défini au plus vite la ligne avant les élections européennes.

M. De Mita, secrétaire général, qui sera vraisemblablement reconduit, a ouvert les travaux par un discours-fleuve. L'homme, dont on a pu penser au lendemain de l'échec électoral de juin qu'il était sur le point de jeter l'éponge, n'a pas parlé en vaincu mais comme le chef du premier parti politique italien, qui non seulement entend le rester, mais demande même des pouvoirs accrus pour le diriger.

M. Scotti, ministre de la protection sociale, s'est porté — sans grand espoir de succès — candidat contre M. De Mita. Il a dénoncé le risque pour la DC de devenir un « parti conservateur de masse » et un « parti plébiscitaire », si les réformes demandées par M. De Mita, concernant ses pouvoirs sont adoptées. Pour M. Scotti, la DC doit rester fidèle à son image de parti de la médiation entre forces sociales et institutions.

La DC est, depuis ces dernières années, en perte de vitesse. La présidence de la République puis celle du conseil des ministres lui ont échappé. Électoralement, elle s'enlise lentement. Elle ne sait comment réagir. M. De Mita analyse la situation de son parti comme l'expression d'une grande transformation de la société moderne. Certes, la DC de M. De Mita entend rester un parti d'inspiration chrétienne « interclassiste », un « parti du peuple », c'est-à-dire de toute la nation, mais son secrétaire général la convie à la fois à un certain pragmatisme et surtout à plus d'efficacité. En fait, ce qu'il demande au congrès ce sont les pleins pouvoirs. Comme M. Craxi les a conquis de longue date au sein du PSI.

Sur le plan des alliances, M. De Mita reste fidèle à la majorité à cinq, en soulignant toutefois que la remise de la présidence du conseil entre les mains d'un « laïque » est un fait « extraordinaire » hors de la normale.

En ce qui concerne les rapports avec le PCI, M. De Mita a certes dé-

claré souhaitable un concours des communistes sur les questions institutionnelles, mais il n'a pas répondu aux ouvertures de M. Berlinguer, qui avait parlé de la nécessité d'un « gouvernement différent ». Selon le secrétaire général de la DC, les communistes « manquent d'une authentique culture de gouvernement ». Il a cependant réaffirmé l'existence de deux grands pôles dans la vie politique italienne, la DC et le PCI.

Lors de la réunion du comité central, le 19 février, le secrétaire du PCI avait lancé une sorte d'ultimatum au gouvernement Craxi : ou bien celui-ci change de politique, ou bien le PCI cherchera par tous les moyens à mettre la majorité en difficulté. Menant entre parenthèses l'alternative « démocratique » avec les socialistes, M. Berlinguer avait déclaré que son parti était prêt à envisager un « gouvernement de programme » : c'est-à-dire une formule qui ressemble fort à la politique d'unité nationale.

Le secrétaire du PCI a affirmé qu'il s'agissait là non d'un retour nostalgique à l'accord ayant existé entre DC et PCI, mais qu'il convenait de prendre acte du fait que les rapports actuels entre communistes et socialistes aggravés par les dissensions sur la politique économique rendent impossible une entente de politique générale. Ces difficultés ont provoqué la cassure du mouvement syndical.

L'opposition PCI-PSI semble désormais constituer un des éléments durables du jeu politique italien. Une opposition qui a relancé le débat interne au sein du PCI entre ceux qui estiment que le PSI est « hors de la gauche » et ceux qui pensent que les rapports avec les socialistes doivent être maintenus.

PHILIPPE PONS.

• Deux ans de normalisation en Pologne : une « rencontre » de l'Alternative. — La revue *l'Alternative* organise mardi 28 février à 18 h 30 une « rencontre » suivie d'un débat sur le thème : deux ans de normalisation en Pologne, avec la participation de M. Waldemar Kaczynski, ancien rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Solidarité*, et expert économique auprès de la direction du syndicat indépendant, du temps de son existence légale. La réunion aura lieu à la rédaction de *l'Alternative*, 4, rue Troussau, 75011 Paris.

• L'opposition PCI-PSI semble désormais constituer un des éléments durables du jeu politique italien.

Une opposition qui a relancé le débat interne au sein du PCI entre ceux qui estiment que le PSI est « hors de la gauche » et ceux qui pensent que les rapports avec les socialistes doivent être maintenus.

PHILIPPE PONS.

• Deux ans de normalisation en Pologne : une « rencontre » de l'Alternative.

La revue *l'Alternative* organise mardi 28 février à 18 h 30 une « rencontre » suivie d'un débat sur le thème : deux ans de normalisation en Pologne, avec la participation de M. Waldemar Kaczynski, ancien rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Solidarité*, et expert économique auprès de la direction du syndicat indépendant, du temps de son existence légale. La réunion aura lieu à la rédaction de *l'Alternative*, 4, rue Troussau, 75011 Paris.

• L'opposition PCI-PSI semble désormais constituer un des éléments durables du jeu politique italien.

Sur le vif

Vodka polonaise

Il est fort probable, les Polonais, il n'y a pas à dire. S'engager solennellement à ne plus boire une goutte de vodka, faire de la sobriété un acte de révolte, passer la dure politique de l'abstinence totale, protester ainsi contre un régime qui favorise l'alcoolisme, qui l'encourage pour « mieux structurer et manipuler une population réduite à l'état d'esclavage », moi, j'admire. Parce que c'est ça le sens du serment adopté par le mouvement laïque de saint Maximilien Kolbe et prêté par des centaines de milliers de personnes. Avec la bénédiction de l'Eglise.

Mgr Wladyslaw Nidelek vient de remettre au pape Jean-Paul II le Livre d'or ouvert dès le mois de décembre dernier à tous ceux — ils étaient déjà nombreux — qui ont répondu présent à l'appel de la commission épiscopale chargée de combattre l'alcoolisme. Cette initiative, depuis, a pris des proportions imprévisibles à l'époque.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un document-programme également parvenu à Rome, dont les

auteurs demandent à garder l'anonymat. On les comprend. Ils citent des chiffres : il y a tous les jours trois millions d'hommes saouls dans un pays de trente-cinq millions d'habitants. Si cette « sous-culture alcoolique » s'étend encore, « la société de violence alcoolique » déviendra, empoisonnée, insupportable et biologiquement dégénérée.

D'où l'importance pour l'avenir du symbole du verre retourné. Un symbole ? Plus que ça. Ne nommer à l'alcool, c'est rejoindre les rangs des partisans d'une lutte ténue, obscurité, pour le borborygme. Remplacer à l'alcool, c'est priver l'Etat de 271 milliards de zlotys, soit 20 milliards de nos francs au cours officiels. A quoi servent-ils ces milliards ? A acheter — on le répète sans cesse — en chaise à Varsovie — les militaires. Peut-être que, si l'Etat ne leur versait pas ces milliards, ils se tourneraient vers les opposants au pouvoir s'ils n'avaient pas, eux-mêmes, un verre dans le nez ?

CLAUDE SARRAUTE.

Au Liban

Deux attaques contre les Israéliens au sud de Saïda

Saïda (sud du Liban) (AFP). — Une roquette a été lancée ce lundi matin 27 février contre le camp de Saïda, siège de l'administration du sud du Liban, occupé par les services de renseignement et des gardes frontières de l'armée israélienne. Selon des témoins, la roquette a été tirée par des hommes armés circulant à bord d'une voiture. Ces derniers, qui ont réussi à prendre la fuite, ont été poursuivis par des soldats israéliens tirant en l'air dans tous les sens. On ignore s'il y a eu des victimes parmi les militaires israéliens.

Aussitôt après l'attentat, les forces israéliennes ont occupé la route reliant Saïda à Zahran, plus

au sud, et ont entrepris des perquisitions dans un quartier limitrophe du camp, où elles ont arrêté trente personnes.

Une heure plus tôt, une patrouille israélienne avait été attaquée à la grenade et à l'arme automatique à 6 kilomètres au sud de Saïda, près du village de Gazieh. Côté israélien, selon des témoins, quatre tués ou blessés parmi les soldats israéliens.

Le numéro de « Monde » daté 26-27 février 1984 a été tiré à 429 214 exemplaires.

Depuis douze ans, le CEGOS a formé 300 Contrôleurs de gestion

Cycle de formation intensive au métier de

CONTROLEUR DE GESTION

en 4 fois 5 jours

Début du prochain cycle : 12 mars 1984

CEGOS, 925 16 Boulogne-Billancourt Cedex 620-62-13 - M^{me} Roliero

BAC.E / BAC.C

CONCOURS D'ENTREE A DES ETUDES SUPERIEURES REMUNEREES

L'ECOLE TECHNIQUE NORMALE D'ARCUEIL accueille par un concours les bacheliers E ou C.

La réussite à ce concours permet l'accès à un cycle de 2 ans d'études techniques supérieures rémunérées équivalent à un BTS ou IUT.

A l'issue de ces études, les candidats pourront s'intégrer dans un corps de FONCTIONNAIRES CIVILS au sein des établissements industriels de l'armement terrestre.

Closure des inscriptions le 24 mars 1984.

Renseignements : E.T.N. 24, av. Prieur de la Côte d'Or 94114 - ARCUEIL Cedex. (1) 656.52.20 poste 24.74.

LENTILLES DE CONTACT

Bausch & Lomb : Lentilles souples, ultra-minces.

Laboratoires OSIRIS

Bénéficiez de la technologie du 1^{er} fabricant mondial, et de l'expérience d'une équipe d'optométristes spécialement formés aux plus récents progrès. Nous pouvons vous garantir leur compétence et leur gentillesse. Vous aurez vos lentilles le jour même : prenez rendez-vous.

Adaptation comprise, 696 F la paire. PROMOTION jusqu'au 15 mars 1984 (sur présentation de ce bon).

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

PARIS 1^{er} - (Métro Châtelet ou Pont Neuf) 20 quai de la Magisserie (1) 233.00.20
PARIS 5^e - 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99
PARIS 9^e - 86 rue La Fayette (1) 246.31.97
ET BORDEAUX - LILLE - LYON - NICE

150 من المال